



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

MINISTÈRE D'ÉTAT

BULLETIN D'INFORMATION

Service « Information et Presse », 18, rue Aldringer, Luxembourg

N° 10 (8^{me} année)

Luxembourg, le 31 octobre 1952

Mémorial (mois d'octobre)

Ministère des Finances.

L'arrêté grand-ducal du 4 octobre 1952 porte publication de la Convention en matière d'indemnisation réciproque des dommages de guerre aux biens privés entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique, conclue par échange de notes à Luxembourg, le 26 septembre 1952.

Le « Mémorial » N° 62 du 15 octobre 1952 publie un premier relevé de titres annulés en vertu de l'arrêté grand-ducal du 1^{er} août 1952.

Un arrêté ministériel du 18 octobre 1952 a pour objet l'allocation de primes en faveur de l'amélioration hygiénique de l'Habitat.

*

Ministère des Affaires Economiques.

Un arrêté ministériel du 1^{er} octobre 1952 a pour objet la nouvelle composition du Conseil de l'Economie Nationale.

*

Ministère des Affaires Etrangères.

L'arrêté grand-ducal du 1^{er} octobre 1952 rend applicable à l'Organisation Météorologique Mondiale la Convention du 21 novembre 1947 sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées reliées à l'ONU.

*

SOMMAIRE:

	Pages		Pages
1. Mémorial (Mois d'octobre)	167	7. La Journée des Nations Unies. 1952.	174
2. Chambre des Députés (Mois d'octobre)	168	8. Leurs Altesses Royales Madame la Grande-Duchesse et Monseigneur le Prince de Luxembourg inaugurent la Maison de Retraite Grande-Duchesse Charlotte à Mertzig	175
3. Journée de Commémoration Nationale	168	9. Inauguration de l'Ecole professionnelle d'Ettelbruck en présence de S. A. R. le Grand-Duc héritier Jean	176
4. Autour de Benelux	169	10. Visite officielle du Collège Echevinale de Luxembourg à Paris	179
Les Préambules.		11. Nouvelles de la Cour	178
La Réunion des Industriels belges.		12. Le Mois en Luxembourg (Mois d'octobre)	179
La Conférence Benelux au Zoute.		13. Le Grand-Duché de Luxembourg et le Plan Schuman	183
5. Visite à Luxembourg du Général Matthew B. Ridgway, Commandant Suprême des Forces Alliées en Europe	171		
6. Le Chancelier fédéral d'Autriche, Dr Léopold Figl, à Luxembourg	172		

L'arrêté grand-ducal du 2 octobre 1952 a pour objet la levée de la classe 1934.

*

La session ordinaire de la Chambre des Députés est déclarée close par arrêté ministériel du 30 octobre 1952.

L'arrêté grand-ducal du 31 octobre 1952 délègue au Ministre d'Etat les pouvoirs d'ouvrir et de clore la session ordinaire de la Chambre des Députés pour 1952-1953.

Chambre des Députés (mois d'octobre)

24 octobre: Réunion de la section centrale.

28 octobre: Réunion de la section centrale.

Au cours de ces deux réunions, la Section centrale a délibéré sur le projet de loi portant

majoration de certains impôts directs, création d'un fonds de crise et possibilité d'imputer la taxe sur le chiffre d'affaires à l'exportation sur l'impôt sur le revenu.

La Journée de Commémoration Nationale

Chaque année, le peuple luxembourgeois voue une journée particulière à la mémoire de ses Héros de la guerre 1940-1945, victimes de la tyrannie qui essaya de briser les forces vives de notre peuple, épris de liberté et de justice.

Dans cette lutte contre un envahisseur sans scrupules, la date du 10 octobre 1941 est caractéristique: un plébiscite devait concrétiser les efforts sournois des nazis pour obtenir l'affiliation définitive du Luxembourg au « Reich millénaire ». Mais à la suite des premiers sondages, le résultat de cette action insidieuse fut désastreux pour l'occupant, et le peuple luxembourgeois, fidèle à sa Souveraine et à son pays, fut encore accablé, en guise de représailles, des sévices implacables d'un ennemi déçu et partant rageur.

A l'approche de cette date, glorieuse entre toutes dans notre histoire nationale séculaire, le peuple luxembourgeois se souvient pieusement des sacrifices sans nombre de ses meilleurs citoyens.

Cette année-ci, la Journée de Commémoration Nationale avait été fixée au dimanche, 12 octobre. Dans la semaine précédant ce dimanche, des articles parus dans la presse avaient souligné la valeur morale et le sens profond de cette journée. Le 10 octobre même, le Gouvernement fit insérer dans la presse une Proclamation dont voici le texte:

« Den 10. Oktober as den nationalen Erënerongsdag, wou d'Lëtzeburger Vollek zréckdenkt un déi däischter Joren vun 1940 bis 1945, un dat, wat mer gelidden, an un dat, wat mer erstridden hun.

Mer denken drun, wéi den 10. Oktober 1941 onst Vollek an engem wonnerbar patriotischen Elan de verbriecherische Versuch vun der Volleksofstëmmong zu Schane gemat an sech trei zu senger Souveraine a senger Hemecht gestallt huet.

Mer denke mat Dankbarkät un all déi, déi op dem Hemechtsbuedem an dobaussen am Exil, an der Deportatioun, an de Prisongen, an de Kazetter fir d'Freihät a fir d'Hemecht gelidden hun.

Mer denke mat déiwem Matgefill un all déi Jongen an déi Leit, denen d'Liewen oder d'Hierz gebrach as gin. Mer denken ower och un d'alliéiert Zaldoten, déi de Lëtzeburger Buedem freigemat hun. Mer vergiessen ni den Dag vun der Liberatioun a soe Merci onse Befreier vun demols.

Déi schro Zeit vun 1940 bis 1945 as eriwier an d'Liewe gät virun. Villes vergät a vergësst sech; an d'Völker bleiwen a riichten sech nei an. Mir welle net bei dem Ale stoe bleiwen. Eng nei Zeit as nu komm; mir gin hir entgéint, mir gi mat hir virun. Mir welle kën onnéidegen Haass nodron a si stolz drop, dat dat neit Europa op Lëtzeburger Buedem säin Ufank geholl huet. Dem Vergaangen, eisen Helden a Märtyrer aus dem Krich, si mer trei, wa mer trei Lëtzeburger bleiwen; der neier Zeit dénge mer, wa mer gutt Europäer gin, déi a Fridd a Freihät, a Wuelstand a Gléck zesummen liewe wëllen.

Zu Lëtzeburg get en Déngscht ofgehal an der Kathedral ëm 10.15 Auer. No der Mëss gi Blumen beim Hinzterter Kräiz niddergeluegt.

D'Regëierong biet d'Leit, den Erënnerongsdag sou ze feieren, ewéi et sech gehéiert.

Lëtzeburg, den 10. Oktober 1952.

D'Memberen vun der Regëierong:

P. Dupong,	V. Bodson,
J. Bech,	M. Rasquin,
P. Frieden,	N. Biever.

En l'Eglise Cathédrale de Luxembourg, Mgr. Alfred Mille, Vicaire général du Diocèse de Luxembourg, célébra le 12 octobre, à 10 heures 15, un service solennel en présence de Leurs Altesses Royales Madame la Grande-Duchesse et Monseigneur le Grand-Duc héritier Jean, des représentants du Corps Diplomatique accrédité à Luxembourg, de S. Exc. M. Emile Reuter, Président de la Chambre des Députés, et de nombreux membres du Parlement, de S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et de MM. les Ministres Pierre Frieden et Michel Rasquin, des représentants des corps constitués, de l'Armée et des délégations des groupements de la Résistance et des Anciens Combattants. Les drapeaux et étendards de ces associations s'étaient rangés dans l'avant-chœur de l'Eglise.

La chorale de la Cathédrale, dirigée par M. l'abbé M. Steinmetz, interpréta la « Missa Salve Regina Pacis » de H. Huber qui se termina sur les accents majestueux du « Domine salvam fac » d'A. Leblanc, suivi du « Te Deum ».

Devant la Cathédrale, la Musique de la Garde et un détachement de la Garde grand-ducale rendirent les honneurs à Leurs Altesses Royales Madame la Grande-Duchesse et Monseigneur le Grand-Duc héritier.

A 11 heures 45 eut lieu au Cimetière Notre-Dame devant la Croix de Hinzert une cérémonie commémorative. Après l'exécution de la chorale « Letzeburger Märtyrer » d'Albert Thorn par la Musique de la Garde, Mgr. Alfred Mille bénit la tombe. Tandis que retentit la « Sonnerie aux Morts », S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, déposa une couronne au nom du Gouvernement; des fleurs furent également déposées par les délégués des mouvements de la Résistance.

La cérémonie fut clôturée par l'exécution de l'hymne national, écouté dans un silence religieux.

Dans la plupart des communes, la population célébra également avec dignité cette journée par des services religieux et par le dépôt de fleurs aux Monuments aux Morts locaux.

Autour de Benelux

Les Préambules. — La Réunion des Industriels belges.

La Conférence Benelux au Zoute.

Le rapprochement des pays de Benelux s'est heurté depuis quelque temps à certaines difficultés qui ont eu pour conséquence de ralentir les négociations et pourparlers.

Les difficultés qui se font jour à l'heure actuelle dans de nombreux secteurs de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise du fait de la disparité du niveau des salaires entre les trois pays et de la concurrence qui en est résultée, ont pris une assez grande extension dans certains secteurs ce qui a provoqué des revendications de la part des entreprises en cause.

Ainsi, au courant du mois de septembre 1952, une réunion fut organisée à Bruxelles, à l'initiative de la Fédération des Industriels Belges, entre les délégués des organisations centrales industrielles des trois pays et les représentants de secteurs dont les intérêts se trouvent en cause, tant du côté belgo-luxembourgeois que du côté néerlandais, afin d'examiner les conséquences que les conditions actuelles de la concurrence néerlandaise entraînent pour de nombreuses activités économiques tant que ne sera pas

instaurée une politique économique, financière, sociale et agricole qui assure l'égalisation des conditions de la concurrence.

La Fédération des Industriels Belges, après avoir réaffirmé que le préjudice résultant du régime actuel de Benelux pour de nombreux secteurs de son industrie n'a pas ébranlé sa confiance dans les avantages d'une extension des marchés, pas plus qu'il ne cache à ses yeux le prestige et l'autorité accrue conférés aux pays de Benelux du fait de leur intégration, constate que le déséquilibre existant depuis 1948 non seulement s'éternise, mais s'aggrave encore et que la cause doit en être cherchée dans la divergence persistante de deux systèmes économiques opposés: l'un dirigiste comprimant artificiellement les éléments du coût de production, l'autre se basant sur la formation libre de ces éléments.

A la lumière de ces événements, le problème de la collaboration économique belgo-néerlandoluxembourgeoise dans le cadre de Benelux fut discuté au niveau ministériel au cours d'une

conférence qui avait eu lieu le 14 octobre 1952 au Zoute.

On remarquait à cette réunion, du côté luxembourgeois, S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, M. Michel Rasquin, Ministre des Affaires Economiques, et M. Robert Als, Ministre de Luxembourg à Bruxelles.

La conférence du Zoute avait surtout à s'occuper du problème que posait la concurrence néerlandaise pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, et les Gouvernements avaient décidé de se réunir en vue de prendre certaines mesures propres à aplanir les difficultés. Cette conférence constitua pour les deux parties, l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et les Pays-Bas, l'occasion de faire le point à la lumière des données plus récentes.

A cette conférence assistèrent du côté luxembourgeois MM. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, Michel Rasquin, Ministre des Affaires Economiques, Nicolas Biever, Ministre du Travail, avec les experts MM. Elvinger et Jérôme Anders, Conseillers de Gouvernement, et Huberty, Directeur de l'Inspection du Travail et des Mines.

Le 14 octobre, à l'issue de la réunion interministérielle du Zoute, les trois Gouvernements ont publié le communiqué suivant:

Communiqué.

I. — a) Les trois gouvernements ont à nouveau constaté qu'ils étaient pleinement d'accord pour estimer qu'une union complète ne peut se réaliser qu'après résorption des disparités trop grandes entre leurs économies. Ils ont constaté avec satisfaction que plusieurs des obstacles qui existaient auparavant, ont été aplanis pour résorber, par exemple, les déséquilibres de la balance des paiements et le recours à une politique de subsides développée.

Ils ont constaté à regret que la disparité des salaires existant en 1949 entre les deux économies n'avaient pas été suffisamment résorbée et qu'elle s'était même accentuée, contrairement aux espoirs formulés dans le protocole du 13 mars 1949. Cette disparité pèse, à l'heure actuelle, d'un poids très lourd sur les relations économiques.

b) Les trois gouvernements se sont trouvés d'accord, une fois de plus, pour estimer désirable une politique qui tende au relèvement du niveau de vie de la population. Cet état d'esprit se traduit par le souci de fixer le niveau des salaires aussi haut que le comporte la possibilité de la situation économique.

c) Ils sont d'accord pour estimer qu'aucune politique des salaires ne doit mettre en danger la balance des paiements, ni être elle-même une cause d'augmentation du chômage.

d) Ils ont pris note d'une constatation de fait d'après laquelle il semble qu'il y ait en ce moment-ci, aux Pays-Bas, une légère tendance à

la hausse des salaires. Notamment la loi du 1^{er} juillet 1952 a entraîné une augmentation des salaires et des charges sociales patronales, et une augmentation du loyer est envisagée.

Il est signalé, d'autre part, qu'un avis du Conseil économique et social des Pays-Bas sera demandé à brève échéance sur les méthodes de formation des salaires à appliquer dans l'avenir.

Les trois gouvernements constatent que les salaires ont en fait tendance à s'adapter au coût de la vie, soit sur une base légale, soit par le jeu des conventions. Les trois gouvernements s'accordent pour estimer nécessaire de contenir dans la mesure du possible la hausse du coût de la vie et de mettre des produits à la disposition des consommateurs aux prix les plus favorables.

II. — Forts de leur accord sur les dispositions rappelées ci-dessus, les trois gouvernements ont décidé de créer sur-le-champ une commission spéciale qui, sous la présidence des Ministres des Affaires Economiques et du Travail, réunira les délégués des organisations professionnelles les plus représentatives des trois pays, afin d'examiner les éléments constitutifs de la politique des salaires et des prix, à la lumière des principes rappelés ci-dessus, et de donner leur avis à ce sujet.

III. — a) Les trois gouvernements ont pris acte des difficultés particulières à certains secteurs industriels belges que les intéressés attribuent aux conditions exceptionnelles de concurrence au sein des marchés Benelux. Il s'agit, notamment, des secteurs suivants: tabac, cuir, papier, meubles, poèlerie, émaillerie.

b) Il est de l'avis des trois gouvernements qu'il est indispensable de rechercher en premier lieu la nature et les causes des difficultés et d'arrêter les moyens susceptibles d'y remédier.

c) A cet effet, des comités spéciaux, créés par secteur industriel particulièrement atteint, seront constitués sous la présidence de fonctionnaires et réuniront avec ceux-ci des délégués des travailleurs et des employeurs des secteurs intéressés. Lesdits comités s'efforceront de promouvoir des arrangements établis de commun accord par les producteurs intéressés avec le concours des instances officielles.

d) A défaut d'arrangements amiables, les gouvernements interviendront pour adopter les mesures appropriées à la situation, en s'inspirant au besoin des dispositions prises antérieurement en vertu de l'avenant d'Ulvenhout de septembre 1951.

IV. — Les trois gouvernements ont convenu de se réunir à nouveau dans un délai de six semaines pour prendre connaissance du résultat de l'examen en vertu du point III ci-dessus et dès que possible pour examiner les décisions sur le point II ci-dessus.

V. — En vue d'assurer une cohésion progressivement croissante entre les divers éléments de

leur politique économique, les trois gouvernements ont décidé:

a) de créer un groupe ministériel permanent chargé de veiller à assurer, dans les décisions gouvernementales importantes en matière économique, la convergence indispensable.

b) d'inviter la «Nederlandse Bank» et la Banque Nationale de Belgique à établir entre elles un contact étroit en présence des commissaires des gouvernements, à l'effet de coopérer

dans leurs politiques monétaire, de change, de crédit ainsi qu'en matière de contrôle des changes.

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sera associé à ces travaux.

c) d'accentuer la coordination étroite de leur politique en matière de commerce extérieur, établie à la suite du protocole d'Ostende du 31 juillet, vis-à-vis de l'O.E.C.E., de la zone dollar et des pays tiers.

Visite à Luxembourg du Général Matthew B. Ridgway, Commandant Suprême des Forces Alliées en Europe

Le Général M. B. Ridgway, successeur du Général Eisenhower au poste de Commandant Suprême des Forces du NATO en Europe, avait entrepris au cours de la première moitié du mois d'octobre 1952 une série de visites aux Gouvernements des Pays membres du Pacte de l'Atlantique Nord. C'est ainsi que le Commandant Suprême s'était rendu dans la semaine du 12 au 18 octobre à Londres et de là à Bruxelles. De Bruxelles, le Général Ridgway se rendit le 16 octobre à Luxembourg.

Le Général était accompagné de Mrs. Ridgway et de Mr. Lehrbas, du Lieutenant-Colonel Walters, du Major Ray et du Lieutenant De Greef, fils du Ministre de la Défense Nationale de Belgique.

Vers 11 heures, le Général et sa suite arrivèrent par la route au poste frontière de Steinfort. Le Commandant Suprême du NATO y fut reçu par M. le Conseiller de Gouvernement Pierre Werner, Secrétaire général a. i. du Gouvernement, M. le Conseiller de Gouvernement Pierre Welter, M. le Professeur Joseph Petit, Chef du Service de Presse du Gouvernement, et M. le Conseiller de Légation Georges Heisbourg. Le Colonel Aloyse Jacoby, Chef d'Etat-Major de l'Armée, salua le Général au nom de l'Armée luxembourgeoise.

De Steinfort, le cortège des voitures officielles, précédées d'agents de la gendarmerie motorisée et escortées de la Police Militaire, prit la direction de la Capitale.

Peu avant midi, le Commandant Suprême du NATO se rendit à la Place de la Constitution pour y déposer une couronne de fleurs sur la dalle du Monument du Souvenir. Un détachement de la Garde grand-ducale, commandé par le Lieutenant en 1^{er} Majerus, présenta les armes, et ce fut aux accents de la «Sonnerie aux Morts» que le Général s'inclina devant le mémorial dédié à nos anciens combattants morts pour la Patrie.

Après cette cérémonie, le Commandant Suprême eut un entretien avec S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement.

A 13 heures, Leurs Altesses Royales Madame la Grande-Duchesse et Monseigneur le Prince reçurent en audience le Général Ridgway au Palais grand-ducal. A la suite de cette audience eut lieu au Palais grand-ducal un déjeuner en l'honneur du Commandant Suprême des Forces du NATO, auquel prirent part les membres de la Famille Grand-Ducale, le Général Ridgway et Mrs. Ridgway, S. Exc. Mrs. Perle Mesta, Ministre des Etats-Unis d'Amérique à Luxembourg, S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, S. Exc. M. Emile Reuter, Président de la Chambre des Députés, M. Félix Welter, Président du Conseil d'Etat, et le Colonel Aloyse Jacoby, Chef d'Etat-Major de l'Armée luxembourgeoise.

Le Commandant Suprême du NATO devait repartir dans le courant de l'après-midi par la voie des airs à son Quartier Général à Paris.

A 15 heures, la voiture du Général Ridgway arriva à l'aérodrome du Findel, venant du Cimetière militaire américain de Hamm, où le Général avait déposé des fleurs sur la tombe de son compagnon d'armes, le Général George S. Patton.

Le Commandant Suprême des Forces du NATO passa en revue la troupe alignée au garde-à-vous et serra la main aux chefs de peloton ainsi qu'à un volontaire luxembourgeois qui avait fait du service en Corée.

Dans le hall de l'aérogare, le Général Ridgway reçut encore les représentants de la presse et de la radio, auxquels il fit une courte déclaration. Le Général exprima notamment ses remerciements du chaleureux accueil qui lui avait fait à Luxembourg, parla de ses entretiens avec le Premier Ministre et le Chef d'Etat-Major de l'Armée et souhaita finalement qu'il soit donné

aux Etats membres du Pacte de l'Atlantique Nord de sauvegarder la paix et la liberté.

Avant le départ du Commandant Suprême du NATO, un détachement de la Garde grand-ducale avec drapeau, sous le commandement du Lieutenant en 1^{er} Ernest Thiry, rendit les honneurs. S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, M. le Conseiller de Gouvernement Pierre Welter, M. le Professeur

Joseph Petit, Chef du Service de Presse du Gouvernement, et M. le Conseiller de Légation Georges Heisbourg étaient également présents sur l'aire de décollage pour présenter au Général les adieux du Gouvernement luxembourgeois.

Après avoir pris congé de S. Exc. M. Pierre Dupong, le Général, Mrs. Ridgway et leur suite montèrent dans l'avion qui décolla immédiatement après en direction de Paris.

Le Chancelier fédéral d'Autriche Dr Léopold Figl à Luxembourg

Les 20 et 21 octobre 1952, S. Exc. M. le Dr Léopold Figl, Chancelier fédéral d'Autriche, rendit une visite officielle à Luxembourg. Il était accompagné de Madame Figl, de M. Orsini-Rosenberg, Ministre d'Autriche à Bruxelles, et Madame Orsini-Rosenberg, de M. Meznik, Conseiller Ministériel, Chef du Service de Presse fédéral, de M. Karasek, Secrétaire de Légation, de M. Bilisics, Secrétaire de Légation, et Madame Bilisics.

Arrivé de Bruxelles par la route le 20 octobre, vers midi 30, le Chancelier fédéral d'Autriche fut reçu au poste frontière de Steinfort par M. le Conseiller de Gouvernement Pierre Werner, Secrétaire Général a. i. du Gouvernement, M. le Conseiller de Légation Paul Schulté, M. le Professeur Joseph Petit, Chef du Service de Presse du Gouvernement, et M. l'Echevin Georges Reuter, Consul de la République d'Autriche à Luxembourg.

La file des voitures officielles, précédée d'agents de la gendarmerie motorisée, prit la direction de la Capitale où le Dr Léopold Figl et sa suite furent attendus dans le vestibule de l'Hôtel Brasseur par les membres du Gouvernement luxembourgeois. Après avoir souhaité la bienvenue aux hôtes autrichiens, M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, offrit un déjeuner dans les salons de l'Hôtel Brasseur.

A 15 heures, le Dr Léopold Figl fut reçu en audience par Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse au Palais grand-ducal.

Vers 15 heures 30, le Chancelier fédéral d'Autriche se rendit au Monument du Souvenir pour y fleurir la dalle sacrée. Sur la Place de la Constitution, un détachement de la Garde grand-ducale rendit les honneurs. Le Dr Figl fut reçu à son arrivée devant le monument par M. le Conseiller de Gouvernement Pierre Werner, le Colonel Aloyse Jacoby, Chef d'Etat-Major de l'Armée, et le Capitaine de gendarmerie Brasseur.

Aux accents de la « Sonnerie aux Morts », le Chancelier fédéral d'Autriche et M. le Ministre Orsini-Rosenberg déposèrent une magnifique

couronne de fleurs devant le Monument du Souvenir.

La réception par la Municipalité.

A 16 heures 30, le Chancelier fédéral d'Autriche et sa suite furent reçus à l'Hôtel de Ville de la Capitale par M. Emile Hamilius, Député-Maire, entouré des membres du Collège échevinal et municipal.

Le péristyle de l'Hôtel de Ville était richement décoré de fleurs et de verdure et des oriflammes aux couleurs autrichiennes et luxembourgeoises ornaient la façade du bâtiment.

La réception eut lieu dans la salle des séances en présence de S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et des conseillers municipaux.

Le discours de bienvenue fut prononcé par M. le Bourgmestre Emile Hamilius et M. le Chancelier fédéral remercia vivement la Ville de Luxembourg de ce chaleureux accueil. Le Dr Léopold Figl signa encore le Livre d'Or de la Capitale et un vin d'honneur clôtura cette réception.

Conférence de Presse au Ministère des Affaires Etrangères.

A 17 heures, M. le Dr Léopold Figl reçut les représentants de la presse et de la radio dans les salons du Ministère des Affaires Etrangères.

M. Joseph Petit, Professeur, Chargé de la Direction du Service de Presse du Gouvernement grand-ducal, qui était attaché à la personne du Chancelier pendant son séjour à Luxembourg, souhaite la bienvenue au Chancelier fédéral et aux personnalités de sa suite. Dans son allocution, il mentionna le grand memorandum autrichien concernant la fin de l'occupation et du rétablissement de la souveraineté complète de l'Autriche, remis au Gouvernement luxembourgeois le 4 août 1952. (Voir « Bulletin d'Information » 8/9, 1952.)

Ensuite, il parla des liens historiques qui avaient existé au 18^e siècle entre la Maison d'Autriche et le Luxembourg et de la bienfaisante

activité qu'avait déployée l'administration autrichienne dans le Duché de Luxembourg. Montrant du geste le portrait de l'Impératrice Marie-Thérèse qui orne la Salle des Ambassadeurs du Ministère des Affaires Etrangères et en dessous duquel se tenait le Chancelier Figl, il dit que plusieurs historiens ont nommé la période autrichienne l'âge d'or de l'histoire du Luxembourg.

Dans sa réponse, le Chancelier fédéral remercia chaleureusement le Professeur Petit des remarquables paroles à l'adresse de l'Autriche et de sa propre personne, et le Président du Gouvernement autrichien exposa ensuite la situation de son pays qui, foncièrement démocratique et épris de liberté malgré sept années d'occupation, n'a pas encore pu obtenir un Traité de paix et qui continue à supporter les dures péripéties de l'occupation par les quatre Puissances. L'exposé du Chancelier fédéral était étayé de preuves et d'exemples indubitables pris dans le secteur politique, économique et culturel. L'orateur termina son exposé par un appel aux pays occidentaux d'aider l'Autriche à recouvrer bientôt son indépendance totale et à reprendre sa place et son rôle dans le concert des nations.

Après son discours, M. le Dr Léopold Figl répondit à plusieurs questions que les journalistes présents lui posèrent, et il accorda une interview spéciale au représentant de Radio-Luxembourg.

Visite à S. Exc. Mgr. l'Evêque de Luxembourg.

En fin de soirée, le Chancelier fédéral rendit visite à S. Exc. Mgr. Joseph Philippe, Evêque de Luxembourg. S. Exc. l'Evêque-Coadjuteur Mgr. Léon Lommel assistait à l'audience au Palais épiscopal.

Après sa rentrée dans les salons de l'Hôtel Brasseur, le Chancelier Figl reçut ses anciens camarades de détention des camps de concentration de Dachau et de Mauthausen qui lui remirent un exemplaire de l'ouvrage « Geôles Sanguantes » et du « Livre d'Or de la Résistance luxembourgeoise ».

La première journée de la visite du Chancelier fédéral à Luxembourg se clôtura par un dîner offert à 20 heures par M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, dans les salons du Casino.

Visite au Bassin minier et à la Moselle.

Le Chancelier fédéral d'Autriche profita de la deuxième journée de sa visite au Luxembourg pour prendre contact avec deux des plus importants facteurs de notre économie nationale, la sidérurgie au Bassin minier et la viticulture aux bords de la Moselle.

A 8 heures 30, le Dr Léopold Figl et sa suite arrivèrent à l'Usine de Dudelange pour visiter les nouveaux laminoirs. Conduit par MM. Léopold Bouvier et Charles Gonner, Directeur général et Directeur général adjoint de l'Arbed, et par M. Frank Meyer, Directeur de l'Usine de Dudelange, le Chancelier fédéral, qui était accompagné en outre de MM. Paul Schulté, Conseiller de Légation au Ministère des Affaires Etrangères, et Joseph Petit, Chef du Service de Presse du Gouvernement, prit un grand intérêt aux explications techniques qui lui fournirent MM. Bouvier, Gonner et Meyer au cours de la visite des laminoirs. A la fin de la visite, le Dr Léopold Figl remercia vivement ses cicerones et exprima le vœu de voir prospérer l'industrie métallurgique luxembourgeoise.

Se rendant directement de Dudelange à Remerschen, le Chancelier fédéral y visita également les installations modernes des Caves Coopératives du Sud. Le Dr Figl et sa suite y furent accueillis par M. Jean-Pierre Buchler, Conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Agriculture, M. Legill, Bourgmestre de Remerschen, MM. N. Kieffer et J.-B. Hury, Directeur et Commissaire de la Station viticole de l'Etat, P. Faber, Président de l'Association des Caves Coopératives des Vignerons de la Moselle, MM. G. Wiltzius et J. Engel, Président et Directeur des Caves de Remerschen.

A la fin de la visite, un vin d'honneur fut offert dans la salle de réception des Caves Coopératives. De courtes allocutions furent prononcées par MM. G. Wiltzius, J. Faber et M. le Chancelier fédéral.

Sur le chemin du retour, le Dr Léopold Figl tint à s'incliner au cimetière militaire américain de Hamm devant la tombe du Général George Patton, sur laquelle il déposa des fleurs.

A 13 heures 44, le Chancelier fédéral d'Autriche et sa suite prirent l'express pour La Haye. A la Gare centrale de Luxembourg-Ville, S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, présenta les adieux du Gouvernement au Chancelier fédéral.

La Journée des Nations Unies 1952

A l'occasion du VII^e anniversaire de l'entrée en vigueur des dispositions de la Charte des Nations Unies, S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, adressa, le 24 octobre 1952, devant le micro de Radio-Luxembourg le message suivant à la population luxembourgeoise:

«Viru siwe Joer, de 24. Oktober, go'uwen d'Verénegt Natio'nen, och UNO genannt, gegrënnt. Dén Datum verdengt, all Joer an der ganzer zivilise'chter Menschhét ervirgestrach ze gin. Ewell mat der Grënnong vun der Organisatio'n vun der UNO sollt eng nei, besser Period an der Menschengeschicht agelät gin. De Fridden, de mat eso'u vill Gudd a Bludd am Weltkrich erkämpft wor gin, sollt durch de'i verénegt Muecht vun denen an der UNO zesumme geschlossene Länner endgültig secher gestalt gin. Gleicht Recht fir all Menschen a Völker, gro'uss oder kleng, stäark oder schwäch, go'uw op e Neis proklame'ert. Entsprechend Arichtongen, fir durch d'ganz Welt de Respekt vum Recht secher ze stellen, sollte geschäft gin. Zugleich sollten de soziale a materielle Progrès am Interessi vun der Menschhét mat alle Möttelen virugedriwe gin.

Dät ass e wonnerbare Programm. En ass wert, vun alle Leit a Länner, de'i guddes Söns sin, appuye'ert ze gin. Tatschlech hun sech bis elo siechzeg Länner der UNO ugeschloss. An eng Zuel vun anere Länner hu gefrot a wärden drop, fir och Member ze gin. Mächtig Organisatio'nen si geschäfte gin, fir den Ausbroch vum Krich ze verhönneren. Dofir ass önnere anere so'genannten Conseil de sécurité oder Secherhét'srot do, dé läfend all Konflikt iwerwächt an am Fall der No'ut d'UNO befässt. A ville Fäll si Resultater errécht gin, so'u z. B. am Libanon, a Syrien, am Iran, an Indonesien, zweschen Indien a Pakistan. Önnerehalb vun der UNO go'uwen Regionalpakten ofgeschloss, we'i de Bre'isseler Pakt an de Pakt Atlantique, zo'u dénen och onst Land gehe'ert. Egen Institutio'nen go'uwen op d'Bé gesät, fir déne Länner, de'i derzo'u gehe'ren, materiell a finanziell ze hel-len. Ech nennen z. B. de'i international Bank fir den Opbau an d'Rekonstruktio'n, vun dér och onst Land schon eng Anleih vun iwer 500 Millio'nen krut. An de'i Länner, de'i wirtschaftlech zréck sin, go'uwen Kommissio'nen vun Experten geschéckt, de'i mat Rod an Dod beisprangen. Eng égen Organisatio'n beschäftigt sech mat dem Progrès am Ackerbau a mat enger besserer Produktio'n vu Liewesmöttel. D'Förderung vun der Bildung, vun der Vollekgesondhét leit an den Hänn vun aneren Weltönnereorganisatio'nen. Technesch Höllef op alle Gebitter gött den ugeschlossenen Länner verschäft. Jé, et ass ké Gebitt, wo'u net agegraff gött, fir d'Menschhét virun ze brengen, fir se me'i glécklech ze mâchen, an dem Mensch seng Freihét,

seng natirlech Rechter a seng Dignité'it ze ver-dédegen.

All dät gött leider oft iwersin, wa mer durch de Radio an durch d'Press he'iren vun déne Streidereien a Ménongsverschiddenhéten, de'i op der Generalversammlung vun der UNO sech brét mâchen. Mä mer dürfen dodurch net onst gesond Urtel verle'iren.

Et aß secher net alles ideal. Mä de'i öffentlech Diskussio'nen hun och hirt Gudds. Eso'u läng, we'i diskute'ert gött, kent et nach net zur Gewalt an zum Krich. De'i öffentlech Diskussio'nen hun dät fir sech, dass all Land gezwongen ass, sei Fall virum Tribunal vun der Weltménong ze pläde'iren. All Länner färten d'öffentlech Weltménong. Sie wössen, dass dät Land, dät d'Weltménong ge'int sech huet, och bei engem gewaltsame Konflikt zu gudder Lescht ge'iw verle'iren.

Iwerflächlech Beobachter soe vleicht: Kuckt de Koreakrich. Dé beweist, dass d'UNO de Krich net ka verhönneren. Zo'ugin, dass d'Friddensorganisatio'n vun der UNO nach bis elo keng absolut Garantie ass ge'int all Friddensbrecher a Streitstöfter an de Relatio'nen teschent de Länner. Mä grad de Koreakrich beweist ower och, dass e Friddensbroch net ongestroft me'i durchkönn. A muncheren, dé geseit, we'i schwe'er ass Nordkorea schon elo sein Iwerfall vu Südkorea gebe'isst huet, gött zréckgehälen, dät selwegt ze versichen, wann en och Loscht derzo'u hätt. De Krich a Korea beweist, dass d'UNO nach vill me'i stäark muss gin, we'i se schon ass, fir all Krichsstepler definitiv d'Loscht ze huelen, de'i organise'ert friddlech Welt ze provoze'iren.

Dät, wät d'UNO scho bis elo op déne verschiddenste Gebitter gemächt huet, an och d'Onzo'ulänglechkeiten vun der UNO beweisen, dass d'Länner an d'Völker nach me'i musse beidroen, fir d'Organisatio'n vun der verénegte Natio'nen stäark ze mâchen. Da ka se weider bauen un dem gro'ussen idealen Ziel vum Völkerfridden, vu gleichem Recht fir jidderen, a vu sozialem a materiellem Fortschrött vun der Menschhét.

De'i puer Wirder, de'i ech elo gesot hun, dese 24. Oktober, hätten zum Zweck, e kleng bösschen beizedroen hei am Land zum Verstésdemech vun der gro'usser Säch vun der verénegte Natio'nen. Viru siwe Joer go'uf mat der Gröndong vun der UNO eng gro'uss Hoffnong gebuer op eng besser Zo'ukonft vu Fridden, Freihét, Recht a besserer Liewensform. Neischt an dese siwe Joer beweist, dass de'i Hoffnong vergiewens wor. Am Ge'gendél.»

La presse luxembourgeoise avait également consacré le 24 octobre des éditoriaux à cette journée anniversaire. Radio-Luxembourg, de son côté, diffusa du 21 au 28 octobre des causeries,

dont les thèmes furent les suivants: « La structure de l'ONU », « L'activité des Nations Unies sur le plan économique et social », « L'importance des problèmes économiques et sociaux dans l'organisation de la paix par les Nations Unies »,

« Le Fonds International des Nations Unies pour le Secours à l'Enfance », « Les Nations Unies et le problème de la délinquance juvénile » et « Les sciences administratives dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies ».

Visite officielle du Collège Echevinal de Luxembourg à Paris

Sur l'invitation de la Municipalité de Paris, M. Hamilius, maire de Luxembourg, accompagné des échevins MM. Kœnig, Rollinger et Reuter ainsi que de M. Beck, secrétaire général, fut pendant trois jours, du 6 au 9 octobre 1952, l'hôte de la Ville de Paris, rendant à M. Paul Coirre la visite que le Président du Conseil municipal de Paris avait faite à Luxembourg il y a quelques mois.

Un déjeuner fut offert aux représentants de la Ville de Luxembourg à Paris, où ils furent reçus par le Ministre, le Conseiller de la Légation et le Consul général.

Les manifestations officielles ont commencé lundi, le 6 octobre, par une réception à l'Hôtel de Ville de Paris, au cours de laquelle le bourgmestre et la délégation échevinale, escortés par des huissiers à chaînes, furent accueillis par M. Paul Coirre, Président du Conseil municipal, entouré de M. Jacques Féron, syndic, et des membres du bureau.

Parmi les personnalités luxembourgeoises on remarquait, outre les représentants diplomatiques de la Légation, MM. Hœltgen, Président de la Chambre de Commerce luxembourgeoise en France, Steines, Président de la « Luxembourg-geoise », R. Père Brenner, aumônier de la Mission France-Luxembourg, le sculpteur Tremont, etc.

L'Association des « Amitiés franco-luxembourgeoises » était représentée par M. Roger Millot, Vice-Président, M^{lle} Bouchard, Secrétaire générale, et M. René Brieck, Secrétaire général adjoint.

Au cours de son discours de bienvenue, M. Paul Coirre déclarait notamment:

« Une sympathie ancienne unit le Luxembourg à Paris, sa capitale à la nôtre. Mais cette affection mutuelle revêt depuis quelque temps une qualité particulière.

Les rapports personnels existant entre nos municipalités créent un climat de compréhension et d'accord que des relations lointaines ne pourraient seules établir. Le traditionnel attachement de nos pays, l'un pour l'autre, se trouve ainsi renforcé, puisque c'est en nous rencontrant que nous avons appris à nous estimer davantage.

Nous tenions spécialement à souligner ce caractère propre de notre union. Il rend à la valeur humaine toute sa signification et tout son rôle.

Dans un siècle, où les conceptions abstraites semblent plus précieuses que les hommes eux-mêmes, nos vieilles civilisations doivent se vouer à restituer toute leur puissance aux principes qui les fondèrent et à redonner tout leur sens aux contacts humains.

Le Luxembourg symbolise cette idée du monde que notre culture nous transmet. Plus que tout autre pays, il est lié à la France par une communauté d'esprit et par une affinité de goût. Cette rencontre contribua dans le passé à forger une amitié, dont la vigueur prouve qu'elle ne repose pas sur la seule proximité territoriale.

Placé au carrefour de deux civilisations, le Luxembourg associa son destin à celle qu'avaient léguée l'expérience et le travail de l'humanité latine. Dès l'aube de son histoire, il se rangea aux côtés de la France, lorsqu'elle apporta au continent, puis au monde, l'enseignement de son originalité.

La richesse de son passé prédisposait votre pays à comprendre et à mesurer les difficultés que nos relations traditionnelles rencontreraient dans un siècle novateur et quelquefois réformateur avec excès. En prévoyant l'avenir, il sut le préparer, adapter sa structure au rythme de l'évolution générale, tout en sauvegardant les traits essentiels de sa particularité nationale.

Le Luxembourg put ainsi montrer à ses voisins un bel exemple de progrès sage et réfléchi. Sa surprenante puissance industrielle, l'incontestable importance de ses ressources économiques surent s'intégrer dans le monde moderne et concourir ainsi à la prospérité de tous.

Cette opiniâtre volonté de préserver, à travers les temps, la cohésion et la paix d'une collectivité nationale qui résista victorieusement à toutes les épreuves donne au Luxembourg un rayonnement exceptionnel et lui attire l'admiration de tous les peuples. Cette situation privilégiée et le rôle chaque jour grandissant qu'il prend dans la vie internationale lui permet d'envisager les jours à venir avec confiance. Les Français, comme les Luxembourgeois, ont tout lieu de s'en féliciter, car ils n'oublient pas le rôle que votre nation tient à nos frontières et l'équilibre précieux que son prestige y assure.

A son tour, M. Emile Hamilius répondit en évoquant l'amitié toute naturelle et presque millénaire entre nos deux pays. Le bourgmestre rappela que la route de la France et la route de

Paris sont des routes de pèlerinage pour les tis, les artisans, les étudiants, les savants, les artistes, les sociétés, les voyageurs, les touristes comme elles le furent, de 1940 à 1945, pour les réfractaires clandestins. L'orateur conclut en exaltant la gloire et les charmes de « Paris, où tout est beauté et harmonie ».

Le Président du Conseil Municipal avait remis à M. Emile Hamilius les clés de la Ville de Paris en gage d'amitié et d'affection.

Ce dernier, en suite d'une décision unanime antérieure du Collège Echevinal luxembourgeois, nomma alors M. Paul Coirre Conseiller muni-

cipal honoraire de Luxembourg, lui donna l'accolade aux applaudissements de l'assistance et lui offrit ensuite, au nom de la population, une toile de Schmidt, représentant les forteresses de Luxembourg en hiver. Ce tableau avait figuré au dernier Salon Artistique à Luxembourg.

Après un déjeuner à l'Hôtel de Luzun, le bourgmestre et sa suite visitèrent au Grand Palais le Salon de l'Automobile.

Mardi, le 7 octobre, M. Hamilius ranima la flamme du Soldat Inconnu à l'Arc de Triomphe et la visite officielle devait s'achever après plusieurs visites dans la capitale et à Versailles.

Leurs Altesses Royales Madame la Grande-Duchesse et Monseigneur le Prince de Luxembourg inaugurent la Maison de Retraite Grande-Duchesse Charlotte à Mertzig

Le 27 octobre 1952 a été inaugurée la Maison de Retraite Grande-Duchesse Charlotte à Mertzig qui est la première réalisation du programme de l'Etat prévoyant la construction de plusieurs maisons de retraite dans les différentes parties du pays.

Le bâtiment, situé à la sortie de Mertzig sur la route menant vers Ettelbruck, comprend 31 chambres pour une personne et 21 chambres pour deux personnes. Il renferme une chapelle, des salles de lecture, une cuisine, et il est doté d'un monte-charge pour les malades et d'un autre pour le manger. Cette maison de retraite abritera les retraités qui pourront y passer le restant de leur vie dans un milieu propre et confortable.

La cérémonie de l'inauguration.

Pour l'inauguration de la maison de retraite de Mertzig, plusieurs personnalités s'étaient rendues à Mertzig, dont M. Emile Reuter, Président de la Chambre des Députés, S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, M. Nicolas Biever, Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, les bourgmestres des communes environnantes, les députés MM. Even, Schmit, Wagner, Abens, Gansen et Gallion, les membres du clergé, l'architecte de l'Etat, les représentants des Ponts et Chaussées, l'architecte M. Deitz et tous ceux qui ont collaboré à la réalisation de cette belle œuvre.

La population s'était donnée rendez-vous devant la maison de retraite, et dans la vaste cour se trouvaient les enfants des écoles, un détachement de P.M. et de la gendarmerie.

Ce fut à 15 heures que LL. AA. RR. Madame la Grande-Duchesse et Monseigneur le Prince de Luxembourg, escortés par M. Nicolas Biever, Ministre du Travail, et M. François Schrantz, Bourgmestre de Mertzig, Se rendirent devant la porte d'entrée de la maison de retraite où S.A.R. Madame la Grande-Duchesse coupa le ruban tricolore symbolique.

Les discours.

D'abord, M. le Bourgmestre de la commune de Mertzig prit la parole pour saluer Leurs Altesses Royales, les Ministres et les invités. Il rendit ensuite hommage à M^{lle} Marie Stoffel, originaire de cette localité, qui avait légué par son testament du 21 novembre 1940 toutes ses propriétés à l'administration communale de Mertzig en stipulant que le produit en devait servir à des fins sociales telles la construction d'un home pour vieilles gens, une école gardienne et une maison pour malades.

M. Nicolas Biever, Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, prit ensuite la parole. Il retraça la genèse de la Maison de retraite dont la construction avait pu être réalisée grâce aux dons de M^{lle} Marie Stoffel et aux fonds mis à la disposition de cette œuvre par l'Etat qui continua les travaux déjà entrepris par la commune de Mertzig avant le vote du projet de loi concernant la construction des maisons de retraite dans le pays.

Après avoir donné un aperçu rapide sur les buts auxquels doivent servir ces maisons de retraite, M. Nicolas Biever remercia S. A. R. Madame la Grande-Duchesse d'avoir bien voulu rehausser par Sa présence cette inauguration, et il déclara ensuite ouverte la maison de retraite.

A la suite d'une courte cérémonie, au cours de laquelle M. le curé Ruppert bénit les nouveaux locaux, M. Deitz, architecte, donna quelques détails techniques sur la construction de la maison de retraite.

Il rappela qu'en 1948 déjà l'administration communale de Mertzig, en exécution du testament de M^{lle} Stoffel, avait fait entreprendre les premiers travaux qui furent continués par l'Etat dès le vote du projet de loi concernant la construction de maisons de retraite.

Inauguration de l'Ecole professionnelle d'Ettelbruck en présence de S. A. R. le Grand-Duc héritier Jean.

Depuis la Libération, le travail de reconstruction a été poursuivi sans relâche dans les différentes parties du pays éprouvées par les événements de la dernière guerre et qui avaient laissé d'innombrables plaies à panser.

Ainsi, après que toute une série de nouvelles constructions et de bâtiments publics à travers le pays ont été reconstruits, la Ville d'Ettelbruck a procédé, le 6 novembre 1952, à l'inauguration de sa nouvelle école professionnelle en présence de S. A. R. le Grand-Duc héritier. La cérémonie d'inauguration, à laquelle on avait donné le caractère d'une séance académique, a eu lieu dans la salle de fêtes de l'école professionnelle décorée aux couleurs nationales.

Autour de S. A. R. le Grand-Duc héritier avaient pris place les invités d'honneur, parmi lesquels nous avons remarqué S. Exc. M. Emile Reuter, Président de la Chambre des Députés, M. Pierre Frieden, Ministre de l'Education Nationale, M. Michel Rasquin, Ministre des Affaires Economiques et de la Reconstruction, M. Nicolas Biever, Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, M. le Député Tony Schmit.

On remarquait en outre la présence de MM. Jean-Pierre Winter, Conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Education Nationale, André Origer, Conseiller d'Etat, Commissaire de district à Diekirch, Hubert Schumacher, Architecte de l'Etat-Directeur, Mathias Willems, Ingénieur d'arrondissement des Ponts et Chaussées, Marcel Wieser, Bourgmestre de la Ville d'Ettelbruck, N. Federspiel et R. Stoss, Echevins, les membres du Conseil communal d'Ettelbruck, Lambert, Président de la Chambre de Commerce, Werné, Président de la Chambre des Employés Privés, Meyers, Président de la Centrale Paysanne, A. Bodé, Directeur du Lycée classique de Diekirch, J. Bisdorff, Directeur de l'Ecole d'Artisans de Luxembourg, P. Schleimer, Directeur de l'Ecole Professionnelle d'Esch-sur-Alzette, ainsi que les Présidents des Syndicats ouvriers, les bourg-

Dans la vieille maison d'habitation sont installées les chambres des sœurs et la grange a été transformée pour recevoir l'école gardienne ainsi que les douches pour l'école primaire et le chauffage central.

A la fin de la cérémonie, Leurs Altesses Royales ainsi que les invités d'honneur visitèrent les bâtiments sous la conduite de M. Deitz et, vers 15 heures 40, Leurs Altesses Royales quittèrent le home sous les acclamations de la population.

mestres des localités où se trouve une école professionnelle, les chefs des administrations publiques, etc.

D'abord, M. Wieser, Bourgmestre de la Ville d'Ettelbruck, prit la parole pour offrir le salut de l'Administration communale à S. A. R. le Grand-Duc héritier, à MM. les Ministres et à tous les invités. Il remercia ensuite tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette œuvre et il exalta l'importance du rôle que va jouer cette école pour élargir les connaissances de la jeunesse.

La parole fut ensuite à M. Pierre Frieden, Ministre de l'Education Nationale, qui rappela d'abord l'effort de reconstruction entrepris depuis la fin de la guerre. Il passa en revue la position de l'artisanat luxembourgeois avant 1945 pour démontrer que la situation générale demandait la création de cet enseignement spécialisé pour la formation tant manuelle qu'intellectuelle et ceci en marge de l'Ecole des Artisans de Luxembourg et l'Ecole Professionnelle d'Esch-sur-Alzette qui sont aussi des instituts à la hauteur d'une grande tâche.

M. le Ministre Frieden, après avoir expliqué la valeur générale de l'enseignement, rappela la devise du «culte du bon ouvrage» qu'il faut défendre par tous les moyens dans les écoles et il indiqua la nouvelle méthode pour le commerce qui a été introduite dans l'école d'Ettelbruck, en ce sens que les élèves feront d'abord des études pendant deux années, avant de commencer leur travail pratique. En ce qui concerne l'enseignement professionnel, le Ministre de l'Education Nationale rappela en outre qu'à l'heure actuelle on a adopté la méthode qui consiste à laisser les cinq sixièmes de l'éducation à l'atelier et le reste à l'école, et que l'expérience devra prouver si c'est là la bonne moyenne.

Lors de son allocution, M. Nicolas Biever, Ministre du Travail, insista sur la nécessité de faire des artisans capables de faire un travail

qualifié et ayant des connaissances générales, surtout que les industries nouvelles créées dans le Nord du pays auront besoin d'ouvriers spécialisés qui pourront être recrutés dans cette même région grâce à l'école professionnelle d'Ettelbruck. Parlant de la préorientation professionnelle, le Ministre du Travail ajouta qu'il fallait diriger la jeunesse dans des secteurs de l'artisanat qui ont un avenir, et dans ce but il invita l'Administration communale d'Ettelbruck de permettre la création d'une école supérieure du travail dans le nouveau bâtiment.

Prenant ensuite la parole, M. Michel Rasquin, Ministre des Affaires Economiques et de la Reconstruction, insista sur l'impérieuse nécessité d'une plus grande connaissance de la part des artisans du fait de la concurrence qui devient de plus en plus serrée. Parlant des résultats obtenus

depuis 1945, année de la création de l'enseignement professionnel, M. Michel Rasquin les considéra comme insuffisants, l'intérêt pour une formation générale étant trop réduit dans les milieux intéressés.

M. Rasquin salua la création de l'école professionnelle d'Ettelbruck qui aura d'autres devoirs que ceux qui étaient demandés précédemment à de tels instituts.

Après le discours du Ministre des Affaires Etrangères, S. A. R. le Grand-Duc héritier ainsi que tous les invités firent la visite officielle du bâtiment nouvellement aménagé sous la conduite de MM. Wieser et Winter. Un vin d'honneur fut ensuite servi dans une des spacieuses salles et la journée se termina par un banquet présidé par S. Exc. M. Emile Reuter, Président de la Chambre des Députés.

Nouvelles de la Cour

Le 14 octobre 1952, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience S. Exc. Mgr. Aloyse Bigirumwami, Vicaire Apostolique de Nyundo dans le Ruanda.

*

Le 16 octobre 1952, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience le Général Matthew B. Ridgway, Commandant Suprême des Forces Armées Alliées en Europe.

*

Le même jour, Son Altesse Royale Monseigneur le Prince a reçu en audience de congé l'Air Marshal D. Colyer, C.B., D.F.C., Attaché Civil de l'Air auprès de la Légation de Grande-Bretagne.

*

Le même jour, Son Altesse Royale Monseigneur le Prince a reçu en audience de congé le Colonel d'Aleynac Gontaud de Coulange, Attaché Militaire et de l'Air auprès de la Légation de France.

A cette occasion, Son Altesse Royale a remis au Colonel de Coulange, au nom de Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse, les insignes de Commandeur de l'Ordre grand-ducal de la Couronne de Chêne.

*

Le 17 octobre 1952, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience le Président et les membres de la Haute Autorité de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier.

*

Le même jour, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience, en présence de S. Exc. M. Geoffrey C. Allchin, Ministre de Grande-Bretagne, S. Exc. Sir Cecil Weir, Chef de la Délégation britannique auprès de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier.

*

Le même jour, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience, en présence de M. John B. Ketcham, Chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis d'Amérique, M. William M. Tomlinson, Chef de la Délégation américaine auprès de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier.

*

Le 20 octobre 1952, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience S. Exc. M. Léopold Figl, Chancelier fédéral d'Autriche, en présence de S. Exc. le Comte Félix Rosini-Rosenberg, Ministre d'Autriche.

*

Le 28 octobre 1952, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience S. Exc. M. Otto Jacob Lange Kildal, Ministre de Norvège, qui Lui a remis les lettres d'accréditation auprès d'Elle à titre d'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.

*

Le 29 octobre 1952, Leurs Altesses Royales Madame la Grande-Duchesse et Monseigneur le Prince ont reçu en audience le Président, le Secrétaire ainsi qu'une Délégation de la Ligue Luxembourgeoise des Prisonniers et Déportés Politiques.

Le Mois en Luxembourg (mois d'octobre)

1^{er} octobre: Au Théâtre Municipal, le chanteur français Charles Trenet donne un récital avec le concours du pianiste-compositeur Albert Larsy.

2 octobre: Au Casino à Luxembourg, sous le Protectorat de la Légation de France, les Maisons Luja, Lecorsais, Knaff-Kremer et Schœmann organisent une grande Matinée d'Elégance au profit de l'Œuvre de Secours Grande-Duchesse Charlotte. Cette présentation est honorée de la présence de M^{lle} Marcelle Campana, Conseiller à la Légation de France.

4 octobre: A la grande salle des fêtes du Cercle Municipal, sous le haut patronage de LL. AA. RR. Madame la Grande-Duchesse et Monseigneur le Prince de Luxembourg, sous la Présidence d'honneur de M. Pierre Frieden, Ministre de l'Education Nationale et sous les Auspices du Collège Echevinat de la Ville de Luxembourg, le Comte Raoul Follereau fait une conférence intitulée « Douze Millions de Lépreux appellent au Secours ». La conférence illustrée par la projection de photographies prises par le Comte Follereau au cours de ses visites d'études dans plusieurs léproseries, est vivement applaudie. S. A. R. Monseigneur le Prince de Luxembourg honore de Sa haute présence la soirée. Parmi les personnalités qui y assistent notons les représentants du Corps Diplomatique, S. Exc. M. Emile Reuter, Président de la Chambre des Députés, S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et M. Pierre Frieden, Ministre de l'Education Nationale. — La même conférence a eu lieu dans plusieurs villes du Grand-Duché.

5 octobre: Les Rév. Pères Rédemptoristes fêtent le Centenaire de la fondation du Couvent à Luxembourg par le Rév. Père Zobel. A cette occasion, une grand'messe pontificale est célébrée à l'Eglise du Couvent, devant une nombreuse assistance, par S. Exc. Mgr. Dr Léon Lommel, Evêque-Coadjuteur de Luxembourg. Le sermon de circonstance est fait par Mgr. Henri Schmit, Curé de la paroisse Notre-Dame à Luxembourg.

La localité de Kautenbach inaugure ses deux ponts reconstruits sur la Clerve resp. la Wiltz. A la cérémonie assistent M. Victor Bodson, Ministre des Travaux Publics, MM. les Députés Schiltges, Ewen et Wenkin, MM. Auguste Wirion, Directeur des Ponts et Chaussées, Mathias Willems, Ingénieur d'Arrondissement des Ponts et Chaussées à Diekirch, MM. André Origer, Commissaire de District à Diekirch, Léon Gallé, Inspecteur d'Arrondissement des Ponts et Chaussées à

Diekirch, MM. Musquar, Directeur des C.F.L., Weber, Ingénieur en chef des C.F.L., MM. Theis et Hamer, Conducteurs-Inspecteurs, MM. Kreins, Bourgmestre de Wiltz, Nilles, Bourgmestre de Consthum, le corps enseignant ainsi que plusieurs officiers du Génie. Après que M. le Bourgmestre Wenkin eut souhaité la bienvenue aux invités, M. le Ministre Victor Bodson prononce un discours vivement applaudi. La bénédiction est donnée par M. le Curé Hengen et M^{lle} Sonja Bodson, fille de M. le Ministre des Transports, découpe le ruban traditionnel.

A Vianden a lieu le traditionnel Marché aux Noix. A cette occasion eut lieu également l'inauguration solennelle du nouveau drapeau de l'harmonie « Concordia ».

A Bous, un Monument aux Morts est inauguré en présence de M. Pierre Frieden, Ministre de l'Intérieur. Plusieurs discours sont faits, entre autres par M. le Ministre Pierre Frieden.

6 octobre: A Ettelbruck est inaugurée la nouvelle Ecole professionnelle, en présence de S. A. R. Monseigneur le Grand-Duc héritier.

Au Théâtre Municipal, ouverture de la saison lyrique 1952-1953. Le grand Théâtre de Nancy présente « Madame Bovary », drame lyrique, d'après le roman de Gustave Flaubert.

Le Service de l'Armée belge « Welfare » organise à la Villa Louvigny à Luxembourg une première captation de messages familiaux destinés aux Volontaires luxembourgeois en Corée.

8 octobre: Au Casino à Luxembourg, le Lieutenant-Colonel B. E. M. Crahay fait une conférence intitulée « Le Bataillon belgo-luxembourgeois au service des Nations Unies en Corée » sous les auspices de l'Association des Anciens Combattants Luxembourgeois de la guerre 1939-1945 et des Forces des Nations Unies. S. A. R. Monseigneur le Grand-Duc héritier, accompagné du Lieutenant en 1^{er} P. Koch, Aide de Camp, honore de Sa haute présence la soirée. Parmi l'assistance ont pris place S. Exc. le Vicomte Berryer, Ministre de Belgique à Luxembourg, S. Exc. M. Geoffrey Allchin, Ministre de Grande-Bretagne à Luxembourg, accompagné de M. Devereux Massé, Secrétaire de Légation, S. Exc. M. H. A. Hooft, Ministre des Pays-Bas à Luxembourg, M^{lle} Marcelle Campana, Conseiller à la Légation de France, S. Exc. M. Emile Reuter, Président de la Chambre des Députés, S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, S. Exc. M. Robert Als, Ministre de Luxembourg à Bruxelles, M. Pierre

Welter, Conseiller de Gouvernement au Ministère de la Force Armée, M. Lambert Schaus, Conseiller d'Etat, M. Jules Jost, Secrétaire de l'Evêché, représentant S. Exc. Mgr. Dr. Léon Lommel, Evêque-Coadjuteur de Luxembourg, le Colonel Aloyse Jacoby, Chef d'Etat-Major, le Major-Commandant Joseph Gilson, le Major Guillaume Albrecht, le Major Joseph-Emile Weis, les Capitaines Norbert Bisdorff, Emile Kriepps, Jean Knaff et Max Brahms.

12 octobre: Célébration de la Journée de Commémoration Nationale.

Au Volkshaus, à la Tribune de l'Université Populaire Catholique, Mgr. Aloyse Bigirumwami, premier Evêque indigène du Congo belge et Vicaire apostolique du Vicariat nouvellement formé de Nyundo dans le Ruanda, fait une conférence sur « La Famille chrétienne au Pays des Volcans ». La conférence est encadrée par la projection de deux films sur les missions du Ruanda. Mgr. Bigirumwami a fait durant une quinzaine de jours une randonnée dans plusieurs paroisses du Bassin minier et des Ardennes où Son Excellence prêcha au profit des Missions de Son Vicariat.

13 octobre: Au Théâtre Municipal, Joaquin Perez Fernandez, artiste sud-américain, présente ses Ballets de l'Amérique latine.

Dans la Caserne de la Gendarmerie à Verlorenkost a lieu, pour la première fois dans les annales de la Force Armée, la prestation de serment de la Gendarmerie Nationale. Le Capitaine Pierre Donckel, Commandant d'Arrondissement de la Gendarmerie à Diekirch, fait la lecture du Code pénal militaire devant le Corps de la Gendarmerie, auquel tous les membres de la Gendarmerie seront soumis à l'avenir. Après avoir exposé le sens et l'importance du nouveau Code militaire et de la prestation du serment, le Major-Commandant Gilson prononce le premier la formule prescrite du serment. Après lui, tous les autres membres de la Gendarmerie prêtent serment.

15 octobre: Au Casino à Luxembourg, M. Jean Ber donne un récital-spectacle sous le titre « La poésie mise en scène pour rire et pour pleurer » au cours d'une soirée organisée par le Centre Culturel et d'Education Populaire.

16 octobre: Le Général Ridgway, Commandant Suprême des Forces Armées Alliées en Europe, est reçu en visite officielle à Luxembourg.

Au Cinéma « Eldorado » à Luxembourg a lieu une représentation de gala du film de Julien Duvivier « Le petit monde de Don Camillo » d'après le livre bien connu de Giovanni Guareschi. Ce gala est organisé par les Amitiés Françaises et les Amitiés Italo-

Luxembourgeoises, au profit des Œuvres de ces deux Associations et de l'Œuvre de la Crèche de Luxembourg. S. A. R. Madame la Grande-Duchesse, S. A. R. le Grand-Duc héritier Jean et LL. AA. RR. les Princesses Elisabeth et Marie-Adélaïde honorent de Leur haute présence la soirée. Parmi les personnalités qui assistent à cette séance de gala notons les membres du Corps Diplomatique, le Président de la Chambre des Députés, les Membres du Gouvernement, le Président du Conseil d'Etat, le Député-Maire de la Ville de Luxembourg.

17 octobre: Au Palais Municipal a lieu le premier concert de la saison des « Jeunesses Musicales ».

18 octobre: Au Théâtre Municipal, les Productions Théâtrales Georges Herbert de Paris présentent la comédie dramatique « Le Coup de grâce » de Joseph Kessel et de Maurice Druon avec le concours de Paul Meurisse, Marcel Dalio et Hélène Bossis.

Au Volkshaus, à la Tribune de l'Université Populaire Catholique, une conférence est faite par le Rév. Père A. Willot de la Compagnie de Jésus, sous le titre « La Jeunesse d'aujourd'hui face à la vie ».

« Les Anciens Combattants dans l'Europe future », tel est le sujet d'une conférence faite par M. Henri Frenay, ancien Ministre, Président du Bureau Exécutif de l'U.E.F., à l'Hôtel des Boulevards à Luxembourg, sur invitation des Anciens Combattants Luxembourgeois.

A Differdange a lieu le vernissage du 8^e Salon de l'« Association de l'Art vivant ».

19 octobre: Au Stade Municipal de Luxembourg, les équipes représentatives de Football du Luxembourg et de Belgique (B) se rencontrent en match international en présence de S. A. R. le Prince de Luxembourg et de nombreuses personnalités. La rencontre se termine par un draw (1:1).

20 octobre: Le Chancelier fédéral autrichien Dr Ing. Léopold Figl est reçu en visite officielle.

22 octobre: A la Villa Louvigny à Luxembourg, siège de Radio-Luxembourg, le Service « Welfare » organise la 2^e captation de messages familiaux destinés au Bataillon belge et au détachement luxembourgeois en Corée.

L'Association des « Amis de la Grèce » qui s'est constituée tout récemment à Luxembourg sous la Présidence d'honneur de MM. les Ministres Pierre Frieden et Victor Bodson, organise une série de conférences dont la première ayant pour titre « Le mythe grec dans la littérature française contemporaine ». La conférence est faite par M. le Professeur Ernest Ludovicy à la salle des fêtes de l'Athénée.

23 octobre: Au Casino à Luxembourg, la Commission de l'Information de l'Association Luxembourgeoise pour les Nations Unies invite à une conférence de M. Henri Cochaux, Président du Comité Exécutif de la Fédération Mondiale des Associations pour les Nations Unies, pour commémorer le 7^e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte de San Francisco. Le sujet traité « Nous, les Peuples des Nations Unies » est illustré par la projection de films sur l'activité de l'Organisation des Nations Unies.

Au Théâtre Municipal, représentation par le « Gastspiel des Spielhauses Basel » de « Don Carlos » de Schiller.

24 octobre: Journée des Nations Unies. A cette occasion, S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, prononce une allocution diffusée par Radio-Luxembourg. — Au Bureau des Postes à Luxembourg fonctionne un timbre à date spéciale.

Au Casino à Luxembourg, la Société du Casino invite à un récital de la Chanson Française Moderne interprété par le Canadien Félix Leclerc.

25 octobre: Le chœur enfantin « Humperdinck » de Siegburg donne un concert dans la grande salle des fêtes du Palais Municipal. Le même concert a été donné dans plusieurs autres villes du Grand-Duché.

A l'Hôtel de Ville d'Esch-sur-Alzette a lieu le vernissage du Salon 1952. Cette exposition a été organisée par le Cercle Artistique de Luxembourg sous les Auspices de la Ville d'Esch-sur-Alzette et du Syndicat d'Initiative.

26. La Paroisse de Hautcharage réunit dans une seule cérémonie la Fête Millénaire de sa paroisse, le Deuxième Centenaire de son église paroissiale et l'inauguration de ses orgues en présence de S. Exc. M. Alfred Lœsch, Grand Maréchal de la Cour, représentant S. A. R. Madame la Grande-Duchesse, S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et S. Exc. Mgr. Léon Lommel, Evêque-Coadjuteur de Luxembourg.

La Fanfare grand-ducale « Marie-Adélaïde » de Walferdange fête le 40^e anniversaire de sa fondation dans le cadre d'une grande manifestation musicale. La société étant placée sous le haut patronnage de S. A. R. la Princesse Marie-Adélaïde, les festivités sont honorées par la présence de S. Exc. M. Alfred Lœsch, Grand Maréchal de la Cour.

27. octobre: A Mertzig, la « Maison de Retraite Grande-Duchesse Charlotte » est inaugurée en présence de LL. AA. RR. Madame la Grande-Duchesse et Monseigneur le Prince de Luxembourg.

A Luxembourg, à la salle des fêtes de l'Athénée grand-ducal, le Service d'Education Esthétique invite à une conférence faite par M. Bernard Dorival, Conservateur du Musée National d'Art moderne de Paris sur « La Sculpture en France depuis Rodin ».

28. octobre: Au Théâtre Municipal, le Grand Théâtre de Nancy présente la célèbre opérette française « La Mascotte » d'Edmond Audran avec le concours des comiques Louisard et René Novan.

29 octobre: A l'Aéroport de Luxembourg, inauguration solennelle de la nouvelle ligne aérienne Luxembourg-Paris-Dusseldorf en présence de nombreuses personnalités. Les discours de circonstance sont faits par M. Maurice Lemoine, Secrétaire général de la Société d'Aviation « Air-France » et par M. Victor Bodson, Ministre des Transports.

31 octobre: Au Théâtre Municipal, les Galas R. Karsenty de Paris présentent « Ami-Ami », Comédie de Pierre Barillet et J.-P. Gredy. Le spectacle est offert par le Théâtre Daunou avec le concours de Marie Mauban et des créateurs.

Au Casino à Luxembourg, dans le cadre des Amitiés Françaises, M. René Huyghe, Professeur au Collège de France, fait une conférence sur le sujet « L'Art de lire un Tableau ».

Le Grand-Duché de Luxembourg

et la

Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier



Plan Schuman

SOMMAIRE:

	Page		Page
CHAPITRE Ier.		CHAPITRE V.	
L'Origine de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.		Le Plan Schuman devant la Chambre des Députés.	
Avant-Propos	185	Arrêté Grand-Ducal de Dépôt	242
La Déclaration du 9 mai 1950	187	Rapport de la Section Centrale	242
La Déclaration du 3 juin 1950	189	Les Débats Parlementaires	248
CHAPITRE II.		Exposé du Rapporteur, M. Tony Biever	248
La Période des Négociations.		Discours du Ministre des Affaires Etrangères devant la Chambre des Députés	251
Début des négociations à Paris le 20 juin 1950	190	L'aspect institutionnel du Plan Schuman	253
La Reprise des Travaux le 3 juillet 1950	191	L'aspect économique du Plan Schuman	254
Déclaration de M. Robert Schuman en octobre 1950	192	Le problème du charbon belge	257
Négociations entre experts à Paris (novembre 1950 - février 1951)	193	Le problème des prix	258
Signature définitive du Traité à Paris le 18 avril 1951	194	Les pouvoirs de la Haute Autorité	259
CHAPITRE III.		Ententes et concentrations	260
Le Plan Schuman devant les Chambres Professionnelles Luxembourgeoises.		La durée du Plan Schuman	260
Avis de la Chambre de Travail	196	Considérations finales	261
Avis de la Chambre de Commerce	200	Vote de la loi d'approbation du projet de loi le 13 mai 1952	263
CHAPITRE IV.		Ratification du Plan Schuman le 23 juin 1952	264
Le Plan Schuman devant le Conseil d'Etat.		CHAPITRE VI.	
Texte du Projet de Loi	205	La Réalisation du Plan Schuman.	
Exposé des Motifs	205	La Conférence des six Ministres des Affaires Etrangères à Paris les 23 et 25 juillet 1952.	265
Economie Générale du Traité	206	Installation à Luxembourg des Institutions de la Communauté	265
Dispositions politiques et juridiques	206	L'Activité de la Haute Autorité	266
Dispositions économiques et sociales	210	Les Réactions Internationales	266
Protocoles-Annexes — Considérations finales	220	La Grande-Bretagne et le Plan Schuman	266
Avis du Conseil d'Etat	220	Les Etats-Unis et le Plan Schuman	267
Introduction	220	La Suède et le Plan Schuman	268
Aspects d'ordre politique et institutionnel	221	ANNEXES	
Aspects d'ordre économique et social	225	Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier	269
Aspects d'ordre national	230	Convention relative aux Dispositions Transitoires	301
Le projet de loi d'approbation du Traité	234	Bibliographie	
Réponse du Gouvernement à l'avis du Conseil d'Etat	235	312	
Entérinement des actes de la Haute Autorité	235		
Clause d'approbation anticipée d'accords inter- nationaux	236		

Avant-Propos

Le Grand-Duché de Luxembourg qui est, après l'Allemagne, la France et la Belgique, le plus grand producteur d'acier de l'Europe occidentale a adhéré au Plan Schuman et a signé et ratifié le Traité instaurant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier à laquelle appartiennent en outre l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie et les Pays-Bas. Du fait de son adhésion à cette Communauté Européenne, le Luxembourg a été placé devant de graves problèmes juridiques et économiques.

L'objet de cette publication est de suivre brièvement l'histoire du Plan Schuman depuis la déclaration du 9 mai 1950 jusqu'au vote du Traité par le Parlement luxembourgeois, le 13 mai 1952, et de réunir les documents, avis et réflexions qui définissent l'attitude qu'ont prise le Gouvernement, les Chambres professionnelles, le Conseil d'Etat et le Parlement luxembourgeois devant les problèmes que le Plan Schuman a suscités.

CHAPITRE I^{er}.

L'Origine de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier

1. La Déclaration du 9 mai 1950

Le 9 mai 1950, au cours d'une conférence de presse, M. Robert Schuman, Ministre français des Affaires Etrangères, fit une déclaration dont les termes furent les suivants :

« La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent.

La contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques. En se faisant depuis plus de vingt ans le champion d'une Europe unie, la France a toujours eu pour objet essentiel de servir la paix. L'Europe n'a pas été faite, nous avons eu la guerre.

L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. Le rassemblement des nations européennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée : l'action entreprise doit toucher au premier chef la France et l'Allemagne.

Dans ce but, le Gouvernement français propose de porter immédiatement l'action sur un point limité, mais décisif :

Le Gouvernement français propose de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une Haute Autorité com-

mune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe.

La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes, de développement économique, première étape de la Fédération européenne, et changera le destin de ces régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre dont elles ont été les plus constantes victimes.

La solidarité de production, qui sera ainsi nouée, manifestera que toute guerre entre la France et l'Allemagne devient non seulement impensable, mais matériellement impossible. L'établissement de cette unité puissante de production ouverte à tous les pays qui voudront y participer, aboutissant à fournir à tous les pays qu'elle rassemblera les éléments fondamentaux de la production industrielle aux mêmes conditions, jettera les fondements réels de leur unification économique.

Cette production sera offerte à l'ensemble du monde sans distinction ni exclusion, pour contribuer au relèvement du niveau de vie et au progrès des œuvres de paix. L'Europe pourra, avec des moyens accrus, poursuivre la réalisation de l'une de ses tâches essentielles : le développement du continent africain.

Ainsi sera réalisée simplement et rapidement la fusion d'intérêts indispensables à l'établissement d'une communauté économique et introduit le ferment d'une communauté plus large et plus profonde entre des pays longtemps opposés par des divisions sanglantes.

Par la mise en commun de productions de base et l'installation d'une Haute Autorité nouvelle, dont les décisions lieront la France, l'Allemagne et les pays qui y adhéreront, cette proposition réalisera les premières assises concrètes d'une Fédération européenne indispensable à la préservation de la paix.

Pour poursuivre la réalisation des objectifs ainsi définis, le Gouvernement français est prêt à ouvrir des négociations sur les bases suivantes:

La mission impartie à la Haute Autorité commune sera d'assurer dans les délais les plus rapides: la modernisation de la production et l'amélioration de sa qualité; la fourniture à des conditions identiques du charbon et de l'acier sur le marché français et sur le marché allemand, ainsi que sur ceux des pays adhérents; le développement de l'exportation commune vers les autres pays; l'égalisation dans le progrès des conditions de vie de la main-d'œuvre de ces industries.

Pour atteindre ces objectifs à partir des conditions très disparates dans lesquelles sont placées actuellement les productions des pays adhérents, à titre transitoire, certaines dispositions devront être mises en œuvre, comportant l'application d'un plan de production et d'investissements, l'institution de mécanisme de péréquation des prix, la création d'un fonds de reconversion facilitant la rationalisation de la production. La circulation du charbon et de l'acier entre les pays adhérents sera immédiatement affranchie de tout droit de douane et ne pourra être affectée par des tarifs de transport différentiels. Progressivement se dégageront les conditions assurant spontanément la répartition la plus rationnelle de la production au niveau de productivité le plus élevé.

A l'opposé d'un cartel international tendant à la répartition et à l'exploitation des marchés nationaux par des pratiques restrictives et le maintien de profits élevés, l'organisation projetée assurera la fusion des marchés et l'expansion de la production.

Les principes et les engagements essentiels ci-dessus définis feront l'objet d'un traité signé entre les Etats et soumis à la ratification des Parlements. Les négociations indispensables pour préciser les mesures d'application seront poursuivies avec l'assistance d'un arbitre désigné d'un commun accord; celui-ci aura charge de veiller à ce que les accords soient conformes aux principes et, en cas d'opposition irréductible, fixera la solution qui sera adoptée. La Haute Autorité commune chargée du fonctionnement de tout le régime sera composée de personnalités indépendantes désignées sur une base paritaire par les gouvernements; un président sera choisi d'un d'un commun accord par les gouvernements; ses décisions seront exécutoires en France, en Allemagne et dans les autres pays adhérents. Des dispositions appropriées assureront les voies de recours nécessaires contre les décisions de la Haute Autorité. Un représentant des Nations Unies auprès de cette autorité sera chargé de faire deux fois par an un rapport public à l'O.N.U. rendant compte du fonctionnement de l'organisme nouveau notamment en ce qui concerne la sauvegarde de ses fins pacifiques.

L'institution de la Haute Autorité ne préjuge en rien du régime de propriété des entreprises. Dans l'exercice de sa mission, la Haute Autorité commune tiendra compte des pouvoirs conférés à l'autorité internationale de la Ruhr et des obligations de toute nature imposées à l'Allemagne, tant que celles-ci subsisteront. »

Le Ministre français des Affaires Etrangères, dans le commentaire qu'il fit après lecture de sa déclaration, apporta les précisions suivantes: Tous les pays européens producteurs de charbon ou d'acier étaient invités à participer à l'organisation projetée et, en premier lieu, la Grande-Bretagne, le Benelux et l'Italie. Les pays de l'Europe orientale n'étaient pas exclus de l'invitation.

L'accord, précisa M. Schuman, porterait seulement sur le charbon et la fabrication de l'acier, c'est-à-dire sur deux produits bruts, et non sur leur transformation. La mise en commun n'intéresserait que la gestion des entreprises au point de vue des principes généraux de l'exploitation et des emplois des produits. La gestion quotidienne resterait aux mains des propriétaires.

2. La Déclaration du 3 juin 1950

Le 3 juin 1950, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas se joignaient à la France pour donner leur accord de principe au Plan Schuman qui, selon la déclaration du Gouvernement français du 9 mai 1950, tend à la mise en commun de la production du charbon et de l'acier des pays européens.

Les six gouvernements firent une déclaration conçue dans les termes suivants:

« Les Gouvernements belge, allemand, français, italien, luxembourgeois et néerlandais, « décidés à poursuivre une action commune de

« paix, de solidarité européenne et de progrès
« économique et social, se donnent pour objectif
« immédiat la mise en commun de la production
« du charbon et de l'acier et l'institution d'une
« Haute Autorité nouvelle, dont les décisions
« lieront la Belgique, l'Allemagne, la France,
« l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et les
« pays qui y adhéreront. »

Immédiatement après cette déclaration commune, les experts des six pays ont entamé les négociations en vue de l'élaboration d'un projet de traité tendant à créer la communauté européenne du charbon et de l'acier.

CHAPITRE II.

La Période des Négociations

Début des négociations à Paris le 29 juin 1950

Une conférence d'experts français, allemands, belges, néerlandais, luxembourgeois et italiens commença ses travaux le 20 juin 1950 à Paris en vue de l'élaboration du Traité du Plan Schuman. M. Jean Monnet était à la tête de la délégation française, le professeur Hallstein dirigeait la délégation allemande, M. Max Suetens la délégation belge, M. Spierenburg la délégation des Pays-Bas, M. Albert Wehrer la délégation du Luxembourg et le professeur Taviani la délégation italienne.

La délégation luxembourgeoise était composée comme suit: MM. Albert Wehrer, Ministre plénipotentiaire, Président de la délégation, Nicolas Hommel, Christian Calmes et Charles Reichling, délégués du Gouvernement. La délégation était assistée en outre des experts suivants: MM. Jean-Baptiste Henckes, Administrateur-Délégué de Columeta, Henri Roger, Directeur général de Hadir, Eric Conrot, Secrétaire général du Groupement des Industries Sidérurgiques, René Mines, Ingénieur, Président du Groupement des Exploitants des Mines, Jean Fohrmann, Secrétaire de la Confédération Générale du Travail, et Jean-Baptiste Rock, Président de la Confédération luxembourgeoise des Syndicats Chrétiens.

Le 24 juin, M. Monnet soumit aux négociateurs un premier document de travail destiné à servir de base de discussion. Ce document détermina les bases institutionnelles de la nouvelle Communauté ainsi que l'ébauche des pouvoirs à confier à chaque organe.

Il était proposé de fusionner les souverainetés nationales dans le domaine du charbon et de l'acier par la création d'une Haute Autorité Commune, organe exécutif du nouveau système. La nomination du président et des membres de la Haute Autorité serait assurée en commun par les gouvernements signataires, aucun ne pouvant recevoir mandat directement d'un gouvernement particulier. Cette Haute Autorité serait con-

trôlée par une Assemblée Commune, où siègeraient des représentants des Parlements nationaux. En outre, un système de voies de recours devant une instance arbitrale assurerait le contrôle juridictionnel de l'action de la Haute Autorité.

D'après le document de travail, la Haute Autorité devrait instituer un système organique d'information mutuelle et de coopération permanente avec les gouvernements, les entreprises et les organisations intéressées. En outre, des comités consultatifs seraient prévus, représentant les employeurs, les ouvriers et les consommateurs ainsi que des relais constitués par des associations régionales de producteurs rassemblés par la similitude de leurs conditions de production et auxquels la Haute Autorité pourrait faire appel.

Les mesures nécessaires à la réalisation d'un marché unique pour le charbon et l'acier, telles que la suppression des droits de douane et les restrictions quantitatives à la circulation des produits, les discriminations dans les tarifs de transport et les pratiques de cartel devraient être prises par les Etats outre leur concours à l'exécution des missions de la Haute Autorité. La Haute Autorité aurait pour objectif de contribuer, par tous les moyens dont elle disposerait, à une politique d'expansion économique, de plein emploi et de relèvement du niveau de vie des travailleurs.

La Haute Autorité recevrait certains pouvoirs déterminés lui permettant d'établir un vaste marché unique et la modernisation de la production, afin de veiller à la satisfaction des besoins des pays signataires et d'assurer le développement des exportations vers d'autres pays sans discrimination et dans les conditions économiques les meilleures.

En matière de prix, les pouvoirs de la Haute Autorité porteraient sur la protection des consommateurs sans discrimination, sur l'expansion

de la production et des débouchés ainsi que sur l'élimination des pratiques déloyales. La fonction de la Haute Autorité serait essentiellement d'énoncer des règles qui devraient être respectées par les entreprises, permettant au système des prix de répondre à ces objectifs fondamentaux. A l'exportation, les prix devraient être les mêmes qu'à l'intérieur du marché unique. Toutefois, en cas de pratique de dumping par des entreprises étrangères aux Etats signataires, l'action nécessaire serait entreprise par la Haute Autorité.

En matière de salaires, la Haute Autorité devrait veiller à ce que la concurrence ou l'adaptation des entreprises ne s'exercent pas au détriment des salariés et elle devrait assurer aux travailleurs des industries du charbon et de l'acier le niveau de vie le plus élevé en rapport avec l'équilibre économique des pays intéressés. La Haute Autorité adresserait, en cas de rémunération trop faible de la main-d'œuvre, des recommandations aux entreprises ou aux gouvernements en question. Ces derniers seraient tenus de réaliser les objectifs fixés, mais ils garderaient le choix des moyens à employer et les mieux adaptés à leurs conditions particulières.

La Haute Autorité établirait donc, en collaboration avec les entreprises et les associations régionales, les programmes de production et de modernisation qui devraient leur permettre d'établir leur propre programme. La Haute Autorité émettrait ainsi des avis qu'elle rendrait publics, elle définirait le cadre dans lequel les gouvernements pourraient participer au financement et, dans certains cas, elle leur apporterait en outre une aide grâce à ses propres ressources. Afin de faciliter les investissements des entreprises, la Haute Autorité serait habilitée à leur faire des prêts et même des dons qui devraient permettre le développement de nouvelles activités assurant un emploi productif à la main-d'œuvre. La Haute Autorité procéderait à l'émission d'emprunts, dont le service serait garanti grâce à un droit perçu sur les livraisons de charbon et d'acier, ce qui lui permettrait de se procurer les ressources nécessaires pour la réalisation du programme d'investissements. Pendant la période de transition, la Haute Autorité devrait veiller aux conséquences des déplacements éventuels de production et dans ce but elle devrait créer un fonds de péréquation lui permettant d'apporter une aide provisoire et obligatoire dégressive aux entreprises, dont

l'adaptation au marché unique exigerait un certain délai.

Quant aux obstacles que des dispositions législatives ou réglementaires ou la situation économique opposeraient aux conditions naturelles de la concurrence, la Haute Autorité, par voie de consultation avec les gouvernements, rechercherait les moyens adéquats de les éliminer.

Des experts auront à élaborer la définition précise du charbon et de l'acier pour l'application du Traité.

L'institution de la Haute Autorité, dont l'action tiendrait compte des obligations et des engagements internationaux des Etats signataires, ne comporterait aucune conséquence sur le régime de propriété des entreprises. Une liaison serait établie avec le Conseil de l'Europe et un représentant des Nations Unies serait chargé d'établir des rapports semestriels sur le fonctionnement de la Haute Autorité. Le Traité serait conclu pour une durée illimitée et l'adhésion serait ouverte à tous les Etats européens dans des conditions qui devraient être précisées.

Le retrait d'un Etat ne devrait être possible que moyennant l'accord de tous les autres sur ce retrait et ses conditions.

Après la publication du document de travail français, la Conférence des experts s'ajourna et les délégués mirent leurs gouvernements respectifs au courant des travaux.

*

Dans cette publication, nous n'envisageons pas d'entreprendre une étude détaillée du projet de traité initial ainsi que des amendements successifs.

Les avant-projets font partie de l'histoire génétique du Plan. Nous nous proposons uniquement d'indiquer les phases successives des négociations qui ont conduit au traité final dans le but de marquer ainsi brièvement les étapes principales qui ont précédé l'énoncé définitif du Plan Schuman.

Toutefois, à titre d'information, nous rappelons que les principaux avant-projets sont l'avant-projet du 24 juin 1950, dont nous venons de donner quelques idées maîtresses, celui du 8 novembre 1950, celui du 30 novembre 1950 et l'avant-projet du 17 décembre 1950. Quant aux autres projets, ils sont datés respectivement du 27 septembre 1950, du 27 novembre 1950, du 2 février 1951 et du 22 février 1951.

La Reprise des Travaux le 3 juillet 1950

Les négociations reprirent le 3 juillet et, deux jours plus tard, un Communiqué fut publié par le Ministre français des Affaires Etrangères sur les méthodes de travail adoptées par la Conférence :

« Le 4 juillet, les délégués s'étaient mis d'accord pour instituer cinq groupes de travail :

- 1^o un groupe chargé de l'étude des questions institutionnelles (Autorité commune, contrôle des gouvernements, Cour d'arbitrage);

- 2° un groupe de politique commerciale;
- 3° un groupe chargé de définir les termes « charbon » et « acier »;
- 4° un groupe chargé d'étudier les problèmes généraux de production et des prix;
- 5° un groupe chargé d'étudier les problèmes des salaires et des conditions de travail. »

Ce Communiqué déclarait en outre :

« Les questions ainsi réparties entre commissions sont dans chacune examinées successivement au cours de larges discussions; il s'agit, dans un premier temps, par une exploration aussi complète que possible dans une matière où tout est à inventer, d'aboutir à un accord sur les bases duquel les rédactions peuvent être préparées; étant donné l'interdépendance des questions, les formules restent naturellement sujettes à ajustement pour s'intégrer dans l'ensemble auquel on aboutira finalement. Il en résulte que chaque délégation peut faire bénéficier toutes les autres de ses suggestions et de son expérience sans que quiconque se sente retenu par le risque de prendre une position définitive sur un point isolé.

En ce qui concerne les institutions, la nécessité d'une autorité supranationale réalisant, pour le charbon et l'acier, une fusion des souverainetés nationales dans les attributions qui lui seront conférées, est reconnue par tous. Mais il

est évidemment nécessaire d'établir un lien constant entre les décisions de la Haute Autorité et les problèmes de politique économique nationaux, et d'assurer les conditions générales de réalisation d'objectifs communs, qui peuvent déborder le domaine propre de la Haute Autorité. C'est pour répondre à cet objectif qu'un mode de coopération organique de la Haute Autorité avec les gouvernements doit être établi, dont les formes sont actuellement à l'étude.

Les conditions, dans lesquelles s'exercera la responsabilité de la Haute Autorité vis-à-vis d'une assemblée commune et l'établissement des voies de recours nécessaires contre les décisions prises, continuent à faire l'objet d'échanges de vues qui éclairent progressivement toutes les implications du début de construction européenne que les Six sont en train d'édifier en commun. »

Après avoir fait une synthèse de ses travaux qui furent remis aux délégués des différents gouvernements, la Conférence s'ajourna à nouveau le 10 août 1950, pour reprendre ses négociations le 31 du même mois et au cours desquelles les délégués apportèrent l'adhésion de leurs gouvernements sur les points d'accord déjà réalisés. Le 28 septembre, M. Jean Monnet présenta un troisième rapport de synthèse sur les travaux de la Conférence.

Déclarations de M. Robert Schuman en octobre 1950

Au courant du mois d'octobre, M. Robert Schuman fit une déclaration, dans laquelle il ajouta en envisageant le cas particulier de la Belgique :

« Je n'ignore rien des appréhensions qui se sont faits jour en Belgique. Ce risque de fermeture de charbonnages nettement défavorisés, la France le court aussi pour certains de ses gisements. Mais nous nous disions que ce risque existe en tout état de cause. Même s'il n'y a pas de marché unique et si la protection douanière est maintenue, les consommateurs de charbon ne voudront ni ne pourront indéfiniment payer le charbon français plus cher qu'ils ne payeraient le charbon importé. Un charbon très cher est la cause d'une fonte et d'un acier trop chers, et cela crée des difficultés à l'exportation pour ces produits.

L'application de notre plan ne crée donc pas ces difficultés, mais nous impose la nécessité de les résoudre dès maintenant et nous facilite la solution, puisque la caisse de compensation, qui sera alimentée par nos concurrents, nous fournira le moyen de nous adapter et d'aboutir à l'équilibre, sans chômage, par une organisation plus rationnelle de notre production. En d'autres termes, placé sur le plan international, le problème comportera des solutions moins brutales

et plus durables que celles que nous serions amenés à envisager dans le cadre purement national.

La Haute Autorité, qui aura à orienter cet effort, se préoccupera de sauvegarder les intérêts nationaux dans toute la mesure où ce sera raisonnable. Elle devra tenir compte du fait que si certains gisements sont actuellement, en période de surproduction, moins rentables ou point rentables du tout, ces gisements pourront être nécessaires en période de pénurie. Toutes ces éventualités seront prises en considération, comme elles le sont actuellement sur le plan national. En période de crise, pendant les années 1933 à 1939, la France n'a produit que 43 millions de tonnes de charbon par an. Cette production a été portée à 53 millions pendant les années de pénurie. Il faudra donc maintenir une marge de production complémentaire, et cela non seulement dans l'intérêt du pays producteur, mais pour l'ensemble du marché commun.

Ce qui sera changé, lorsque notre plan sera appliqué, c'est qu'il faudra avant tout tenir compte de la situation et des besoins de l'ensemble de ce marché, et non plus seulement de chaque marché national.

Il ne faut pas oublier à cet égard que ce marché commun sera constitué par une popu-

lation totale de 160 millions d'habitants, avec une production annuelle de 200 millions de tonnes de charbon. Comparons ces chiffres avec d'autres marchés. La Grande-Bretagne produit 220 millions de tonnes de charbon par an pour une population de 50 millions d'âmes. Les Etats-Unis, pour une population de 150 millions d'habitants — presque la population globale des pays du pool —, produisent annuellement presque 600 millions de tonnes de charbon.

Je ne puis donc pas admettre à première vue que nous soyons menacés d'une catastrophe en ce qui concerne une partie importante de nos gisements. Il faut prévoir que la consommation de charbon devra rapidement dépasser le niveau actuel et absorber tout ce qui, actuellement, répond à une production économiquement raisonnable et n'a pas d'existence artificielle entretenue par des subventions plus ou moins déguisées.

Nous n'avons nullement l'intention d'ériger un système de dirigisme supranational. La Haute Autorité aura d'abord à donner une orientation économique. Les directives qu'elle donnera aux exploitants, elle les appuiera moins par des sanc-

tions que par des mesures positives telles qu'en matière de maniement du fonds de péréquation, d'élimination de toute mesure discriminatoire ou déloyale.

En dehors de cela, la libre concurrence qui s'établira, se chargera elle-même de récompenser l'effort des exploitants et d'assurer une prime à la bonne gestion. Les entreprises resteront en contact direct avec leurs clients. Il n'y aura pas de vente en commun, mais il y aura une politique commune de vente et d'exportation.

Nous envisageons la nécessité d'une entente entre le bloc du pool et la Grande-Bretagne. Celle-ci ne sera pas membre du consortium, mais s'accordera avec celui-ci sur certaines règles en vue des échanges qui continueront à avoir lieu entre les deux marchés et en vue de la compétition qui s'établira entre eux. »

Pour ce qui est du problème luxembourgeois, nous renvoyons au discours prononcé par M. Joseph Bech, Ministre des Affaires Etrangères, devant la Chambre des Députés, lequel est reproduit au chapitre V de cette publication.

Négociations entre experts à Paris (novembre 1950-février 1951)

Les travaux de la Conférence devinrent de plus en plus difficiles. Le 8 novembre 1950, un nouveau document précisant les points sur lesquels les délégués étaient tombés d'accord lors de la Conférence du 31 août 1950, fut soumis aux représentants des différents Etats par la délégation française. L'accord avait finalement été réalisé sur le contrôle de la Haute Autorité internationale par le Conseil des Ministres, dans lequel tous les Etats seront représentés.

En ce qui concernait l'établissement du marché unique, ce principe fut accepté à l'unanimité.

Cet accord n'avait pourtant pas encore été réalisé en ce qui concernait le mode de désignation des membres de la Cour de Justice et du Comité consultatif, ni pour les dispositions intercartels proposées par les experts français et auxquels les délégations belges et allemandes objectèrent que seuls les Parlements nationaux étaient compétents pour légiférer sur les ententes.

Malgré ces accords réalisés dans quelques domaines, les six délégations ne parvenaient pas à s'entendre sur la durée de la période préliminaire à l'application du Plan définitif, du fait de la différence de structure et des conditions d'exploitation dans les six pays signataires.

Quant au problème crucial de la péréquation des prix de vente du charbon, une caisse de compensation devrait être instituée pour l'égalisation des prix de vente du charbon. Cette caisse serait alimentée soit par les charbonnages à bas prix de revient, soit par une taxe uniforme

sur le charbon et l'acier vendu par le pool, soit encore par une combinaison des divers procédés. Plusieurs Etats marquèrent pourtant leurs réserves et il fallut cependant parvenir à une solution de ce problème pour pouvoir envisager la mise en marche du pool charbon-acier.

La Belgique craignait que la fermeture d'un certain nombre de ses puits ne soit à la longue l'aboutissement fatal du Plan et que si, par la suite, un pays comme l'Allemagne venait à se retirer du pool charbon-acier, la Belgique serait contrainte d'acheter son charbon à l'étranger et ceci au détriment de sa balance commerciale.

En ce qui concernait le charbon belge, on prévoyait une discrimination entre la consommation générale de la Belgique et celle de sa sidérurgie, cette dernière étant placée immédiatement dans le cadre du marché unique.

La Belgique réduirait progressivement, pendant les cinq années à venir, sa production charbonnière de 28 millions de tonnes à 23 millions de tonnes. La Haute Autorité garantirait par contre à la sidérurgie belge 5 millions de tonnes de fines à coke par an pendant cinq années, payables au prix du marché unique. La caisse de péréquation, qui se chargerait de cette opération, aiderait d'autre part la Belgique à moderniser son industrie du charbon qui resterait encore subsister.

Au 30 novembre 1950, les grandes lignes arrêtées par les experts des six pays étaient les suivantes :

1^o Au cours de la période dite de démarrage, qui doit suivre immédiatement l'entrée en vigueur du Traité, une caisse de péréquation provisoire serait alimentée par des prélèvements sur les revenus des charbonnages allemands et néerlandais notamment et servirait à réduire la disparité existant entre les prix belges et ceux des autres pays. Ces prélèvements seraient dégressifs et le gouvernement belge s'engagerait de son côté à rationaliser ses méthodes de production.

2^o Progressivement serait mis sur pied un système permanent de financement comportant trois postes principaux: a) dépenses de fonctionnement (frais afférents à la marche des institutions prévues dans le pool); b) un fonds d'investissements destiné à couvrir les garanties d'emprunt de la Haute Autorité; c) un fonds de réadaptation et de reconversion.

Le 17 décembre 1950, le projet de traité fut soumis à l'étude des six gouvernements. Lors de la reprise de la conférence des experts le 8 janvier 1951, ceux-ci examinèrent un texte mis en forme juridique, dont la rédaction définitive se poursuivit durant tout le mois de janvier et au cours duquel le problème de la décartellisation et de la déconcentration de l'industrie lourde allemande fut également à l'étude.

Au début du mois de février, M. Robert Schuman, Ministre des Affaires Etrangères, fit

la déclaration suivante devant le Conseil de la République française:

« Depuis sept mois, les experts ont travaillé, en liaison avec leurs gouvernements, mais en élaborant leurs textes en toute liberté. C'est ainsi qu'ils ont abouti à un projet de traité en 91 articles, ayant pour moitié un caractère institutionnel et concernant pour l'autre moitié les problèmes économiques et financiers qui ont donné lieu à des études multiples en raison même de l'évolution qui se produit. Ce projet sera prochainement soumis aux gouvernements, qu'il ne lie d'ailleurs pas.

La déclaration du 9 mai 1950 a voulu créer une autorité supranationale qui soit non un paravent, mais une réalité.

Si on l'amputait, ce ne pourrait être qu'au profit d'une instance politique ou d'une coalition d'intérêts privés. Il n'y a pas d'autre choix.

Les textes qui nous sont présentés, ne sont pas intangibles, définitifs. Il faudra des semaines aux gouvernements, des mois aux parlements pour arriver à une solution. Mais l'enjeu mérite la peine qu'on l'on prendra. »

Le 15 mars 1951, le projet de Traité fut finalement paraphé au Quai d'Orsay par les chefs des délégations des six pays ayant participé à la Conférence des experts:

Signature définitive du Traité à Paris le 18 avril 1951

Le 13 avril 1951, une Conférence des Ministres des Affaires Etrangères se tint à Paris en vue de préparer encore le texte définitif de certains articles du projet et le 18 avril 1951 eut lieu le couronnement de toutes ces longues et laborieuses négociations: la signature définitive du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier par les Ministres des Affaires Etrangères des six pays membres.

A cette occasion, M. Robert Schuman, Président de la Conférence, lut en son propre nom et au nom de MM. Adenauer (Allemagne), Van Zeeland et Meurice (Belgique), Sforza (Italie), Bech (Luxembourg), Stikker et Van den Brink (Pays-Bas) la déclaration commune des Ministres signataires, dont voici le texte:

« Le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le gouvernement belge, le gouvernement français, le gouvernement italien, le gouvernement luxembourgeois et le gouvernement des Pays-Bas:

Considérant que la paix mondiale ne peut être sauvegardée que par des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent;

Convaincus que la contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien de relations pacifiques;

Conscients que l'Europe ne se construira que par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait et par l'établissement de bases communes de développement économique;

Soucieux de concourir par l'expansion de leurs productions fondamentales au relèvement du niveau de vie et au progrès des œuvres de paix;

Résolus à substituer aux rivalités séculaires une fusion de leurs intérêts essentiels, à fonder par l'instauration d'une communauté économique les premières assises d'une communauté plus large et plus profonde entre des peuples longtemps opposés par des divisions sanglantes, et à jeter les bases d'institutions capables d'orienter un destin désormais partagé,

Ont décidé de créer une communauté européenne du charbon et de l'acier.

L'œuvre que nous venons de consacrer par notre signature est due à l'intelligence et à la ténacité de nos délégations et de nos experts; nous leur disons notre très grande gratitude.

Avant même d'être entrée en action, cette œuvre a déjà, par la vertu de l'idée qui l'inspire, créé dans nos pays et au delà de leurs frontières des espérances et une confiance tout à fait exceptionnelles.

En signant le traité qui institue la communauté européenne du charbon et de l'acier, communauté de cent soixante millions d'habitants européens, les parties contractantes ont marqué leur résolution de créer la première institution supranationale et de fonder ainsi les assises réelles d'une Europe organisée.

Cette Europe est ouverte à tous les pays européens libres de leur choix. Nous espérons fermement que d'autres pays s'associeront à notre effort.

Pleinement conscients de la nécessité de donner tout son sens à ce premier pas par une action continue et du même ordre dans d'autres domaines, nous avons l'espoir et la volonté de mener à bien, dans l'esprit qui a présidé à l'élaboration de ce traité, les projets qui sont actuellement en préparation. Les travaux se poursuivront en liaison avec les organismes européens existants.

Ces initiatives, dont chacune est limitée dans son objet, devront rapidement s'inscrire dans le

cadre d'une communauté politique, dont l'idée s'élabore au Conseil de l'Europe. Il devra en résulter une coordination et une simplification de l'ensemble des institutions européennes.

Tous ces efforts sont guidés par la conviction croissante que les pays de l'Europe libre sont solidaires les uns des autres, participent à une destinée commune. Nous consoliderons ce sentiment en associant nos énergies et nos volontés, en harmonisant notre action par des consultations fréquentes et des contacts toujours plus confiants.

Telle est la signification de cette journée. Elle sera comprise, nous n'en doutons pas, par nos opinions publiques et par les Parlements qui seront appelés à se prononcer sur le traité. Les gouvernements ici représentés seront auprès d'eux les interprètes de notre volonté commune de construire et de servir ensemble une Europe pacifique et prospère.»

Avis de la Chambre de Travail

CHAPITRE III.

Le Plan Schuman devant les Chambres Professionnelles Luxembourgeoises

La loi du 4 avril 1924, portant création des chambres professionnelles, stipule que pour toutes les lois et tous les arrêtés ministériels et grands-ducaux concernant l'une ou l'autre branche professionnelle, l'avis de la chambre afférente doit être demandé.

En vertu de cette loi, le Gouvernement a soumis en premier lieu le projet de loi portant approbation du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier à l'avis des Chambres professionnelles.

Rappelons que pendant toute la période des négociations sur le Plan Schuman, le Gouvernement est resté en liaison étroite avec la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre des Députés et tous les milieux intéressés du pays, tout particulièrement les milieux patronaux et syndicaux, qui furent régulièrement consultés au cours de l'élaboration du Traité. En outre, le Gouvernement avait pris soin d'adjoindre aux membres de la délégation chargée de négocier le Traité des experts patronaux et syndicaux.

Avis de la Chambre de Travail

Luxembourg, le 16 novembre 1951.

Monsieur le Ministre du Travail
et de la Sécurité sociale,

Luxembourg.

Objet: Avis de la Chambre de Travail sur le projet de loi portant approbation du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Lettre de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères du 5 octobre 1951, N° 1339, enr. p. 14, N° 134.

Monsieur le Ministre,

Nous référant à la lettre désignée sous rubrique, nous avons l'honneur de vous faire parvenir ci-joint en triple exemplaire le rapport de la séance plénière de la Chambre de Travail du 10 novembre 1951 qui contient les observations et les considérations de nos membres au sujet du projet de loi concernant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Se ralliant au point de vue de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, suivant lequel la Chambre de Travail ne doit pas se borner à

l'examen des articles du Traité, mais qu'il échet d'obtenir une réponse claire et non équivoque, il y a eu lieu d'examiner le problème en tant qu'il s'agit d'une question de principe et d'en envisager les désavantages éventuels, ainsi que les nécessités et les avantages évidents.

Comme il résulte des discussions de notre Assemblée plénière, les représentants ouvriers maintiennent les principes de la collaboration internationale et ceci avant tout dans le domaine économique. Cette collaboration est d'ailleurs pratiquée depuis le début du développement de l'économie moderne par les syndicats ouvriers et dans une certaine mesure par les milieux industriels de l'économie mondiale et son opportunité reste incontestée. L'entente internationale est d'autant plus souhaitable et naturelle si l'on considère que les producteurs et consommateurs ont un intérêt identique dans tous les pays au développement et à la production des industries du charbon et de l'acier, qui forment la base de l'équipement et du fonctionnement des centres de production et de fabrication moderne.

Le danger principal pour le salariat luxembourgeois consiste en l'occurrence dans le nivellement éventuel des conditions de travail et de rémunération qui, pour le moment, sont plus

favorables au Grand-Duché que dans les pays limitrophes. Aussi le salariat luxembourgeois attend que le Gouvernement et les milieux responsables prennent toutes les mesures nécessaires pour éviter qu'à la suite d'agissements du capital international il soit porté atteinte au standard de vie de notre population laborieuse et au développement futur de notre législation sociale. — Nous sommes d'avis que des mesures adéquates de rationalisation, la création de nouvelles branches industrielles et le perfectionnement de la formation professionnelle pourront sauvegarder à notre salariat l'avance de la productivité qui forme la base de la situation économique satisfaisante du Grand-Duché.

Quant à la nécessité de l'entente économique internationale et d'un certain dirigisme médité et systématique, nous sommes d'avis que les avantages sont évidents pour notre économie, qui n'aurait jamais la possibilité de se procurer les débouchés nécessaires sur le territoire national. Il serait par ailleurs impossible de conserver une attitude à part, étant donné que nous sommes complètement dénués de charbon et partiellement de toutes les matières premières nécessaires au fonctionnement de nos usines.

Pour ces raisons, la Chambre de Travail, en séance plénière du 10 novembre 1951, s'est déclarée d'accord avec l'approbation éventuelle du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Le vote a été obtenu par treize voix contre trois; deux membres étaient absents.

Veuillez croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de notre considération très distinguée.

Le Président, BAUM.

Le Secrétaire, B. BARBEL.

ANNEXE.

Le Plan Schuman.

Le Plan Schuman peut être considéré comme un essai sérieux en vue de créer entre les Etats de l'Europe occidentale un marché commun pour une série de matières premières et produits de différentes origines. Les promoteurs du Plan, quoique adhérents de l'idée d'une union économique intégrale entre les pays européens, ont provisoirement concentré leurs efforts sur la réalisation d'un territoire unifié pour la circulation des seuls produits de charbon et d'acier, territoire qui sera libéré de toutes entraves douanières. La réalisation de cette œuvre considérable sera le point de départ de l'unification économique de l'Europe occidentale, étant donné que le charbon et l'acier sont à la base de l'évolution vers le progrès de la vie technique et économique moderne.

L'originalité de cette idée réside dans la tentative de poursuivre, cette fois-ci, l'unité économique de l'Europe par des moyens paci-

fiques. Depuis le commencement de l'évolution moderne, cette idée est toujours apparue aux Etats industriels capitalistes comme un idéal que chacun d'eux cherchait à réaliser à sa façon, soit par la guerre, soit par l'emploi d'importants moyens de pression économiques (formation de trusts et de cartels). Le principe selon lequel l'essor de la vie économique ou de la civilisation est fonction de l'importance des ressources en matières premières et du pouvoir d'absorption des régions de consommation, remonte aux origines de l'histoire politique des peuples. On peut affirmer que toutes les guerres de l'histoire humaine ont eu leur cause profonde, bien que souvent camouflée par des prétextes idéalistes, dans la tendance à l'expansion économique qu'ont manifesté les peuples et leurs dirigeants.

Si l'on considère l'évolution des Etats-Unis d'Amérique qui a pu se faire en dehors de tout esprit chauviniste, on se rendra compte des avantages qu'un vaste espace économique présente pour le développement de l'industrie et de la science à notre époque. Dans le passé, le libre développement de l'Europe a été sacrifié plus d'une fois à des intérêts particuliers souvent hypothétiques. En présence du développement de l'idée européenne qui, de nos jours, commence à se frayer son chemin, nous constatons la mobilisation des mêmes forces et arguments qui, depuis des siècles, ont conduit l'Europe d'une catastrophe à l'autre.

Nous ne saurions, évidemment, nous laisser guider ni influencer dans nos actions par des slogans, quelque bien intentionnés qu'ils soient, ou par de brillantes illusions, surtout lorsqu'il s'agit de questions économiques. Si, toutefois, nous voulons éviter de nous diriger les yeux ouverts vers la plus grande catastrophe que l'humanité ait connue jusqu'à présent, il y a lieu de considérer que même dans des questions d'ordre pratique il convient de respecter les principes une fois reconnus comme vrais. La paix mondiale ne peut être sauvée que par des efforts créateurs qui sont à la mesure des dangers qui la menacent. On ne saurait méconnaître cette vérité.

Depuis la fin de la guerre, les Etats européens comme la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ont dû se rendre compte de l'exiguïté de leurs débouchés nationaux. Afin de rétablir l'équilibre de leurs balances de paiement, ces pays ont essayé de créer de nouvelles industries. Leurs productions se sont cependant heurtées à une multitude de barrières douanières. De cette façon, l'insuffisance des débouchés nationaux a condamné mainte initiative précieuse. Il est dans la nature de l'évolution scientifique moderne que seules les productions en masse et en série pourront garantir la viabilité de la plupart des industries. Le niveau de vie des masses laborieuses ne saurait être élevé que grâce à l'accroissement des productions et leur spécialisation. Il est cependant décisif que l'on aboutisse à une organisation des débouchés en vue de

s'armer, dans une certaine mesure, contre les crises. Les accords douaniers élaborés aux conférences de Genève, Duncery et Torquay peuvent être considérés comme des palliatifs, mais ils ne sauraient jamais réaliser la réorganisation de l'économie européenne telle qu'elle est exigée par la situation politique et économique actuelle. Les difficultés qui s'opposent à une telle harmonisation se sont nettement révélées lorsque les pays de Benelux ont essayé de trouver un dénominateur commun pour leurs politiques économiques. Voilà pourquoi il a paru indiqué de conclure un arrangement international se limitant à certains produits; plutôt que de poursuivre des tentatives infructueuses en vue d'une adaptation générale immédiate des différentes économies. La politique douanière traditionnelle visait à la conclusion entre différents Etats d'arrangements relatifs à toutes espèces de produits et de biens. La nouvelle formule consiste à conclure des arrangements entre tous les Etats intéressés, mais pour certains produits bien déterminés. Le Plan Schuman tend à l'harmonisation des conditions économiques dans le domaine des industries-clef: celles de la production du charbon et de l'acier.

Aujourd'hui, même les idéalistes se sont rendus compte que l'unité européenne ne peut être réalisée d'un seul coup. L'histoire de toutes les guerres d'agression démontre que la politique des décrets et des mesures d'autorité ne saurait écarter certaines données de fait dans le domaine économique. Le Plan Schuman tend donc à la création d'une solidarité effective qui servirait d'infrastructure à la solidarité économique européenne. A cette fin, il convient d'écarter les rivalités séculaires entre la France et l'Allemagne, tentative qui, à elle seule, présente certaines chances pour la sauvegarde de la paix mondiale.

L'organisation du Plan Schuman a pour but d'exclure en premier lieu l'hégémonie de certains Etats membres et de démolir les barrières qui, jusqu'ici, ont causé l'appauvrissement et le morcellement de l'économie européenne. A cette fin, il sera constitué un organisme administratif comprenant:

- 1° Une Haute Autorité, c'est-à-dire une autorité européenne pour le Charbon et l'Acier;
- 2° Un Comité Consultatif de producteurs, de travailleurs et d'utilisateurs;
- 3° Une Assemblée de délégués parlementaires des six Etats participants;
- 4° Un Conseil de Ministres, organe de liaison entre la Haute Autorité et les Gouvernements des Etats membres;
- 5° Une Cour de Justice chargée de trancher les litiges.

La Haute Autorité se compose de 9 membres de compétence générale. Ils sont investis de pouvoirs assez étendus. Ces personnalités seront nommées par les six Gouvernements; ils n'auront pas de liens avec les Etats et seront responsables envers la Communauté. Lors des premières nominations, 8 membres seront désignés par les

Gouvernements intéressés, le neuvième étant coopté par les 8 premiers. La Haute Autorité se composera d'un Belge, de deux Allemands, de deux Français, d'un Néerlandais, d'un Italien et d'un Luxembourgeois. Il est prévu que les syndicats présenteront le candidat pour le 9^e siège. Ce sera probablement M. Paul Finet (Belgique).

Le Comité Consultatif comprendra 30 à 50 membres choisis en nombre égal parmi les producteurs, les travailleurs, les utilisateurs et les négociants.

La Haute Autorité est responsable devant l'Assemblée des délégués parlementaires qui comprend 78 membres désignés soit par le suffrage universel, soit par les Parlements nationaux. Les Etats membres auront le choix entre ces deux procédures de désignation. La répartition des sièges est la suivante:

France	18 sièges,
Allemagne	18 sièges,
Italie	18 sièges,
Belgique	10 sièges,
Pays-Bas	10 sièges,
Luxembourg	4 sièges.

Le Conseil des Ministres est chargé de pourvoir à l'harmonisation de l'activité de la Haute Autorité avec celle des Gouvernements nationaux responsables de la politique économique de leurs pays.

La Cour de Justice se compose de 7 juges nommés du commun accord des Gouvernements des Etats membres pour une période de six ans. Ce seront des personnalités donnant toute garantie d'indépendance et de capacité. Ils seront chargés de l'interprétation et de l'application du Traité et des mesures d'exécution à venir. En principe, la Cour juge en appel sur les recours introduits par les Etats membres, le Conseil des Ministres et les entreprises, contre les décisions de la Haute Autorité, en cas d'excès ou de détournement de pouvoir, d'incompétence, etc.

Les dispositions de fond du Traité concernent l'uniformisation du marché des produits de charbon et d'acier en Europe. Les territoires d'outre-mer sont exclus de cette réglementation, étant donné que les conditions de production et de vie diffèrent fondamentalement de celles des métropoles. C'est pour cette raison que des réglementations particulières s'y appliqueront. Le Plan s'étend aux domaines entiers du charbon et de l'acier à l'inclusion du lignite et du coke ainsi que du minerai de fer, du minerai de manganèse, de la ferraille et des produits finis de l'industrie sidérurgique. Le Plan n'est pas une entreprise commerciale. L'ingérence dans l'administration même des entreprises, qu'elles soient privées ou nationalisées, est donc exclue.

On a cependant prévu des dispositions anti-trust et anti-cartel s'appliquant aux industries en cause, afin d'éviter les fixations de prix arbitraires, les entraves à la libre concurrence, le

dumping et toutes autres pratiques restrictives que de puissantes concentrations de forces productrices pourraient employer contre des entreprises moins importantes.

Afin que les avantages résultant du jeu de la libre concurrence reviennent également aux travailleurs, des dispositions spéciales sont prévues dans le domaine social. C'est pour cette raison que l'article 63 prévoit une collaboration étroite avec les représentants des syndicats. Le même article interdit de réaliser des réductions de prix par l'abaissement des salaires. Il prohibe encore le maintien de conditions de rémunération anormalement basses. On a également traité de la question d'une répartition plus rationnelle de la main-d'œuvre adaptée aux exigences des conditions économiques. Etant donné l'indépendance de l'organisation future et la participation des syndicats, il convient d'examiner ce problème de façon objective sans se laisser entraîner par des partis-pris et sans établir des comparaisons mal choisies. A notre avis, il y a une différence fondamentale entre les méthodes démocratiques de recrutement de la main-d'œuvre en vue de son orientation vers des régions dépourvues de spécialistes et les méthodes de transplantation dictatoriales, rabaisant l'homme au niveau d'une marchandise. La Haute Autorité a le pouvoir de suggérer et de promouvoir la création d'industries nouvelles bien localisées et de prendre à cette fin toutes mesures d'organisation nécessaires.

A la suite de l'actuelle conjoncture très favorable et cependant anormale, le Plan rencontre les critiques véhémentes des milieux soi-disant anti-dirigistes. Et pourtant, tout plan présuppose un certain dirigisme. Ces milieux seraient prêts à se rallier à l'uniformisation des marchés, mais ils rejettent les dispositions anti-trust, c'est-à-dire celles qui s'opposent au pouvoir absolu et non contrôlé des potentats de l'industrie. Il est significatif pour une telle attitude que les mêmes milieux étaient tout disposés à céder une partie des responsabilités à un organisme supra-national, alors que récemment encore des menaces de crises obscurcissaient l'horizon. Cette attitude changea de fond en comble en présence d'une conjoncture anormale et d'ailleurs passagère provoquée par la course aux armements. Il serait à désirer que lors des décisions à venir des éléments plus clairvoyants puissent imposer leur point de vue.

La Chambre de Travail ne désire pas approfondir les détails de l'organisation pratique. Elle abandonne cette étude aux experts compétents. Il serait en tout cas désirable que la science, capable de faire des miracles dans le domaine technique, ne fût contrainte de capituler devant

des problèmes d'organisation. A l'heure que nous sommes, il importe de montrer toute notre bonne volonté, vu qu'il s'agit d'appuyer des exigences proclamées par les syndicats ouvriers depuis leurs origines et qui ont trait à la collaboration internationale entre tous les travailleurs manuels et intellectuels.

Le but que les promoteurs du Plan Schuman se sont fixé peut donc être défini comme suit: il s'agit d'opposer aux rivalités séculaires une mise en commun des intérêts matériels réciproques; de contribuer au développement harmonieux de l'économie des Etats membres, à la réalisation de la prospérité, au plein emploi et à l'élévation du niveau de vie des travailleurs. Ce but devra être atteint par la création d'un territoire économique unique englobant 150 millions de consommateurs de charbon et d'acier sous la direction d'une autorité supranationale. Il s'agit de mettre en commun les matières premières et les forces productrices par un effort uni dans l'intérêt des peuples. Il en résulterait un changement immédiat dans les relations internationales européennes. L'objectif principal réside dans ce changement fondamental des conceptions. En abandonnant la formule basée sur le nationalisme, qui a opposé les peuples en les appauvrissant, on s'acheminera vers la formule supranationale qui les unit en les réconciliant.

En présence des buts généraux du Plan Schuman et de l'assurance que la participation syndicale sera respectée, la Chambre de Travail se rallie au principe de cette réalisation. Elle constate qu'il n'y a pas lieu, pour les travailleurs luxembourgeois, de s'enthousiasmer particulièrement devant les effets immédiats du Plan, étant donné que le niveau de vie des masses laborieuses est moins élevé dans les pays environnants que chez nous et qu'ainsi la tendance à un nivellement vers le bas n'est pas radicalement exclue. Elle a cependant confiance dans la force des syndicats luxembourgeois et dans les qualités de leurs dirigeants politiques et syndicalistes. Ils devront réussir à faire valoir la capacité productrice supérieure de l'ouvrier luxembourgeois et en tirer les avantages équitables. Elle fait appel aux travailleurs en les exhortant à sauvegarder l'avance qualitative de leur travail qu'ils doivent principalement à une meilleure préparation professionnelle et, suite à cela, à la rationalisation plus poussée des installations.

Fidèles à l'idée européenne et à nos principes syndicaux de solidarité internationale trempés à l'expérience de deux catastrophes mondiales, nous ne saurions rester à l'écart, d'autant plus que le Plan Schuman a pour objet d'écarter ou de prévenir les difficultés tant présentes que futures.

Avis de la Chambre de Commerce

La portée politique et économique du Plan Schuman.

Il n'y a et il ne saurait être une voix discordante sur les buts poursuivis par la Communauté du fer et de l'acier, tels qu'ils ont été exposés par Monsieur Robert Schuman dans la déclaration solennelle du 9 mai 1950. C'est une œuvre de paix, appelée à constituer un premier pas vers l'unification et la fédération de l'Europe, grâce à la création d'une solidarité étroite entre les pays participants dans les domaines du charbon et de l'acier, qui sont à la base même de leur économie. Cette fusion d'intérêts posera les fondements d'une communauté plus large et plus profonde, qui s'étendra peu à peu à tous les secteurs essentiels des diverses économies fédérées.

On ne peut qu'être d'accord sur cette conception. L'unification de l'Europe est une nécessité absolue.

Les moyens proposés par M. Schuman pour réaliser cet objectif avant tout politique sont la mise en commun, sous le contrôle d'une Haute Autorité supranationale, de la production du charbon et de l'acier, la constitution d'un marché unique ouvert à tous sans discrimination, sur lequel règnerait une saine concurrence, source de dynamisme économique, permettant aux consommateurs de s'approvisionner aux conditions les plus avantageuses.

Il est certain que ce n'est que par la suppression des frontières et des obstacles aux échanges, souvent insurmontables aujourd'hui, par le rétablissement de conditions de concurrence normales et par l'intégration progressive des économies nationales, trop longtemps cloisonnées, que l'on peut espérer arriver à une expansion industrielle européenne suffisante, comparable à celle d'une grande entité économique comme les Etats-Unis, ainsi qu'à un niveau de vie plus élevé.

La réalisation d'objectifs politiques et économiques répondant effectivement aux nécessités actuelles de l'Europe peut justifier, pourvu que des garanties soient prévues contre tout excès de pouvoir éventuel, des abandons limités de souveraineté de la part des Etats et l'acceptation par les industriels intéressés de certaines disciplines.

Le texte du Traité de Convention sur la communauté du fer et de l'acier.

Les experts chargés de la réalisation, sous une forme juridique et concrète, d'une idée générale, abordaient le problème difficile de détacher de l'économie des pays participants deux

secteurs isolés d'une importance particulière, sans toucher aux conditions économiques générales qui les régissent, et dont les divergences essentielles sautent aux yeux.

Donc, afin de jeter les fondements de la future communauté, il fallut, dans l'immédiat, tenir compte de certaines revendications vitales des pays membres, dans le but de prévenir des bouleversements trop profonds, des déplacements massifs de production et d'intarissables difficultés sociales. D'où la nécessité d'intercaler une époque de rodage, appelée période transitoire, comportant un régime différent de celui prévu à titre définitif.

En outre, la réalisation exigeait de nombreux compromis et notamment des transactions entre les différentes thèses économiques qui départagent aujourd'hui les esprits.

Ainsi il s'explique que l'œuvre des experts a fini par prendre dans son ensemble le volume impressionnant de 198 articles.

Cent articles sont consacrés au Traité de base, qui établit notamment les institutions différentes de la Communauté. 67 articles des protocoles complètent ces dispositions. 31 sont consacrés à l'époque transitoire, fixée en principe à cinq et exceptionnellement à sept ans. Elle s'ouvrira après les quelques mois de période préparatoire, au cours de laquelle les institutions de base seront mises sur pied.

Ces institutions sont au nombre de quatre :

1° Une Haute Autorité supranationale concentre pratiquement un pouvoir de direction, de coordination, d'investigation et de réglementation absolu, infiniment plus vaste que celui que les différents Etats se sont eux-mêmes arrogé jusqu'ici. Elle est formée de huit membres désignés par les Etats et un neuvième que les membres s'adjoignent par cooptation. Ces membres qui sont présumés de disposer de connaissances économiques générales, ne doivent pas disposer d'intérêts dans les deux industries du pool.

La Haute Autorité se trouve assistée d'un Comité Consultatif composé en nombre égal de producteurs, de travailleurs, d'utilisateurs et de négociants.

2° L'Assemblée Commune, désignée par les Parlements, comprend 78 délégués dont quatre Luxembourgeois. Elle discute, dans son unique réunion annuelle, le rapport général de la Haute Autorité.

3° Un Conseil des Ministres, comprenant un délégué de chaque Gouvernement, a la tâche d'harmoniser l'action de la Haute Autorité et celle des Gouvernements.

4° Une Cour de Justice juge sur les recours introduits.

Les pouvoirs de la première assemblée sont pratiquement illimités.

Les institutions de contrôle et de conciliation sur le plan parlementaire et gouvernemental (sub 2 et 3) partagent avec la Haute Autorité sa composition de délégués d'Etats, et leur incompétence technique est encore renforcée. Quant à la Cour de Justice (sub 4), sa juridiction ne s'étend qu'à la légalité et non à l'opportunité des décisions de la Haute Autorité.

C'est donc à cette Autorité que sera confié le sort des industries de base du Continent. C'est à elle seule qu'il incombe de diriger la politique de vente, de prix, d'investissement, de coordination, de procéder à toutes les investigations sans considération des secrets d'affaires ou de fabrication, à sanctionner toute velléité par des peines draconiennes, à surveiller les entreprises et les conditions de production, à régler, enfin, la répartition des quotas de distribution en cas de surproduction. La Haute Autorité dispose d'une puissance telle qu'aucun Etat libéral ni aucune entente n'ont jamais essayé d'atteindre, et dont l'équivalent ne se retrouve que dans les industries nationalisées.

Quoique désignés par les Gouvernements respectifs, les membres de la Haute Autorité ne sont pas censés représenter leurs Etats, mais une institution supranationale.

On peut voir dans la non-homogénéité de sa constitution un frein sérieux contre tout abus de puissance de la Haute Autorité, mais en même temps elle fait naître des doutes sur l'efficacité. Un comité composé de délégués de différentes nations, ayant à trancher des conflits qui touchent immédiatement aux intérêts de ces nations, a tendance à opter plutôt pour l'abstention que pour l'action.

Quant aux chefs d'entreprises, qui sont vraiment en mesure d'assurer une gestion prévoyante et économique, leur rôle se trouve réduit à un simple « droit de consultation » au sein d'un conseil où ils occupent un tiers des places avec les travailleurs, les utilisateurs et les négociants. Le droit d'association même leur est refusé par suite de l'interdiction des ententes, fussent-elles contrôlées. En suivant dans ce domaine l'exemple des Etats-Unis, les experts ont été oublieux du fait que l'entente est une forme d'organisation industrielle particulièrement adaptée à la production dispersée de notre continent.

L'appréciation de l'œuvre des experts.

Par suite de sa complexité et de son volume, le Traité de la Communauté de l'Acier et du Charbon ne se trouve guère à la portée des masses. Il continue donc largement à jouir dans l'opinion publique du préjugé favorable que rencontrait la lumineuse déclaration de principe du Président Robert Schuman.

Mais force est de constater que plus les techniciens s'attellent à l'étude des textes, plus la désillusion se fait jour.

Les objections peuvent être classées en trois groupes:

1^o Nous ne nous arrêtons pas aux *critiques d'ordre constitutionnel* qui ne sont pas du domaine de compétence de notre Chambre. Nous ajoutons même qu'elles ne retiennent notre intérêt que dans la mesure où les Etats aliènent à une autorité supranationale plus de droits qu'ils n'en disposent, et même qu'ils n'ont revendiqué jusqu'à ce jour.

2^o Relevons en second lieu les *considérations d'ordre politique*, exprimant la crainte que l'agencement imparfait du Traité ne le transforme en instrument de désaccord plutôt que d'union.

Nous n'entrons pas dans le fond du débat. Mais les discussions incessantes de délégués de différentes nationalités sur les conflits d'intérêts qui opposent les branches industrielles et les entreprises particulières des pays respectifs, inspirent une certaine appréhension quant à leur répercussion dans ces pays. Il nous paraît donc malaisé de combiner la toute-puissance économique de la Haute Autorité et son influence continuelle sur la gestion, avec l'idée d'un apaisement politique.

3^o Dans l'étude présente nous limiterons l'examen aux *considérations économiques*, et en les abordant dans la perspective purement luxembourgeoise. Constatons donc en premier lieu que le Grand-Duché ne trouvera point, comme d'autres partenaires, des compensations politiques ou économiques en contre-partie de ses abandons de souveraineté.

Par contre, il est certain que les critiques d'ordre technique qui se sont élevées à l'étranger, revêtent pour nous un poids tout particulier. Si les deux branches de la Communauté, l'acier et le charbon, représentent environ 10 % dans l'organisation économique en France et en Allemagne, 20 % peut-être en Belgique, cette proportion atteint chez nous le volume impressionnant de 70 %.

Les changements de structure que le Traité pourra, dans son évolution future, imposer dans les grands pays, se limiteront probablement à des déplacements à l'intérieur des frontières et resteront donc secondaires du point de vue national. Au Grand-Duché, par contre, l'intérêt national se confond avec l'intérêt local, du fait que l'exiguïté n'admet aucun déplacement sérieux. En conséquence, le plan met chez nous la viabilité, voire l'existence du pays dans la balance.

Doivent être considérées comme les deux bases d'ordre économique du Traité:

a) la constitution d'un marché commun;

b) la création d'une autorité supranationale par l'abandon de certains secteurs de la souveraineté des Etats.

Le marché commun.

La clé de voûte du Traité est constituée par le concept du marché commun. Immédiatement après la brève période qu'exigera la mise sur pied des institutions administratives, les pays membres et leurs empires coloniaux seront appelés à former un marché commun qui se classera par son étendue et sa puissance d'absorption immédiatement après celui des U. S. A.

Dans sa conception de base, le Plan comportait comme corollaire logique l'égalisation des conditions essentielles de production.

Le Président Schuman avait exprimé clairement l'espoir de voir les salaires atteindre partout le niveau le plus élevé du groupe. Cette conception ne dut être abandonnée que trop tôt: La Communauté acier-charbon ne restant qu'un facteur isolé au milieu d'économies essentiellement divergentes, force était de se borner dans les textes définitifs à l'effort de prévenir des salaires « extrêmement bas ».

La seconde norme du nivellement, celle des frais de transports, se trouvait être l'un des rares secteurs où la production nationale aurait trouvé un gain. Il fallut l'abandonner à la suite des interventions du Gouvernement luxembourgeois.

La réalisation du Plan renforcera donc l'obligation d'aligner notre politique économique sur celle des pays concurrents. Et il convient d'ajouter aux secteurs du salaire et des transports encore celui de notre système fiscal qui actuellement ne permet point d'assurer par voie d'amortissement les investissements, à défaut desquels notre industrie s'étiolera inévitablement.

Il est vrai que ces devoirs s'imposeront au législateur luxembourgeois également en dehors du cadre de la Communauté acier-charbon, puisque nos industries se trouveront en tout état de cause acculées à l'inexorable lutte sur les marchés d'exportation. Et on ne manquera pas de relever que le point de départ de cette lutte sera mieux à notre portée par la suppression de tous les droits et taxes d'entrée ou de sortie, ainsi que par l'interdiction des restrictions quantitatives.

L'article 4, dont le texte est complété par la suppression de toutes les discriminations et subventions, aides ou charges spéciales, constitue la pièce maîtresse du Traité, et doit être salué comme un effort des plus appréciables.

On peut même dire qu'avant la seconde guerre mondiale il eût assuré un résultat satisfaisant. Malheureusement, il nous fallut apprendre depuis lors à nos dépens que ce ne sont plus les tarifs douaniers et les régimes de licences ou de contingentement qui dressent les barrières les plus insurmontables entre les échanges modernes. Leurs efforts sont aujourd'hui de moindre importance que ceux qui découlent des troubles monétaires et se traduisent dans les difficultés des transferts de devises. Et les expériences Benelux et Union Economique fournissent la

preuve trop évidente que les troubles de circulation, provoqués par les difficultés d'ordre monétaire, ne sauraient être supprimés par un texte juridique de quelque pertinence qu'il fût.

Il s'en suit que l'un des buts principaux, le marché commun, n'est pas réalisé.

L'abandon de droits souverains.

Pour l'avantage d'une liberté bien aléatoire des échanges sur un marché prétendument commun, liberté qui risque fort de tourner aux dépens des pays à production chère et à monnaie relativement forte, le Grand-Duché placera le sort des entreprises dont dépend son existence sous l'autorité exclusive et souveraine d'une institution supranationale. Il délèguera à une Haute Autorité plus de droits que son Gouvernement n'a jamais songé à s'attribuer. Nombreuses sont les décisions qui paraissent secondaires sur le plan collectif, mais qui peuvent toucher directement aux intérêts vitaux du plus petit des Etats membres. La toute-puissance de l'institution n'aura même pas la contre-partie d'un droit d'intercession, voire d'une simple faculté de coopération, de la part des chefs d'industrie qui ont fait leurs preuves et dont les intérêts suprêmes sont solidaires avec ceux du pays.

Or, pareil abandon n'est pas concédé pour une période d'essai au bout de laquelle il sera possible d'apprécier si l'œuvre est ou bien durable, ou bien décevante, ou bien amendable. Les textes qui règlent l'avenir d'une industrie inévitablement sujette aux lois de l'évolution et des conjonctures, resteront enfermés pour un demi-siècle, autant vaut dire l'éternité, dans un cadre rigide qui pratiquement ne prévoit pas la faculté d'un amendement ou d'une adaptation. Un régime économique qui d'ores et déjà ne laisse aucune place aux leçons de l'expérience s'expose volontairement, à notre sentiment, aux plus douloureuses désillusions.

Nous ne doutons aucunement de ce que la Haute Autorité poursuivra en âme et conscience le programme magistral, au principe duquel notre adhésion est acquise. Mais nous ne saurions non plus détourner notre attention des reproches sévères adressés aux règles de base qui en régissent la constitution et le fonctionnement.

Une critique particulièrement sévère a été formulée par Monsieur Gignoux:

« Si le sujet n'était aussi grave, l'exclusion des professionnels et des techniciens authentiques de la réalisation et du fonctionnement du pool ferait figure de plaisanterie. Proclamer que quiconque a le malheur d'être métallurgiste et charbonnier est par définition exclu d'une entreprise qui devra résoudre les plus difficiles problèmes de la politique métallurgique et charbonnière, passe quelque peu la permission. »

De bons esprits ont attaqué vigoureusement l'excès de pouvoir d'une Assemblée qu'on veut

faire trôner au-dessus de la mêlée tout en imposant son autorité dans toute décision économique dépassant la gestion journalière :

« A moins de monter un monstre administratif, la Haute Autorité ne peut pas être au courant des problèmes posés et on peut s'imaginer ce que donnerait un tel monstre international dans la conduite de deux industries. »

Une objection fondamentale provient d'une sphère d'où on l'aurait le moins attendue, et qui attire d'autant plus l'attention. Nous parlons de M. Clarence R. Randall, premier conseiller de M. Hoffmann auprès de l'ECA et l'un des principaux artisans du Plan Marshall. Comme tous les Américains, M. Randall est partisan enthousiaste du programme de M. Schuman, de la réalisation duquel il attendait un progrès sérieux vers l'unification de l'Europe. Néanmoins, il affirme que l'étude du Traité l'a littéralement épouvanté, « et il ne saurait se cacher que l'idéal de M. Schuman a été trahi par l'œuvre de fonctionnaires qui, par instinct et par habitude, favorisent la puissance de la bureaucratie sur les affaires ».

Il affirme donc son appréhension de ce que l'initiative animatrice des entrepreneurs ne soit remplacée par le « red tape » de ce que les responsabilités réelles et efficaces se trouveront effacées et confiées à la gestion d'un consortium aussi omnipotent en droit qu'irresponsable, désuni et incompetent en fait. Tout cela lui fait partager les craintes de ceux qui croient que le Plan va affaiblir l'Europe par l'emprise de la main-morte bureaucratique. Et il prévoit que l'arsenal de sanctions, dont regorge le Traité, empêchera toute atmosphère de confiance et de collaboration harmonieuse pour déchaîner la guerre entre les technocrates et les entrepreneurs.

Voilà l'opinion nullement rassurante d'un Américain versé tout autant dans les problèmes de la production que dans les affaires d'Europe. On ne saurait la passer sous silence au Grand-Duché, le pays qui parmi les Etats membres de la future Communauté saurait le moins s'exposer au risque d'une bureaucratisation de son industrie de base.

Vu la menace d'inefficacité des autorités instituées, la plupart des juristes et techniciens mettent en garde contre l'exclusion des chefs d'entreprises d'une coopération efficace. M. Lacoste juge sévèrement la réduction de leurs fonctions à celles de « contremaîtres supérieurs », exclus des responsabilités de l'approvisionnement, des programmes de fabrication, du taux de marche des usines, de la répartition des ressources, du choix des investissements ou de la fixation des prix.

Le sentiment de méfiance, pour ne pas dire plus, dont le Traité se trouve animé à l'égard de l'entrepreneur libre, se manifeste dans les dispositions de base qui non seulement dérobent l'entrepreneur à ses responsabilités fondamentales, mais l'exposent dans son cercle restreint,

sans défense et sans voie de recours efficaces, aux sanctions arbitraires et draconiennes de la Haute Autorité.

Une autre expression de cette méfiance se retrouve encore dans la condamnation globale, et partant foncièrement injuste, des ententes même contrôlées par les pouvoirs publics. L'anathème lancé contre cette forme du droit d'association en Amérique ne se justifie point dans le cadre restreint du marché européen. Du point de vue purement national, la Chambre de Commerce ne peut donc qu'exprimer le regret que le Traité n'a pas esquissé un effort pour s'assurer les collaborations les plus indispensables pour le bien-être d'une industrie dont dépend l'existence du pays, tout en énervant les responsabilités par l'institution d'un régime de méfiance.

Conclusions.

En concluant, la Chambre de Commerce ne saurait que confirmer un accord entier sur les grands objectifs politiques et économiques du Plan Schuman. Mais sous la forme où le Traité se présente, sa viabilité paraît compromise, et il n'est que trop permis de douter des résultats utiles.

Le programme de M. Schuman tendait à une organisation plus rationnelle et, partant, à une production plus étendue et à une atténuation des crises. La réalisation de ces objectifs eût pu être tentée par des moyens beaucoup plus simples, sans cette concentration de pouvoirs énormes entre quelques mains, sans la mise en tutelle des industries, sans le dirigisme outrancier dans lequel on tombera fatalement.

Sans assurer l'avenir collectif de l'Europe, le plan engagera le sort du Grand-Duché d'une façon plus incisive et plus irrévocable que celui des autres Etats membres.

Nous estimons donc qu'une ratification sans réserve serait à éviter et que la réserve la plus formelle s'imposerait au sujet de la durée de la Convention et de la période transitoire.

Nous n'ignorons pas les difficultés de nous soustraire à une ratification inconditionnelle dès qu'une telle sera effectuée par tous les autres partenaires.

Mais en présence des critiques et résistances qui se font de plus en plus jour dans les pays du Plan Schuman, il est probable que d'autres Parlements formuleront également des réserves sur les points essentiels. En ce qui nous concerne, nous estimons que des réserves devraient être faites sur les points suivants :

° Limitation de ce qu'il y a d'excès dans les pouvoirs de la Haute Autorité, maîtresse effective de la gestion et des entreprises de la Communauté. Revision des clauses relatives au statut des associations de production.

2° Revision de l'interdiction des ententes, dont la légitimité serait reconnue sous le contrôle de

la Haute Autorité. Ainsi la responsabilité des mesures de crises incomberait à ceux qui sont à même de les prévoir et de s'y adapter, en confiant à la Haute Autorité son rôle naturel de gardienne de l'intérêt général. Même observation à l'égard des concentrations. Rétablissement de la liberté des investissements.

3° Droit de recours effectif contre les sanctions prononcées par la Haute Autorité.

4° Harmonisation progressive, par des mesures efficaces, des conditions fondamentales de production, notamment en matière de salaires et de transports.

5° La possibilité d'une révision ou d'un droit de retrait au cas où l'application du Plan conduirait à des situations insupportables.

6° Nouvelle étude de la période de transition, dont la fin devrait être déterminée par une constatation unanime du Conseil dès que les déséquilibres fondamentaux entre les États auront disparu.

Ces réserves trouvent leur ample justification dans l'intérêt tout particulier que le Traité présente pour notre pays.

Luxembourg, le 20 novembre 1951.

CHAPITRE IV.

Le Plan Schuman devant le Conseil d'Etat

En application de l'article 99 du Traité qui prévoit que celui-ci ne pourra entrer en vigueur qu'après sa ratification par toutes les Parties contractantes, le Gouvernement luxembourgeois, après consultation des Chambres professionnelles, envoya le 16 novembre 1951 une dépêche au Conseil d'Etat, soumettant à son avis le projet de loi portant approbation du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et de la Convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951 entre la République Fédérale d'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas.

A cette dépêche étaient joints:

- le texte du projet de loi;
- le texte du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et des actes complémentaires (publié en annexe), à savoir: un Protocole sur les Privilèges et Immunités de la Communauté, un Protocole sur le Statut de la Cour de Justice, un Protocole sur les Relations avec le Conseil de l'Europe et un échange de lettres entre le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République Française concernant la Sarre;
- le texte de la Convention relative aux dispositions transitoires (publié en annexe);
- un exposé des motifs.

Texte du Projet de loi

Art. 1^{er}. — Sont approuvés le Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, le Protocole sur les Privilèges et Immunités de la Communauté, le Protocole sur le Statut de la Cour de Justice, le Protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et la Convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris, le 18 avril 1951, entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, la République

italienne, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas.

Art. 2. — La mise en vigueur des arrangements qui pourront être conclus avec les Gouvernements des Puissances signataires et les Institutions de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier pour l'application des actes visés à l'article 1^{er} formera l'objet de règlements d'administration publique.

Exposé des motifs

Le 9 mai 1950, M. Robert Schuman, Ministre des Affaires Etrangères de la République française, a proposé, dans une déclaration officielle, de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une Haute Autorité Commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays de l'Europe.

La déclaration du Gouvernement français a clairement souligné le but politique que l'initiative française s'est proposé d'atteindre.

« La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent. La contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques. »

« L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble. Elle se fera, si des réalisations concrètes créent d'abord une solidarité de fait. Le rassemblement des nations euro-

peennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée. L'action entreprise doit toucher au premier chef la France et l'Allemagne.»

«La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne, et changera le destin de ces régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre, dont elles ont été les plus constantes victimes.»

Par la «fusion d'intérêts indispensables à l'établissement d'une communauté économique» se réaliseront «une communauté plus large et plus profonde entre les pays longtemps opposés par des divisions sanglantes» et «les premières assises concrètes d'une Fédération européenne indispensable à la préservation de la paix».

La production mise en commun sera offerte à l'ensemble du monde, sans distinction ni exclusion, pour contribuer au relèvement du niveau de vie et au progrès des œuvres de paix.

Afin de poursuivre la réalisation des objectifs ainsi définis, le Gouvernement français s'est déclaré prêt à ouvrir des négociations sur les bases suivantes:

La mission impartie à la Haute Autorité Commune serait d'assurer dans les délais les plus rapides la modernisation de la production et l'amélioration de sa qualité; la fourniture, à des conditions identiques, du charbon et de l'acier sur les marchés français et allemand ainsi que sur ceux des autres pays adhérents; le développement de l'exportation commune; l'égalisation, dans le progrès, des conditions de vie de la main-d'œuvre de ces industries.

La Haute Autorité Commune, chargée de la gestion de la nouvelle communauté, serait ap-

pelée à prendre des décisions exécutoires dans tous les pays adhérents. Des dispositions appropriées assureraient des voies de recours contre ces décisions.

Dans une déclaration commune en date du 3 juin 1950, les Gouvernements français, allemand, belge, italien, néerlandais et luxembourgeois se sont déclarés d'accord à entamer les négociations sur les bases indiquées dans la déclaration française du 9 mai 1950.

Les négociations entre les six pays ont commencé à Paris le 20 juin 1950 et ont abouti, après de longs et laborieux pourparlers, au paraphe d'un avant-projet de Traité instituant une Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi qu'au paraphe d'un avant-projet de Convention sur les dispositions transitoires.

Ces avant-projets ont été soumis à une conférence des Ministres des Affaires Etrangères qui s'est tenue à Paris du 12 au 18 avril 1951.

Le 18 avril, les Ministres des Affaires Etrangères ont signé les textes définitifs qui sont actuellement soumis à l'approbation des Parlements des six pays.

Pendant toute la durée des négociations, le Gouvernement est resté en contact étroit avec la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre des Députés, qui a consacré au Plan Schuman ses séances des 29 juin 1950, 9 décembre 1950, 24 janvier 1951, 3, 9 et 23 avril 1951.

D'autre part, le Gouvernement a constamment consulté les intéressés, c'est-à-dire les milieux patronaux et syndicaux. Pour faciliter et organiser une collaboration à la fois souple et continue, le Gouvernement a pris soin d'adjoindre aux membres de la délégation chargée de négocier le Traité des experts patronaux et syndicaux.

Economie générale du Traité

Dispositions politiques et juridiques.

La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier naîtra de la fusion des parcelles de souveraineté nationale que chacun des Etats membres est appelé à déléguer à un pouvoir supranational commun. Les organes de cette Communauté seront les suivants: une Haute Autorité assistée d'un Comité Consultatif, un Conseil Spécial des Ministres, une Assemblée Commune et une Cour de Justice.

On passe ainsi de la méthode initiale, qui tendait à l'unification de l'Europe en s'avancant sur le seul terrain politique, à un système d'intégration «fonctionnaliste» ou organique par la création d'institutions supranationales spécialisées régissant des secteurs essentiellement économiques. Ces bases d'intégration se multipliant

progressivement — on les prévoit déjà en matière de transport, d'électricité, de produits agricoles — constitueraient ainsi les cellules d'une nouvelle entité politique sur le plan européen. Cette méthode, évidemment bien plus lente qu'une initiative sur le plan politique et sur une base fédérale, a l'avantage de donner des résultats effectifs, tout en permettant, au cours des intégrations progressives et grâce à des expériences pratiques utiles, d'arriver à une réalité politique unifiée et cohérente.

Le Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier ne reste donc plus dans la tradition des engagements internationaux classiques. Ceux-ci contiennent, certes, une limitation de la souveraineté des Etats dans la mesure où tout engagement juridique la limite. Il n'en est plus de même du Plan Schuman qui

stipule des délégations de pouvoirs, des substitutions de compétence. Il ne s'agit donc plus de créer des relations internationales nouvelles, mais de donner naissance à un ordre juridique sui generis, comparable, dans une certaine mesure, à une véritable entité politique dans les seuls domaines du charbon et de l'acier.

Le Traité, au lieu d'instituer une série de limitations de souveraineté, prévoit la délégation ou mieux l'apport en commun dans les secteurs limités du charbon et de l'acier, du principe même de la souveraineté.

C'est ainsi que la Communauté exercera, à l'égard des intéressés qui relèvent de son autorité, des pouvoirs de réglementation, de décision, d'exécution et de juridiction.

Il est prématuré d'analyser plus à fond la théorie du nouvel ordre juridique naissant. Le stade actuel doit être considéré comme la première étape d'une évolution en cours qui tend vers la réalisation progressive d'une organisation de l'Europe.

Mission de la Communauté.

Art. 2. — La nouvelle Communauté a pour mission de contribuer, en harmonie avec l'économie générale des Etats membres et grâce à l'établissement d'un marché commun des produits de charbon et d'acier, à l'expansion économique, au développement de l'emploi et au relèvement du niveau de vie dans les Etats membres. Elle réalisera une répartition rationnelle de la production, tout en sauvegardant la continuité de l'emploi et en évitant de provoquer, dans les économies des Etats membres, des troubles fondamentaux et persistants.

Art. 3. — C'est ainsi que les pouvoirs devront, dans l'intérêt commun :

- veiller à l'approvisionnement régulier du marché commun ;

- assurer à tous les utilisateurs de la Communauté, placés dans des conditions comparables, un égal accès aux sources de production ;

- veiller à l'établissement des prix les plus bas à l'exclusion de toutes discriminations, tout en ménageant des possibilités normales d'amortissement et de rémunération des capitaux engagés ;

- veiller au progrès technique, à l'expansion régulière de la production et à une exploitation rationnelle des ressources naturelles ;

- promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre, tout en permettant leur égalisation dans le progrès ;

- promouvoir les mouvements d'échange internationaux dans le respect de prix équitables.

NB. Les renvois se rapportent aux textes du Traité, s'il s'agit d'articles, à ceux de la Convention sur les Dispositions Transitoires, s'il s'agit de paragraphes.

La sidérurgie luxembourgeoise trouve dans ces grands principes-directeurs l'assurance du libre accès aux matières premières. Elle se voit garantir des possibilités d'écoulement normales à des conditions équitables.

L'esprit social du Traité est affirmé dans un principe hardi dont la réalisation dépendra de la mise en œuvre rationnelle des moyens de production et du maintien de conditions d'écoulement rémunératrices.

Institution de la Communauté.

La Haute Autorité, institution principale, est investie de pouvoirs d'exécution. Son action s'exerce dans un domaine de compétence nettement délimité par le Traité. Dans les questions importantes, elle ne peut agir qu'en accord ou après consultation du Conseil des Ministres et après consultation du Comité Consultatif.

Art. 14. — Selon l'objet auquel elles s'appliquent, les délibérations de la Haute Autorité prennent l'une des trois formes suivantes :

Ses *décisions*, qu'elles soient générales ou qu'elles ne concernent que des cas individuels, sont obligatoires en tous leurs éléments.

Ses *recommandations* comportent obligation dans les buts qu'elles assignent, tout en laissant à ceux qui en sont l'objet le choix des moyens propres à les réaliser.

Ses *avis* ne lient pas.

Art. 13 et 14. — Les délibérations de la Haute Autorité, prises à la majorité des membres qui la composent, seront motivées et devront être publiées ou notifiées aux intéressés. En outre, des voies de recours sont appelées à garantir à tous les intéressés l'exercice impartial et compétent des pouvoirs institués.

Art. 10. — Quant au mode de désignation des neuf membres de la Haute Autorité, choisis en raison de leur compétence générale et investis d'un mandat de six ans, il y a lieu de distinguer entre la procédure valable pour les six premières années de fonctionnement et celle s'appliquant aux nominations subséquentes.

Pour une première tranche de six ans, les Etats membres nommeront de commun accord huit membres, le neuvième étant coopté par ceux-ci. Cette procédure s'appliquera aussi, pendant cette première période, en cas de vote de censure de l'Assemblée, impliquant démission collective de tous les membres de la Haute Autorité, ainsi qu'il est expliqué plus loin.

A l'expiration de ce premier mandant de six ans, un renouvellement général aura lieu. Huit membres seront nommés par les Gouvernements à la majorité des $\frac{5}{6}$, le neuvième étant coopté par les huit membres déjà désignés. Ensuite, le renouvellement s'opérera par tiers tous les deux ans, alternativement pour chaque poste vacant par nomination à la majorité des $\frac{5}{6}$ et par cooptation.

Dans tous les cas, chaque Gouvernement pourra exercer un droit de veto à l'égard de deux personnes, s'il s'agit d'un renouvellement partiel, et de quatre personnes en cas de renouvellement général ou biennal. Tout autre exercice du droit de veto peut être déferé pour appréciation à la Cour. Celle-ci peut le déclarer abusif et l'annuler.

Art. 9. — Cette procédure nuancée, combinée avec la prescription que la Haute Autorité ne peut comprendre plus de deux membres ayant la même nationalité et avec celle que seuls les nationaux des Etats membres sont éligibles, a pour but d'assurer la présence continue au sein de la Haute Autorité d'un ressortissant au moins de chaque partie contractante.

Les membres de la Haute Autorité ne représentent pas les Etats dont ils sont les ressortissants, ni aucun intérêt privé, si légitime soit-il. Les organes de la Communauté étant des institutions supranationales, c'est dans la personne des membres qui les composent que cette qualité devra s'affirmer en première ligne. C'est ainsi que de strictes incompatibilités d'ordre professionnel ont été prévues. D'autre part, la durée relativement longue du mandat et la possibilité d'être nommés à nouveau garantissent aux membres des organes institutionnels l'indépendance nécessaire à l'accomplissement de leur tâche.

Art. 18. — Le *Comité Consultatif*, chargé d'assister la Haute Autorité dans l'accomplissement de sa mission, se compose de 30 à 51 membres et comprend, en nombre égal, des producteurs, des travailleurs et des utilisateurs ou négociants. Il est appelé à éclairer de ses conseils la Haute Autorité toutes les fois qu'elle le requiert. En outre, elle doit obligatoirement prendre l'avis de ce comité dans des cas déterminés.

Par la voix de cet organe, les intéressés — producteurs, travailleurs et utilisateurs —, dont la collaboration avec les organes de la Communauté est indispensable, disposent d'une tribune d'où ils peuvent faire entendre leur voix.

Art. 20 à 25. — L'*Assemblée Commune*, composée de représentants des peuples des Etats réunis dans la Communauté, exerce le pouvoir de contrôle général.

Le nombre des délégués, choisis dans le sein des Parlements nationaux ou élus au suffrage universel direct, se répartit comme suit:

Allemagne	18 sièges,
Belgique	10 sièges,
France	18 sièges,
Italie	18 sièges,
Luxembourg	4 sièges,
Pays-Bas	10 sièges.

Les représentants sarrois sont compris dans le nombre des délégués attribués à la France.

Convoquée en principe une fois par an, l'Assemblée Commune approuve ou censure le rap-

port annuel d'activité de la Haute Autorité. Un vote formel de méfiance, pris à la majorité des $\frac{2}{3}$ des voix exprimées et à la majorité simple des membres composants, entraîne la démission collective des membres de la Haute Autorité.

Art. 26 à 30. — Le *Conseil spécial des Ministres*, auquel chaque Etat participant délègue un membre de son Gouvernement, a la mission générale d'assurer l'harmonisation entre l'action de la Haute Autorité et celle des pouvoirs nationaux respectifs. Une telle harmonisation est nécessaire, parce que les décisions à prendre peuvent, dans certains cas, avoir une incidence profonde sur les secteurs non encore intégrés des économies en présence.

Dans certains cas déterminés — citons à titre d'exemple le cas de pénurie —, l'action de la Haute Autorité doit se conformer en principe aux vues de ce Conseil. Il procède, en outre, à l'examen de toutes propositions et mesures qu'il juge opportunes et nécessaires à la réalisation des objets communs.

Pour répondre à des considérations d'équilibre et d'équité, il a été nécessaire de prévoir une procédure spéciale de vote au sein du Conseil. C'est ainsi que les majorités requises devront comprendre la voix du représentant de l'un au moins des Etats membres assurant 20 % de la production totale de charbon et d'acier de la Communauté. De cette façon il est tenu compte de l'importance tant économique que politique des deux plus grandes puissances participantes. Il convient par ailleurs de relever que le mode de calcul des majorités prévues exclut la coalition des intérêts des deux plus grandes puissances participantes contre les quatre autres. D'un autre côté, les pays de Benelux et l'Italie ne sauraient imposer leurs vues à la France et à l'Allemagne.

Art. 31 et 32. — La *Cour de Justice* assurera le respect du droit dans l'interprétation et l'application du Traité. Elle est formée de sept juges choisis par les Etats parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et de compétence.

Malgré certaines hésitations initiales on a préféré instituer une Cour, dont le Statut est réglé par un Protocole-annexe, plutôt que de prévoir une procédure d'arbitrage, pour trancher les litiges éventuels. La Cour est garante du fonctionnement normal de la Communauté.

Un simple examen du Traité démontre la nécessité majeure de cette instance de recours.

Elle est appelée à trancher en première ligne les différends entre Etats membres relatifs à l'interprétation et à l'application du Traité. La partie la plus importante du contentieux comprend ensuite les recours en annulation. Enfin, une série de cas de recours spéciaux, chacun sui generis, est prévue dans des hypothèses moins fréquentes.

La multiplicité et la complexité des recours provient de la nécessité de trouver une solution

au problème fondamental suivant: instituer une instance de recours chargée de contrôler la légalité des actes de la Haute Autorité, organe administratif de la Communauté, sans toutefois en diminuer la liberté d'action ni la responsabilité et éviter que, à la faveur du nombre des recours, la Cour ne se substitue pratiquement à l'organe administratif central.

C'est ainsi que la mission du juge se limite en principe à l'examen de la légalité des actes incriminés. Les motifs sur lesquels l'annulation d'une décision peut être fondée ont été déterminés limitativement. Cette dernière restriction au pouvoir d'appréciation de la Cour se justifie par la nature économique de la plupart des décisions à intervenir. Comme elles seront fondées en grande partie sur des appréciations découlant de données ou de considérations économiques et techniques, il a semblé inopportun de déférer à une instance judiciaire le contrôle de l'opportunité de ces décisions.

Sur la base de ces considérations, les négociateurs ont élaboré une procédure de recours assignant à la Cour tour à tour le rôle d'une instance de cassation et, dans une mesure moindre, de réformation. Destiné à ménager aux justiciables des garanties efficaces quant à l'application régulière du Traité, ce système préserve, d'autre part, la Haute Autorité et les autres organes de la Communauté du danger de voir leurs pouvoirs et leurs responsabilités s'émousser dans des voies contentieuses par trop accessibles.

Art. 33 et 38. — La catégorie la plus importante des recours comprend les demandes en annulation, essentiellement celles qui sont dirigées contre les décisions ou recommandations de la Haute Autorité. Un tel recours est également ouvert contre les décisions du Conseil des Ministres et de l'Assemblée. Dans ce cas, cependant, il doit être introduit par un Etat membre ou par la Haute Autorité sur la base des seuls moyens tirés de l'incompétence ou de la violation des formes substantielles.

Art. 35. — L'abstention de la part de la Haute Autorité de prendre une décision au cas où le Traité lui impose l'obligation d'en prendre une est à considérer comme décision implicite de refus susceptible de recours. Il en est de même, si cette abstention équivaut à un détournement de pouvoir. Le justiciable est donc garanti contre la carence de la Haute Autorité par un recours en annulation.

Art. 33. — Les recours en annulation seront formés par les Etats membres ou le Conseil des Ministres. Seules les décisions individuelles de la Haute Autorité ou celles qui sont générales, mais que la notion du détournement de pouvoir permet d'assimiler à une décision individuelle, peuvent être directement attaquées par les entreprises ou associations contre lesquelles elles se dirigent.

Les motifs à l'appui du recours en annulation ne peuvent être tirés que de l'incompétence, de la violation des formes substantielles, de la violation du Traité ou de toute règle de droit relative à son application, sans que, dans son examen, la Cour puisse apprécier les circonstances ou faits économiques au vu desquels les décisions ou recommandations attaquées sont intervenues. Ce principe subit, quant à la dernière restriction, une exception, chaque fois que le recours est fondé sur une violation patente du Traité ou des règles de droit applicables, et encore en cas de détournement de pouvoir.

Il est vrai que la distinction nette entre le droit et le fait peut s'avérer des plus délicates. Des critères-limites assez flottants sont concevables, surtout en ce qui concerne la notion de la violation patente des dispositions du Traité. La Cour devra donc, dans la matière mouvante et multiforme qui fait l'objet du Traité, élaborer des critères jurisprudentiels assez précis, afin de concrétiser les notions prévues qui, en somme, ne semblent donner que des directives.

Telles étant les dispositions essentielles du Traité en matière du contentieux d'annulation, il convient de passer en revue certains recours spéciaux qui font apparaître la Cour plutôt dans le rôle d'une instance de réformation.

Art. 36. — La Haute Autorité pouvant prononcer, à l'encontre des entreprises, des amendes et des astreintes pécuniaires exécutoires nonobstant recours, des garanties particulières ont été prévues à ce sujet. En premier lieu, la Haute Autorité devra recueillir préalablement les observations des intéressés qui, d'autre part, jouissent d'un droit de recours en pleine juridiction devant la Cour. Celle-ci est, dans ce cas, souveraine dans l'appréciation des faits. Au lieu de prononcer l'annulation de la décision intervenue comme dans les hypothèses précédentes et de renvoyer la cause pour nouvelle décision à la Haute Autorité, elle statue elle-même sur le fond en réformant la décision qui lui paraît critiquable.

Art. 88. — En matière de sanctions prononcées à l'encontre des Etats, la procédure de recours est différente. Quand un Etat a manqué à ses obligations, la Haute Autorité devra l'entendre dans ses observations avant de constater sa défaillance et de le mettre en demeure de s'exécuter dans un délai donné. Un recours de pleine juridiction est ouvert à l'Etat contre cette décision. En cas de rejet du recours, des sanctions financières ne pourront être prises qu'après avis conforme du Conseil des Ministres statuant à la majorité des $\frac{2}{3}$. Un second recours de pleine juridiction pourra être dirigé contre la décision décrétant les sanctions.

Art. 34. — Des recours en indemnité devant la Cour ont été prévus pour le cas où, à la suite de l'annulation d'une décision de la Haute Autorité, celle-ci omet de prendre les mesures propres à assurer une réparation équitable du

préjudice encouru. Une telle réparation ne pourra toutefois être accordée qu'à la double condition que le dommage subi soit la conséquence directe et spéciale de la mesure intervenue et que celle-ci soit considérée par la Cour comme susceptible d'engager la responsabilité de la Communauté.

Art. 40. — A part ce cas, où la responsabilité est encourue du fait de l'exercice, par une institution, de ses pouvoirs, une autre action garantit la réparation des préjudices causés par des fautes de service de la Communauté, voire même par la faute personnelle des agents, pour autant qu'ils ont agi dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 37. — Il reste à examiner une dernière hypothèse en vue de laquelle une procédure de recours complexe est prévue. Une disposition liminaire fondamentale du Traité prévoit, en effet, que la Communauté poursuivra la réalisation de ses missions « en évitant de provoquer, dans les économies des Etats membres, des troubles fondamentaux et persistants ». Cette clause de sauvegarde majeure doit, pour conserver son sens, pouvoir jouer et être invoquée en dehors de toutes considérations juridiques à l'occasion d'une décision intervenue. Il faut, dès lors, distinguer nettement entre les litiges purement juridiques, auxquels les critères jusqu'ici exposés sont applicables, et ceux mettant en cause des considérations économiques d'une gravité caractérisée. Le droit de mettre en cause, à la lumière de telles données, des solutions inattaquables en droit soulève le point de savoir à quelle instance il y a lieu de conférer la mission de connaître d'un litige de ce genre. Le Traité résout le problème en organisant la procédure spéciale suivante :

L'Etat qui estime que l'action ou le défaut d'action de la Haute Autorité est de nature à provoquer, dans son économie, des troubles fondamentaux et persistants, en saisit la Haute Autorité. Celle-ci, après consultation du Conseil des Ministres, reconnaît l'existence ou la non-existence de cette situation et prend, le cas échéant, les mesures nécessaires pour y faire face. Un recours est ouvert devant la Cour contre la décision intervenue. En cas d'annulation, la Haute Autorité est tenue de décider, dans le cadre de l'arrêt de la Cour, des mesures qui s'imposent.

Cette dernière disposition est d'une importance majeure pour l'économie luxembourgeoise, particulièrement sensible aux fluctuations de son secteur sidérurgique. Elle peut, sous cet aspect, être considérée comme une garantie spéciale en faveur de notre économie.

Signalons, à la fin de ce chapitre qui traite des institutions de la Communauté, l'équilibre certain qui se dégage de la répartition des pouvoirs entre les différents organes. La Haute Autorité, organe investi d'une mission primordialement technique, est assistée d'un Comité

Consultatif groupant dans son sein les représentants des intérêts en cause. Les décisions importantes, qui sont susceptibles d'avoir des répercussions sensibles dans les économies des Etats membres, requièrent l'assentiment du Conseil des Ministres. L'Assemblée Commune enfin, si elle ne revêt pas les fonctions d'un véritable corps législatif, doit néanmoins être considérée comme l'instance suprême de contrôle.

Dispositions économiques et sociales.

La création d'un marché commun pour les produits de charbon et d'acier constitue la pierre angulaire des dispositions économiques et sociales du Traité. Celles-ci répondent aux nécessités majeures qu'entraîne le passage des économies nationales cloisonnées à l'économie ouverte du secteur unifié.

Le principe posé exige, en effet, l'abolition de toutes les entraves à la libre circulation des biens mis en pool. Toutes les barrières existant du fait de l'homme devront disparaître.

Il est évident que la réalisation intégrale et immédiate de ces desseins ne pourrait se faire sans heurts ni sans difficultés. Il est, en effet, impossible d'isoler les secteurs intégrés des économies nationales. Ils resteront nécessairement en communication avec elles. Et si l'on parle de la mise en commun des produits de charbon et d'acier, cette proposition dit uniquement que l'on instaure pour ces secteurs une circulation sans entraves. Celle-ci exige que l'on se trouve, au moment de l'ouverture des frontières et dès l'abolition de toutes les barrières restrictives, devant des conditions de production sensiblement égales ou du moins comparables dans les six pays. Tel n'étant pas le cas à l'heure actuelle — rappelons le coût très différencié des matières premières, des transports, de la main-d'œuvre, etc. —, l'ouverture du marché commun, que l'on voudrait effective dès le début, doit nécessairement s'accompagner d'une série de mesures de sauvegarde destinées à éviter des réactions dangereuses. C'est ainsi qu'une période transitoire est prévue, au cours de laquelle les activités productrices dans les domaines intégrés devront harmoniser dans la mesure du possible leurs conditions de travail pour que, dès le début de la période dite permanente de fonctionnement du Plan, le Traité puisse trouver son entière application.

Dans l'exposé qui suit, il est indiqué chaque fois dans quelle mesure les dispositions examinées s'appliquent spécialement à l'une ou à l'autre des deux périodes visées. Les solutions spéciales élaborées en faveur du Luxembourg sont traitées à part.

Dispositions de politique commerciale.

Art. 4. — L'article 4 du Traité fournit la définition de base du marché commun, dont le

fonctionnement est conditionné à la mise en application des mesures suivantes:

- 1^o l'abolition des droits d'entrée et de sortie et des restrictions quantitatives à la circulation des produits;
- 2^o l'interdiction de pratiques discriminatoires et de mesures faisant obstacle au libre choix par l'acheteur de son fournisseur;
- 3^o la suppression des aides et subventions accordées par les Etats et encore celle des charges spéciales imposées par eux.
- 4^o l'abolition des pratiques restrictives tendant à la répartition ou à l'exploitation des marchés.

Une série de mesures initiales doivent permettre aux Etats de franchir les difficultés inhérentes à la réalisation immédiate et effective du marché commun sans s'exposer à des répercussions dangereuses.

Il faudra ensuite établir, dès le début, les bases de coopération entre la nouvelle Communauté et les pays tiers. Les six Etats membres formant entre eux, en ce qui concerne les produits de charbon et d'acier, une nouvelle entité juridique de caractère supranational, il y a enfin lieu de mettre cette nouvelle situation en harmonie avec certains engagements multilatéraux existants.

C'est ainsi que les Etats membres entreprendront des négociations en vue d'obtenir, en leur faveur, les dérogations nécessaires:

Par. 1 et suivants. — 1^o à la clause de la nation la plus favorisée, dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et des accords commerciaux bilatéraux existant entre chacun des Etats membres et les pays tiers. Les six Etats membres se prêteront assistance mutuelle aux fins indiquées.

2^o à la clause de non-discrimination régissant la libération des échanges dans le cadre de l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

Par. 8 et suivants. — Cette première étape franchie et une fois les informations et statistiques nécessaires recueillies, le marché commun sera effectivement instauré. A cette fin, les Etats membres aboliront tous droits d'entrée et de sortie ou taxes d'effet équivalent et les restrictions quantitatives à la circulation des produits de charbon et d'acier à l'intérieur de la Communauté, sous réserve des mesures de sauvegarde spéciales, dont il est question plus loin.

Sauf accord de la Haute Autorité après consultation du Conseil des Ministres, les aides et subventions de toute nature, dont bénéficient dans les pays respectifs les industries du charbon et de l'acier, devront être interrompues. Il en est de même des charges spéciales imposées à ces exploitations.

Par. 14 et suivants. — Il conviendra ensuite de préciser le caractère des relations que la Communauté entretiendra avec les pays tiers. A cette fin, la Haute Autorité engagera, en tant que mandataire commune des Etats membres, des négociations avec les pays en cause et plus particulièrement avec la Grande-Bretagne.

Quant à la protection douanière à la périphérie de la Communauté, les Etats membres conserveront en principe leur souveraineté en la matière. Le nivellement brusque de tous les tarifs sur les taux douaniers de Benelux ne pourrait, en effet, se faire sans réactions dangereuses.

Pratiquement donc, les six pays participants conserveront leurs taux actuels, au début du moins. Pour éviter que les importations en provenance de pays tiers et à destination des Etats membres à protection douanière élevée (Italie, Allemagne) ne se fassent par la périphérie Benelux dans le but de profiter des tarifs les plus bas, il est créé des contingents tarifaires spéciaux. Les besoins internes de consommation du territoire Benelux seront seuls soumis à la tarification actuelle. Les importations effectuées en sus de ce contingent sont réputées destinées à d'autres pays membres de la Communauté et seront soumises à des droits égaux au droit le moins élevé appliqué dans les autres Etats membres. Le contingent tarifaire, établi pour chaque rubrique des produits en cause, est fixé par périodes annuelles, avec possibilités de révision trimestrielle.

L'engagement des pays de Benelux d'établir des contingents tarifaires cessera dans les conditions prévues par l'accord qui conclura les négociations avec la Grande-Bretagne et, au plus tard, à l'expiration de la période de transition.

S'il apparaît qu'après la suppression de ces contingents tarifaires Benelux certains Etats membres sont fondés à maintenir en face des pays tiers une protection douanière supérieure à celle qui résulterait d'une harmonisation avec les tarifs Benelux, la Haute Autorité les autorisera à appliquer eux-mêmes les mesures appropriées pour assurer à leurs importations indirectes à travers les Etats membres à tarif moins élevé une protection égale à celle applicable à leurs importations directes. Enfin, pour faciliter l'harmonisation des tarifs douaniers, les pays de Benelux conviennent de relever leurs taux de douane dans une limite maxima de deux points dès l'abolition des contingents tarifaires.

Il découle de ce qui précède qu'aucune consolidation des droits de douane ne peut être envisagée sans l'accord de la Haute Autorité. De même, les consolidations existantes seront annulées pour autant qu'elles sont incompatibles avec le bon fonctionnement de l'organisation commune.

Il est en outre prévu de remanier au besoin les accords commerciaux en vigueur qui sont susceptibles de tacite reconduction et de prévenir par des mesures appropriées des bouleversements

brusqués dans la balance des changes des Etats membres.

Les mesures ci-dessus exposées devant aboutir à l'instauration pratique du marché commun, une attitude concertée s'impose encore par la suite pendant toute la durée du Traité.

Art. 71. — A cette fin, certains pouvoirs sont réservés à la Haute Autorité agissant en concours avec le Conseil des Ministres. L'article 71 du Traité pose le principe général du concours mutuel que les Etats membres se prêteront dans l'application des mesures de politique commerciale élaborées par la Haute Autorité.

Art. 72. — Plus spécialement, le Conseil des Ministres pourra, par une décision unanime, fixer les limites maxima et minima des droits d'entrée que les Etats membres pratiqueront à l'égard des importations des produits de charbon et d'acier en provenance des pays non-membres de la Communauté. Le droit d'initiative à cet égard appartient à la Haute Autorité et à chaque Etat membre. Il est entendu, d'autre part, qu'il n'est pas touché au droit des Etats de fixer librement leurs tarifs à l'intérieur de cette marge.

Art. 73. — Si l'administration des licences d'importation et d'exportation continue à appartenir à chaque Etat, la Haute Autorité la surveille cependant en ce qui concerne le secteur relevant de sa compétence. Elle pourra, après consultation du Conseil, émettre toutes recommandations appropriées.

Art. 74. — L'article 74 prévoit ensuite une série de mesures de sauvegarde :

1° La Haute Autorité a un pouvoir de recommandation en vue de faire cesser tous procédés de dumping ou de pratiques contraires à la Charte de La Havane émanant d'Etats non-membres de la Communauté ou d'entreprises situées dans de tels Etats.

2° Elle pourra décréter, après avis conforme du Conseil, des mesures appropriées pour protéger le marché de la Communauté contre des offres émanant de pays tiers pratiquant une politique commerciale non conforme à celle de la Communauté.

Cette clause vise spécialement les offres pratiquées éventuellement par des monopoles étatiques qui, par définition, ne travaillent pas sans des conditions de concurrence identiques à celles auxquelles sont soumises les industries du complexe.

3° Si, à la suite de la politique de la porte ouverte qui doit être en principe la règle, des importations massives en provenance de pays tiers mettent en danger le marché commun, des restrictions quantitatives pourront être imposées.

Art. 75. — Enfin, pour permettre à la Haute Autorité d'exercer son contrôle et de prendre les mesures de coordination nécessaires, les Etats

membres s'engagent à lui soumettre leurs projets d'accords commerciaux. S'ils contreviennent en quelque point aux dispositions du Traité, la Haute Autorité émettra les recommandations nécessaires en vue de leur amendement.

Les principes de politique commerciale à suivre sont donc, en résumé, les suivants :

- 1° politique de la porte ouverte avec protection douanière modérée à l'égard des pays tiers;
- 2° contrôle, par la Haute Autorité, de l'administration des licences et des projets d'accords commerciaux en ce qui concerne les produits du pool;
- 3° interdiction, conformément aux principes généraux du Plan, de toutes pratiques discriminatoires;
- 4° possibilité de protection du complexe contre une concurrence émanant de pays tiers, du moment qu'elle obéit à des principes de politique commerciale autres que ceux en vigueur dans le marché commun ou qu'elle met en danger, par l'importance quantitative des importations, les entreprises de la Communauté.

Dispositions financières.

Art. 49 à 53. — La Haute Autorité se procurera les fonds nécessaires à l'accomplissement de sa mission en établissant, sur la production du charbon et de l'acier, des prélèvements ne pouvant, sauf autorisation du Conseil, excéder 1 % de la valeur moyenne des produits. Elle pourra en outre contracter des emprunts qui, toutefois, ne seront utilisés que pour consentir des prêts. Aucun Etat n'est pourtant obligé de fournir sa garantie aux emprunts que contractera la Haute Autorité.

Les prélèvements couvriront les dépenses administratives, les frais éventuels de réadaptation de la main-d'œuvre, la fraction des intérêts débiteurs éventuellement non couverte par le service des prêts et les dépenses consacrées à l'encouragement de la recherche technique et économique.

Investissements et aides financières.

Art. 54 à 56. — La Communauté étant appelée, conformément à l'article 2 du Traité, à réaliser l'établissement progressif de conditions assurant par elles-mêmes la répartition la plus rationnelle de la production au niveau de productivité le plus élevé, il est apparu indispensable de confier à la Haute Autorité une mission de supervision et de coordination des investissements.

Elle peut, en ligne générale, faciliter la réalisation des programmes d'investissements. A cet effet, elle est en droit de consentir des prêts aux

entreprises et de donner sa garantie aux emprunts contractés. Elle peut en outre consentir les mêmes aides à des travaux et installations permettant d'accroître la production, d'abaisser les prix de revient ou de faciliter l'écoulement des produits relevant de sa juridiction, sans que ces investissements soient nécessairement réalisés dans le domaine même des activités de production du charbon et de l'acier. Dans ce cas, cependant, l'unanimité du Conseil des Ministres doit accompagner la décision de la Haute Autorité.

Celle-ci a le droit d'obtenir, pour exercer une supervision efficace, communication de tous les programmes d'investissements, sans que toutefois la réalisation des projets soit en principe soumise à son accord préalable.

S'il est cependant reconnu que le financement d'un programme ou l'exploitation ultérieure de l'installation projetée implique des subventions ou discriminations contraires au Traité, l'avis défavorable de la Haute Autorité, basé sur ces motifs, entraîne interdiction pour l'entreprise de recourir, pour la réalisation de ce programme, à d'autres ressources que ses fonds propres.

En outre, la Haute Autorité est investie d'une mission d'aide et de coordination dans la recherche technique et économique intéressant la production et la consommation du charbon et de l'acier.

Elle assure enfin, au cas d'une réduction d'importance exceptionnelle des besoins de main-d'œuvre à la suite d'un progrès technique, le réemploi des travailleurs et leur réinstallation. Des moyens de financement spéciaux, tels des indemnités et aides non remboursables, sont prévus à ces fins.

Production .

Art. 57 à 59. — L'activité de la Haute Autorité dans le domaine de la production ne s'exerce, en principe, que par la voie indirecte de ses pouvoirs en matière de prix et de politique commerciale et de la coopération avec les Gouvernements en vue de régulariser ou d'influencer la consommation.

Une action directe n'intervient qu'après épuisement de tous autres moyens et dans les seuls cas de crise d'écoulement ou de pénurie.

En cas de crise manifeste, la Haute Autorité peut, après consultation du Comité Consultatif et sur avis conforme du Conseil, recourir à l'établissement de quotas de production et, le cas échéant, à des restrictions à l'importation. A défaut d'initiative de la Haute Autorité, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut, à la demande d'un Etat membre, prescrire l'introduction du régime des quotas.

Ceux-ci sont établis en collaboration avec les entreprises et leurs associations dans le respect des principes de base du Plan. Pour éviter toute rigidité lors de l'exécution des décisions y rela-

tives, la Haute Autorité pourra, en vue de régler le taux de marche des entreprises, opérer des prélèvements sur les tonnages de production dépassant les références établies et affecter ces sommes au dédommagement des entreprises ne pouvant, de ce fait, atteindre le rythme de production correspondant à la décision intervenue.

Le régime des quotas prend fin sur proposition adressée au Conseil par la Haute Autorité. La décision est acquise à moins d'opinion contraire unanime des membres du Conseil. Chaque Etat membre peut, lui aussi, proposer l'abolition de ce régime restrictif, mais cette proposition pourra être repoussée à la majorité simple des membres du Conseil.

Quant au cas de pénurie, la procédure d'intervention des organes de la Communauté est plus complexe.

Il faut en premier lieu que l'existence d'une pénurie sérieuse soit constatée par la Haute Autorité, à moins d'une décision contraire du Conseil statuant à l'unanimité. En cas de carence de la Haute Autorité, le Conseil peut l'obliger par un vote unanime à prendre les mesures qui s'imposent.

L'état de pénurie dûment constaté, la Haute Autorité propose au Conseil, qui statue à l'unanimité de ses membres, les priorités d'utilisation et la répartition des ressources de la Communauté entre les industries du complexe, l'exportation et les autres consommations. La Haute Autorité établit les programmes de fabrication sur base de la décision intervenue après avoir consulté les entreprises.

A défaut d'unanimité au sein du Conseil sur les mesures proposées, la Haute Autorité procède elle-même à la répartition équitable des ressources, les Etats membres ayant la charge de décider des priorités d'utilisation à l'intérieur de leur territoire. Au cas où celles-ci auront pour conséquence la réduction des exportations prévues ou celle de la production du charbon et de l'acier elle-même, la Haute Autorité est autorisée à opérer les corrections qui s'imposent lors de la prochaine répartition des ressources.

Une fois fixés les contingents globaux revenant dans chaque Etat membre aux entreprises de charbon et d'acier, la Haute Autorité les répartit sur une base équitable. A cette fin, elle prendra contact avec les entreprises en cause et avec leurs associations.

Ces mesures peuvent s'accompagner de restrictions à l'exportation, ceci sur décision de la Haute Autorité et sur avis conforme du Conseil, ou encore, en cas de carence de la Haute Autorité, sur décision unanime des membres du Conseil.

La fin de ce régime d'exception est décrétée par la Haute Autorité, à moins d'un avis contraire du Conseil statuant à l'unanimité, ou à l'initiative directe du Conseil statuant à l'unanimité.

Prix.

Art. 60 à 64. — L'intervention de la Haute Autorité dans le domaine des prix se réduit, en conjoncture normale, au maintien du respect des principes de base du Traité définis aux articles 2, 3 et 4. Elle veillera à ce que la situation concurrentielle du marché ne soit pas faussée par des pratiques déloyales de concurrence tendant à l'acquisition de monopoles ou par des discriminations entraînant, lors de transactions comparables, des différenciations de traitement suivant la qualité ou la nationalité des acheteurs.

La Haute Autorité peut définir, en collaboration avec le Comité Consultatif, les pratiques visées par ces interdictions. Les barèmes des prix et des conditions de vente sont publiés par les entreprises dans la mesure et dans les formes prescrites par la Haute Autorité.

Elle surveillera, d'autre part, l'établissement des modes de cotation par les entreprises. La fixation des barèmes se fera sur la base d'une cotation au départ de l'entreprise ou au départ d'un point de parité géographique avec faculté pour les entreprises d'adopter les bases de cotation des autres entreprises de la Communauté. Ces modes de cotation et spécialement l'adoption de parités étrangères à une entreprise ne doivent pas aboutir à des discriminations s'exprimant par des majorations ou des rabais excessifs qui seraient préjudiciables soit aux acheteurs, soit aux entreprises concurrentes. Pour éviter des perturbations et des déséquilibres, la Haute Autorité fixera, en cas de besoin, les limites que les entreprises devront respecter lors du choix du point de parité sur lequel elles entendent asseoir leur barème.

Ces règles ne font toutefois pas obstacle à ce que les entreprises alignent leurs offres sur celles de concurrence extérieure à la Communauté, à condition que ces transactions soient notifiées à la Haute Autorité qui a le pouvoir de prévenir des abus éventuels.

Ce n'est que dans des cas exceptionnels que la Haute Autorité aura le droit de procéder à des fixations de prix. Elle devra, à telles fins, requérir préalablement l'avis du Comité Consultatif et du Conseil. Des prix minima ne pourront être établis que si l'approvisionnement du marché aux prix les plus bas et dans des conditions normales d'amortissement et de rémunération s'avère impossible. Des prix minima, au contraire, ne seront fixés qu'en cas d'existence ou d'imminence d'une crise manifeste. Des fixations de prix à l'exportation vers les pays non-membres de la Communauté pourront intervenir, après consultation des producteurs intéressés, au cas où l'état des relations économiques internationales rend de telles mesures nécessaires ou aux fins de sauvegarder la réalisation de prix équitables sur les marchés étrangers.

A défaut d'initiative de la part de la Haute Autorité, le principe de la fixation des prix maxima ou minima peut être établi dans les mêmes circonstances par le Conseil statuant à l'unanimité de ses membres.

L'insertion de la règle permettant aux entreprises le libre choix des points de parité sur lesquels elles entendent établir leurs cotations, permet à la sidérurgie luxembourgeoise d'affronter la concurrence dans des conditions acceptables. Un système strict de prix-départ, contre l'adoption duquel la délégation luxembourgeoise a lutté dès le début des négociations, aurait enfermé nos entreprises dans un rayon de consommation extrêmement réduit. Située au centre des grands bassins producteurs belges, allemands, sarrois et français, l'industrie sidérurgique luxembourgeoise rencontre, en recherchant des débouchés, des concurrents mieux situés au point de vue de la proximité des grands centres de consommation. L'adoption du principe des prix de parité a, partant, été d'une nécessité vitale pour le Luxembourg.

Afin d'éviter que le prix du charbon ne s'établisse en fonction du coût de production des mines les plus coûteuses, l'article 62 prévoit la possibilité de certaines compensations de prix entre entreprises d'un même bassin ou de bassins différents.

L'article 63 permet à la Haute Autorité d'agir contre toutes discriminations de prix de la part des acheteurs.

Les entreprises, elles, pourront être rendues responsables des agissements des agents et commissionnaires traitant pour leur compte.

La Haute Autorité peut, enfin, prononcer à l'égard des entreprises ayant violé les dispositions en matière de prix des amendes à concurrence du double de la valeur des ventes irrégulières.

Ententes et concentrations.

Art. 65 et 66. — Le but des mesures prévues dans ce chapitre est d'empêcher que le jeu normal d'une concurrence ordonnée soit restreint ou faussé.

C'est ainsi que sont interdits en principe tous accords tendant, sur le marché commun, à fixer ou à déterminer les prix, à contrôler ou à restreindre la production et les investissements et à répartir les marchés, produits, clients ou sources d'approvisionnement.

Toutes les concentrations d'activités productrices, sous quelque forme que ce soit, sont soumises à autorisation préalable. Celle-ci est octroyée, si l'opération proposée n'est pas susceptible de permettre aux entreprises intéressées d'échapper aux règles de concurrence établies.

La Haute Autorité peut cependant autoriser les accords entre producteurs qui ne créent aucune discrimination incompatible avec les principes de base du Traité et notamment aucun

contrôle d'une partie substantielle du marché commun.

Les situations acquises découlant de la structure spéciale et complexe des entreprises du charbon et de l'acier seront maintenues. Les dispositions concernant les concentrations n'affectent donc en rien l'état actuel des choses et ne vaudront que pour l'avenir.

La portée des dispositions de ce chapitre, bien que décrétant des interdictions formelles et des sanctions sévères, dépendra de l'esprit dans lequel elles seront appliquées et interprétées. Il ne doit en tous cas pas entrer dans les intentions de l'organe responsable de son application d'en faire un instrument irrationnel entravant la marche normale des affaires dans un marché ordonné. Elles pourront, d'un autre côté, être d'une grande utilité en cas d'abus manifestes de la part d'entreprises s'adonnant à des pratiques d'exploitation ou d'accaparement.

Atteintes aux conditions de la concurrence.

Ce chapitre règle le problème délicat des relations entre les économies générales des Etats adhérents et celle du charbon et de l'acier soumis à la juridiction de la Haute Autorité.

Les décisions et interventions des Etats pourraient, en effet, réfléchir dans leurs effets sur le secteur des industries mises en commun et y affecter sensiblement les conditions de concurrence.

C'est pour cette raison que tant les avantages spéciaux concédés actuellement dans les Etats membres aux industries de charbon et d'acier que les charges spéciales leur octroyées devront être éliminés. De telles discriminations vont, en effet, à l'encontre des principes de base du Traité. Elles seraient susceptibles de créer des perturbations sérieuses dans la situation concurrentielle du marché commun.

Dispositions en matière sociale.

Art. 68. — La base de discussion pour l'élaboration des dispositions en matière sociale a été fournie par la déclaration du 9 mai 1951 qui préconise « l'égalisation, dans le progrès, des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre ».

C'est dans l'optique de cet objectif qu'ont été dégagés les moyens d'action spécifiques à confier à la Haute Autorité en la matière. Des divergences profondes existant actuellement dans les niveaux de rémunération des six pays, il a fallu distinguer entre la politique des salaires à appliquer en régime permanent et les interventions nécessaires au cours des périodes préparatoire et transitoire. Les experts des délégations étaient, sur ce point, arrivés à la conclusion suivante :

« Il apparaît d'ailleurs que les objectifs et les procédures ne sauraient être sensiblement

différents dans les deux périodes. Mais, cependant *qu'au départ il sera nécessaire de rechercher des ajustements entre les situations existantes*, l'action (de la Haute Autorité) ne sera requise par la suite que *dans la mesure où les changements intervenus remettraient en cause l'équilibre réalisé.* »

Des difficultés profondes se sont révélées par la suite, lorsqu'il s'est agi de concrétiser, en vue des solutions à intervenir, les pouvoirs de la Haute Autorité en la matière. C'est ainsi que l'article 68, qui définit le rôle de la Haute Autorité en matière sociale, ne précise pas que le but primordial à atteindre est l'équilibre général dans le niveau des salaires.

Les pays à salaires élevés, revenant à charge, n'ont pu faire valoir leur point de vue. Redoutant des effets inflationnistes dans leurs économies, les pays à bas salaires ont refusé de prendre l'engagement d'élever leurs salaires au niveau de ceux des autres et d'assurer ainsi la réalisation de l'un des objectifs principaux de la déclaration du 9 mai 1950.

Dans ces conditions, les pays à salaires élevés — c'est-à-dire la Belgique et le Luxembourg — n'ont pu imposer leurs vues aux autres Etats membres groupant à eux seuls quelques 140 millions d'habitants.

Le principe de l'égalisation, dans le progrès, des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre a été retenu comme tendance générale à suivre. Ce n'est plus un objectif strict et précis du Plan. L'amélioration automatique et graduelle du niveau social global devra cependant résulter de l'augmentation de la productivité générale que l'ensemble du système est appelé à assurer.

On s'est pourtant interdit de permettre un retour en arrière. Le maintien de leur condition actuelle a été garanti aux travailleurs des pays qui bénéficient déjà d'un niveau social élevé. Cette garantie prend une signification particulière à l'égard des travailleurs luxembourgeois qui ont le niveau de rémunération le plus élevé parmi les six Etats membres de la Communauté.

C'est dans cet esprit que le texte de l'article 68 a été élaboré. Ses dispositions essentielles sont les suivantes :

A. — Salaires.

1^o *En principe, les modes de fixation des salaires et prestations sociales restent libres.*

Cette disposition ne régit pas le niveau des rémunérations. Elle abandonne simplement aux Etats le choix entre l'application de régimes sociaux légaux ou conventionnels.

2^o *Il est interdit de fausser la situation concurrentielle en pratiquant des prix anormalement bas, si une telle situation résultait, pour une entreprise donnée, de salaires anormalement bas par rapport au niveau général des rémunérations de sa région.*

3^e Est interdite en outre toute baisse des salaires, si elle est employée comme méthode d'ajustement économique permanent des entreprises et si elle entraîne une baisse effective du niveau de vie. Cette interdiction ne vise pas les baisses résultant de l'application d'une échelle mobile légale ou contractuelle, ni celles qui sont concomitantes à une baisse générale du coût de la vie.

La Haute Autorité a le pouvoir d'intervenir par voie de recommandation, si elle constate un manquement aux principes ci-dessus définis. Comme son action est cependant susceptible de provoquer, le cas échéant, des troubles dans les économies internes des pays participants, elle ne pourra intervenir qu'après consultation du Conseil des Ministres.

B. — Assurances Sociales.

Il ne peut y avoir entre les Etats membres des distorsions profondes entre les méthodes de financement de la Sécurité Sociale, apportant des avantages ou des charges spéciales aux entreprises de charbon et d'acier par rapport aux autres entreprises du même pays. D'autre part, toute action de l'Etat dans ce domaine qui serait susceptible d'exercer une répercussion sensible sur les conditions de concurrence dans les industries de la Communauté, doit être notifiée à la Haute Autorité. Celle-ci veillera à ce qu'aucun effet dommageable n'en résulte pour les industries du complexe.

Cette clause tend essentiellement à empêcher les subventions gouvernementales occultes en faveur de certaines entreprises ou catégories d'entreprises.

Dispositions concernant la migration des travailleurs du charbon et de l'acier.

taché une grande importance à la libre migration des travailleurs des industries du charbon et de l'acier, les dispositions suivantes ont été admises à cet égard:

1^o Toutes restrictions à la migration des travailleurs du charbon et de l'acier de qualification confirmée au sein des Etats membres de la Communauté sont abolies. Une définition commune des spécialités et des conditions de qualification sera établie.

2^o Les limitations à ce principe, résultant des considérations d'ordre public et de santé, seront maintenues et déterminées de commun accord.

3^o Un procédé technique rationnel pour la mise en contact des offres et des demandes d'emploi dans l'ensemble de la Communauté sera recherché.

4^o En cas de pénurie de main-d'œuvre non spécialisée et ne répondant pas aux qualifications

lui permettant de ce chef la libre migration, une priorité sera réservée à l'immigration de cette main-d'œuvre en provenance d'autres Etats membres.

5^o Toutes discriminations dans la rémunération et les conditions de travail entre travailleurs nationaux et travailleurs immigrés sont interdites. En particulier, les dispositions de Sécurité Sociale des Etats membres ne doivent pas faire obstacle aux mouvements de main-d'œuvre.

La Haute Autorité orientera et facilitera l'action des Etats membres pour l'application de ces mesures.

Dispositions en matière de transport.

Art. 70 et Par. 10. — Il a été reconnu, lors des négociations, que l'établissement d'un marché commun pour les produits de charbon et d'acier, ceci conformément aux principes généraux de non-discrimination énoncés à l'article 4, alinéa b, du Traité, rendait nécessaire l'application de tarifs de transport de nature à offrir des conditions de prix comparables aux utilisateurs placés dans des conditions comparables.

Les dispositions adoptées à cet effet sont les suivantes, sous réserve de ce qui est dit plus loin au sujet des chemins de fer luxembourgeois:

a) L'article 70 du Traité prévoit l'interdiction, pour la période permanente du Plan, de discriminations dans les prix et conditions de transport de toute nature, fondées sur le pays d'origine ou de destination des produits relevant de la juridiction de la Communauté. Cette disposition assure à tous les utilisateurs se trouvant dans une situation comparable des conditions tarifaires égales.

b) A cette fin, la Convention relative aux dispositions transitoires prévoit à son paragraphe 10 l'institution d'une commission d'experts désignés par les Gouvernements des Etats membres et qui étudiera les mesures nécessaires relatives à:

1^o la suppression des discriminations existantes qui sont contraires aux dispositions de l'article 70, alinéa 2, du Traité;

2^o l'établissement de tarifs directs internationaux présentant sur l'entière des distances à parcourir un caractère de dégressivité continue;

3^o l'élaboration de tarifs harmonisés entre les réseaux de la Communauté, dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché commun et en tenant compte, entre autres, du prix de revient des transports.

Les conclusions des experts seront soumises pour approbation aux Gouvernements intéressés. Celles visées au point b sub 1 ci-dessus entreront en vigueur dès l'établissement du marché commun pour le charbon, c'est-à-dire au plus tard six mois après la mise en place de la Haute Autorité; celles visées au point b sub 2 et 3 dès leur adoption par les Gouvernements. En cas de

désaccord sur les mesures du point b sub 3, celles du point b sub 2 entreront seules en vigueur à une date à déterminer par la Haute Autorité.

L'article 70 du Traité prévoit en outre que pendant la période de fonctionnement du Plan les barèmes, prix et dispositions tarifaires de toute nature applicables aux produits de charbon et d'acier devront être portés à la connaissance de la Haute Autorité.

Toutefois, la politique commerciale des transports, notamment l'établissement et la modification des prix et conditions de transport ainsi que l'aménagement de tarifs tendant à assurer l'équilibre financier des réseaux, reste soumise aux dispositions législatives ou réglementaires de chaque Etat membre, pour autant que les mesures entreprises ne sont pas contraires aux principes fondamentaux de l'article 70. Il n'est pas non plus touché au droit des réseaux de convenir entre eux d'une clé de répartition de recettes. Il en est de même des mesures de coordination ou de concurrence entre les divers modes de transport ou entre les divers voies d'acheminement.

La Haute Autorité conserve donc un droit de regard sur toutes les décisions prises en matière de transport des produits relevant de la juridiction de la Communauté. En cas de non-conformité de mesures tarifaires nouvelles avec les dispositions de base de l'article 70, elle a le pouvoir de s'opposer à leur application par voie de décision ou de recommandation.

Elle a toutefois la faculté d'agréer par un accord temporaire ou conditionnel, préalable à leur application, des mesures tarifaires spéciales élaborées dans l'intérêt d'une ou de plusieurs entreprises productrices de charbon ou d'acier, si elles ne sont pas contraires aux principes fondamentaux du Traité.

Ces dispositions sont conformes à l'économie générale du Plan Schuman qui tend à la comparabilité de tous les éléments des prix de revient. A l'exception du Luxembourg, tous les Etats représentés à la Conférence s'y sont ralliés sans réserve. La délégation luxembourgeoise n'a pas pu le faire, parce que l'application de la règle de non-discrimination aurait mis en cause le tarif intérieur pratiqué par la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois pour le transport à l'importation des combustibles métallurgiques. Ce tarif est, en effet, supérieur au taux pratiqué pour les transports en transit des mêmes produits. Ramener le tarif intérieur à des tarifs communs nouveaux aurait occasionné des pertes de recettes très sensibles. Le relèvement, par contre, du tarif de transit au niveau du tarif intérieur aurait fait perdre à nos chemins de fer tout le trafic de transit.

L'application du même principe aurait en outre eu des répercussions analogues pour le transport du minerai de fer.

En outre, l'adoption de tarifs directs à élaborer par la commission d'experts prévue au

paragraphe 10 de la Convention sur les dispositions transitoires nous aurait valu un autre déchet de recettes sensible. En effet, au lieu d'appliquer notre tarif actuel, qui est dégressif, dès l'entrée du produit sur le territoire luxembourgeois et en partant du premier kilomètre parcouru sur notre réseau, nous aurions été forcés de considérer, pour l'application pour notre tarif, le parcours déjà accompli sur le réseau étranger. Au lieu donc de profiter du taux élevé applicable aux premiers kilomètres parcourus sur notre réseau, nous aurions dû nous contenter de calculer, au départ de notre frontière le taux applicable suivant notre tarif à partir du dernier kilomètre parcouru par le produit sur le réseau étranger. Le raisonnement qui précède ne vaut évidemment que dans l'absence d'un accord spécial de répartition des recettes entre réseaux.

Enfin, l'harmonisation générale des tarifs, dont l'élaboration est confiée à la commission d'experts prévue dans la Convention sur les dispositions transitoires, n'aurait pu jouer qu'à notre désavantage, étant donné que le niveau moyen de notre tarification est le plus élevé de tous les réseaux de la Communauté.

Il est à relever que sur le réseau luxembourgeois les transports des produits rentrant dans le cadre du pool représentent environ 70 % du trafic entier. Il s'ensuit que l'article 70, alinéa 5, du Traité, qui permet aux réseaux intéressés de procéder à des aménagements compensant les pertes de recettes éventuelles occasionnées par l'application, au transport des produits de charbon et d'acier, des règles de non-discrimination, serait resté sans utilité pratique pour les chemins de fer luxembourgeois.

Devant le refus des autres pays participants de renoncer entièrement à l'insertion des dispositions tarifaires proposées et devant l'impossibilité d'obtenir une formule qui aurait compensé nos pertes par des recettes communes, les négociateurs luxembourgeois se sont appliqués à obtenir une clause de dérogation en faveur du Luxembourg.

Les dispositions spéciales définitivement adoptées et contenues dans le paragraphe 10 in fine de la Convention sur les dispositions transitoires confient à une commission d'experts l'élaboration des dérogations que les Etats membres autoriseront le Gouvernement luxembourgeois à apporter aux mesures et principes prévus en matière tarifaire, afin de tenir compte de la situation spéciale des chemins de fer luxembourgeois.

Le Gouvernement luxembourgeois est autorisé à ne pas appliquer les dispositions tarifaires du Plan Schuman, tant que l'accord unanime des six Gouvernements sur les propositions dérogatoires de la commission d'experts n'aura pas été réalisé.

Cette dernière clause garantit en tout état de cause au Gouvernement luxembourgeois le maintien du statu quo, s'il estime ne pouvoir se

rallier aux mesures spéciales qui lui seront proposées.

Dispositions générales.

Art. 46. — Le fonctionnement normal des organes institués exige l'existence d'une documentation complète. La Haute Autorité centralisera à cet effet tout le matériel statistique et d'informations nécessaire à l'accomplissement de sa mission. Elle devra notamment:

1^o effectuer une étude permanente de l'évolution des marchés et des tendances des prix;

2^o établir périodiquement des programmes prévisionnels de caractère indicatif portant sur la production, la consommation, l'exportation et l'importation;

3^o définir périodiquement des objectifs généraux concernant la modernisation, l'orientation à long terme des fabrications et l'expansion des capacités de production;

4^o participer, à la demande des Gouvernements intéressés, à l'étude des possibilités de réemploi, dans les industries existantes ou par la création d'activités nouvelles, de la main-d'œuvre rendue disponible par l'évolution du marché ou les transformations techniques;

5^o rassembler les informations nécessaires à l'appréciation des possibilités de relèvement des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre des industries dont elle a la charge et des risques qui menacent ces conditions de vie.

Les publications nécessaires à l'information des milieux intéressés se feront par les soins de la Haute Autorité.

Art. 47. — La Haute Autorité a le droit de recueillir et de vérifier auprès des entreprises soumises à sa juridiction les informations utiles à l'accomplissement de sa mission. Elle publiera ces données, tout en ayant soin de respecter le secret professionnel pour les informations qui en sont couvertes par leur nature.

Art. 48. — Il n'est pas touché au droit des entreprises de constituer des associations, pourvu que l'activité de ces associations ne soit pas contraire aux dispositions du Traité. La Haute Autorité s'en servira normalement comme relais lors de l'exécution de sa mission, à condition que, dans leur organisation, elles réservent une place satisfaisante à l'expression des intérêts des travailleurs et des utilisateurs.

Dispositions particulières en faveur de certaines industries pendant la période de transition.

Clause spéciale en faveur de l'acier luxembourgeois.

Il a déjà été relevé qu'une période de transition de cinq ans est prévue afin de permettre

l'adaptation progressive des productions aux conditions nouvelles du marché commun par le nivellement des déséquilibres existants.

A cet effet il est nécessaire d'éviter avant tout des déplacements brusques et dangereux dans la production du charbon.

Par. 24 et 25. — C'est ainsi que la Haute Autorité pourra autoriser, pendant la période de transition, des prix de zone et le maintien ou l'établissement, pour les produits charbonniers, de certains procédés de compensation sur des bases nationales. Elle peut, en outre, constituer un fonds de péréquation sur les productions de charbon des pays dont le prix de revient moyen est inférieur au prix de revient moyen de la production totale de la Communauté. Le plafond des prélèvements sur les recettes des producteurs appelés à y contribuer est fixé à 1 1/2 % et se réduira de 20 % chaque année par rapport à la contribution initiale.

L'octroi d'une aide provenant du fonds ainsi constitué sera conditionné par le versement d'une subvention égale de la part du Gouvernement intéressé.

Des solutions spéciales ont été prévues, dans ce cadre, en faveur du *charbon français et italien*.

Par. 26. — Les mesures particulières prévues pour le *charbon belge* sont d'une importance majeure pour le Luxembourg.

Le Gouvernement belge, obligé à l'heure actuelle de verser des subventions importantes à ceux de ses charbonnages qui travaillent dans des conditions particulièrement difficiles, n'a pu envisager l'introduction sans réserves de cette production dans le marché commun. La fermeture de nombre d'entreprises, accompagnée d'un chômage difficile à résorber, en aurait été la suite.

Il n'a d'autre part pas été possible d'envisager un mécanisme de péréquation intégrale qui aurait permis au charbon belge d'entrer immédiatement dans le marché commun. Cette solution aurait imposé aux charbonnages à prix de revient réduit — en l'occurrence à ceux de l'Allemagne et des Pays-Bas — des efforts financiers trop considérables.

Il a donc été décidé de maintenir l'isolement du charbon belge jusqu'à la fin de la période de transition. Dans l'entretemps, l'industrie charbonnière belge, à l'aide de subventions reçues tant du fonds de péréquation de la Communauté que de la part de son gouvernement devra rapprocher ses coûts de production de ceux des autres pays du complexe. Les fonds mis à sa disposition devront, en outre, permettre d'intégrer immédiatement l'acier belge dans le marché commun, sans que, toutefois, le prix du coke utilisé par la sidérurgie belge soit, de ce fait, réduit au-dessous du prix rendu du coke de la Ruhr et sans que ce mécanisme puisse,

en général, porter préjudice aux sidérurgies voisines. Le principe de l'équilibre dans les conditions de production entre les différents Etats membres de la Communauté est ainsi souligné une fois de plus. Enfin, les sommes que la Communauté déboursa en faveur du charbon belge devront en outre permettre le paiement d'une compensation correspondant à 80 % des sacrifices de prix que les charbonnages belges concéderont sur les tonnages exportés sur le marché commun en s'alignant sur les cotations y pratiquées.

L'introduction de ce mécanisme protecteur du charbon belge et l'abandon, d'autre part, de tout principe de péréquation des prix de l'acier ont posé sous un aspect nouveau le problème de la *sidérurgie luxembourgeoise*.

Le cas de l'acier luxembourgeois est à considérer à la fois sous l'angle des relations entre les sidérurgies luxembourgeoise et belge, du fait de l'existence de l'UEBL, et dans le cadre plus large du marché commun :

1^o Quant à la situation de la sidérurgie luxembourgeoise par rapport à la sidérurgie belge, la péréquation du charbon belge réduira, au maximum, le prix du coke sidérurgique belge au niveau du prix du marché commun. L'équilibre existant depuis de nombreuses années dans les conditions de production et d'écoulement des deux sidérurgies aurait ainsi été rompu à notre détriment. Ce désavantage au départ aurait eu des répercussions néfastes pour le Luxembourg, en raison surtout du fait que nous exportons 40 % de notre production sidérurgique en Benelux et que l'incidence de l'industrie sidérurgique sur l'économie générale du pays y est infiniment plus grande que dans n'importe quel autre pays.

2^o Quant à la situation de la sidérurgie luxembourgeoise par rapport aux autres sidérurgies de la Communauté, l'ouverture du marché commun de l'acier fera rebondir les éléments défavorables dans le prix de revient de l'acier luxembourgeois : salaires et frais de transport les plus élevés du complexe, situation géographique désavantageuse, etc.

Il a donc été indispensable d'assurer le maintien de nos débouchés et d'éviter des déplacements brusques de production préjudiciables à la sidérurgie luxembourgeoise.

Par. 29. — La formule de sauvegarde qui règle, en général, les difficultés qui surgiront pendant la période transitoire, à la suite de l'ouverture du marché commun de l'acier, risque, dans des conditions données, d'être insuffisante. Un isolement éventuel de la sidérurgie luxembourgeoise qui n'a pas de marché propre est, en effet, inconcevable. C'est ainsi que la formule de sauvegarde générale a été renforcée, en faveur du Luxembourg, par la clause spéciale du paragraphe 31.

Par. 31. — Conformément à cette disposition, la Haute Autorité devra, lors de l'application des mesures de sauvegarde générales prévues pendant la période de transition en vue d'éviter des déplacements de production préjudiciables, tenir compte de l'importance toute particulière de la sidérurgie dans l'économie générale du Luxembourg et de la nécessité d'éviter des perturbations graves dans les conditions spéciales d'écoulement de la production sidérurgique luxembourgeoise qui ont résulté pour celle-ci de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

En outre, et à défaut d'autres mesures, une aide financière puisée dans les fonds, dont la Haute Autorité dispose au titre de l'article 49 du Traité, pourra être octroyée à la sidérurgie luxembourgeoise dans la limite des répercussions éventuelles résultant pour elle de la péréquation du charbon belge. Cette aide sera maintenue tant que l'équilibre entre les deux sidérurgies voisines restera troublé par des mesures de soutien en faveur du charbon belge.

Il va de soi que les mêmes principes devront être respectés, à l'égard de la sidérurgie luxembourgeoise, lors de la fixation éventuelle de subventions que le Gouvernement belge sera lui-même autorisé à verser à ses charbonnages pour garantir le maintien de leur intégration dans le marché commun.

Il n'y a donc point d'automatisme rigoureux dans les relations entre la péréquation belge précitée et la compensation à payer à la sidérurgie luxembourgeoise. Une première appréciation de la Haute Autorité portera sur le point de savoir dans quelle mesure il sera possible à la sidérurgie luxembourgeoise de faire face à la situation nouvelle par des facteurs favorables qui lui sont propres, sans que, toutefois, l'équilibre dans les conditions de production et d'écoulement des deux sidérurgies voisines ne soit affecté. Si des répercussions préjudiciables se manifestent, la Haute Autorité appréciera, à défaut d'autres mesures efficaces, si la situation est suffisamment déséquilibrée pour justifier un recours à des compensations financières. Dans cette appréciation, elle devra respecter, en dehors des nécessités d'écoulement normales de la sidérurgie luxembourgeoise, les principes généraux régissant l'établissement des prix, notamment ceux insérés à l'article 3 sub c.

Par. 30. — L'acier italien bénéficie, lui aussi, d'une clause protectrice spéciale.

Il est inutile d'insister plus particulièrement sur l'importance de ces solutions spéciales qui ont été conditionnées par la nécessité d'arriver progressivement et sans réactions préjudiciables à une comparabilité acceptable des prix de revient. Sans elle, l'ouverture d'un marché commun entre les six pays participants ne serait qu'un leurre, étant entendu qu'il n'a jamais été dans les intentions des négociateurs de sacrifier des positions acquises de bon droit.

Protocoles-Annexes.

Des protocoles-annexes au Traité règlent les privilèges et immunités de la Communauté et le statut de la Cour de Justice.

Un troisième protocole règle les relations de la Communauté avec le Conseil de l'Europe. Par ce texte, les Gouvernements des Etats membres sont invités à recommander à leurs Parlements de choisir leurs membres à l'Assemblée Commune de préférence parmi les représentants à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe. Le protocole prévoit en outre les mesures pratiques destinées à assurer la collaboration entre le Conseil de l'Europe et la Communauté.

Un échange de lettres entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française concernant la Sarre est également annexé au Traité.

Considérations finales.

Telles étant, dans leurs grandes lignes, les dispositions du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et de la Convention relative aux dispositions transitoires, il convient de considérer le milieu économique qu'elles sont appelées à régir.

L'interdépendance des six pays partenaires au point de vue des produits relevant de la nouvelle Communauté est manifeste. On constate, en effet, que dans chacun des six Etats membres l'industrie sidérurgique dépend de l'étranger pour son approvisionnement soit en combustibles, soit en minerais, soit même en toutes matières premières. La sidérurgie française couvre ses besoins de charbon à concurrence de 50 % par des importations. L'Allemagne importe le minerai dans les mêmes proportions. Les Pays-Bas couvrent ainsi la totalité de leurs besoins en minerais. L'Italie importe tout son charbon, 90 % de son minerai et un tonnage très important de ferraille. La Belgique est tributaire de l'étranger pour une grande partie de ses besoins en fines

à coke et pour l'entièreté de sa consommation de minerais. Le Luxembourg, dont l'industrie sidérurgique importe la totalité de ses combustibles et une quantité notable de minerais et de ferraille, est dans une situation analogue.

Il se conçoit donc facilement que le Luxembourg ne peut rester à l'écart d'une telle communauté qui, réalisée sans lui, risquerait de l'isoler de ses sources d'approvisionnement et de ses débouchés.

L'analyse des dispositions de base du Traité permet de dire qu'en dehors des garanties de fond et de procédure établies par le Traité, les Etats membres, bien que consentant à mettre en commun certains des pouvoirs souverains que chacun exerçait jusqu'ici individuellement, retrouvent dans les institutions communes des droits de coopération efficaces. La répartition judicieuse des compétences et l'équilibre qui en est la conséquence ne font que renforcer ces garanties.

Dans ce même ordre d'idées, la collaboration effective des milieux directement intéressés, c'est-à-dire des producteurs et des travailleurs, qui est prévue dans de multiples dispositions du Traité, constitue, elle aussi, une garantie précieuse pour le fonctionnement normal et raisonnable des institutions.

Unies à l'espoir confiant d'un travail commun coordonné et fructueux, ces considérations doivent prévaloir sur les hésitations compréhensibles que l'on éprouve toujours à s'engager dans des voies nouvelles.

L'article 1^{er} du projet de loi n'appelle pas de commentaires.

Quant à la clause de l'article 2, elle est appelée à assurer une procédure simplifiée pour la mise en vigueur d'arrangements complémentaires qui pourraient être conclus, notamment en vertu de l'article 77 du Traité et de l'article 14 du Protocole sur les Privilèges et Immunités de la Communauté.

L'Avis du Conseil d'Etat

Après délibération en séance plénière, le 9 avril 1952, le Conseil d'Etat émit l'avis suivant au Gouvernement concernant le projet de loi

portant approbation du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier:

I. — Introduction.

Le projet de loi soumis à l'avis du Conseil d'Etat tend à l'approbation du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et des Actes complémentaires, signés à Paris le 18 avril 1951.

Dans l'exposé des motifs, accompagnant la dépêche de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères du 16 novembre 1951, le Gouvernement analyse de façon circonstanciée le Traité qui, d'après le nom de son initiateur, Monsieur

le Ministre des Affaires Etrangères de la République Française, est connu du public sous la dénomination de « Plan Schuman ».

Les Chambres professionnelles intéressées ont pris position à l'égard du Traité, à savoir: la Chambre de Commerce dans son avis du 20 novembre 1951, la Chambre de Travail dans son avis du 16 novembre 1951.

Rarement le législateur luxembourgeois s'est trouvé devant une décision aussi importante que celle qu'on lui demande de prendre en ce moment. Comme il ressort de la lecture du Traité et des Conventions annexes, de l'exposé des mo-

tifs du Gouvernement et des avis des Chambres professionnelles consultées, les textes dont le Gouvernement demande l'approbation soulèvent d'un côté des questions d'ordre juridique et constitutionnel et touchent de l'autre côté aux intérêts économiques vitaux du pays.

Le Conseil d'Etat a cherché à étudier les aspects essentiels du Traité et des Conventions et à dégager les principales conséquences que leur approbation entraînera pour notre pays. De plus, il a voulu préciser le sens dans lequel il convient d'interpréter, à son avis, certaines dispositions des Conventions.

II. — Aspects d'ordre politique et institutionnel.

1^o Une étape vers l'unification de l'Europe.

Bien que le but directement visé par le Traité et les Conventions soit d'ordre économique, il est incontestable que le Plan a une portée politique voulue.

Par l'organe de son Ministre des Affaires Etrangères, le Gouvernement Français a proclamé, le 9 mai 1950, que le Plan par lui proposé tendait vers la constitution progressive d'une Europe unie, idée déjà prônée dans l'entre-deux-guerres par Aristide Briand. A l'heure actuelle, l'opinion publique de tous les pays de l'Europe libre se trouve préparée psychologiquement à cette idée par les efforts incessants de tous les mouvements qui, rassemblés aujourd'hui dans le « Mouvement Européen », n'ont cessé de militer en faveur de l'unité de l'Europe. Pour préparer cette unification, le Plan présenté par le Gouvernement français a choisi la voie des réalisations concrètes.

« L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble: elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait. » (Déclaration française du 9 mai 1950.) Dans le Préambule du Traité, les Gouvernements signataires reprennent la même formule, en précisant que l'Europe se construira « par l'établissement de bases communes de développement économique ».

Cette façon de concevoir la construction progressive de l'unité européenne correspond certainement à un sens profond des réalités, voire au bon sens tout court. D'un autre côté, l'Histoire nous apprend que très souvent la collaboration économique entre Etats a été le prélude et la base d'une unification politique.

Rappelons à ce propos qu'il existe différentes conceptions sur la marche à suivre pour faire l'unité de l'Europe. Ces opinions ne se sont pas seulement manifestées dans les mouvements de militants, mais même au sein du Conseil de l'Europe. Les « institutionnalistes » désirent la création directe d'un Gouvernement européen.

Les « fonctionnalistes réels » prônent la collaboration étroite et continue des Etats européens, mais sans abandon de souveraineté. De leur côté, les « fonctionnalistes fédéralistes », voulant arriver progressivement à l'unité, proposent la création d'autorités supranationales spécialisées, à compétence limitée, impliquant abandon d'une part de souveraineté. Il convient de souligner que les Etats signataires du Traité, instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, semblent s'être engagés définitivement dans la voie fédéraliste. Le Conseil d'Etat croit de son devoir d'attirer l'attention sur la portée et les conséquences de cette orientation.

Cette unification de l'Europe, visée comme fin dernière par le Plan, est-elle nécessaire et désirable? Dans le désarroi du monde actuel, on ne saurait le contester sérieusement. L'évolution politique et économique qui s'est poursuivie dans le monde, surtout durant ce dernier quart de siècle, démontre clairement que l'intérêt des pays européens leur impose une solidarité de plus en plus étroite en vue de la défense de leurs intérêts vitaux.

Les six Gouvernements qui ont signé le Traité de la Communauté du Charbon et de l'Acier ont donc agi dans l'intérêt de l'Europe en même temps que dans l'intérêt bien compris de leurs propres pays.

On peut, certes, regretter qu'il n'y ait que six pays européens qui ont signé le Traité, à voir: la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République Française, la République Italienne, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg. Mais le Traité reste ouvert aux autres Etats européens qui peuvent demander d'y adhérer, sous réserve d'approbation unanime des Etats membres (art. 98). Il faut espérer que d'autres Etats de l'Europe feront, dans la suite, usage de cette faculté d'adhésion, afin que la Communauté comprenne effectivement tous les pays représentatifs de l'Europe.

La Communauté du Charbon et de l'Acier n'a qu'un champ d'application limité, tant par les

but visés que par les territoires auxquels elle s'applique. Mais elle veut s'intégrer dans l'ensemble des institutions créées pour garantir une collaboration féconde entre les Nations. La liaison avec l'Organisation des Nations Unies et avec l'Organisation Européenne de Coopération Economique est expressément prévue par le Traité (art. 93). Les relations avec le Conseil de l'Europe font l'objet d'un protocole spécial. De cette façon, une certaine unité de conception et de vue est garantie, au moins en ce qui concerne les organes politiques des deux institutions. Car, s'il semble opportun et nécessaire de construire l'Europe par étapes, par la constitution d'institutions spécialisées à compétence limitée, il est quand même indispensable d'assurer la coordination entre ces institutions et de ne pas perdre de vue le but final qu'on veut atteindre et qui est, sous une forme à déterminer, l'unification de l'Europe.

Dans sa déclaration du 9 mai 1950, le Gouvernement français a insisté sur le fait que le Plan par lui proposé devait constituer un *facteur de paix* pour l'Europe.

« La paix mondiale ne saurait être sauvée » gardée sans des efforts créateurs à la mesure « des dangers qui la menacent. La contribution « qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au « maintien des relations pacifiques. » (Déclaration du 9 mai 1950.) D'un côté, la Communauté cherche à éliminer l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne, faisant disparaître ainsi des causes qui, dans le passé, ont été génératrices de guerres. De l'autre côté, en tendant vers l'unification de l'Europe, la Communauté renforcera la position de notre Continent sur le terrain de la politique mondiale.

Ces buts élevés à atteindre justifient certains sacrifices que les Etats européens doivent nécessairement consentir. Il est évident que l'institution d'autorités supranationales exige la renonciation à certaines parts de souveraineté nationale. La question de la reconnaissance, au regard de la Constitution luxembourgeoise, d'une autorité supranationale, fera l'objet de développements ultérieurs. Mais, en principe, il faut admettre qu'un Etat peut et doit renoncer à certaines parties de sa souveraineté, si le bien public, fin dernière de l'organisation étatique, l'exige. A côté du bien public interne, il y a le bien public international. En maintes occasions, la réalisation du bien public interne peut être en fonction du bien public supranational. Mais il faut admettre que, à la façon du bien public interne, le bien public international se limite aux valeurs et aux services que les Etats isolés sont incapables de produire et de fournir par leurs propres forces; le bien public international est avant tout le bien des collectivités organisées en Etats indépendants. (Jean Dabin, *Doctrines générales de l'Etat*, éd. 1939, p. 467 et suiv.)

On s'étonne parfois, dans certains milieux internationaux, de l'hésitation qu'ont les petits

Etats à se laisser incorporer dans des communautés de caractère fédéral ou confédéral. Ces hésitations ne sont cependant pas sans fondement. Citons à ce propos les paroles de M. Paul Struye, Président du Sénat de Belgique:

« Si de grands Etats, nous dit-on, sont disposés à abandonner une large fraction de leur « souveraineté entre les mains d'une autorité « supranationale, est-il concevable qu'un petit « pays hésite à suivre leur généreux exemple? Le « sacrifice, n'est-il pas, tout compte fait, plus « lourd et plus méritoire pour la grande puissance que pour l'Etat à intérêts limités? »

« Cette vue des choses ne correspond guère à « la réalité, ni davantage aux enseignements de « l'Histoire. On sait fort bien qu'en fait l'autorité commune ne réussira jamais à imposer à « un grand Etat une décision, contre laquelle il « se rebellerait. Les petits pays, au contraire, « sont exposés à y être soumis sans recours et « sans ménagement. L'égalité au sein des confédérations, lorsqu'elles englobent des Etats de « puissance très différente, risque de demeurer « purement théorique. » (« Libre Belgique », 4 février 1952.)

Il est donc indispensable que les institutions supranationales garantissent efficacement les droits et intérêts vitaux des petites nations. Car si nous établissons une Charte des droits imprescriptibles de l'Homme, nous ne saurions faire abstraction de certains droits de collectivités naturelles, quelle que soit leur puissance numérique. Sans la garantie de ces droits, une collaboration confiante sur le terrain international sera impossible.

Dans la Communauté du Charbon et de l'Acier, un organe supranational est créé auquel les Etats membres font abandon de la part de leur souveraineté nécessaire pour permettre l'établissement d'un marché commun.

Mais le Traité institue un système équilibré de garanties qui sont de nature à remplacer celles que les intéressés trouvent dans leurs institutions nationales; en même temps, le Traité sauvegarde les droits conservés par les Etats membres qui demeurent responsables de la partie de leur économie qui ne concerne pas le charbon et l'acier. Ces garanties se trouvent d'un côté dans les institutions mêmes créées par le Traité et les compétences respectivement attribuées à ces institutions ainsi que dans la procédure prévue pour la mise en application des principes du Traité. De l'autre côté, il y a des garanties de fond, découlant notamment des dispositions économiques et sociales du Traité; les conditions et les limites de l'exercice des pouvoirs de l'autorité supranationale y sont nettement définies.

2° Organisation de la Communauté du Charbon et de l'Acier.

D'aucuns ont cru devoir reprocher au Traité instituant la Communauté Européenne du Char-

bon et de l'Acier d'avoir institué « un appareil lourd et compliqué » pour mettre en œuvre les principes du Plan. A première vue, cette critique ne semble pas dénuée d'un certain fondement; en effet, les institutions de la Communauté sont multiples: la Haute Autorité, assistée du Comité Consultatif; l'Assemblée et le Conseil des Ministres et, finalement, la Cour. Mais les critiques accusant les auteurs du Traité d'avoir conçu un « monstre administratif » et de vouloir assurer « l'emprise de la main-morte bureaucratique » proviennent presque exclusivement des milieux industriels qui envisagent souvent les problèmes sous un autre angle de vue que les hommes politiques et les juristes.

On aurait, certes, pu concevoir un système institutionnel différent de celui qui a été adopté par le Traité. Mais il convient de souligner que le système du Traité est logique et équilibré; il transpose sur le plan de la Communauté les principes de la démocratie occidentale et devrait, dans l'esprit des négociateurs, donner, par le jeu même des différentes institutions, des garanties suffisantes pour la sauvegarde des droits légitimes tant des Etats membres que des entreprises intéressées. A la place de la liberté tout court, le Traité met une liberté organisée, en ayant soin de délimiter les compétences respectives des différents organes de la Communauté.

La Haute Autorité représente le pouvoir exécutif de la Communauté. Par sa composition, le caractère supranational de cette institution est garanti. Lors de la première désignation, le choix se fera du commun accord des Gouvernements des Etats membres pour huit membres de la Haute Autorité, le neuvième membre étant désigné par voie de cooptation. Les règles admises pour le renouvellement de la Haute Autorité (art. 10) sont de nature à assurer également pour l'avenir tant le caractère supranational de l'institution que la représentation adéquate des Etats membres dans son sein. Il est donc permis de croire que le mode de désignation prévu garantira la présence d'un membre luxembourgeois au sein de la Haute Autorité.

Si la Haute Autorité exerce son pouvoir en pleine indépendance tant à l'égard des Etats qu'à l'égard des entreprises intéressées, ce pouvoir se trouve cependant limité dans un double sens par les dispositions mêmes du Traité. D'un côté, les pouvoirs politiques de la Communauté — Assemblée et Conseil — exercent un droit de contrôle des plus sérieux sur l'activité de la Communauté; ce système de contrôle se trouve complété par le rôle de la Cour, institution indépendante à son tour. De l'autre côté, le Traité prévoit de façon efficace la collaboration de la Haute Autorité avec les parties intéressées, c'est-à-dire avec les producteurs, les travailleurs et les utilisateurs.

En effet, la Haute Autorité est assistée, dans l'accomplissement de sa mission, par un *Comité Consultatif* composé de producteurs, de travail-

leurs, d'utilisateurs et négociants (art. 18). Le rôle de ce Comité ne saurait être sous-estimé. Si la Haute Autorité peut consulter le Comité Consultatif dans tous les cas où elle le juge opportun, la consultation obligatoire est prescrite dans un certain nombre de cas.

L'article 18 du Traité dispose que le Comité Consultatif est composé de 30 membres au moins et de 51 au plus et qu'il comprend, en nombre égal, des producteurs, des travailleurs et des utilisateurs et négociants; c'est le Conseil des Ministres qui nomme le Comité Consultatif. On peut regretter que le Traité ne comprenne pas de dispositions concernant la répartition de ces membres entre les différents Etats; à ce sujet, il faut faire confiance au Conseil qui veillera à une juste répartition des sièges et à une représentation équitable de tous les intérêts en jeu. Car, bien que les membres du Comité Consultatif soient nommés à titre personnel et qu'ils ne soient liés par aucun mandat ou instruction des organisations qui les ont désignés (art. 18), on ne saurait cependant faire complètement abstraction de l'élément national dans le choix de ces représentants.

Il convient encore de souligner le rôle des *associations d'entreprises* en rapport avec la Haute Autorité. D'après l'article 48 du Traité, ces associations peuvent se former librement; elles sont en droit de fournir à la Haute Autorité des observations dans tous les cas où la consultation du Comité Consultatif est prescrite; de plus, l'article 48, al. 3, prévoit les cas où la Haute Autorité de son côté demande des informations à ces associations. Il faut espérer que, dans l'intérêt du bon fonctionnement du Plan, s'établisse entre la Haute Autorité et les associations d'entreprises une collaboration des plus étroites; à défaut d'une pareille collaboration, une crise de confiance ne pourrait tarder de se manifester.

Au sein de la Communauté, il existe deux organismes de caractère politique, représentant, à l'égard de la Haute Autorité, les peuples et les Gouvernements des Etats membres: l'Assemblée et le Conseil.

L'*Assemblée Commune* est appelée à jouer, dans un certain sens, le rôle du Parlement dans le régime démocratique. Elle est composée de délégués des Etats. Ceux-ci sont désignés par les Parlements nationaux dans leur sein, ou élus au suffrage universel direct; le mode de désignation est donc, en principe, le même pour le Conseil de l'Europe.

Le Conseil d'Etat approuve pleinement la recommandation inscrite à l'article 1^{er} du Protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe, tendant à voir choisir les représentants à l'Assemblée Commune parmi les représentants à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe.

Sur les 78 délégués de l'Assemblée, notre pays a droit à quatre membres; les pays du Benelux ont ensemble 24 délégués dans cette assemblée.

En principe, l'Assemblée n'a pas de pouvoir législatif, alors que la loi de la Communauté se trouve dans le Traité lui-même; mais elle a un pouvoir essentiel qui est celui de pouvoir provoquer la démission collective de la Haute Autorité. En effet, l'article 24 lui permet de renverser la Haute Autorité par le vote d'une motion de censure dans les conditions déterminées par le Traité. En dernière analyse, c'est donc l'Assemblée, organe politique, qui décide du sort de la Haute Autorité.

Le *Conseil Spécial des Ministres* a pour principale mission d'harmoniser l'action de la Haute Autorité et celle des Gouvernements responsables de la politique générale de leur pays; en effet, l'action supranationale de la Haute Autorité concernant le domaine exclusif du charbon et de l'acier ne saurait être isolée de la gestion de l'économie nationale des Etats membres.

Dans le Conseil, chaque Etat est représenté par un membre de son Gouvernement. La majorité, au sein du Conseil, en dehors des cas où elle doit être qualifiée ou prise à l'unanimité, est une majorité dite « pondérée » que l'article 28 accorde aux pays dont la production de charbon et d'acier représente au moins 20 % de la production totale de la Communauté; pratiquement, cette clause joue en faveur de la France et de l'Allemagne.

L'action de la Haute Autorité est soumise à un contrôle juridictionnel exercé par la *Cour de Justice*; celle-ci est appelée à « assurer le respect du droit dans l'interprétation et l'application du Traité et des règlements d'exécution » (art. 31).

La Cour de Justice est la *juridiction administrative* de la Communauté en même temps que *Cour internationale*.

La composition de la Cour, réglée par l'article 32 du Traité peut prêter à certaines critiques. Si la compétence de la Cour est certainement facile à garantir par le choix des personnes les plus qualifiées à cet égard, l'indépendance des juges paraît moins assurée d'aucuns par le fait de leur nomination à terme. Cependant, il faut admettre que la conscience professionnelle et l'indépendance personnelle des magistrats ainsi que la largeur de vue des Gouvernements garantiront en fait la pleine et entière indépendance de cette juridiction. Soulignons encore que, contrairement à ce qui est stipulé pour la Haute Autorité, les juges et les avocats généraux peuvent être choisis en dehors des ressortissants des Etats membres; par cette faculté, les auteurs du Traité ont certainement voulu ajouter un élément de plus pour garantir l'indépendance de la Cour.

Si l'institution d'une juridiction au sein de la Communauté du Charbon et de l'Acier est utile et nécessaire, il faudra cependant éviter la multiplicité des juridictions à caractère international; si d'autres groupements européens sont créés dans la suite, il conviendrait d'établir une Cour de Justice unique, investie des fonctions prévues

dans l'organisation de ces groupements internationaux européens.

3^e Les institutions de la Communauté et la Constitution luxembourgeoise.

Si l'on envisage les dispositions du Traité au regard de la Constitution luxembourgeoise, une remarque préliminaire s'impose:

L'organisation interétatique que constitue le Traité ne tombe certainement pas sous les prévisions de notre loi fondamentale.

Notre Constitution est formée selon les conceptions de l'Etat pleinement souverain (*supranus - illimité*), valables au XIX^e siècle. Depuis que les constituants de 1868 ont éliminé du texte toute allusion aux anciens liens avec la Confédération germanique, l'idée d'une discrimination des apanages de la souveraineté est étrangère à la Constitution luxembourgeoise.

Les rapports possibles entre le droit international et le droit interne ne sont pas envisagés par la Constitution.

Nous ne pouvons que constater cette lacune dont il n'est guère besoin de signaler l'importance. Il ne sera pas possible d'éviter, à la longue, la création d'une disposition constitutionnelle expresse qui permettra d'intégrer dans le droit positif national les règles interétatiques qui envahissent de plus en plus le droit interne. Si l'évolution internationale se poursuit dans le sens qui semble s'esquisser, notre pays ne saurait se soustraire à la longue au devoir de remanier sa loi fondamentale.

L'article 1^{er} de la Constitution luxembourgeoise pose le principe de l'indépendance du Grand-Duché.

En l'espèce, il ne saurait être question du concept pur de la souveraineté, basé sur l'idée d'une puissance sans limites ou tout au plus sujette à autolimitation; cette notion est abandonnée en droit international public moderne. (J. L. Brierly, « *The Law of Nations, an Introduction to the Law of Peace* », II, Par. 2.)

D'ailleurs, tout engagement international comporte forcément une limitation de la souveraineté des Etats contractants dans la mesure où ses clauses restreignent la plénitude des droits qui en forment l'essence.

Même le principe plus simple de l'indépendance ne semble pouvoir être entamé davantage par le transfert temporaire et volontaire de certains droits régaliens étatiques à un organisme supranational que par son abandon, temporaire et volontaire aussi, à un autre Etat.

En effet, c'est la capacité juridique, potentielle, d'acquiescer des droits et d'assumer des devoirs sur le plan international (*Rechtsfähigkeit*) qui conditionne le statut d'indépendance d'un Etat, celui-ci n'étant pas diminué par une limitation de leur exercice (*Handlungsfähigkeit*) qui peut être variable et nuancée.

Ce raisonnement se trouve consacré par l'article 37 de la Constitution qui permet au Grand-Duc de conclure des traités avec l'approbation de la Chambre des Députés.

La pratique a confirmé et précisé la portée de ce texte.

La preuve en résulte de l'application de la Convention d'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise du 25 juillet 1921, approuvée par la loi du 5 mars 1922. Aux termes de l'article 21 de cette Convention, les lois et règlements belges pris en vertu de ladite Convention, deviennent obligatoires dans le Grand-Duché en vertu de leur « publication » par le Gouvernement luxembourgeois. Rien n'a été précisé ni dans le Traité, ni dans la loi d'approbation, ni dans une loi subséquente quant à la nature ou la forme de cette publication. Leur validité doit donc se déduire du vote de la loi d'approbation.

Pareille explication d'un mécanisme législatif d'ordre international n'est d'ailleurs pas topique au seul Grand-Duché.

Nous retrouvons, sur un plan évidemment différent, un autre exemple de la reconnaissance anticipée de la force exécutoire conférée à des ordres à contenu législatif dans l'article 43 du Règlement concernant les lois et coutumes de la

guerre, annexé à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907. (Voir « Cassation belge » du 20 mai 1916 — « Pasierisie belge », 1915-1916, p. 416.)

Ajoutons encore, en droit luxembourgeois, l'arrêté grand-ducal du 26 juillet 1944 (« Memorial » 1944, 6 — « Pasinomie luxembourgeoise » 1944, 26) qui donne force obligatoire aux arrêtés, ordonnances et règlements pris ou à prendre par le Commandant en Chef des armées alliées (SHAEF) opérant dans le Grand-Duché.

Il apparaît donc que les notions d'indépendance et de souveraineté ont évolué en marge des textes constitutionnels. Il semble au Conseil qu'un état de droit ayant persisté chez nous depuis plus d'une centaine d'années puisse être constitutif d'une coutume constitutionnelle susceptible de servir de base juridique à l'approbation du Traité.

Le développement des rapports interétatiques impose aux États, grands et petits, des nécessités auxquelles ils ne sauraient se soustraire. C'est en se plaçant sur le terrain de ces nécessités que le Conseil d'Etat examinera plus loin la question de savoir, si le Grand-Duché de Luxembourg peut se tenir en dehors de la Communauté instituée par le Traité.

III. — Aspects d'ordre économique et social.

1^o Tendance dirigiste du Plan.

La mission et le but de la Communauté se trouvent définis à l'article 2 du Traité. Si ces définitions sont claires et nettes, on peut être d'avis que les dispositions du Titre III du Traité, réglementant en détail les questions économiques et sociales, sont complexes et, par endroits, difficilement intelligibles. Le Titre II du Traité, concernant les institutions de la Communauté, s'inspire de conceptions qu'on peut accepter ou rejeter, mais dont on ne saurait contester la logique. La partie économique et sociale du Traité constitue, en de nombreux points, une solution de compromis de thèses divergentes; il est certain que la clarté des textes n'y a pas gagné.

Dans la préface à une publication sur le Plan (« Notre Europe », n° 11-12, Strasbourg, 1952), le Président Robert Schuman a dégagé lui-même les grandes lignes du Traité:

« En dépit de la complexité apparente des textes, le Traité répond à des préoccupations simples et évidentes: supprimer le cloisonnement des économies en faisant tomber les barrières qui s'opposent à la circulation de deux produits essentiels; donner à tous les mêmes chances en éliminant les discriminations et les pratiques déloyales qui faussent le jeu libre et sain de la concurrence; parer aux bouleversements passagers qui pourraient résulter d'une

« mise en communication des économies par des mesures transitoires appropriées. »

Si ces buts peuvent être approuvés sans réserves, on peut cependant se demander si, par l'application des dispositions du Traité, ces objectifs peuvent être pleinement atteints.

Il est curieux de constater que le Traité cherche à mettre en concordance deux notions qui, à première vue, paraissent contradictoires ou au moins contraires: la libre concurrence et la planification. Un publiciste français, M. Aron, a dit à ce sujet: « Le Plan Schuman est une tentative pour assurer une planification supranationale, en vue d'arriver à un marché concurrentiel. »

Dans la Communauté, ce n'est pas par le libre jeu des forces économiques, mais par l'intervention constante des institutions que le marché concurrentiel se crée. C'est cette tendance dirigiste du Plan qui a été l'objet de vives critiques de la part des milieux industriels intéressés.

En principe, il faut reconnaître la primauté du politique sur l'économique en vue de la réalisation du bien commun. Mais si l'on admet la règle que l'action de l'Etat ne doit avoir qu'un caractère subsidiaire par rapport aux actions des collectivités naturelles, il faut conclure que l'intervention de l'Etat en matière économique devra être discrète et prudente au moins en période

normale. Ces principes sont valables tant sur le plan national que sur le plan international.

On ne saurait contester que dans l'élaboration du Traité, c'est la conception centraliste et dirigiste qui a prévalu sur celles d'inspiration plus libérale. Les objectifs qu'on se proposait d'atteindre n'auraient pas forcément demandé l'application de ces principes. Si un certain dirigisme peut être utile et nécessaire en certaines matières et à certaines époques, il convient de constater que les excès du dirigisme n'ont jamais profité ni à l'économie ni au bien-être des peuples.

L'ensemble des dispositions du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier contient certainement la possibilité d'instituer un dirigisme international dans le domaine limité par le Traité. Il faut espérer que ceux qui seront appelés à réaliser les objectifs du Plan auront assez de clairvoyance, de doigté et de modération pour n'imposer à l'économie des entraves que dans la mesure où l'intérêt général le demande réellement.

2° L'établissement du marché commun.

C'est par l'établissement d'un marché commun que la Communauté doit contribuer « à l'expansion économique, au développement de l'emploi et au relèvement du niveau de vie dans les États membres » (art. 2).

Le marché commun favorise les acheteurs des Pays membres de la Communauté qui peuvent s'approvisionner auprès d'un même vendeur dans des conditions optima; il est à l'avantage des producteurs qui voient s'élargir leurs débouchés par la suppression des barrières douanières — les territoires de la Communauté comprennent une population de 155 millions d'habitants — et qui, par la suppression des restrictions quantitatives et l'abolition des subventions, se voient placés par rapport aux deux produits de base (charbon et acier) dans des conditions de concurrence en principe égales.

D'après l'article 3 du Traité, les institutions de la Communauté doivent notamment « assurer à tous les utilisateurs du marché commun placés dans des conditions comparables un égal accès aux sources de production ». Tel est le principe qui doit prévaloir tant en période normale que de pénurie.

C'est surtout en vue d'assurer, en cas de *pénurie* sérieuse de certains ou de l'ensemble des produits soumis à sa juridiction, que la Haute Autorité doit procéder, de concert avec le Comité Consultatif et le Conseil des Ministres, à la répartition des ressources de la Communauté. L'article 59 du Traité prévoit les voies et moyens pour établir le régime de la période de pénurie.

L'établissement du marché commun ne peut se faire d'un jour à l'autre, car l'on ne saurait exposer sans transition les industries sidérurgiques et charbonnières des six États membres

de la Communauté, partant de bases différentes, au jeu de la libre concurrence.

La Convention relative aux dispositions transitoires prévoit donc une *période préparatoire* s'étendant de la date de l'entrée en vigueur du Traité à la date de l'établissement du marché commun (paragraphe 1). Le marché doit normalement être établi pour le charbon, le minerai de fer et la ferraille six mois après l'entrée en fonction de la Haute Autorité, celui de l'acier deux mois plus tard (paragraphe 8). Le Conseil des Ministres peut, sur proposition de la Haute Autorité, fixer des délais nécessaires en cas de besoin.

La *période de transition* commence à la date de l'établissement du marché commun et prend fin à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'institution du marché commun pour le charbon (paragraphe 1, 4°). C'est durant cette période que joueront les *mesures générales et spéciales de sauvegarde* (Convention, III^e partie), dont nous examinerons plus loin celles qui ont une incidence directe sur l'économie luxembourgeoise.

La période de transition est définitivement fixée à une durée de cinq ans, sans que les textes actuels donnent une possibilité de prolongation, à l'exception du cas prévu au paragraphe 26, 4°. On peut se demander si les auteurs de la Convention n'ont pas été trop optimistes en admettant qu'après l'écoulement de ce temps relativement court les industries sidérurgiques et charbonnières soient en mesure de s'affronter librement sur le marché commun, sans qu'il en résulte des inconvénients majeurs pour les économies des pays respectifs. Aussi faut-il espérer que, si les nécessités résultant des réalités économiques le demandent, les Hautes Parties contractantes seront assez sages pour reviser en temps opportun les dispositions de la Convention régissant la période transitoire. Car on ne saurait réaliser les buts élevés définis dans le Préambule et dans l'article 2 du Traité au détriment d'un ou de plusieurs des pays membres de la Communauté.

Dans son avis du 20 novembre 1951, la Chambre de Commerce affirme que « l'un des buts principaux du Traité, le marché commun, n'est pas réalisé », alors qu'on s'est éloigné de la conception de base du Plan qui comportait comme corollaire logique du marché commun l'égalisation des conditions essentielles de production. Il est certain qu'à moins d'appliquer un dirigisme à outrance qui se heurterait aux réalités économiques et sociales, on ne saurait guère arriver à une parfaite égalisation de ces conditions. Mais il subsiste, dans les différents pays, des forces d'ordre économique et humain qui peuvent contribuer à établir l'équilibre général. De plus, il semble rester aux États membres de la Communauté une certaine liberté en matière d'impôts indirects sur les produits soumis au marché commun, faculté qui pourrait éventuellement jouer comme soupape de sûreté en faveur de l'économie nationale.

3° Questions financières.

Au sein de la Communauté, la gestion financière des entreprises du charbon et de l'acier dépend à un double point de vue de l'action de la Haute Autorité; celle-ci peut, d'un côté, interdire certains modes de financement prévus par les entreprises, et a la faculté, de l'autre côté, d'aider à la réalisation des programmes d'investissement « en consentant des prêts aux entreprises ou en donnant sa garantie aux emprunts qu'elles contractent » (art. 54).

Inutile d'insister sur le fait que la productivité des industries dépend en grande partie de leur modernisation et de leur capacité de production, d'où la nécessité d'une sage politique des *investissements*. Les années écoulées depuis la Libération ont particulièrement mis en relief l'importance de ces facteurs.

D'après les principes fixés à l'article 16 du Traité, ces investissements doivent se faire d'après un plan général en vue de la réalisation des programmes établis.

Si la Haute Autorité estime que le financement d'un programme ou l'exploitation des installations qu'il comporte impliqueraient des subventions, aides, protections ou discriminations contraires au Traité, elle peut interdire à l'entreprise intéressée de recourir, pour la réalisation de ce programme, à d'autres ressources que ses fonds propres (art. 54, 5^e al.). Ce n'est donc pas la réalisation d'un programme lui-même qui peut être défendue par la Haute Autorité, mais l'obtention de fonds étrangers à l'entreprise pour la réalisation. Cette interdiction peut porter sur des *investissements en cours*; cependant, les programmes et projets, pour lesquels les commandes ont été passées avant le 1^{er} mars 1951, pourront continuer d'être financés librement par tous les moyens que les entreprises seront en mesure de se procurer (Convention, paragraphe 2, 2^o).

Une saine interprétation de l'esprit du Traité devra amener la Haute Autorité à interdire uniquement les investissements qui ont un caractère nettement antiéconomique. De tels investissements ne pouvant se faire sans perte, il semble raisonnable d'en exclure les capitaux étrangers à l'entreprise; en ce sens, on a pu dire avec une certaine justification que la Haute Autorité exerce « une mission de protection de l'épargne ».

Mais il importe aussi de réaliser les programmes d'investissement reconnus profitables à la Communauté dans les cas où les entreprises elles-mêmes ne sont pas en mesure de le faire. A cet effet, la Haute Autorité peut *consentir des prêts aux intéressés ou garantir les prêts* que ceux-ci contractent; cependant, la Haute Autorité n'exerce pas elle-même les activités de caractère bancaire correspondant à ses missions financières (art. 51, 4^o).

Suivant les dispositions de l'article 49 du Traité, la Haute Autorité se procurera les fonds nécessaires à l'accomplissement de sa mission par des *prélèvements sur la production de charbon et d'acier* et par des *emprunts*.

Les *prélèvements*, dont le caractère juridique semble assez difficile à définir, ne peuvent pas dépasser 1 % de la valeur des produits frappés, sauf autorisation préalable du Conseil des Ministres, prise à la majorité des deux tiers.

Il ne faut pas perdre de vue que les prélèvements se cumulent avec les impôts prélevés, sur le plan national, par les différents Etats membres (art. 50, 2^o). Le Conseil des Ministres et l'Assemblée Commune, chacun dans le cadre de ses attributions, devront donc veiller à ce que le taux des prélèvements ne soit pas de nature à compromettre la rentabilité des entreprises ou à diminuer, sur le plan national, leur capacité d'imposition.

Les ressources de la Haute Autorité servent encore à *financer l'administration* et, en général, le fonctionnement des institutions de la Communauté. Rappelons à ce sujet que, d'après les termes mêmes de l'article 5, dernier alinéa, les institutions de la Communauté doivent exercer leur activités « avec un appareil administratif réduit ».

Afin d'assurer, dès le début, le fonctionnement des institutions de la Communauté, les Etats membres feront, à titre transitoire, des *avances* remboursables et sans intérêt, réparties au prorata de leurs cotisations à l'Organisation Européenne de Coopération Economique (Convention, paragraphe 7); notre cotisation à l'O. E. C. E. est fixée à 0,15 %. Il est bien entendu que, pour faire pareille avance, le Gouvernement luxembourgeois devra se faire autoriser soit par la loi budgétaire, soit par une loi spéciale.

Durant la *période transitoire*, les mesures de réadaptation seront financées conformément aux dispositions des articles 54 et 56 du Traité et du paragraphe 23 de la Convention. Les dépenses nécessaires par les *mesures de péréquation* pour le charbon sont couvertes par des fonds provenant d'un prélèvement spécial (Convention, paragraphe 25), tandis que l'aide à accorder éventuellement à la *sidérurgie luxembourgeoise* sera imputée sur les fonds dont dispose normalement la Haute Autorité (Convention, paragraphe 31).

L'organisation financière de la Communauté présuppose une circulation plus ou moins libre des capitaux à l'intérieur des territoires de la Communauté, pour autant que ces capitaux ont rapport avec les objectifs du Plan. L'article 52 du Traité impose à cet égard des obligations aux Etats membres. Nous touchons ici à la question ardue du transfert des devises et, en dernière analyse, à celle de la convertibilité des monnaies. Il est évident que le bon fonctionnement du marché commun est conditionné par une solution viable de ces problèmes.

4° Le régime des prix.

En principe, la Communauté n'exerce une action directe sur la production et le marché que lorsque les circonstances l'exigent (art. 5); cependant, les institutions de la Communauté doivent veiller à l'établissement des prix les plus bas, tout en garantissant la rentabilité des entreprises (art. 3, d).

C'est cette double préoccupation qui caractérise les dispositions des articles 60-64 du Traité:

1° laisser, au moins, en période normale, une certaine liberté dans la fixation des prix, sous réserve du maintien des principes qui sont à la base du Plan;

2° fixer, en cas de besoin, des prix minima ou maxima qui ne mettent pas en danger la viabilité des entreprises.

Le principe de la *non-discrimination* à l'intérieur de la Communauté est d'une importance capitale. Les productions de charbon et d'acier doivent être mises à la disposition des industries utilisatrices aux prix les plus bas. Mais ces prix doivent avoir une *continuité*, c'est-à-dire qu'ils ne doivent pas avoir pour contre-partie un relèvement des prix d'autant plus fort dans d'autres périodes. De plus, les prix doivent avoir un *caractère général*, ce qui veut dire qu'on ne peut pas faire payer plus cher certains clients pour compenser les rabais faits à d'autres.

Le Traité veut éviter, à l'intérieur de la Communauté, toutes les discriminations, aussi bien sous la forme des *doubles prix*, c'est-à-dire de majorations de prix aux acheteurs d'autres nationalités, que du *dumping*, c'est-à-dire de rabais consentis pour évincer les concurrents. L'article 60 interdit les pratiques déloyales de concurrence et les pratiques discriminatoires aux vendeurs; l'article 63 cherche à éliminer les discriminations dans le chef des acheteurs.

Au cours de l'élaboration du Traité, de vives discussions ont eu lieu sur la question de savoir, si, pour les modes de cotation, il fallait adopter le système des *prix-départ* ou des *prix de parité*; en d'autres termes il s'agissait de savoir si les seuls modes de cotation permis étaient ceux qui comportent une recette uniforme pour chaque entreprise ou si les entreprises étaient autorisées à diversifier leurs cotations suivant les lieux d'utilisation.

La différence entre les effets des modes de cotation pratiqués est moins importante pour l'ensemble de l'économie de la Communauté que pour les entreprises à titre individuel. Comme le souligne l'exposé, la délégation luxembourgeoise a voué une attention toute particulière à cette question au cours des négociations. Le système admis par le Traité est celui des *prix de parité multiples* qui permet à des entreprises diversement situées d'offrir sur les lieux d'utilisation des *prix-rendu* comparables.

Ce système n'est pas défavorable à la sidérurgie luxembourgeoise. Le prix-départ, c'est-à-dire le prix unique au départ de l'usine, profite aux pays qui ont un marché intérieur suffisant. Pour notre pays, le système des prix-départ aurait été une entrave des plus sérieuses à l'exportation et aurait, par là-même, constitué un grand danger pour notre économie.

En effet, notre sidérurgie n'aurait pas pu atteindre les marchés éloignés, si le Traité lui avait prescrit de laisser à charge de cette clientèle la totalité des frais de transport au départ de l'usine. Le système des parités multiples lui permettra de faire à ces clients éloignés la concession de prendre à sa propre charge le prix du fret usine-point de parité.

Exceptionnellement, à la suite d'études préalables et après consultation du Comité Consultatif et du Conseil, la Haute Autorité peut fixer des *prix maxima*, si cette mesure apparaît nécessaire pour atteindre les objectifs assignés à la Communauté. Des *prix minima* peuvent être fixés lorsque la Haute Autorité reconnaît l'existence ou l'imminence d'une crise manifeste (art. 61, a et b).

La fixation de prix maxima ou minima se trouve normalement limitée aux *ventes à l'intérieur* du marché commun. Pour l'*exportation*, au contraire, les prix doivent être libres en principe; sans cette liberté, l'économie des pays de la Communauté se trouverait désavantagée vis-à-vis de celle des pays extérieurs non soumis à pareille réglementation. L'article 61, e, soumet par ailleurs la fixation des prix maxima ou minima à l'exportation à des conditions toutes particulières de forme et de fond.

Rappelons encore que, dans toutes les mesures concernant le régime des prix, la Haute Autorité devra garantir la *rentabilité des entreprises*. En effet, l'article 3, c, in fine, est formel pour dire que les institutions de la Communauté doivent « permettre les amortissements nécessaires et ménager aux capitaux engagés des possibilités normales de rémunération ». On ne saurait assez insister sur l'importance capitale de ce principe.

5° Ententes et concentrations.

Dans les conclusions de son avis du 20 novembre 1951, la Chambre de Commerce demande formellement la révision des clauses du Traité interdisant les ententes; la Chambre voudrait voir reconnaître la légitimité des ententes, sous le contrôle de la Haute Autorité. « Ainsi », dit cet avis, « la responsabilité des mesures de crise incomberait à ceux qui sont à même de les prévoir et de s'y adapter, en confiant à la Haute Autorité son rôle naturel de gardienne de l'intérêt général. » Une observation analogue est faite à l'égard des concentrations.

Ces considérations ne manquent ni de pertinence ni d'un certain bien-fondé. On peut, en

effet, être surpris de trouver, dans les dispositions du Traité, une réglementation assez rigoureuse des ententes et concentrations, alors que des dispositions analogues ne se trouvent pas actuellement en vigueur dans la majorité des Etats membres, encore que des projets y aient été étudiés. De plus, d'aucuns se demandent si, à l'échelle européenne, une pareille réglementation est indispensable, en comparant l'importance relative des entreprises européennes à celle d'autres entreprises du marché mondial; en imposant ces mesures à leurs entreprises, les Etats de la Communauté ne risquent-ils pas de les mettre en état d'infériorité par rapport à l'industrie de pays étrangers à la Communauté? D'autres, par contre, estiment que la Communauté, avec son marché commun, constitue elle-même une espèce de super-cartel.

Toujours est-il que la réglementation concernant les ententes et concentrations est d'une logique parfaite dans le cadre du système adopté par les auteurs du Traité. Si, en vue de la réalisation des objectifs du Plan, les Etats renoncent, dans un domaine limité, à une fraction de leur souveraineté, le transfert de pouvoir qu'ils consentent ne peut aller qu'à une autorité publique, non à des organisations d'intérêts privés; si les Etats doivent s'interdire toutes mesures qui seraient de nature à entraver l'application des principes du Traité, il est naturel qu'on impose la même obligation aux entreprises.

On peut toutefois se demander si la réglementation concernant les ententes et les concentrations adoptée par le Traité ne va pas trop loin. Il faut espérer que la Haute Autorité aura des vues suffisamment larges dans l'application des articles 65 et 66 du Traité pour permettre un plein rendement des entreprises européennes dont elle est responsable; la faculté d'autorisation inscrite à l'article 65, 2°, donnera la possibilité de tenir compte de tous les intérêts légitimes en cause.

En principe, les *ententes* sont interdites à l'intérieur du marché commun; mais l'article 65 n'est pas applicable à des marchés extérieurs. L'article 66, par contre, visant les *concentrations*, doit s'appliquer à l'intérieur du marché commun et aux liaisons réalisées du dehors entre entreprises du marché commun.

L'interdiction des *ententes* est formelle. Il convient de souligner que le Traité, en dehors de l'intitulé du Chapitre 6 du Titre III, n'emploie pas le mot « entente » comme tel dans les textes réglementaires. En effet, ni les économistes ni les juristes ne sont d'accord entre eux pour donner une définition claire et précise de l'entente. Aussi le texte de l'article 65 parle-t-il d'« accords », de « décisions » et de « pratiques » qui sont interdits, en précisant les caractères qui entraînent l'interdiction.

Cependant, l'article 65, 2°, permet à la Haute Autorité d'autoriser des *accords de spécialisation* ou d'achat ou de vente en commun qui, encore

qu'ils puissent être interprétés comme une sorte de répartition des marchés ou des sources d'approvisionnement, contribuent à améliorer les conditions de la production et de la distribution, sans faire obstacle à l'application des règles du marché commun.

Les *concentrations* visées par l'article 66 sont tant les concentrations dites *horizontales* entre entreprises pratiquant des fabrications comparables que celles dites *verticales* entre entreprises pratiquant des fabrications différentes. Les concentrations ne sont pas interdites comme telles par le Traité, mais elles sont soumises à autorisation préalable.

L'article 65 concernant les ententes a un effet rétroactif, tandis que l'article 66 visant les concentrations n'agit que pour l'avenir.

6° Questions sociales.

Lorsque M. le Ministre des Affaires Etrangères de la République Française lança l'idée du Plan, il en souligna, outre la portée politique, le caractère hautement social. En effet, l'auteur du Plan prôna « l'égalisation dans le progrès des conditions de vie des travailleurs » comme un des objectifs à atteindre. C'est cette portée sociale du Plan qui lui assura un accueil relativement favorable dans le monde des salariés.

On doit constater que cette idée généreuse de l'*égalité des salaires vers le haut* se trouve exprimée en des termes très mitigés dans les textes du Plan.

L'article 2 dispose que la Communauté doit contribuer « au relèvement du niveau de vie dans les Etats membres »; d'après l'article 3, e, « les institutions de la Communauté doivent promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre, permettant leur égalisation dans le progrès ». L'exposé des motifs du Gouvernement constate que le principe de l'égalisation des salaires vers le haut a été retenu comme tendance générale à suivre, mais non pas comme objectif strict et précis du Plan. Cette conclusion est exacte; c'est uniquement l'*amélioration des conditions de vie et de travail* de la main-d'œuvre qui est inscrite comme objectif dans les textes.

Mais si, comme le relève l'exposé des motifs, les autres pays, qui ont négocié le Traité, ont refusé de prendre l'engagement d'élever leurs salaires au niveau de ceux de la Belgique et du Luxembourg, ils ont cependant été d'accord pour voir inscrire dans le Traité le principe que toute baisse de salaires est défendue qui entraînerait une baisse du niveau de vie de la main-d'œuvre et qui constituerait, à l'égard des autres entreprises, une mesure de concurrence illicite. Les exceptions à ce principe, prévues à l'article 68, 3, a, b, c et d, ne semblent pas être de nature à pouvoir porter préjudice aux salariés.

En ce qui concerne la *sécurité sociale*, les dispositions du Traité ne changeant, en principe, rien

aux situations établies. Les Etats membres restent maîtres de régler cette matière sur le plan interne. L'article 68, 5°, tend uniquement à empêcher les Etats à accorder aux entreprises des subventions occultes, prohibées par le Traité, par le truchement de prescriptions valables en matière de sécurité sociale. Mais aucune mesure ne saurait être prise par les institutions de la Communauté qui aurait pour effet de rendre moins favorable la situation des salariés en matière de sécurité sociale.

Rappelons dans cet ordre d'idées que la convention multilatérale conclue dans le cadre du Traité de Bruxelles, les accords intérimaires prévus au Conseil de l'Europe, les conventions bilatérales assez nombreuses, approuvées, signées ou en voie de négociation, entre les pays adhérent au Plan favorisent l'égalité du traitement, l'assimilation des territoires et, en fin de compte, l'acheminement vers une égalisation des charges sociales dans les différents pays, contribuant ainsi d'une façon appréciable à la réalisation des objectifs du Traité.

IV. — Aspects d'ordre national.

1° Incidences du Plan sur l'économie luxembourgeoise.

Après avoir examiné les divers aspects du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, il convient de se demander si le Grand-Duché doit approuver le Traité et s'intégrer dans la Communauté.

Les buts politiques poursuivis par le Plan trouvent certainement l'approbation de la grande majorité des Luxembourgeois, sous le bénéfice, bien entendu, des réserves formulées ci-dessus, relatives aux droits des petits Etats.

Quant aux dispositions économiques et sociales du Traité, elles appellent, en de nombreux points, des réserves, et l'on comprend parfaitement l'attitude de la Chambre de Commerce qui, dans son avis du 20 novembre 1951, hésite à recommander l'approbation pure et simple du Traité. Cependant, une approbation sous réserve est juridiquement impossible; le législateur devra se décider à approuver le Traité tel qu'il est sorti des négociations ou à le rejeter.

Deux constations semblent dominer le débat:

1° N'ayant pas de gisement houiller, le Luxembourg doit importer de l'étranger la totalité de ses combustibles; il importe en outre une quantité considérable de minerais et de ferraille, nécessaires aux besoins de la sidérurgie.

2° Sur le marché intérieur du Grand-Duché, la consommation de produits sidérurgiques est extrêmement faible; en 1950 par exemple, la consommation intérieure par rapport à la production totale d'acier n'atteint que 2,6 %. L'in-

L'article 69 règle les *mouvements de la main-d'œuvre* à l'intérieur de la Communauté sur la base d'une liberté aussi large que possible, écartant toute restriction fondée sur la nationalité.

Cette libre circulation des travailleurs n'est pas sans danger pour nous, aussi longtemps du moins que la disparité des salaires est assez prononcée. Le Luxembourg est un pays dont le plein emploi est avant tout tributaire de l'activité de son industrie sidérurgique qui, jusqu'à présent, a recruté ses effectifs en majeure partie parmi les ressortissants luxembourgeois et qui, pour les professions qualifiées, a formé elle-même ses cadres.

Lors de l'élaboration de la définition commune des spécialités, devant servir de base aux limitations permises dans le domaine de la libre circulation (art. 69, 2°), le Gouvernement devra chercher à obtenir des garanties pour empêcher que le Luxembourg soit submergé par la main-d'œuvre des autres pays.

industrie luxembourgeoise a donc un besoin vital d'exportation.

Si donc la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier se fait — et elle est en train de se faire par le vote des Parlements de la plupart des pays signataires du Traité — et que le Luxembourg, situé au centre des pays du Plan, se trouve exclu de cette Communauté, il court le risque de se voir isolé de ses principales sources d'approvisionnement d'un côté et d'une grande partie de ses débouchés naturels de l'autre côté.

Le Conseil d'Etat estime donc que l'intérêt bien compris du pays demande l'approbation du Traité.

Cependant, il ne faut pas se cacher que l'application du Plan peut nous réserver bien des difficultés et que l'avenir reste lourd de risques. Mais il importe de souligner que la plupart des difficultés qui peuvent se présenter trouvent leur source dans notre situation économique particulière et que, avec ou sans le Traité, elles pourraient surgir un jour ou l'autre.

Examinons brièvement les principales questions que soulève, pour notre pays, l'application du Plan.

a) Conséquences de l'importance prépondérante de la sidérurgie dans notre économie.

L'industrie sidérurgique a une importance primordiale dans notre économie: d'une part, par le volume de la main-d'œuvre qu'elle emploie et

la proportion dans laquelle elle utilise les autres moyens de production; d'autre part, par la place spéciale qu'elle occupe dans le développement économique du pays en tant qu'industrie-clé pour le commerce extérieur.

Voici quelques statistiques qui permettent de se faire une idée du rôle décisif que joue l'industrie de l'acier dans notre pays.

Source: Service d'Etudes et de Documentation.

Spécifications	Année 1949		
	Chiffres globaux pour l'ensemble du pays	Chiffres pour l'industrie sidérurgique	Pourcentages des chiffres de la sidérurgie par rapport au total
Valeur de la production industrielle, en millions de francs	11.205	8.043*)	71,78 %
Valeur des exportations industrielles, en millions de francs	8.748	7.852*)	89,75 %
Salaires bruts payés par l'industrie, en millions de francs	2.197	1.446	65,81 %
Nombre d'ouvriers occupés dans l'industrie	35.500	20.500	57,74 %

Il faut également tenir compte du fait que non seulement les chemins de fer, mais encore un grand nombre de commerçants et de petits industriels tirent en partie leurs revenus, soit directement, soit indirectement de l'industrie lourde. Aussi est-il permis d'affirmer que la forte productivité dans la sidérurgie est le facteur prépondérant et déterminant de la prospérité matérielle du pays.

Le rappel de ces réalités suffit pour montrer que c'est pour ainsi dire le sort entier de son économie que le Luxembourg met entre les mains de la Communauté. Pour les autres États signataires du Traité, les risques sont moins grands, alors que l'importance de leurs industries sidérurgiques et charbonnières est moins déterminante dans l'ensemble des économies respectives.

Mais il convient de rappeler que, dans le passé également, la prospérité de notre sidérurgie a toujours été largement tributaire de la conjoncture internationale. En somme, l'adhésion à la Communauté ne fait que mettre les risques sur un autre plan, en nous liant, toutefois, pour la durée d'un demi-siècle, à un système déterminé.

b) L'exploitation de nos gisements miniers.

Une question qui pourrait se poser pour notre pays, dans le cadre du Plan, est celle de l'exploit-

*) Ces chiffres comprennent la valeur des produits laminés finis, des demi-produits, des scories Thomas et celle des produits de fonderie et des constructions métalliques et mécaniques.

tation des minerais de fer. On sait que la « minette » constitue une des principales richesses de notre sous-sol.

L'Etat a octroyé à des sociétés des concessions pour l'exploitation de ces minières; des conventions ont été conclues entre l'Etat et les concessionnaires et approuvées par le législateur. Les plus importantes de ces conventions contiennent des clauses formelles, interdisant aux concessionnaires « d'employer ou céder la mine concédée pour en "faire le trafic", à moins d'autorisation spéciale du Gouvernement; le minerai provenant des concessions doit être consommé dans le pays ("Verhüttungsklausel") ». Par ces clauses, le législateur a voulu permettre au peuple luxembourgeois de tirer une partie de sa subsistance de la transformation des richesses naturelles de son sol.

Cette clause de consommation du minerai à l'intérieur du Grand-Duché n'est contraire ni à l'esprit ni aux dispositions formelles du Traité. Elle est parfaitement conforme aux objectifs de l'article 3, d, du Traité qui exige « une politique d'exploitation rationnelle des ressources évitant leur épuisement inconsidéré ».

Le principe du libre accès de tous les utilisateurs du marché commun aux sources de production ne s'oppose pas au maintien des clauses en question. D'un côté, les gisements miniers du Grand-Duché ne constituent qu'une partie infime des ressources en minerai de la Communauté; d'ailleurs, pour un tiers environ, les réserves minières du Grand-Duché ne tombent pas sous la clause de la consommation sur place, de sorte que rien n'entrave leur libre circulation. De l'autre côté, le principe majeure de l'exploitation la plus rationnelle qui est forcément celle de la consommation sur place, doit l'emporter, juridiquement et économiquement, sur toutes autres considérations.

La question de la validité des clauses de consommation à l'intérieur du Grand-Duché s'est déjà posée itérativement, dans le passé, sous le régime de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. L'article 3 de la Convention du 25 juillet 1921 dispose que « pour l'approvisionnement en combustibles et autres matières premières, les deux pays doivent être placés sur le pied d'une parfaite égalité ». Malgré cette disposition, il a toujours été reconnu par tous les facteurs intéressés que les clauses de consommation à l'intérieur, inscrites dans les conventions octroyant les concessions minières, gardaient leur pleine et entière valeur. Cette pratique internationale, reconnue et appliquée durant plus d'un quart de siècle, nous permet de conclure que, sous le régime du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, le principe d'égal accès aux sources de production ne s'oppose lui non plus à la validité in futurum de ces clauses.

D'ailleurs, si l'on admettait, par exemple, que le maintien de ces clauses est incompatible

avec les dispositions du Traité, il faudrait reconnaître à l'Etat luxembourgeois le droit de résilier les conventions de concessions minières, conformément aux dispositions expressément prévues dans ces conventions.

c) Les tarifs des chemins de fer.

L'article 4, b, du Traité prévoit un nivellement général des frais de transport à l'intérieur de la Communauté, afin de mettre les producteurs sur un pied d'égalité pour le calcul des prix.

Dans son avis, la Chambre de Commerce constate, non sans raison d'ailleurs, que, sur le seul point où elle aurait pu retirer un avantage réel et direct de l'application des principes du Plan, les intérêts de la sidérurgie ont été sacrifiés à ceux de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois. En effet, les tarifs intérieurs actuellement appliqués par la S.N.C.F.L. restent maintenus, au moins provisoirement. Ces tarifs qui frappent tant les combustibles métallurgiques à l'importation que les produits sidérurgiques à l'exportation, sont beaucoup plus élevés que ceux pratiqués par les réseaux avoisinants. Ce désavantage pour notre sidérurgie s'accroît par le fait que les tarifs de transit, dont profitent ses concurrents étrangers sur le réseau luxembourgeois, sont plus bas que le tarif intérieur; en supprimant ce tarif de transit préférentiel, nos chemins de fer risqueraient de voir détourner entièrement ces convois de leur réseau.

Le déficit de l'exploitation de la S.N.C.F.L. impose à l'Etat luxembourgeois des charges financières dont l'importance résulte des chiffres relevés dans les budgets des années d'après-guerre. Pour ne pas aggraver cette situation qu'on serait tenté de qualifier de désastreuse, le Gouvernement luxembourgeois a pu obtenir l'insertion dans le Traité de clauses spéciales concernant le régime de nos chemins de fer au sein de la Communauté. Ceci implique naturellement, pour l'industrie sidérurgique luxembourgeoise, des charges qui la placent dans une situation défavorable par rapport à ses concurrents.

Le seul moyen pour sortir de ce dilemme angoissant reste l'assainissement de l'exploitation de nos chemins de fer, solution difficile, il est vrai, mais inéluctable à la longue. Il serait, en effet, dangereux pour l'avenir de notre industrie sidérurgique, si l'on voyait dans les dispositions dérogatoires en faveur des chemins de fer luxembourgeois non pas un simple répit, mais une assurance définitive.

d) Incidence d'ordre financier.

Le Traité met de larges entraves à la liberté des investissements. En principe, l'évolution future de notre politique d'équipement industriel dépendra donc, en majeure partie, des décisions

de la Haute Autorité. Il faut toutefois espérer que, grâce à l'autofinancement, la sidérurgie luxembourgeoise pourra garder son indépendance et sa liberté d'action dans la politique d'investissement.

Le principal avantage résultant, pour notre pays, de l'application du Plan est l'élargissement du marché. Mais si ce bénéfice réel ne doit pas rester purement théorique, il faut un mécanisme de paiement approprié, rendant possible une libre circulation du charbon et de l'acier au sein de la Communauté. Le Gouvernement devra attacher une importance toute particulière à la solution de ce problème.

e) Le niveau de nos salaires.

Les salaires payés dans la sidérurgie luxembourgeoise sont plus élevés que ceux en vigueur dans les autres pays de la Communauté. Il est extrêmement difficile de se faire une idée exacte sur le montant effectif des salaires dans les différents Etats membres; des statistiques précises font défaut, à dessein peut-être. Encore faut-il distinguer entre le salaire nominal et le salaire réel. D'aucuns estiment que les salaires payés dans la sidérurgie luxembourgeoise sont plus élevés, comparés à ceux payés dans des entreprises semblables: de 20 % par rapport à la Belgique; de 40 % par rapport aux Pays-Bas; de 60 % par rapport à la France.

D'après d'autres sources, les salaires horaires moyens payés dans l'industrie sidérurgique au moment de la négociation du Traité auraient été: de 105,— francs français en France; de 24,52 francs belges en Belgique et de 27,04 francs belges au Grand-Duché.

Certaines statistiques ont cru pouvoir relever, pour la période allant du 1^{er} trimestre 1950 au 1^{er} trimestre 1952, les hausses de salaires suivantes dans l'industrie sidérurgique: Belgique 24,59 %; France 36-60 %; Allemagne 12 %; Pays-Bas 10,25 %; Luxembourg 28,35 %.

Tous ces chiffres doivent être accueillis avec de très nettes réserves, mais ils peuvent donner une image assez frappante de la situation existante.

On peut donc se demander, si, dans la Communauté, notre sidérurgie pourra maintenir les salaires à leur niveau actuel. Les salariés luxembourgeois pourraient craindre que l'application du Plan n'entraîne finalement pour eux un abaissement des salaires par une égalisation vers le bas.

Toutefois, dans son avis du 16 novembre 1951, la Chambre de Travail s'est prononcée en faveur du Traité. Elle ne se cache pas le danger d'un nivellement des salaires vers le bas; mais elle fait confiance au Gouvernement et aux milieux responsables pour maintenir au salariat luxembourgeois ses avantages sociaux et son standing de vie.

On peut, jusqu'à un certain degré, partager les vues plutôt optimistes de la Chambre de Travail. Les mesures préconisées par cette Chambre: rationalisation adéquate, création de nouvelles branches industrielles, perfectionnement de la formation professionnelle, peuvent certainement contribuer à maintenir la capacité concurrentielle de notre sidérurgie. D'un autre côté, la haute valeur de la main-d'œuvre luxembourgeoise et sa productivité incontestable, la capacité dont nos chefs d'entreprise ont fait preuve dans le passé, l'excellent état de modernisation de notre équipement sidérurgique sont autant de facteurs qui permettent d'espérer que le niveau de nos salaires pourra être maintenu sans mettre en danger la viabilité de notre sidérurgie.

En toute hypothèse, il faudra éviter par tous les moyens possibles un abaissement du niveau des salaires réels dans notre pays. On ne doit pas perdre de vue que c'est surtout grâce à notre politique des salaires et à notre politique sociale en général que nous avons pu éviter, depuis une trentaine d'années, tous les troubles dans notre vie économique et sociale. Le Gouvernement et tous les facteurs intéressés devront veiller au maintien de cette paix sociale qui est certainement une des conditions essentielles dont dépend notre essor économique.

Il est d'ailleurs permis d'espérer que, par la sage application des principes du Plan et à la suite d'une évolution naturelle des conceptions économiques et sociales, les salaires des autres pays membres de la Communauté s'aligneront peu à peu vers le haut.

Les auteurs du Traité voient dans la réalisation du Plan un moyen efficace pour arriver à une unification de l'Europe. Or, à quoi servirait-il de vouloir construire une Europe nouvelle, si, dans la Fédération ou Confédération future, les conditions de vie ne devaient pas être meilleures, si les valeurs humaines dans le travail ne devaient pas être mieux garanties que dans le passé?

2^e Garanties en faveur de l'économie luxembourgeoise.

Il est certain que des avantages manifestes résulteront pour notre sidérurgie de son intégration dans la Communauté du Charbon et de l'Acier. Le marché intérieur, réduit jusqu'ici au territoire de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, sera considérablement élargi. Les matières premières qui nous sont indispensables, se trouvent à l'intérieur de ce marché commun et notre approvisionnement en temps de pénurie est garanti dans la même mesure que celui des industries concurrentes.

Mais il n'en est pas moins vrai — tout l'exposé qui précède le prouve — que l'application du Traité implique des dangers et des risques pour notre sidérurgie et notre économie entière.

Ce n'est pourtant pas un « saut dans l'inconnu » que nous faisons en adhérant à la Communauté; nous savons d'ores et déjà que nous avons des garanties sérieuses qui sont inscrites dans le Traité et qui sont de nature à donner un certain apaisement à ceux qui s'inquiètent de l'avenir de notre économie.

Il y a des *garanties générales*, résultant notamment des compétences attribuées aux institutions respectives, des objectifs limités du Traité et des règles de procédure prévues pour son application.

La présence d'un membre luxembourgeois au sein de la Haute Autorité est de nature à nous donner la garantie que cette haute Corporation sera au moins suffisamment éclairée sur la situation luxembourgeoise et ses problèmes particuliers.

Au Conseil des Ministres et à l'Assemblée Commune, les délégués luxembourgeois ont un mandat direct de représenter leur pays et de défendre ses intérêts. Eu égard à l'importance du Comité Consultatif, le Gouvernement devra faire son possible pour assurer une représentation luxembourgeoise suffisante dans ce Comité.

En dehors des garanties générales qui sont les mêmes pour tous les Etats membres de la Communauté, il y a quelques dispositions spéciales concernant uniquement notre pays et qui se trouvent inscrites dans la Convention relative aux dispositions transitoires.

L'application pure et simple aux chemins de fer luxembourgeois des dispositions du Traité concernant les *transports* aurait été d'un effet désastreux pour la S.N.C.F.L. Comme l'exposé des motifs du Gouvernement le souligne, les négociateurs luxembourgeois, ne pouvant empêcher l'inscription des principes de l'article 70 dans le Traité, ont pourtant pu obtenir une clause de dérogation en faveur de notre pays. Celle-ci se trouve inscrite dans le paragraphe 10 in fine de la Convention. On a eu recours à l'expédient classique en cas de difficultés paraissant insurmontables: une Commission d'experts devra chercher une solution au problème des chemins de fer luxembourgeois.

Si une formule qui sera proposée par les experts, trouve l'agrément des six Gouvernements en cause, le Gouvernement luxembourgeois est en droit de jouir d'une situation dérogatoire aux principes de l'article 70 du Traité, même après l'expiration de la période transitoire. Tant que l'accord unanime des six Gouvernements, donc aussi du Gouvernement luxembourgeois, ne se fait pas sur les mesures à appliquer à la S.N.C.F.L., le Luxembourg n'est pas obligé d'appliquer les dispositions du Plan relatives aux tarifs ferroviaires.

Ces dispositions en faveur de notre pays tiennent compte du point de vue gouvernemental dans l'immédiat et garantissent, en toute hypothèse, le maintien du régime actuel des tarifs même dans le futur.

Parmi les *mesures de sauvegarde* prévues par la Convention, il importe de relever celles prévues au paragraphe 31 en faveur de l'*acier luxembourgeois*.

L'exposé des motifs explique de façon circonstanciée les mesures de péréquation prévues au paragraphe 26 en faveur des charbonnages belges et leur incidence sur la sidérurgie luxembourgeoise.

Durant la période de transition, les charbonnages belges jouissent de mesures de péréquation qui sont de nature à abaisser le prix de revient du charbon belge, actuellement de beaucoup supérieur à celui du charbon allemand.

A la suite de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en vigueur depuis plus d'un quart de siècle, un certain équilibre s'est établi entre les sidérurgies belge et luxembourgeoise dans les conditions de production et d'écoulement de l'acier. Si par exemple les salaires payés dans le Grand-Duché étaient supérieurs aux salaires belges, le prix de revient du coke allemand consommé par la sidérurgie luxembourgeoise était inférieur à celui du coke belge. D'une façon générale, les conditions de concurrence, grâce à l'influence de facteurs favorables et défavorables qui se compensaient réciproquement, étaient devenues sensiblement égales.

Si donc, à l'avenir, à la suite de mesures de péréquation, le prix du coke belge est sensiblement diminué, la sidérurgie luxembourgeoise peut s'en ressentir gravement et l'équilibre antérieur sera rompu.

Comme le relève l'exposé des motifs, les mesures de sauvegarde du paragraphe 31 ont été inscrites dans la Convention relative aux dispositions transitoires, à la suite de l'insistance toute particulière du Gouvernement luxembourgeois et de ses négociateurs.

Par des mesures qui ne sont pas autrement spécifiées dans le texte, la Haute Autorité devra tenir compte de l'importance toute particulière de la sidérurgie dans l'économie générale de notre pays et de la nécessité d'éviter des perturbations graves dans les conditions spéciales d'écoulement de la production de notre sidérurgie. A défaut d'autres mesures, des subventions spéciales pourront être accordées par la Haute Autorité à la sidérurgie luxembourgeoise.

Ainsi donc, la viabilité de notre sidérurgie semble être garantie durant la période transitoire. Il reste évidemment à savoir, si le délai prévu de cinq ans est suffisamment long pour permettre à l'économie luxembourgeoise de se mettre en mesure d'affronter librement la concurrence sur le marché commun.

En toute hypothèse, étant donné la corrélation entre les mesures de protection en faveur du charbon belge et la clause de sauvegarde prévue pour l'acier luxembourgeois, il est évident que les dispositions du paragraphe 31 de la Convention continueront à être appliquées à l'acier luxembourgeois aussi longtemps que le charbon belge bénéficiera d'un régime spécial.

V. — Le projet de loi d'approbation du Traité.

Le projet de loi soumis à l'avis du Conseil d'Etat prévoit l'approbation pure et simple du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et des Conventions annexes.

Une approbation sous réserve n'étant pas possible, comme il a été déjà souligné plus haut, le Conseil d'Etat donne, en principe, son attachement au projet de loi.

Cependant, il ressort des considérations qui précèdent qu'en de nombreux points le Conseil d'Etat aurait préféré voir adopter des solutions différentes de celles fixées dans le Traité.

Le Traité est conclu pour une durée de cinquante ans, mais les articles 95 et 96 prévoient des possibilités d'amendement. De plus, il semble que de nouvelles négociations en vue d'une modification du Traité devraient être ouvertes; si, au cours de la durée du Traité, les conditions d'applicabilité territoriale du Plan venaient à changer. Cette hypothèse pourrait se présenter, si des changements intervenaient dans la structure politique d'un Etat membre ou dans les relations entre un Etat membre et les territoires européens dont il assume les relations extérieures.

Le Gouvernement devra donc veiller à ce que les difficultés prévisibles dès maintenant et celles qui pourraient se révéler dans le futur, à la suite de l'application du Traité, trouvent une solution satisfaisante au moment opportun. Pour le surplus, le Gouvernement devra faire tout son possible pour que le Traité trouve une application dans l'esprit des observations présentées par le Conseil d'Etat.

Dans le texte du projet de loi, le Conseil d'Etat demande formellement la suppression de l'article 2, ayant déjà signalé dans des avis antérieurs le caractère inconstitutionnel des procédés prévus dans les dispositions de cet article (voir: Avis du Conseil d'Etat du 17 septembre 1948 concernant le projet d'arrêté grand-ducal portant approbation de l'Acte final de la Conférence intergouvernementale relative à l'adoption d'un titre de voyage pour les Réfugiés ainsi que l'Accord concernant la délivrance d'un titre de voyage à des Réfugiés relevant de la compétence du Comité intergouvernemental pour les Réfugiés, signés à Londres en date du 15 octobre 1946; Avis du 14 mars 1952 concernant le projet de loi portant approbation de l'Accord du 10 mars 1951 et de l'échange des notes du même

jour entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Etats-Unis d'Amérique concernant l'établissement d'un cimetière permanent de la deuxième guerre mondiale à Luxembourg).

Un texte de loi spécial visant l'exécution de la loi et, en conséquence, des Traités et Conventions approuvés par elle est superflu au regard des termes de l'article 36 de la Constitution.

Cependant, le Conseil d'Etat tient à attirer tout particulièrement l'attention sur les points suivants:

- 1° La publication des décisions et recommandations de la Haute Autorité, prévue à l'article 15 du Traité, devra se faire uniformément par voie de règlement d'administration publique.

- 2° En ce qui concerne la mise en exécution des décisions de la Haute Autorité et des Arrêts de la Cour de Justice, en conformité des articles 44 et 92 du Traité, le Conseil d'Etat estime que la procédure d'exéquatour devra faire l'objet d'une réglementation spéciale à élaborer par le Gouvernement en temps utile.

- 3° Il en sera de même de la procédure de désignation des membres de l'Assemblée Commune que l'article 21 du Traité abandonne à chacune des Hautes Parties Contractantes de fixer.

Ainsi délibéré en séance plénière le 9 avril 1952.

Le Président, Félix WELTER.

Le Secrétaire, Emile BRISBOIS.

Réponse du Gouvernement à l'avis du Conseil d'Etat

Le 21 avril 1952, M. le Ministre des Affaires Etrangères, se référant à l'avis du Conseil d'Etat émis le 9 avril 1952, envoya un memorandum au Conseil d'Etat, dans lequel étaient exposées ses observations à l'égard de la partie de l'avis du Conseil d'Etat, dans laquelle ce dernier préconisait l'entérinement des actes de la Haute Autorité par voie de règlement d'administration publique et s'opposait à l'admission dans l'article 2 du projet de loi d'une clause d'approbation anticipée d'accords internationaux exécutoires.

Voici le texte de la réponse du Gouvernement:

1° Entérinement des actes de la Haute Autorité.

L'article 15 du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier dispose comme suit:

« Les décisions et recommandations (sc. de la Haute Autorité), lorsqu'elles ont un caractère individuel, obligent l'intéressé par l'effet de la notification qui lui en est faite.

« Dans les autres cas, elles sont applicables par le seul effet de leur publication.

« Les modalités d'exécution du présent article seront déterminées par la Haute Autorité. »

A ce sujet, le Conseil d'Etat se prononce en ces termes, à la fin de son avis, sub 1°:

« La publication des décisions et recommandations de la Haute Autorité, prévue à l'article 15 du Traité, devra se faire uniformément par voie de règlement d'administration publique. »

Ce passage vise manifestement les seules mesures soumises à publication par l'article 15, c'est-à-dire les « autres cas » ou, en d'autres mots, les décisions et recommandations de la Haute Autorité qui n'ont pas un caractère in-

dividuel. L'opinion du Conseil donne lieu aux observations suivantes:

- 1° Il est difficile de déterminer, à ce stade préliminaire, quel sera le régime applicable à la publication des actes de la Haute Autorité, alors que les modalités d'exécution annoncées par l'article 15 du Traité n'ont pas encore été fixées. Pour cette raison, le Gouvernement voudrait faire des réserves à l'égard du passage cité ci-dessus, dans lequel le Conseil d'Etat se prononce sur le régime juridique des publications à faire au Grand-Duché. Un jugement définitif sur ce problème ne pourra être formé qu'au moment où les modalités d'exécution auront été arrêtées.

- 2° Le Conseil d'Etat estime que la publication des décisions et des recommandations de la Haute Autorité devrait suivre *uniformément* le même régime. On peut objecter à cette opinion que la recommandation se distingue essentiellement de la décision. Il est possible que les dispositions annoncées par l'article 15, alinéa final, du Traité prévoient un régime différent pour la publication des actes de l'une et de l'autre sorte. En ce qui concerne les recommandations en particulier, il semble de prime abord inadéquat de faire leur publication par la voie du règlement qui est essentiellement une disposition obligatoire et qui pourrait conférer aux recommandations un effet, ou le semblant d'un effet, qu'elles ne possèdent pas par elles-mêmes.

- 3° Il semble bien que la Haute Autorité aura le choix entre deux régimes possibles pour la publication de ses actes: ou bien elle assurera la publication elle-même dans un journal officiel qui lui serait propre, ou bien elle communiquera ses actes aux parties contractantes aux fins de publication.

Dans la première hypothèse (publication par la Haute Autorité même), l'insertion subséquente

au «Mémorial» serait juridiquement inopérante; elle ne se ferait que pour l'information et la commodité du public luxembourgeois. Une publication de cette sorte ne pourrait pas être considérée comme règlement, étant donné qu'elle manque de tout caractère juridique.

Dans la seconde hypothèse (communication aux parties contractantes), la publication aurait bien une signification juridique; mais il importe d'examiner la nature intrinsèque de l'acte de publication. La décision elle-même tire sa force obligatoire des pouvoirs conférés à la Haute Autorité par le Traité. La publication faite par le Gouvernement ne serait qu'un simple entérinement, étant entendu que le Gouvernement serait *obligé* d'entériner les actes faits par la Haute Autorité conformément au Traité et au règlement annoncé par l'article 15, alinéa final. Il conviendra d'examiner, le moment venu, si une publication faite dans ces conditions a le caractère d'un règlement d'administration générale. Au demeurant, le Gouvernement se borne à faire toutes réserves à ce sujet.

2^o Clause d'approbation anticipée d'accords internationaux.

Dans son avis N° 15.756 du 9 avril 1952, relatif au projet de loi portant approbation du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et des Actes complémentaires, signés à Paris le 18 avril 1951, le Conseil d'Etat élève des objections contre une clause d'approbation anticipée en vue de la mise en vigueur d'accords internationaux exécutifs, contenue dans l'article 2 du projet de loi et libellée comme suit:

«La mise en vigueur des arrangements qui pourront être conclus avec les Gouvernements des Puissances signataires et les institutions de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier pour l'application des actes visés à l'article 1^{er} formera l'objet de règlements d'administration publique.»

Pour motiver son opinion, le Conseil d'Etat se réfère à ses avis N° 14.381 du 17 septembre 1948 et N° 15.494 du 14 mars 1952.

L'opinion du Conseil donne lieu à plusieurs observations. Celles-ci doivent être précédées, toutefois, par quelques remarques préliminaires qui sont soulevées par les termes des avis antérieurs auxquels il est fait allusion.

I. — Remarques préliminaires.

1^o En employant, dans son avis du 14 mars 1952, les termes: «dans l'état actuel de notre législation et en présence des textes formels de l'article 37 de la Constitution», le Conseil d'Etat fait probablement allusion à la revision constitutionnelle de 1919 qui a affecté, entre autres, l'article 37 de la loi fondamentale. Faut-il con-

clure que, pour cette raison, les sources antérieures à cette revision n'ont plus de valeur? Il faut répondre que les conceptions et les précédents antérieurs à la réforme de 1919 gardent toute leur force probante pour les raisons exposées ci-après.

Avant la revision, la Chambre ne contrôlait que certaines catégories de traités, énumérées dans l'article 37 de la Constitution. Ces catégories étaient d'ailleurs définies de telle façon que, déjà avant 1919, très peu de conventions échappaient au contrôle parlementaire, ainsi que le démontre la pratique. De toute évidence, les clauses d'approbation anticipée que le Parlement a votées pendant cette période, ne pouvaient concerner que ceux des traités qui étaient réservés à son approbation. Le problème se posait donc exactement dans les mêmes termes qu'il se pose actuellement, à savoir: Dans quelles conditions la Chambre peut-elle approuver anticipativement des traités soumis à son contrôle, de façon que le Gouvernement puisse les mettre en vigueur, sans recourir à la procédure parlementaire? Avant la réforme de 1919, ce problème ne se posait que pour certaines catégories de traités; depuis, il se pose pour *tous* les traités sans exception. Avant 1919, comme après cette date, la Chambre, interprète de ses propres prérogatives, a répondu affirmativement à cette question dans une suite ininterrompue de précédents. L'analyse de ces dispositions permet de saisir, en même temps, dans quelles *limites* une habilitation est possible.

Les considérations ci-dessus importent encore sous un autre angle de vue: Le texte de l'article 37 dans sa version antérieure à la revision de 1919, ayant coïncidé exactement avec le texte de l'article 68 de la Constitution de la Belgique, la doctrine et la pratique belge peuvent être invoquées à bon droit dans cette discussion.

2^o Le Conseil d'Etat s'est référé en outre, pour son argumentation, à un avis émis antérieurement au sujet d'un projet d'arrêté grand-ducal portant approbation de l'Acte final de la Conférence intergouvernementale relative à l'adoption d'un titre de voyage pour les réfugiés ainsi que de l'Accord concernant la délivrance d'un titre de voyage à des réfugiés relevant de la compétence du Comité intergouvernemental pour les réfugiés, signés à Londres en date du 15 octobre 1946 (avis N° 14.381 du 17 septembre 1948). Le Gouvernement reconnaît toute la valeur de cet avis et il l'a reconnue à l'époque, en abandonnant son argumentation et en portant l'Accord en question devant la Chambre des Députés. Pour autant, la reproduction de cet avis dans les documents parlementaires est certainement utile.

Toutefois, le Gouvernement ne saurait se rallier aux arguments contenus dans cet avis, alors que les questions soulevées par le projet d'arrêté grand-ducal relatif à l'Accord de Londres sont différentes du problème posé à propos du présent projet de loi. Ainsi que le Conseil

d'Etat l'a résumé au début de l'avis N° 14.381 du 17 septembre 1948, les points de droit qui étaient à résoudre alors, étaient les suivants :

a) L'interprétation du terme de « traité » dans l'article 37 de la Constitution. Le Conseil d'Etat a conclu que la portée de ce terme est générale et qu'elle n'admet pas de distinctions. — On sait que, les juridictions ordinaires ayant été saisies depuis du même problème, la Cour supérieure de justice a émis un arrêt contraire à l'avis du Conseil d'Etat. (Cour Supérieure [appel civil], 4 juillet 1951, Pasicrisie Vol. XI, p. 149; contra: Tribunal Luxembourg [civil], 21 décembre 1949, Pasicrisie Vol. XV, p. 25; cf. encore Tribunal Luxembourg [civil], 14 janvier 1948, Pasicrisie Vol. XIV, p. 352, Tribunal Luxembourg [correctionnel], 20 juillet 1950, et Cour Supérieure [appel correctionnel], 21 juillet 1951, Pasicrisie Vol. XV, p. 233.)

b) La question de savoir si une disposition légale déterminée, donnant ouverture à des mesures réglementaires, permet *implicitement* au Gouvernement de mettre en vigueur, par la même voie, des accords internationaux relatifs à la même matière. Le Conseil d'Etat a répondu par la négative.

La solution donnée à ces deux problèmes ne correspond pas directement à la question présente, à savoir: Dans quelles conditions une disposition *formelle*, portant approbation anticipée d'accords internationaux, est-elle licite, de telle façon que les accords puissent être mis en vigueur sans nouveau recours à la procédure parlementaire? Cette question n'est touchée que d'une manière indirecte et incidente dans l'avis antérieur du Conseil d'Etat.

3° Les considérations qui précèdent appellent encore une autre observation. Après avoir constaté dans son avis du 14 mars 1952 que « l'assentiment de la Chambre des Députés est requis pour toute convention internationale quelle qu'elle soit, la présente loi ne saurait habiliter in futurum le Gouvernement à mettre en vigueur, par voie de règlement d'administration publique, des arrangements ultérieurs », le Conseil d'Etat renvoie à son avis du 17 septembre 1948 pour ce qui est des motifs de son attitude. Or, il se trouve que quelques précédents, consignés à l'Annexe ci-dessous, s'intercalent entre cet avis antérieur et l'avis du 14 mars 1952. Toutefois, le Conseil n'a fait état, dans aucune des affaires envisagées, des motifs formulés dès le 17 septembre 1948. Le Gouvernement pouvait, en conséquence, tenir pour confirmées les conceptions qu'il avait exposées en détail à propos de l'une de ces affaires (projet d'arrêté grand-ducal ordonnant la publication et l'exécution de la Convention additionnelle du 13 mai 1950 à la Convention internationale du 23 novembre 1933 concernant le transport des marchandises par chemin de fer; dépêches du Ministre des Affaires Etrangères des 24 juillet 1950, N° 14.16.4, et 22 mars 1951, N° 14.12.6; avis du Conseil

d'Etat N° 15.216 du 22 février 1952; arrêté grand-ducal du 14 mars 1952, « Mémorial » p. 289).

II. — Principe de la solution.

4° Il faut se demander si le procédé des approbations anticipées est conforme à la Constitution. La réponse se détermine d'après plusieurs éléments.

En premier lieu, il faut se référer à la nature même de la prérogative établie par l'art 37 de la Constitution en faveur de la Chambre des Députés. Le pouvoir de conclure les traités (c'est-à-dire le droit de les négocier, de les signer et de leur donner effet par la ratification ou tout acte équivalent) étant attribué à l'exécutif, la prérogative de la Chambre se définit comme une compétence de contrôle et d'approbation, ou encore comme un acte de « haute tutelle administrative », distincte de la législation (cf. à ce sujet: *Les Nouvelles*, lois politiques et administratives, la Constitution N° 664 A, avant-dernier alinéa; *O. Orban*, « Le droit constitutionnel de la Belgique », tome II, Nos 122 et 184). Alors que celle-ci est organisée en détail et d'une manière formaliste par la Constitution même, la procédure d'approbation n'est pas réglée dans la loi fondamentale (cf. *Fernand Dehousse*, « La conclusion des traités d'après la pratique constitutionnelle et diplomatique belge », *Annales de l'institut de droit comparé de l'Université de Paris*, Vol. III, 1938, p. 89 et 92). Il serait donc parfaitement loisible au Parlement de régler cette procédure par une loi générale; il est même probable que ce sera là le seul moyen de résoudre les difficultés qu'entraîne l'application de l'art. 37 actuel.

5° L'article 37 requiert, comme condition préalable de l'entrée en vigueur des traités, l'« assentiment » de la Chambre des Députés. Mis en parallèle avec la même expression employée par l'article 46 de la Constitution (« L'assentiment de la Chambre des Députés est requis pour toute loi »), ce terme désigne l'expression de la volonté de la Chambre. En d'autres mots, ce terme ne signifie pas la loi elle-même, mais bien cette volonté du Parlement qui apparaît dans le préambule de toute loi dans la mention: « de l'assentiment de la Chambre des Députés ». Si la pratique a choisi la forme de la loi pour l'approbation des traités, ce choix n'est pas imposé par la Constitution même, de façon que l'article 37, à la différence de bien d'autres dispositions, ne représente pas ce qu'on appelle une « réserve de la loi », mais simplement une réserve de la volonté de la Chambre. Reste à savoir à quel moment de la procédure de conclusion des traités et suivant quelles modalités la Chambre doit et peut exprimer son assentiment.

6° A ce sujet, la Constitution ne contient qu'une seule indication, à savoir que le contrôle parlementaire doit intervenir *avant* que l'enga-

gement puisse produire ses effets. Il est vrai que la portée de cette disposition est fortement controversée par les auteurs (les deux thèses en présence sont représentées par deux ouvrages, à savoir « La ratification des traités » de *Fernand Dehousse*, 1935, et « De la conclusion des traités internationaux » de *Paul de Visscher*, 1943); mais cette discussion est sans importance dans le présent contexte. Pour le reste, c'est à la Chambre qu'il appartient de déterminer l'époque et les modalités de son assentiment, et elle l'a fait, dans le passé, de deux manières différentes:

Régulièrement, elle intercale son contrôle après l'authentification des textes, par la signature ou un autre procédé, et avant l'entrée en vigueur internationale par l'effet de la ratification ou d'un acte équivalent.

Mais dans de nombreux cas, la Chambre a exercé son contrôle à titre préalable au moyen d'une disposition autorisant le Gouvernement à mettre en vigueur des accords ou des catégories d'accords dont elle détermine, par une formule appropriée, la portée et le contenu. Les exemples cités en Annexe définissent les catégories ci-après:

a) Application, extension ou limitation de certains régimes légaux, en ce qui concerne les relations internationales (p. ex. de l'extradition, du régime des marques de fabrique et de commerce, du régime des taxes téléphoniques, du régime des impôts, de la réparation des dommages de guerre).

b) Exécution de certaines conventions internationales dûment approuvées (accords exécutifs).

c) Modification ou adaptation ultérieure de certaines conventions internationales (révisions, accords additionnels, accords complémentaires).

7° Il n'est pas sans intérêt de faire ici une comparaison avec une troisième disposition constitutionnelle qui emploie, tout comme les articles 37 et 46, la notion de l'« assentiment ». Il s'agit de l'article 99, alinéa 2, qui, en termes analogues à l'article 37, subordonne les emprunts à l'assentiment de la Chambre. Le Parlement se borne toujours à voter le principe, abandonnant au pouvoir réglementaire de fixer les modalités de l'emprunt et de le contracter in futurum. En d'autres mots, l'assentiment est donné à un moment où l'emprunt même n'est pas encore « contracté » au sens de la Constitution, c'est-à-dire à un moment où il est encore inexistant.

8° Les considérations qui précèdent permettent d'opposer avec plus de netteté la procédure législative et la procédure d'approbation des traités internationaux (cf. à ce sujet *F. Muuls*, « Le Traité international et la Constitution belge », dans *Revue de droit international et de Législation comparée*, Bruxelles, Vol 1934, p. 472 ss.).

Par l'effet des dispositions constitutionnelles relatives à la législation, et notamment des articles 47 (projets de loi), 65 (vote par articles),

66 (amendements et division), 63 (vote sur l'ensemble), 59 (second vote constitutionnel), complétés par le Règlement de la Chambre, il est impossible que l'assentiment exigé par la disposition fondamentale de l'article 46 porte sur autre chose qu'un texte de loi individualisé. Du moment donc qu'une matière est déclarée « réserve de la loi », elle ne pourra être traitée autrement que dans ces formes et par le moyen de la procédure ainsi organisée.

Au contraire, en ce qui concerne les traités, la Constitution exige bien l'« assentiment » de la Chambre, mais sans la lier aux règles de procédure indiquées ci-dessus. L'assentiment pourra être générique et il pourra intervenir à un moment où le traité n'est pas encore individualisé au même degré qu'un projet de loi.

III. — Les précédents.

9° On peut citer une longue série de précédents à l'appui des vues énoncées ci-dessus.

L'avis du Conseil d'Etat se trouve en contradiction avec une pratique constante qui s'est exprimée dans une suite de lois et de règlements, échelonnés sur une période allant des débuts de la Constitution actuelle jusqu'à nos jours; des précédents se retrouvent dans chacune des décades depuis 1870 et les derniers exemples sont consignés dans deux avis du Conseil d'Etat en date des 12 et 22 février 1952.

La pratique envisagée s'exprime, d'une part, dans des dispositions légales portant approbation anticipée d'accords internationaux ainsi que, d'autre part, dans des règlements d'administration publique, faits pour la mise en vigueur et la publication des accords conclus en vertu des dispositions légales en question.

Dans l'ensemble, les exposés des motifs, les avis du Conseil d'Etat et les débats parlementaires ne contiennent guère de référence aux dispositions portant assentiment anticipé; dans d'autres cas, les actes de la procédure se bornent à une simple référence sans justification, tellement la régularité de ces clauses semble acceptée.

10° Il y a un seul exemple où le Conseil d'Etat a soulevé une question à ce propos. Il s'agissait de l'approbation des actes du Congrès postal de Vienne, du 4 juillet 1891. On se demandait alors: Serait-il possible de mettre en vigueur ces actes en vertu de la disposition contenue dans la loi du 19 mai 1885, portant approbation des actes du Congrès postal de Lisbonne et libellée comme suit: « Le Gouvernement est autorisé à apporter éventuellement et de concert avec les hautes parties contractantes des modifications aux dits traités, si les circonstances l'exigent »? Le Conseil d'Etat — d'accord d'ailleurs avec le Gouvernement — estime que cette disposition ne pourrait être appliquée qu'aux modifications des actes de Lisbonne; par contre, elle ne saurait être éten-

due à des conventions entièrement nouvelles, tels les actes de Vienne. (Compte rendu, session 1891-1892, annexes p. 83.) En d'autres mots, le Conseil d'Etat tient la clause pour valable et il se borne à rechercher quelle est son étendue et sa limite. Il conclut que l'assentiment donné pour des « modifications » ne peut pas être étendu à la réfection entière d'un traité.

11° Pour plus de clarté, il convient d'ajouter une remarque relative au libellé de la disposition litigieuse :

Si le Gouvernement a choisi, pour la rédaction de la disposition en discussion, une version modifiée par rapport à la pratique antérieure, c'était en ordre principal pour prévenir des incertitudes qui avaient résulté de la rédaction usuelle : « Le Gouvernement est autorisé à conclure ... ». Cette formule a donné lieu à des interprétations erronées ; elle a fait croire que la mise en vigueur des accords en question pourrait se faire par arrêté ministériel, ou encore qu'une publication ne serait pas requise ; ces procédés étant évidemment defectueux, le Gouvernement a choisi une rédaction qui devait indiquer clairement la procédure à suivre et qui devait réserver le contrôle du Conseil d'Etat sur les engagements à mettre en vigueur.

IV. — L'opinion de la doctrine.

12° Les opinions de la doctrine ne sont pas moins significatives que la pratique.

Eyschen, dans son « Staatsrecht des Großherzogtums Luxemburg » (Freiburg 1890, paragr. 38, p. 87), s'exprime en ces termes :

« Die Zustimmung der Kammer kann ebenso wohl in der Form einer vorhergehenden, speziellen oder generellen Delegation, wie durch nachträgliche Ratifikation geschehen. Erstes ist beispielsweise bei dem allgemeinen Gesetz über Auslieferung von Verbrechern vom 13. Juni 1870 der Fall gewesen. »

Les « Pandectes Belges », V. Convention internationale (1888) :

« 95. Les Chambres peuvent donc déléguer au Roi, sous les conditions qu'elles déterminent, les pouvoirs de faire les traités. Ceux-ci sont alors dispensés de la ratification ultérieure des Chambres. »

L'autorisation peut être expresse et spéciale, ou encore implicite et générale, à condition qu'elle soit formelle (cf. N° 97).

« 109. L'assentiment donné sous forme de délégation peut impliquer le droit, pour le Gouvernement, de déroger aux lois existantes. »

Dans l'ensemble, les dispositions habilitantes sont admises comme correctes et valables (cf. outre les passages cités, les N°s 5, 8, 93, 94, 96, 96 bis ; exemples : N°s 99 à 104). Le seul point qui reste controversé est celui des habilitations implicites auquel il est fait allusion ci-dessus (ibid. N°s 98, 105 et 107).

Gustave Beltjens, « La Constitution belge révisée », 1894 (ad art. 68, p. 403) :

« 8. L'assentiment des Chambres se donne habituellement après la conclusion de la convention sous la forme d'approbation, mais les Chambres peuvent déléguer au Roi, sous les conditions qu'elles déterminent, les pouvoirs de faire les traités. Ceux-ci sont alors dispensés de la ratification ultérieure des Chambres.

« 10. Une loi peut autoriser le Gouvernement à conclure des traités internationaux sur un point déterminé. Les traités conclus en vertu de cette loi n'ont plus besoin de l'assentiment des Chambres. Voyez comme exemple : loi sur les extraditions ; l'art. 10 de la loi sur la compétence du 25 mars 1876. ... Dans ces divers cas, la loi a délégué le Gouvernement et lui a donné le droit de conclure des traités internationaux relatifs à l'exécution de la loi.

« 11. L'assentiment donné sous forme de délégation peut impliquer le droit, pour le Gouvernement, de déroger aux lois existantes. La loi du 19 avril 1839 donnait au Roi le droit de conclure les traités qui règlent la séparation de la Belgique et des Pays-Bas, sous telles clauses, conditions et réserves que Sa Majesté pourra juger nécessaires ou utiles dans l'intérêt du pays. »

L. Michon, dans son livre « Les traités internationaux devant les Chambres » (Paris, 1901), discute (p. 359) la question de savoir, si, en Belgique, « l'assentiment des Chambres ne pouvait pas être donné, avant la conclusion de la convention, sous la forme d'une loi autorisant le Gouvernement à la conclure ». Il répond par l'affirmative et relate que « d'assez nombreuses lois ont autorisé le Roi à conclure des traités qui ont été considérés comme dispensés de l'approbation ultérieure des Chambres ».

F. Muuls (1^{er} c., p. 475-476) mentionne également les dispositions légales qui donnent « anticipativement au Roi l'assentiment des Chambres à la conclusion des traités. »

Maurice Vauthier, L'article 68 de la Constitution belge, Conclusion des traités, Assentiment des Chambres, Droits du Gouvernement, dans Revue de l'Administration et du droit administratif de la Belgique, 1926, p. 351-352 :

« L'article 68 de la Constitution ne spécifie pas le moment auquel l'assentiment des Chambres doit intervenir. Son texte ne met pas obstacle à ce que cet assentiment soit préalable à la conclusion du traité. Cela revient à dire que les Chambres peuvent investir le chef de l'Etat du pouvoir de conclure un traité. ... Cette approbation anticipée se traduira par une loi édictée dans les formes habituelles. Le législateur, ayant armé le chef de l'Etat de pouvoirs suffisants, il se fera que le traité aura toute valeur en Belgique, sans qu'il soit besoin d'une nouvelle intervention des Chambres.

« La procédure qui vient d'être décrite, dont d'assez nombreux précédents ont consacré la

validité, et que les meilleurs auteurs considèrent comme licite, est quelquefois commandée par les circonstances. Il est des cas où le Gouvernement doit pouvoir conclure rapidement et définitivement. Si son adhésion est conditionnelle, subordonnée à une approbation, peut-être incertaine et aléatoire, des Chambres législatives, l'occasion propice à un accord pourrait se dérober.

« C'est donc souvent un acte de sagesse que d'investir le Gouvernement, par voie législative, du droit de conclure des traités, et spécialement des traités de commerce. C'est aux Chambres à apprécier si un Gouvernement est digne d'une telle marque de confiance. Il leur est loisible de limiter la liberté du Gouvernement, de lui tracer une ligne de conduite, d'énoncer des règles essentielles qu'il ne lui sera point permis de transgresser. Enfin, la loi est toujours maîtresse de réserver l'approbation des Chambres, soit en ce qui concerne le traité tout entier, soit à l'égard de telles ou telles clauses que l'on prendrait soin de spécifier.

« Je ne pense pas que les opinions qui viennent d'être exprimées puissent faire l'objet d'une contestation sérieuse. »

« Les Nouvelles », lois politiques et administratives, tome II, La Constitution, par *Georges Dor* et *Ad. Braas* (1935):

« 664 bis. Mode d'adoption des traités par les Chambres. ... B. Quid de la « délégation » donnée d'avance au Roi de conclure tel traité? ... Il est certain d'abord qu'une pareille « délégation » est constitutionnelle. ... Mais on ajoute (c'est ici le point controversé) que dans le cas où la délégation a été donnée au Roi de conclure telle convention internationale, l'assentiment ultérieur devient inutile, il serait même un non-sens. Cette théorie, vivement discutée au parlement, est entrée dans la pratique gouvernementale et a même été consacrée par certains arrêts. ... Il nous paraît cependant douteux qu'une délégation pareille puisse d'avance et nécessairement valoir assentiment. »

Ibid., « Conventions et traités internationaux », par *Maurice Costermans*:

« 32. Epoque à laquelle l'assentiment des Chambres doit être donné. Normalement, l'assentiment des Chambres est donné après la conclusion de la convention: entre le moment de la signature et celui de la ratification. Cependant, cet assentiment peut être antérieur à la conclusion de la convention, il peut intervenir sous la forme de délégation donnée par une loi, par le Parlement au Gouvernement, de conclure telle convention déterminée ou telles conventions rentrant dans une catégorie déterminée. Mais, comme c'est là une dérogation au principe, elle doit être appliquée d'une manière stricte; en cas de doute sur l'existence de la délégation, il faut se prononcer contre elle. Les exemples de délégation de l'espèce sont assez nombreux. »

Fernand Dehousse (« La conclusion des traités », etc., p. 129-130):

« La loi (s. c. approbative) ne suit pas nécessairement la signature du traité. Il arrive qu'elle la précède: c'est ce qui se produit quand le Parlement donne, d'avance, dispense de son approbation au Roi. Cette dispense, que la pratique belge connaît depuis longtemps, peut concerner tantôt un traité déterminé, tantôt une matière déterminée. »

Pierre Wigny, « Droit constitutionnel », Bruxelles, 1952 (N° 489, p. 657):

« Une autre question de forme est celle du moment où l'assentiment des Chambres doit s'exprimer. En principe, il se donne entre le moment où le projet de convention est conclu par les négociateurs et celui où il devient définitif par la ratification des Chefs d'Etat. La pratique gouvernementale est dans ce sens. Mais rien n'empêcherait qu'il soit accordé avant même le début des négociations. Cette procédure permet aux ministres plénipotentiaires de faire à la partie cocontractante des propositions plus fermes. On a même suggéré qu'un accord de principe soit donné par une loi pour toutes les conventions d'une nature technique déterminée et d'une durée provisoire. Aussi éviterait-on l'inconvénient d'une lente procédure parlementaire qui, si elle est déclenchée pour chaque accord, risque d'être plus longue que le terme prévu pour l'expiration de la convention. »

V. — Etendue et limites de l'assentiment anticipé.

13° Le Gouvernement aurait évidemment tort de méconnaître le danger inhérent à la procédure des approbations anticipées; il croit rencontrer ici la préoccupation du Conseil d'Etat: La Chambre ne saurait, au moyen d'une sorte de blanc-seing donné à l'exécutif, renoncer à son droit de contrôle établi par la Constitution. L'assentiment donné à titre préliminaire ne serait donc licite que pour autant que l'objet de l'habilitation serait déterminé avec une précision suffisante, de façon qu'une correspondance entre la volonté actuelle de la Chambre et le contenu des accords futurs soit assurée. Tout dépendra donc du libellé de la clause d'approbation anticipée. Cette exigence appelle une analyse des différents types de dispositions que l'on peut trouver dans la pratique antérieure.

La seule clause qui puisse donner lieu à des doutes à cet égard est celle qui permet au Gouvernement de mettre en vigueur des modifications ultérieures ou des revisions de certaines conventions internationales. En effet, il est possible que, dans ce cas, les dispositions modificatives dépassent les intentions qui étaient celles du Parlement, alors qu'il accordait son assentiment. Toutefois, les dispositions de cette sorte ne sont pas nécessairement incorrectes; une telle clause semble parfaitement licite par exemple,

si la revision n'est rien qu'une réadaptation périodique d'une convention technique aux circonstances changées, ainsi qu'on en connaît plusieurs exemples.

Les autres types de dispositions habilitantes, au contraire, ne semblent présenter aucune difficulté. Celles qui ont pour objet de permettre l'adaptation de certaines lois aux relations internationales ne sont rien qu'une émanation de la volonté même du législateur. De même pour les clauses qui concernent les arrangements exécutifs: elles sont limitées à la mise en œuvre des principes contenus dans une convention de base, approuvée par hypothèse par le Parlement, et elles ne peuvent ajouter aux obligations de celle-ci pas plus qu'un règlement ne peut ajouter aux dispositions de la loi sur laquelle il se fonde.

VI. — Conclusions.

14^e Les conclusions ci-après se dégagent de l'ensemble des considérations qui précèdent.

a) L'avis du Conseil d'Etat représente un revirement d'opinion à la suite duquel le Conseil contredit à la fois une tradition législative constante et une doctrine unanime (concordante sur le principe, hésitante seulement pour le problème des approbations anticipées *implicites*).

b) Par voie de conséquence, l'avis du Conseil revient à qualifier d'inconstitutionnelles toute une suite de dispositions légales, dont la régularité n'avait jusqu'ici jamais été mise en doute

et dont plusieurs sont toujours susceptibles d'une application pratique. De même, la mise en vigueur d'un certain nombre d'accords internationaux est désignée comme irrégulière. Or, l'interprétation de l'article 37 de la Constitution s'étant fixée depuis près d'un siècle, d'un commun accord entre les pouvoirs intéressés, Chambre, Conseil d'Etat et Gouvernement, dans le sens exposé dans ce memorandum, il est dangereux, pour la sécurité juridique, d'ébranler une pratique ainsi consolidée.

c) Les dispositions portant approbation anticipée d'accords internationaux à conclure sont, en elles-mêmes, parfaitement licites. Leur valeur, au regard des principes de la Constitution, ne peut être déterminée que par des considérations tenant à la portée de chaque disposition concrète et individuelle.

d) Une disposition de ce genre est toujours licite, si ses termes sont libellés et circonscrits de façon que soit assurée la coïncidence entre la volonté du Parlement (exprimée par exemple dans un texte légal ou un texte conventionnel dûment approuvé) et les accords à conclure ultérieurement. Inversement, une objection ne pourrait être élevée que si une clause de ce genre portait infraction, *en raison de son libellé spécial*, à la prérogative établie par l'article 37 de la Constitution en faveur du Parlement.

e) La disposition critiquée par le Conseil d'Etat, étant limitée aux accords exécutifs d'un engagement principal soumis au Parlement, est certainement licite au regard de la Constitution.

CHAPITRE V.

Le Plan Schuman devant la Chambre des Députés

Arrêté Grand-Ducal de Dépôt

NOUS CHARLOTTE,

par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.:

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires Etrangères et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Article unique. — Notre Ministre des Affaires Etrangères est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et des Actes complémentaires, signés à Paris le 18 avril 1951.

Fait au Château de Fischbach, le 27 novembre 1951.

CHARLOTTE.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Ministre des Finances,
Ministre des Affaires Etrangères a.i.,
P. DUPONG.

Le Ministre de l'Intérieur,
P. FRIEDEN.

Le Ministre de la Justice
et des Transports,
V. BODSON.

Le Ministre des Affaires Economiques,
M. RASQUIN.

Le Ministre du Travail,
et de la Sécurité Sociale,
N. BIEVER.

En vertu de cet arrêté grand-ducal de dépôt, le Gouvernement avait déposé à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

A son tour, la Section Centrale de la Chambre des Députés, qui se composait de M. Emile Reuter, président, de MM. Jean Fohrmann, Jean Gallion, Nicolas Margue, Eugène Schaus et Jehan Steichen, membres, M. Tony Biever, rapporteur, publiait le rapport suivant le 2 mai 1952:

Rapport de la Section Centrale

Le projet de loi portant approbation du Plan Schuman place le Parlement luxembourgeois devant une décision d'une gravité et d'une portée exceptionnelles, puisque le pacte à ratifier conditionnera pour la durée d'un demi-siècle la vie économique et sociale du Grand-Duché, tributaire de la marche de son industrie sidérurgique.

Dans son exposé des motifs, le Gouvernement a analysé de façon excellente et complète l'agencement du traité et de ses annexes. Les avis des Chambres professionnelles intéressées reflètent

les préoccupations du monde des industriels et des travailleurs. Enfin, dans un avis monumental, le Conseil d'Etat a fait une synthèse pénétrante de tous les aspects du Plan, axés dans la perspective luxembourgeoise.

Désireuse d'éviter des redites, la section centrale se réfère aux documents parlementaires prérappelés et ne reviendra plus sur le mécanisme et la technique des dispositions organiques appelées à régir la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

La section centrale entend donc de propos délibéré restreindre son rapport à trois ordres de questions, savoir :

- les raisons déterminantes pour la ratification du Traité;
- les problèmes constitutionnels soulevés par cette ratification;
- enfin, les déclarations et recommandations en vue de l'interprétation et de l'application du Traité.

I.

Par 5 voix contre 1, la section centrale a décidé de proposer à la Chambre la ratification du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et des Actes complémentaires signés à Paris le 18 avril 1951.

Cette décision est basée sur une adhésion complète aux buts politiques qui ont inspiré le Plan, sur l'acceptation — il est vrai plus réservée — du régime économique qui est sorti des négociations et sur la confiance dans le progrès social qui doit être la résultante d'une productivité accrue.

1^o Le pool charbon-acier est une grande idée. Sorti du désir primaire de résoudre une fois pour toutes d'une manière pacifique l'antagonisme franco-allemand par la mise en commun et sous contrôle supranational des produits de base indispensables aux industries de guerre des deux pays, le Plan s'est élargi et élevé à l'échelle européenne. Il constitue ainsi à l'heure actuelle le seul plan vraiment constructif et réaliste de rapprochement européen prêt à sortir des effets. C'est une expérience d'intégration organique qui commence par un secteur économique d'importance primordiale, mais qui sera appelée, par la force des choses, à provoquer des rapprochements et unions semblables dans les domaines adjacents et à garantir en général une orientation commune de la politique des pays signataires. Le Grand-Duché, soucieux de paix, gagné depuis toujours à l'idée européenne, est prêt à apporter sa contribution à l'effet de construire l'Europe de façon qu'elle ne puisse plus se défaire.

2^o L'ambition économique du Plan Schuman est simple: créer, en matière de charbon et d'acier, les conditions de productivité naturelle les plus favorables à l'ensemble des Etats affiliés et instituer à ces fins, par l'abolition des cloisons, un marché commun, où doit régner une liberté concurrentielle bridée par une discipline suffisante pour faire respecter les règles du jeu. La mise en œuvre de ce principe et notamment la conciliation de la liberté et de la discipline auraient pu se faire d'après des méthodes différentes. Les auteurs du Traité ont fini par se rallier à une formule nettement dirigiste et centraliste s'exprimant par l'institution d'un organe supranational doté de pouvoirs bien plus étendus et efficaces que n'en ont les gouvernements des Etats.

Si l'expérience tentée doit pleinement réussir, la Haute Autorité, clef de voûte de toute la Communauté, doit arriver à s'élever au-dessus des contingences, des coalitions d'intérêts nationaux, des solutions de compromis pour pratiquer en fait une *politique* vraiment *supranationale*, uniquement inspirée par la défense objective des intérêts généraux lui confiés. Ce n'est qu'à ce prix qu'elle acquerra l'indépendance, l'autorité et le prestige que les petites nations surtout sont en droit de réclamer comme gages de la confiance qu'elles mettent dans les institutions internationales, auxquelles elles sacrifient leurs institutions propres.

Même sous le bénéfice de ces prémisses fondamentales le Grand-Duché ne saurait cacher l'inquiétude avec laquelle il aborde cette nouvelle étape de sa vie économique. Toutefois, la *prédominance absolue de l'industrie sidérurgique* qui représente directement ou indirectement 80 à 85 % environ de toute notre activité économique, la nécessité d'introduire des pays avoisinants, outre l'appoint en minerais, chaque tonne de coke destinée à alimenter nos hauts fourneaux, le *besoin d'exporter la presque totalité de la production sidérurgique* ne nous permettent pas de laisser compromettre notre approvisionnement en charbons et de rester, pour les produits métallurgiques à écouler, à l'écart d'un marché commun de 150 millions d'hommes susceptibles d'acheter une fraction importante de notre exportation. L'encerclement et l'isolation seraient mortels pour nous. Les votes affirmatifs de la République française et de la République fédérale allemande garantissent à eux seuls que la Communauté du Charbon et de l'Acier sera sous peu une réalité vivante. L'intérêt suprême du pays nous commande d'être de la partie; sinon la Communauté se fera, mais elle se fera sans nous et contre nous. Nous n'avons donc pas de choix. Il serait d'ailleurs contreindiqué de nous laisser gagner par trop d'appréhensions, trop de pessimisme, alors que, tout de même, nous entrons dans la Communauté avec une armature industrielle solide et moderne qui, au moins au départ, ne nous met pas en état d'infériorité vis-à-vis des autres partenaires.

3^o A côté des buts politiques et économiques, la déclaration de M. Robert Schuman du 9 mai 1950 énonçait comme troisième objectif à réaliser: « le relèvement du niveau de vie » et « l'égalisation dans le progrès des conditions de vie de la main-d'œuvre de ces industries ».

On doit regretter que, dans le traité définitif, la partie sociale n'ait pas été traitée avec plus de générosité et surtout de précision. L'article 68, seul paragraphe qui réglemente ce problème, ne fait que prohiber la pratique de salaires anormalement bas par rapport au niveau général des salaires dans le pays en question, ainsi que la politique de baisse du prix de la main-d'œuvre comme moyen concurrentiel, en d'autres termes il permet uniquement à la Haute Autorité d'en-

raier une régression sociale. Mais, en dehors de ces cas extrêmes, la Haute Autorité, si puissamment outillée pour discuter tous les autres facteurs de la production, n'a pas été armée de façon *positive* pour pouvoir agir sur les salaires dans le but d'arriver d'abord à un équilibre des niveaux de salaire dans les pays signataires, puis à l'égalisation vers le haut. On s'est contenté de reproduire les formules programmatiques de la déclaration du 9 mai 1950 à titre de vœu, de tendance démunis de force obligatoire ou de sanction. Il faut donc faire confiance à l'avenir. Selon les vues des auteurs du Plan, le développement et la rationalisation de la production se traduiraient, forcément et sous l'impulsion des organisations professionnelles, par l'amélioration des conditions d'emploi et, par voie de conséquence, par un alignement entre-pays des salaires. L'ouverture des frontières et la possibilité de circulation offerte à la main-d'œuvre qualifiée ne permettront plus à la longue aux pays à salaires bas de contenir tout mouvement vers le haut. Cette évolution est vitale pour notre pays qui passe pour rémunérer le mieux ses travailleurs industriels et nous ne voudrions à aucun prix être placés devant cette alternative tragique de devoir choisir entre une atteinte au niveau de vie de la main-d'œuvre et la ruine de notre capacité concurrentielle sur le marché. La politique d'investissement et de modernisation de notre grande industrie et la haute valeur de notre main-d'œuvre indigène forment en toute hypothèse un certain contrepoids à l'handicap découlant de nos salaires et charges sociales élevés.

II.

Le problème de la confrontation de la souveraineté nationale avec la nécessité de l'organisation et de l'unification de l'Europe a été nettement énoncé déjà dans la déclaration de M. Robert Schuman du 9 mai 1950 qui préconise « l'institution d'une Haute Autorité nouvelle, dont les décisions lieront la France, l'Allemagne et les pays qui y adhéreront ».

Il est incontestable que la mise en œuvre du Plan Schuman comporte des *limitations de souveraineté* qui, consenties directement à propos d'une matière économique, ont leurs incidences sur tous les autres domaines de l'activité étatique: politique douanière, politique financière, politique budgétaire, politique sociale.

Dans le cadre du Traité, ces compétences — et il est important de le souligner — ne sont pas détachées pour être attribuées à un autre Etat ou groupe d'Etats, mais — et ceci à titre de réciprocité — à un organisme supranational issu de la volonté des Etats signataires et doté d'un pouvoir de décision et de contrainte s'exerçant sur des sujets luxembourgeois en territoire luxembourgeois.

Pareille délégation de compétence ou habilitation est-elle compatible avec les principes

fondamentaux et les textes positifs de notre Constitution qui proclament l'indépendance du Grand-Duché (art. 1^{er}) et la puissance de la nation (art. 32)?

La question ne peut se poser ni en France, ni en Allemagne, ni en Italie, pays qui, dans leurs Constitutions plus récentes, ont pris soin de permettre des abandons de souveraineté là où les nécessités internationales l'exigent et de décréter en outre la primauté des traités sur le droit national. En est-il de même dans les trois pays de Benelux, tous encore dotés de Constitutions qui remontent au 19^e siècle individualiste et libéral et qui portent un peu le poids de leur âge?

Tandis que les Pays-Bas ont passé outre aux scrupules constitutionnels en votant le Plan Schuman, les discussions doctrinales ont été plus vives en Belgique où d'éminents juristes ont insisté sur la nécessité d'une révision constitutionnelle préalable au vote du Plan. (Voir notamment Ganshoeff van der Meersch: « Le Plan Schuman et la Constitution belge » dans « Revue de l'Université de Bruxelles », 1951-1952.) Mais des conceptions plus réalistes paraissent devoir l'emporter chez notre partenaire économique (voir Rapport Duvieusart au Sénat de Belgique, p. 60 à 71) et acheminer la Belgique vers le vote du Plan déjà acquis au Sénat belge.

A son tour, notre Conseil d'Etat a examiné de façon serrée ce problème dans son avis du 9 avril 1952 pour conclure à la compatibilité du Plan Schuman avec nos textes constitutionnels.

La section centrale se rallie aux conclusions de cette Haute Corporation, gardienne de notre Charte Fondamentale.

La Constitution s'est préoccupée des rapports entre le droit international et le droit interne en réglementant, à son article 37, le *pouvoir de faire les traités* qui est un pouvoir distinct des deux autres pouvoirs appelés à créer les normes obligatoires de droit interne: le pouvoir législatif (art. 46) et le pouvoir réglementaire (art. 36). La Constitution a ainsi prévu et accepté le principe des mesures conventionnelles concertées entre les Etats pour faire face à des problèmes communs. Si la Communauté du Charbon et de l'Acier fait figure à part dans la catégorie traditionnelle des traités, c'est moins par une différence de nature que par la hardiesse de son inspiration, par l'étendue de ses effets et surtout par la nouveauté de son régime supranational. Or, on ne peut raisonnablement admettre que nos Constituants aient voulu barrer, de propos délibéré, la route à des initiatives qui étaient impensables à leur époque et qui n'ont mûri qu'à la suite de l'expérience de deux guerres mondiales.

Malgré leur caractère de rigidité et stabilité, les Constitutions ne sont pas réfractaires à l'évolution; elles peuvent et doivent subir un effort constant d'adaptation aux besoins nouveaux, aux

réalités nouvelles de la vie d'une nation. Il existe en effet en marge de la Constitution écrite un droit constitutionnel non écrit, coutumier. (Voir Léon Metzler: «Mélanges de droit luxembourgeois», p. 293 et ss.)

Le développement de la solidarité internationale, son invasion progressive dans le domaine de la souveraineté nationale ont fait leur chemin dans le Grand-Duché sous l'égide de la coutume. Lors de l'adhésion à la Cour Internationale de La Haye, à la Société des Nations, à l'Organisation des Nations Unies, au Pacte Atlantique, personne n'a même sérieusement songé à y voir une violation de la Charte constitutionnelle, bien que ces traités aient créé non seulement des organes d'action politiques ou administratifs, mais qu'ils aient établi en outre des règles qui donnent ouverture à des décisions obligatoires, individuelles ou générales.

Dans cet ordre d'idées on rappelle d'ailleurs fort à propos (voir Metzler: «Humanisme juridique», p. 408) que, par sa situation géographique, par sa structure économique, par l'exiguïté de son territoire et la faiblesse de sa population le Grand-Duché — les textes constitutionnels restant inchangés — a concédé de tout temps des entorses substantielles de souveraineté qui du plan national se sont répercutées dans le domaine international: il en a été ainsi notamment des régimes douaniers, du régime monétaire et du régime ferroviaire qui ont créé des allégeances, qui ont conféré au partenaire économique des droits de décision unilatérale, sans que cependant personne n'ait songé à opposer l'exception d'inconstitutionnalité.

Si en général déjà la conception d'une souveraineté intégrale et absolue est insoutenable en droit — car ce serait la négation de tout droit des gens —, pareille thèse est a fortiori indéfendable par un petit Etat qui, par nécessité, ne peut se soustraire à des engagements internationaux comportant tous un exercice amputé de certaines prérogatives.

En l'occurrence on doit d'ailleurs insister à nouveau sur le fait capital que, dans son résultat, la limitation de souveraineté n'interviendra pas au profit d'un tiers Etat, n'enrichira pas une souveraineté étrangère, mais formera l'apport respectif à une *institution commune* issue de la libre volonté de plusieurs Etats qui, à titre égal et réciproque, l'ont créé et lui ont donné compétence en vue de réaliser un programme commun dans le domaine limité du charbon et de l'acier. Dans cet organisme commun, chaque pays participant jouira d'une mesure bien proportionnée d'influence et toute l'action est orientée vers le bien commun des participants dont le Luxembourg.

Il ne semble donc pas qu'en prêtant à des textes constitutionnels une portée qu'ils n'ont jamais eue dans les relations internationales, on puisse fermer la route au progrès et enrayer une évolution vers la création de compétences supra-

nationales pour réaliser des buts nettement délimités que chaque Etat est hors de mesure d'atteindre en particulier.

Le Conseil d'Etat croit qu'à la longue on devra envisager une modification constitutionnelle pour réceptionner les principes de solidarité internationale en progression constante. Cette observation est certainement exacte, mais avant d'entamer une refonte de notre Charte, n'est-il pas raisonnable d'attendre que les contours de l'Europe de demain se soient plus nettement dessinés et que le droit constitutionnel soit ainsi en mesure de concevoir et de formuler la réorganisation future des pouvoirs étatiques?

2° L'article 2 du projet de loi qui prévoit la mise en vigueur, par voie de règlements d'administration publique, des arrangements qui pourraient être conclus avec les Gouvernements des Puissances signataires et les Institutions du Plan Schuman pour l'application du Traité a donné lieu à un conflit entre le Conseil d'Etat et le Gouvernement, conflit dont les données juridiques sont consignées d'un côté dans l'avis du Conseil d'Etat du 17 septembre 1948 (N° 3841¹, Annexe) et d'un autre côté dans un memorandum de M. le Ministre des Affaires Etrangères du 21 avril 1952 (N° 395³).

Ce conflit porte en définitive sur la question de savoir, si et dans quelle mesure le pouvoir législatif peut, par une disposition formelle, approuver anticipativement des accords internationaux à négocier par le pouvoir exécutif.

La section centrale croit pouvoir rapprocher en l'occurrence les deux positions en donnant son attache à une solution qui paraît correspondre à la fois au réalisme juridique et à la pratique traditionnelle.

L'application du Plan Schuman nécessitera la conclusion d'accords exécutifs et d'accords complémentaires qui prendront nécessairement, au sens large, la forme de traités à négocier (art. 37 de la Constitution) et non pas, comme en matière législative ordinaire, celle d'arrêtés émanant du seul pouvoir réglementaire du Grand-Duc (art. 36 de la Constitution). En stricte logique, les principes posés par le Conseil d'Etat à propos de l'interprétation du terme de « traité » conduiraient à exclure a priori de la compétence administrative l'approbation de toutes les conventions internationales quelle qu'en fût la nature, la forme ou l'importance, pour les réserver à l'assentiment exclusif de la Chambre.

L'analyse des antécédents rassemblés au memorandum gouvernemental démontre cependant que, de tout temps — et en dernier lieu encore à propos de la Convention sur la sécurité sociale conclue avec les Pays-Bas —, la Chambre a pu habiliter le Gouvernement, sans opposition du Conseil d'Etat, non seulement à négocier et à promulguer des accords exécutifs proprement dits, mais même à mettre en vigueur des dispositions complémentaires aux conventions approuvées, à la condition toutefois de se res-

treindre aux matières faisant l'objet des dites conventions. La clause d'approbation anticipée d'accords internationaux semble donc avoir été considérée toujours comme licite en elle-même, du moins dans la mesure où elle n'étend pas la compétence de l'exécutif à des conventions nouvelles ou à la refonte des bases mêmes de celles ratifiées par le Parlement.

Dans ces conditions, la section centrale estime que la formule de l'article 2 est conforme aux exigences constitutionnelles. Le texte ne prévoit, en effet, expressis verbis, que des « arrangements pour l'application du traité ». La section centrale attache à ce terme un caractère restrictif et invite la Chambre à se prononcer en ce sens. Il sera ainsi entendu que le Gouvernement ne pourra pas transgresser les limites de la sphère d'application et que toute transformation du Traité résultant soit de l'adhésion de nouveaux Etats, soit de la révision de sa structure organique restera assujettie à l'assentiment de la Chambre.

3^o La publication des décisions et recommandations à portée générale de la Haute Autorité ne soulève pas une question constitutionnelle, mais nécessite uniquement une mise en concordance avec l'article 1^{er} du Code civil. Comme les modalités d'exécution de l'article 15 du Traité n'ont pas encore été déterminées, il est difficile de se fixer dès à présent sur la forme à donner à cette publication. Comme seule indication on peut prévoir que, sur le vu de la réglementation de la Haute Autorité, un arrêté organique, sous forme de règlement d'administration publique, organisera une fois pour toutes l'entérinement par le Grand-Duché et la publication sur notre territoire des actes émanant de la Haute Autorité.

III.

D'après la procédure parlementaire pour l'approbation de traités internationaux, la Chambre est appelée à voter le Plan Schuman sans pouvoir y apporter aucun amendement. Une acceptation avec des réserves qui équivaldraient à des conditions, n'est pas non plus possible, le vote devant être pur et simple.

Néanmoins, à l'instar du Sénat belge, la section centrale croit devoir proposer à la Chambre de se rallier autour d'un ensemble de recommandations et de déclarations qui, sans infirmer le vote affirmatif ou le rendre conditionnel, préciseront le sens que la Chambre voudrait voir donner à certaines dispositions du Traité et orienteront l'action gouvernementale dans les relations ultérieures avec les puissances signataires et avec les organes de la Communauté.

1^o L'amélioration des conditions de travail et de vie de la main-d'œuvre doit être poursuivie activement par les institutions de la Communauté pour conserver aux travailleurs un stimulant et pour garantir la paix sociale, prémisses nécessaires pour un accroissement de la productivité générale. La Communauté devra surveiller

attentivement les tendances dirigistes que certains milieux manifestent dans plusieurs pays en ce sens qu'ils entendent voir utiliser les résultats de la rationalisation à des fins d'investissements supplémentaires et autres buts, plutôt que de les faire servir à une amélioration des conditions d'emploi des ouvriers de la sidérurgie ou des charbonnages.

Dans cet ordre d'idées il faut veiller que les déséquilibres actuels des salaires entre les Etats membres soient résorbés peu à peu, non par un nivellement vers le bas, mais par une égalisation progressive sur le niveau le plus élevé.

L'équilibre satisfaisant des salaires et des prestations de sécurité sociale entre les différents pays est d'autre part indispensable pour assurer un fonctionnement normal du marché commun.

2^o La capacité concurrentielle future de notre industrie sidérurgique doit rester assurée, si le pays veut vivre.

A ces fins il y a lieu de préconiser les directives suivantes:

a) La mesure de sauvegarde prévue en faveur du Luxembourg au paragraphe 29 de la convention relative aux dispositions transitoires devra pouvoir trouver son approbation encore après la fin de la période transitoire pour autant que les causes susceptibles de produire une perturbation grave n'aient pas encore pu être éliminées à cette date. De toute façon, les mesures protectrices devront s'appliquer à l'acier luxembourgeois aussi longtemps que le charbon belge, à son tour, bénéficiera d'un régime de faveur (§ 26, 4^o).

b) Bien que la période de transition soit définitivement fixée à une durée de cinq ans sans possibilité actuelle de révision conventionnelle, il est permis de penser que de nouvelles négociations en vue d'une prorogation de durée ne pourront être raisonnablement refusées par les autres parties contractantes, si à l'échéance de ce terme les disproportions existant actuellement entre les grands facteurs de la production: approvisionnement en matières premières, salaires et charges sociales, transport, etc. n'ont pas disparu et risquent de compromettre l'économie luxembourgeoise.

c) Sous le régime du Traité, la sidérurgie luxembourgeoise doit pouvoir maintenir son activité proportionnelle antérieure et continuer à réaliser le plein emploi qui est également un objectif du Plan. Elle ne doit donc pas être coupée, lors de l'établissement du marché commun, des débouchés d'exportation qu'elle s'était créés sous le régime actuel dans les pays tiers, et, plus tard, les dispositions de l'article 59, alinéas 4 et 5, ne doivent pas avoir pour effet de diminuer les attributions quantitatives à notre industrie sidérurgique de façon à réduire sa capacité concurrentielle en direction de ces pays tiers qui ont toujours constitué ses grands débouchés.

d) L'article 37 prévoit les recours ouverts à un Etat auprès de la Haute Autorité et auprès de la Cour de Justice pour remédier aux troubles fondamentaux et persistants causés à son économie. Pour que cette soupape, précieuse surtout pour les petits Etats, ait une véritable utilité, elle doit pouvoir être invoquée déjà comme remède préventif dès que des indices sérieux annoncent des troubles graves et permettent de conclure à leur caractère structurel.

3° *Quatre questions spécifiques au Grand-Duché méritent d'être rappelées brièvement:*

a) *L'importance de la main-d'œuvre occupée dans la sidérurgie et les minières est telle, par rapport à toute la main-d'œuvre luxembourgeoise, que chaque fluctuation et surtout chaque baisse du degré d'occupation peut amener des troubles fondamentaux et persistants de l'économie luxembourgeoise tout entière.* La Chambre croit donc devoir recommander au Gouvernement de s'assurer une consultation préalable de la part de la Haute Autorité dans toutes les circonstances où cette dernière envisagerait des mesures pouvant affecter le marché du travail.

b) *La liberté de circulation de la main-d'œuvre qualifiée pourrait devenir dangereuse pour le Grand-Duché d'une immersion d'étrangers attirés par le plein emploi et les hauts salaires.* Lors des négociations prévues à l'article 69 en vue de la définition des spécialités et des conditions de qualification, il importera d'attirer l'attention sur ce problème de caractère démographique qui a en même temps une incidence constitutionnelle à raison du droit au travail assuré aux sujets luxembourgeois (art. 11 nouveau). La grande valeur et la productivité de notre main-d'œuvre indigène qui justifient des salaires plus élevés, ne doivent en aucun cas être sacrifiées par une assimilation à des travailleurs étrangers d'un rendement moins intéressant. Ceci d'autant plus que les travailleurs nationaux peuvent se recruter dans des territoires situés en dehors du marché commun et dont la population a un caractère ethnique et surtout un niveau social nullement comparable à celui des travailleurs indigènes.

c) Quant à nos *gisements miniers assujettis à la clause de consommation dans le pays*, la section centrale se rallie entièrement aux considérants du Conseil d'Etat. Si, par impossible, le maintien de la clause dite « Verhüttungsklausel » devait se heurter au principe du libre accès aux sources de production, la réalisation s'imposerait, la cause déterminante pour l'octroi de ces concessions aux conditions stipulées venant à disparaître.

d) La dérogation concédée à la C. F. L. en matière d'unification des *tarifs ferroviaires* est à double tranchant et ne peut être considérée que comme une solution provisoire et d'expédient. Si, en ce moment, elle sauvegarde les finances de l'Etat, tenu de couvrir les déficits d'exploitation de nos chemins de fer, elle grève d'autant

la production sidérurgique et le moment pourra venir où cette mesure discriminatoire, en face des concurrents étrangers avantagés par des tarifs moins onéreux, ne pourra plus être maintenue.

4° L'établissement d'un équilibre viable par l'harmonisation des prix de revient reste précaire et artificiel, voire illusoire, tant que la *convertibilité des différentes monnaies* n'est pas assurée.

Bien plus, le marché commun une fois établi, des bouleversements fondamentaux, même en l'absence de toute crise caractérisée, sont possibles par l'inflation dans un des Etats ou encore par une dévaluation entraînant un abaissement brutal du coût de revient. Le Traité n'en parle pas expressément comme si pareille hypothèse ne pouvait se présenter dans la pratique.

La section centrale est toutefois d'avis que, si cette situation se présentait, le Gouvernement devrait réclamer l'application de l'article 67 qui donne des armes efficaces à la Haute Autorité, plutôt que celle dérivant de l'article 95 qui, en réglant les cas non prévus, subordonne les mesures à prendre à l'avis unanime du Conseil. Mais, quoiqu'il en soit, l'Etat dévaluateur consentira-t-il à s'incliner et à renoncer à l'avantage immédiat de la manipulation monétaire?

La conclusion nécessaire qui se dégage de ces considérations c'est que, pour assurer à la longue le fonctionnement sans soubresauts du marché commun, on doit commencer par rétablir la convertibilité des monnaies et tendre à l'introduction d'un étalon commun d'échange sous forme d'une monnaie européenne.

5° Il est souhaitable que la *Haute Autorité use des pouvoirs* qui lui ont été confiés avec *modération*, en limitant ses interventions au minimum compatible avec la réalisation des objectifs généraux du Traité.

Pour que la tâche proposée à la Communauté se réalise conformément à l'esprit de ses initiateurs, il importe encore que des relations de confiance s'établissent, dès le début, entre, d'une part, la Haute Autorité recrutée délibérément parmi des non-spécialistes des affaires charbonnières et sidérurgiques et; d'autre part, les représentants des industries intéressées, auxquelles devra toujours rester en dernière analyse la responsabilité de la bonne ou de la mauvaise conduite de leurs affaires, ainsi que les organisations qui ne doivent pas être dépouillées de leurs prérogatives de veiller aux intérêts des travailleurs. L'action des Gouvernements doit empêcher, dans la mesure du possible, que la Haute Autorité — comme d'aucuns le craignent — n'aboutisse à une technocratie peu conciliable avec l'esprit démocratique ou ne se considère comme un trust à tendance fonctionnariste et à méthodes bureaucratiques.

Dans cet ordre d'idées, les pouvoirs conférés à la Haute Autorité *en matière d'investissements*

doivent être maniés avec une prudence extrême pour ne pas créer des sources d'arbitraire, ni fausser les conditions normales de financement et de crédit, ni décourager le capital privé qui sert de support à nos grandes entreprises. Le Gouvernement doit veiller à ce que les mesures financières de la Haute Autorité ne soient jamais prises au détriment de notre industrie nationale et qu'elles n'engagent pas les finances de l'Etat en dehors des garanties de forme et de fond prévues par la Constitution et les lois luxembourgeoises.

6° Le Traité sera conclu pour une *durée de 50 ans* qui paraît au premier abord redoutable tout en ne dépassant pas les perspectives d'une affaire de vaste envergure. Ce qui en réalité est plus redoutable, c'est que dans cette matière d'une complexité énorme les auteurs du Traité ont cru pouvoir, pour un demi-siècle, tout prévoir jusque dans les détails, alors que les économistes les plus sûrs d'eux n'ont guère dépassé les prévisions quinquennales. Aussi les *possibilités de revision* prévues à l'article 95 paraissent-elles insuffisantes. Les petits Etats surtout

auraient un sérieux intérêt à voir s'ouvrir plus largement la faculté de revision, alors que, à moins d'un changement radical de la morale internationale, les Grands resteront assez forts pour, s'il le faut, forcer la porte verrouillée de la revision.

7° La Chambre appuiera enfin énergiquement les efforts du Gouvernement pour faire fixer le *siège du Plan Schuman* — pour le moins celui de la Haute Autorité — à Luxembourg; en dehors de toutes autres considérations, on peut faire valoir que, si jamais le Grand-Duché peut oser prétendre à l'attribution d'une institution internationale, ce sera bien le cas à propos de l'autorité supranationale de la Communauté du Charbon et de l'Acier, à laquelle notre pays fait l'apport de sa substance industrielle et confie sa destinée économique.

Luxembourg, le 2 mai 1952.

Le Président, Emile REUTER.

Le Rapporteur, Tony BIEVER.

Les Débats Parlementaires

Le projet de loi portant approbation de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier a été l'objet des débats de la Chambre des Députés dans ses séances du 8 et du 13 mai 1952 sous la présidence de M. Emile Reuter, Président.

Les débats furent inaugurés le 8 mai par un exposé général de la question fait par l'hon. M. Tony Bieber, Rapporteur de la Section centrale. Ensuite, M. Joseph Bech, Ministre des Affaires Etrangères, examina dans un discours approfondi la portée politique et économique du Plan Schuman.

Exposé du rapporteur, M. Tony Bieber.

« Messieurs,

D'après les errements parlementaires, le rapporteur ne prend pas la parole au début de la séance, si la section centrale a donné son avis dans un rapport écrit. Je voudrais tout de même me départir de cette tradition, parce que nous nous trouvons en présence d'un projet d'une portée exceptionnelle et dont la décision que doit prendre la Chambre, aura une portée telle que je voudrais préfacier en quelque sorte les débats qui vont s'instaurer sur la ratification du Plan Schuman.

Quelques considérations générales qui doivent valoir comme introduction aux débats sur la ratification du Plan Schuman:

L'idée de cette mise en commun du charbon et de l'acier fut lancée le 9 mars 1950 par M. Robert Schuman. Elle eut un grand retentissement et recueillit rapidement l'adhésion de principe de l'Allemagne fédérale, de l'Italie et des

trois pays de Benelux. La Grande-Bretagne, en dépit des offres qui lui furent faites, décida de se tenir, du moins provisoirement, à l'écart de cette communauté européenne, dont l'adhésion supposait un abandon notable de souveraineté de la part des Etats participants et qui lui paraissait incompatible avec ses attaches préférentielles au Commonwealth.

Le 26 juin 1950 commencèrent les travaux et négociations en vue de traduire en textes les objectifs annoncés par M. Schuman et de mettre sur pied un traité groupant les six pays participants. Ce traité fut paraphé le 18 avril 1951. Les parlements de la France, de l'Allemagne et des Pays-Bas l'ont déjà ratifié définitivement, tandis qu'en Italie et en Belgique jusqu'ici seuls les Sénats ont émis un vote affirmatif.

L'idée fondamentale du Plan Schuman est une idée politique: celle de faire disparaître l'antagonisme séculaire franco-allemand et de consolider définitivement la paix en Europe.

L'histoire a démontré la fragilité des traités à base purement politique, tandis que les liens économiques paraissent bien plus solides pour assurer et faire perdurer une entente entre les peuples. Aussi, mettant à profit cette constatation, le Plan Schuman entend-il retirer un secteur économique d'importance primordiale à la main-mise des divers États européens pour en confier la direction à une institution supranationale qui le dirigera d'après des principes objectifs et en vue du bien de la communauté dans la paix.

Cette origine politique explique dans une large mesure l'aspect définitif du Traité avec ses traits essentiels qui à d'aucuns ont même paru choquants et notamment les pouvoirs presque dictatoriaux attribués à la Haute Autorité dont les décisions doivent s'imposer aux économies des États membres; la durée d'un demi-siècle conférée à la Communauté sans possibilité de dénonciation et pratiquement sans faculté de révision et d'une façon générale la tendance dirigiste et centraliste qui inspire le Traité jusque dans ses moindres détails.

En contre-partie de ces restrictions de souveraineté à consentir au profit d'une tierce autorité, le Plan Schuman qui — je l'ai dit — est un moyen au service d'une politique de défense et de sécurité, offre dans sa réalisation pratique, également dans notre pays, des avantages économiques importants et incontestables dans leur ensemble, ceci malgré les dangers de transition qui peuvent se présenter en particulier pour le Grand-Duché à raison du rôle hypertrophique de son industrie sidérurgique par rapport à toute son activité économique.

L'objectif immédiat et essentiel de la Communauté Charbon-Acier, c'est l'établissement d'un marché commun. Il s'établira par la suppression des barrières douanières pour les deux matières premières qui font l'objet du pool, et par l'interdiction des pratiques discriminatoires en matière de prix et de transports qui font actuellement obstacle au libre choix par l'acheteur de son fournisseur. De cette façon, le charbon et l'acier pourront être échangés librement sur toute l'étendue des territoires des États membres.

Mais, Messieurs, l'établissement du marché commun suppose au préalable une législation des conditions de production. Aussi une période de cinq ans, débutant à partir de la mise en place de la Haute Autorité, est-elle prévue. L'avenir dira si ce laps de temps relativement court sera suffisant pour permettre de faire tomber toutes les cloisons. La section centrale, dans son rapport, a attiré l'attention sur ce problème et espère que, le cas échéant, des négociations seront encore possibles pour reculer cette échéance, si cela devait être nécessaire. L'établissement du marché commun conditionne tout le mécanisme, à première vue touffu, et une complication extrême des dispositions économiques du Traité, dispositions qui sont résultées en maints points

d'un compromis entre les tendances économiques contradictoires. J'essaierai de les résumer comme suit: En principe, il n'est pas touché à la propriété des entreprises qui continuent à être gérées sous leur régime traditionnel.

Mais la politique économique leur est dictée désormais par les organes de la Communauté. Cette Communauté a pour mission générale de contribuer à l'expansion économique, à l'accroissement de la production, au développement de l'emploi, au relèvement du niveau de vie. Elle doit réaliser l'établissement progressif de conditions assurant par elles-mêmes la répartition la plus rationnelle de la production au niveau de productivité le plus élevé, en évitant dans les États membres des troubles fondamentaux et persistants. Ceci implique pour la Communauté et ses institutions l'obligation de veiller à l'approvisionnement régulier du marché commun, au libre accès de tous les utilisateurs aux sources de production, à l'établissement de prix raisonnables ainsi que de conditions incitant les entreprises à développer et à améliorer leur production, tout en permettant l'amélioration des conditions de vie de la main-d'œuvre et leur législation dans le progrès.

Est-ce que les moyens que le Traité envisage pour mettre en œuvre ces objectifs sont suffisants et adéquats?

Dans son rapport, la section centrale a regretté, pour en parler en premier lieu, que l'objectif social n'ait pas été réglementé avec plus de générosité et que l'article 68 du Traité se contente de réprimer des abus, sans imposer des engagements plus positifs. Notamment l'harmonisation des salaires s'est heurté à des résistances, sous prétexte qu'il serait impossible de détacher de leur économie générale les deux secteurs industriels isolés du charbon et de l'acier pour les faire bénéficier de conditions de rémunération plus favorables que les autres branches d'activité nationale.

Sur le domaine purement économique, par contre, le Traité cherche à régler, de façon à mon sentiment trop exhaustif et trop rigide, tous les problèmes qui ont une incidence directe ou indirecte sur les objectifs que je viens d'indiquer: fixation des prix, action sur la production en cas de crise ou de pénurie, politique d'investissement, accords et ententes entre les entreprises, concentrations industrielles, etc. Je m'arrête à cette indication, car il ne rentre pas dans le but restreint de mon rapport d'analyser plus en détail cet ensemble de mesures économiques très nuancées.

Leur mise en œuvre est confiée à une série d'organes qui se partagent les pouvoirs de la Communauté, vaguement organisés d'après le modèle-type de la séparation des pouvoirs dans le régime démocratique.

Il y a d'abord le pouvoir exécutif chargé d'appliquer les règles communes et qui est dévolu

à la Haute Autorité composée de neuf membres choisis en raison de leur compétence générale et ne sollicitant ni n'acceptant d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. La Haute Autorité qui procède suivant les cas par voie de décision, de recommandation ou d'avis, se trouve investie du pouvoir supranational qui, en étendue, dépasse certainement les attributions théoriques et pratiques en ce domaine des gouvernements en temps normaux.

Il y a ensuite l'Assemblée Commune de 78 membres qui forme le contrôle démocratique pour empêcher que la Haute Autorité n'agisse en sens contraire aux vœux de l'opinion publique des Etats participants. Sans pouvoir d'immixtion directe dans la gestion, cette assemblée peut, à la majorité de $\frac{2}{3}$, renverser la Haute Autorité.

Il y a enfin le pouvoir judiciaire qui est exercé par la Cour de Justice organisée d'après le modèle du contentieux administratif français et qui, en principe, ne contrôle que la légalité et non l'opportunité des mesures de la Haute Autorité.

A côté de ces trois organes propres à la Communauté, il y a le Conseil des Ministres qui doit harmoniser l'action de la Haute Autorité et celle des gouvernements respectifs.

Enfin, à la Haute Autorité se trouve adjoind un Conseil consultatif de 30 à 51 membres, qui comprend paritairement des représentants des producteurs, des travailleurs et des utilisateurs.

Messieurs, le Plan vaudra ce que vaudront les hommes qui l'administreront.

Comme le Grand-Duché, d'après le dosage prévu, sera normalement assuré d'avoir des représentants à tous les échelons et qu'il aura en outre une influence — il est vraie limitée — sur la nomination des autres membres, toutes les précautions utiles seront à prendre dans le choix des candidats aux divers organismes prévus.

La réussite du Plan Schuman dépendra de celle de la Haute Autorité, et cette dernière ne réussira — le rapport de la section centrale le souligne — que si elle parvient à s'imposer, à pratiquer une vraie politique supranationale et également à créer un climat supranational, à gagner la confiance des entreprises sujettes à son contrôle et surtout à s'assurer la collaboration des organisations professionnelles.

J'ai essayé, Messieurs, de vous donner un aperçu sommaire, un abrégé très élémentaire du contenu du Traité et de sa portée.

Il faudrait maintenant placer le Traité dans la perspective luxembourgeoise. Le Conseil d'Etat et la section centrale ont essayé de le faire. Je ne voudrais pas faire perdre à la Chambre un temps précieux en redisant en moins bien ce que ces avis et rapports ont examiné et discuté à fond. Il s'agira pour moi, en ma qualité de rapporteur, uniquement de faire en quelque sorte rapidement le point:

La question essentielle, en effet, que vous aurez à résoudre, est la suivante: Pourquoi la Chambre luxembourgeoise votera-t-elle le Plan Schuman? — Et la réponse, en bref, est la suivante: D'abord, parce qu'il présente des avantages économiques que personne ne saurait lui dénier de bonne foi et dont voici les trois principaux:

Il nous assure d'abord l'accès aux matières premières, notamment au coke, indispensable à la marche de nos industries, mais également au minerai supplémentaire non moins nécessaire. Nous sommes ainsi rassurés sur ce problème si préoccupant de l'approvisionnement de notre industrie sidérurgique qui présentait parfois depuis la fin de la guerre des aspects critiques. En deuxième lieu, notre marché interne qui se limitait jusqu'ici à l'union économique, se trouvera étendu à un territoire de 150 millions. C'est essentiel pour un pays de pure exportation comme le Grand-Duché. En troisième lieu, les prix de la production seront stabilisés et ne subiront plus les grandes fluctuations qui risquaient sans cesse, dans le passé, de troubler non seulement l'économie, mais également les finances luxembourgeoises.

La deuxième raison, c'est la nécessité. En effet, à raison de notre structure économique, à raison également de notre position géographique nous ne pouvons pas nous payer le luxe de rester dans un état d'isolation et d'encerclement mortel, si, autour de nous, nos fournisseurs de matières premières et en même temps nos acheteurs se mettent en communauté.

Tout en adhérant au Plan que — à part les bancs communistes — nous approuvons d'ailleurs sans réserve quant à ses visées politiques et d'intégration européenne, nous avons de fortes inquiétudes en ce qui concerne sa partie économique: elles ont été dites avec franchise par la section centrale. Nous ne pouvons cependant pas subordonner notre adhésion à des conditions ou garanties, pour autant qu'elles ne résultent pas du Traité lui-même. Placée dans cette situation, la Chambre, tout en disant oui, n'aura qu'un moyen de faire entendre sa voix, c'est d'un côté de préciser l'interprétation qu'elle voudrait voir donner à certains paragraphes, — et dans cet ordre d'idées je citerai comme exemples l'identité de durée de protection spéciale de l'acier luxembourgeois avec celle du charbon belge; le caractère préventif à attribuer au recours à raison de troubles fondamentaux et persistants; — d'un autre côté, la Chambre pourra exprimer à l'adresse des autres Etats signataires des vœux — en vue de négociations, par exemple, sur le recul d'échéance de la période transitoire —, et enfin la Chambre pourra faire des recommandations au Gouvernement pour son action future dans le Conseil des Ministres et sur les autres organismes où s'exerce son influence.

C'est en ce sens que je vous prierais, au nom de la section centrale, de vous déclarer d'accord

avec les différentes considérations que la section centrale a condensées dans la troisième partie de son rapport et de leur donner, par votre approbation, le caractère et la valeur de véritables motions.

Comme le rapport de la section centrale sera, suivant la tradition, annexé à l'analytique à la suite de mon exposé oral, je crois pouvoir, pour toutes les autres questions y traitées, notamment encore pour les problèmes constitutionnels et juridiques, me référer à ce rapport. Je me réserve, bien entendu, d'intervenir en fin des débats, pour répondre si besoin en est.

Messieurs, pour finir, une réflexion: l'opinion publique luxembourgeoise — abstraction faite de nos milieux industriels et encore des milieux syndicaux — assiste avec une indifférence pro-

fonde aux débats parlementaires sur le Plan Schuman et se contente d'une notion plus que vague à propos d'une œuvre qui est pourtant inédite, presque révolutionnaire!

Cette indifférence est regrettable, mais elle est un fait. Et pourtant, sans craindre d'abuser d'un cliché, je dirai que le vote du Plan Schuman est pour le parlement luxembourgeois une heure historique. Nous allons confier à une institution européenne qui aura encore à faire ses preuves, le contrôle de notre industrie principale: ce sera un tournant dans notre évolution économique. Nous pouvons espérer que ce sera pour le bien, car, outre la foi dans nos partenaires, nous faisons avant tout confiance à nos atouts humains: à l'expérience de nos chefs d'industrie et de leur personnel de cadre et à la qualité supérieure de notre main-d'œuvre. »

Discours du Ministre des Affaires Etrangères, M. Joseph Bech.

« Des Parlements des six pays qui ont signé le Plan Schuman, le Parlement luxembourgeois est maintenant le dernier à devoir prendre position à l'égard d'un Traité dont l'importance politique et économique a été suffisamment soulignée par les approbations aussi bien que par les critiques qu'il a suscitées dans le monde entier.

C'est en pleine conscience de cause que la Chambre luxembourgeoise, à son tour, prendra sa décision: en pleine connaissance de cause de l'importance politique du Plan Schuman dans le cadre de notre politique étrangère d'après-guerre et en pleine connaissance de cause de l'importance économique de la Convention et de son influence sur la vie économique et sociale du pays.

Depuis la Libération, la Chambre, à plus d'une reprise, a été appelée à donner son approbation à des accords de large coopération politique, économique, sociale et culturelle avec les pays libres du monde, tels que la Charte des Nations Unies, le Pacte de Bruxelles, le Conseil de l'Europe, le Traité de l'Atlantique Nord, l'Organisation européenne de coopération économique et d'autres encore.

Nous ne saurions qu'applaudir à toute initiative qui tend au resserrement des liens unissant les Etats européens. Le corollaire de l'abandon de la politique de neutralité doit être — surtout pour les petits Etats — la poursuite et le renforcement de la solidarité internationale. Inutile donc de souligner les raisons qui nous ont amenés à concourir au but politique visé par le Plan Schuman. Ce but rentre dans la direction générale de notre politique étrangère pendant et après la dernière guerre.

Si le Plan Schuman se situe dans le cadre de cette politique de coopération et d'alliance des

pays démocratiques du monde, il apporte toutefois sur un terrain restreint quelque chose de plus, des innovations qui ont été qualifiées de révolutionnaires et qui formeront une étape peut-être décisive dans l'évolution de l'unification de l'Europe.

Au Plan Schuman succéderont d'autres plans. Le Plan Agricole est déjà à l'étude. Il doit grouper un nombre bien plus considérable de pays que n'a pu le faire le Plan Schuman. On envisage ensuite la création d'un pool des transports, d'un pool de l'énergie, etc. Et pour marquer la nécessité d'une coordination de tous ces efforts éparpillés, le Ministre des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne, Monsieur Eden, à la dernière réunion du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, a proposé de prévoir dans le cadre du Conseil de l'Europe une coordination du travail de toutes ces organisations spécialisées.

« Le Gouvernement britannique », disait Monsieur Eden, « désire s'associer aussi étroitement que possible, à la fois politiquement et militairement, à tous les stades du développement des unions créées en ce moment entre certains Etats, comme la Communauté Européenne de Défense et la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. » Il désire d'autre part concilier cette association avec la coopération dans le cadre de l'organisation Atlantique-Nord.

L'Europe occidentale est heureuse que la Grande-Bretagne marque ainsi sa volonté de coopération avec les peuples du Continent et qu'ainsi se forme une large politique de coordination dans les affaires d'Europe et du monde.

Le danger existe que toutes ces organisations internationales, on ne les voie beaucoup trop sous l'angle d'une défense militaire commune. Certes, en s'unissant politiquement, militairement, économiquement, les peuples libres du monde de-

viennent plus forts pour résister à toute agression imaginable et à en écarter même la possibilité par l'union assurée de leurs forces respectives.

Mais il serait faux de voir cette politique d'union sous l'angle exclusif de buts militaires. L'évolution du monde vers l'unification, ou mieux vers la fédération des Etats, est une conséquence naturelle, logique et fatale du progrès économique, du progrès social.

C'est dans la compréhension mutuelle, dans l'entente et dans l'entraide des peuples que doit se former le monde nouveau, dans les traditions saines des indépendances nationales et dans le respect mutuel des intérêts de chacun.

Il faut voir le Plan Schuman dans le cadre régional de ce monde nouveau.

Le 19^e siècle et cette première moitié du 20^e siècle ont été l'ère des grands conflits européens d'où sont sorties à l'échelle mondiale les plus grandes épreuves que l'humanité a eues à subir. La France et l'Allemagne, dans leurs rivalités séculaires, ont été aux points névralgiques de ce continent européen.

Placé entre ces deux grands voisins, notre pays comprend mieux que tout autre la généreuse idée du Président Robert Schuman, lorsqu'il proclame dans sa célèbre déclaration du 9 mai 1950: «Le rassemblement des nations européennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée: l'action entreprise doit toucher au premier chef la France et l'Allemagne. ... L'Europe ne se fera pas d'un coup ni dans une construction d'ensemble: elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait, et la contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques. ... La solidarité de production qui sera ainsi nouée manifestera que toute guerre entre la France et l'Allemagne devient non seulement impensable, mais matériellement impossible. ... Ainsi sera réalisée simplement et rapidement la fusion d'intérêts indispensable à l'établissement d'une communauté plus large et plus profonde entre les pays longtemps opposés par des divisions sanglantes.»

Ces pensées sont l'espoir de notre vieux continent. Leur réalisation est la condition même de notre existence future et de la paix du monde. La répercussion que l'initiative du Président Schuman a eue dans le monde entier est immense.

Si nous avons applaudi dès le premier jour à la grandeur et à la générosité des conceptions politiques du Plan Schuman, nous nous sommes d'autre part rendu compte de la répercussion du Plan dans le domaine qui forme l'armature même de notre économie nationale et que de l'évolution que prendra dans ce Plan nouveau notre industrie sidérurgique, dépendra l'avenir

même du pays, son développement économique et son progrès social.

Si le Gouvernement avait eu des hésitations à prendre part aux négociations et à signer le Traité et les actes complémentaires qui vous sont actuellement soumis, elles auraient été vaincues par une considération qui rend vaines toutes les critiques dirigées contre le principe de certaines dispositions du Traité, à savoir: Le Luxembourg produit, dans les contingences actuelles, environ trois millions de tonnes d'acier. N'ayant point de marché intérieur, nous exportons cette production pratiquement dans son entité. 40 % en sont écoulés sur le marché du territoire de Benelux.

Outre l'exportation du produit fini, nous sommes tributaires de l'étranger pour l'importation des matières premières. Notre sidérurgie importe la totalité de son coke dont la majeure partie est de provenance allemande. Elle importe encore une partie notable de minerais et de ferraille.

Or, la proposition française du 9 mai 1950 a immédiatement rencontré la faveur du Gouvernement fédéral allemand qui s'est déclaré d'accord à entamer avec la France des négociations sur la base des principes proposés par Monsieur Schuman. La Belgique, les Pays-Bas et l'Italie s'y sont également ralliés. La seule considération de voir négocier entre ces pays l'unification territoriale de leurs marchés du charbon et de l'acier, marchés dont le Luxembourg dépend en totalité pour son approvisionnement en matières premières et en majeure partie pour l'écoulement de sa production sidérurgique, ne nous laisse aucun choix: La non-participation au pool équivaldrait pratiquement à l'asphyxie du secteur dominant de notre activité économique. Inutile de vous en illustrer les conséquences dans tous les domaines de la vie nationale et principalement dans le secteur social.

C'est sous l'angle absolument prédominant de cette considération et à la lumière des réflexions qui en découlent qu'il convient d'examiner le détail des dispositions de fond du Traité et de ses actes complémentaires.

Avant d'en retracer les points saillants, permettez-moi de vous rappeler que l'œuvre est le résultat de négociations entre six délégations qui se sont appliquées, neuf mois durant, à rechercher le dénominateur commun d'opinions souvent profondément divergentes. C'est vous dire l'importance des concessions que chacun a été obligé de faire, afin de contribuer à obtenir l'unanimité des vues.

La complexité des problèmes techniques à résoudre avait déjà été esquissée par la déclaration du 9 mai.

Cette complexité a un double aspect: l'aspect institutionnel et l'aspect économique.

L'aspect institutionnel du Plan Schuman.

Initialement, le Plan Schuman prévoyait en effet une innovation juridique révolutionnaire: l'institution d'une Haute Autorité dont les décisions lieraient les pays adhérents et qui serait de la sorte munie de véritables pouvoirs législatifs et administratifs.

Pour atteindre les objectifs économiques, la déclaration du 9 mai 1950 développait d'autre part un programme technique comportant l'application d'un plan de production et d'investissement, l'institution de mécanismes de péréquation des prix, la création d'un fonds de reconversion, etc. La circulation du charbon et de l'acier entre les pays adhérents devait immédiatement être affranchie de tout droit de douane et ne pourrait être affectée par des tarifs de transport différentiels. A l'opposé d'un cartel international tendant à la répartition et à l'exploitation des marchés nationaux par des pratiques restrictives et le maintien de profits élevés, l'organisation projetée assurerait la fusion des marchés et l'expansion de la production.

Les négociations ont apporté à ce programme des modifications de principe et de détail qui nous l'ont rendu acceptable dans sa forme actuelle. En effet, l'application d'un tel programme politique et économique aurait pu nous placer devant des problèmes délicats et nous exposer à des dangers bien plus grands que l'un quelconque des autres pays participants.

Car, pour aucun des pays participants, les secteurs économiques que le Plan Schuman entendait réglementer, n'avaient dans l'économie générale de ces pays l'incidence et l'importance déterminante qu'a la sidérurgie dans l'économie générale de notre pays.

Aux Pays-Bas, les secteurs du charbon et de l'acier ne représentent que les 8 % de la production industrielle totale, en France 15 %, en Italie 16 %, en Allemagne 27 %, en Belgique 35 % et au Luxembourg 80 %, sinon davantage.

Pour aucun des pays donc le Plan Schuman ne peut présenter tant d'avantages en cas de réussite et tant de dangers en cas d'échec.

Pays démographiquement et politiquement le plus faible parmi les six pays du Plan, notre situation était donc particulièrement délicate pendant les négociations. Elle l'était d'autant plus que nous avons les prix de revient les plus élevés et que notre approvisionnement en matières premières, coke et minerai — comme je l'ai déjà dit —, dépend dans une mesure décisive des importations en provenance de nos deux grands voisins, membres eux-mêmes du Plan.

Il ne peut entrer dans mes intentions de vous exposer dans tous les détails les dispositions des accords du 18 avril 1951. Elles sont aujourd'hui déjà du domaine public, les économistes et les

hommes politiques de tous les pays en ont, dans de nombreuses publications, vulgarisé les aspects et les possibilités d'application. Le texte du Traité, l'exposé des motifs du Gouvernement et les rapports remarquables du Conseil d'Etat et de votre section centrale vous donnent par ailleurs toutes les explications nécessaires.

Il m'importe toutefois de souligner les difficultés que notre pays a plus particulièrement rencontrées pendant les négociations et les solutions que les négociateurs et le Traité y ont finalement apportées.

La première grande question à laquelle nous avons à faire face fut une question politique: le problème institutionnel de l'organe suprême de la nouvelle communauté, la *Haute Autorité*. A l'encontre des vieilles traditions internationales qui exigent pour toute entente internationale le commun accord de tous les pays, le Plan Schuman avait lancé une idée nouvelle, une idée révolutionnaire: l'institution d'un organe supranational qui pourrait, dans le cadre de ses attributions, imposer sa volonté aux pays mêmes de la Communauté. Chaque pays devrait donc abandonner entre les mains de cette Haute Autorité nouvelle une part importante de ses pouvoirs d'Etat, c'est-à-dire de sa souveraineté.

Une telle idée devait forcément rencontrer de fortes oppositions surtout de la part des petits pays.

Si nous avons, avant l'ouverture des négociations, accepté, avec les autres pays participants, le principe d'un certain abandon de souveraineté, nous avons, dès le début des négociations, réclamé que les pouvoirs de la Haute Autorité fussent strictement circonscrits et limités et que l'exercice de ses pouvoirs par la Haute Autorité fût soumis au contrôle d'organes politiques et susceptibles d'annulation ou de révision par une Cour indépendante de Justice.

C'est ainsi que fut établi un système d'ensemble de contrôle, destiné à donner à tous les pays des garanties politiques et juridiques contre tout empiètement excessif ou injuste des pouvoirs de la Haute Autorité sur la souveraineté et les intérêts des différents Etats.

La Haute Autorité gouvernera; elle aura bien les pouvoirs nécessaires à l'exercice de ses droits. Composé d'hommes indépendants qui ne peuvent recevoir ni instructions des gouvernements de leurs pays respectifs, ni instructions d'organisations privées, elle sera toutefois forcée de consulter ou de demander l'approbation d'autres organes de la Communauté.

Il y aura d'abord un *Comité Consultatif* composé de techniciens, qui devra émettre un avis préalable à toute décision d'un ordre général. Dans ce Comité Consultatif seront représentées les associations patronales, les associations ouvrières, les consommateurs et les négociants.

Deux organes politiques assureront le contrôle démocratique de la Haute Autorité et la défense des intérêts nationaux de chacun.

L'un est le *Conseil Spécial des Ministres*, dans lequel chaque pays sera représenté par un membre de son gouvernement. Ce Conseil des Ministres sera un organe permanent de contrôle et de collaboration pour la Haute Autorité.

Au-dessus du Conseil des Ministres et de la Haute Autorité il y aura l'*Assemblée Commune* composée de 78 parlementaires. Chaque pays y sera représenté par un nombre de députés correspondant à son importance politique et économique. Les Grandes Puissances auront dix-huit voix, les Pays-Bas et la Belgique dix et le Luxembourg quatre. L'Assemblée ne se réunit en principe qu'une fois par an; elle a le droit de dissoudre la Haute Autorité par un vote formel de censure.

Ce fut surtout la composition de la Haute Autorité qui donna lieu à de longues et délicates négociations.

Comme la Haute Autorité doit être un organe supranational composé d'hommes indépendants qui n'auront pas d'instructions à recevoir ni de leurs gouvernements ni d'organisations privées, les Grandes Puissances proposèrent de faire de la Haute Autorité un organe restreint de cinq membres au plus. Les petits pays, voyant dans une telle composition de la Haute Autorité le danger de ne pas avoir de ressortissant de leurs pays dans cet organe suprême de la nouvelle Communauté et, par là, cet autre danger bien plus redoutable de ne pas y voir leurs intérêts pris suffisamment en considération, demandèrent que la Haute Autorité comprit au moins un ressortissant de chaque pays. Afin de tenir compte de l'importance prédominante des plus grandes Puissances de la Communauté, une proposition de compromis de la délégation luxembourgeoise fut finalement adoptée en vertu de laquelle la Haute Autorité se composera de neuf membres, dont un au moins de chacun des pays participants. Notre représentation à la Haute Autorité est donc assurée. Nous aurons de même un juge à la Cour de Justice du Plan.

Il résulte de toutes les dispositions institutionnelles que l'ensemble des organes du Plan est créé avec toutes les garanties de contrôle démocratique et que dans tous ces organes notre pays aura une représentation directe adéquate qui dépasse proportionnellement à vrai dire l'importance politique, démographique et économique de notre pays parmi les six États du Plan. Nous ne sommes en effet, sur le plan de la population, que 300.000 habitants sur les 150 millions des pays du Plan. Notre production d'acier n'atteint pas le dixième de celle du complexe entier. Il en est de même de notre production de minerai et nous ne produisons pas une seule tonne de charbon. Si nous avons toutefois pu obtenir une représentation supérieure

aux proportions indiquées, c'est grâce au principe de l'égalité juridique des États et à cet autre argument absolument spécial à notre pays, celui de l'incidence prépondérante de notre sidérurgie sur notre économie générale.

L'aspect économique du Plan Schuman.

Les problèmes économiques et techniques qui touchaient plus spécialement notre pays dans les dispositions à inscrire dans le Traité, nous ont placés à plus d'une reprise devant les plus graves décisions. Pour en bien saisir les incidences, je souligne les grands principes directeurs qui régiront le marché commun du charbon et de l'acier: ouverture des frontières, abolition des droits et restrictions, suppression de toutes discriminations et subventions, élimination des pratiques restreignant la libre concurrence.

Ces principes de base rentrent clairement dans la ligne des efforts traditionnelles de notre politique économique. Ils nous ouvrent le libre accès aux matières premières — spécialement aux combustibles du bassin de la Ruhr — et nous facilitent l'atteinte des grands marchés de consommation à l'intérieur des territoires de la Communauté.

Si la mise en pratique de ces principes recule en faveur de notre production sidérurgique les frontières économiques jusqu'à la périphérie de la Communauté, il ne faut pas cependant perdre de vue les conséquences découlant automatiquement de l'intégration de ces marchés jusqu'ici cloisonnés. L'abolition des frontières fera jouer à plein la capacité concurrentielle des entreprises du pool. Et bien qu'on soit allé jusqu'à interdire l'aide et les faveurs que les États croient devoir accorder à certaines de leurs industries, ce nivellement dans les conditions de production n'atteint pas tous les facteurs du prix de revient. L'égalité au départ n'est assurée qu'au regard des interventions restrictives ou discriminatoires des États. Elle ne l'est point en ce qui concerne les facteurs naturels de la production. Ainsi l'avantage de la situation géographique, l'efficacité du potentiel humain, l'avance découlant de l'état des installations, etc. continueront à influencer sur les prix de production et à assurer à ceux qui en profitent l'avantage d'une capacité concurrentielle accrue.

C'est en égard à ces considérations qu'il, je le répète, ne sont que la conséquence logique d'un marché commun obéissant aux règles d'une libre concurrence, qu'il convient d'examiner la position future de notre industrie lourde.

Et c'est à l'occasion de cet examen, qui ne vise pas les principes établis mais les données de fait, que nous rencontrons maintes critiques.

Parmi ces problèmes, une question délicate fut celle des *salaires*.

En affirmant dans sa déclaration du 9 mai 1950 que l'un des buts principaux de la Communauté était celui de contribuer au relèvement du niveau de vie et au progrès des œuvres de paix, le Gouvernement français a souligné que l'œuvre à entreprendre serait une œuvre de progrès social. La déclaration du Gouvernement français préconisait donc parmi les buts à atteindre l'égalisation, dans le progrès, des conditions de vie de la main-d'œuvre des industries du charbon et de l'acier.

Dès le début des négociations il apparaissait ainsi que l'un des objectifs essentiels du marché commun devrait être l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre, leur égalisation dans le progrès et l'élimination de formes de concurrence basées sur l'abaissement des salaires.

L'enquête que la Commission sociale de la Conférence de Paris sur le Plan Schuman entreprit dans les six pays du Plan, fit apparaître que parmi la main-d'œuvre des six pays la nôtre bénéficiait des rémunérations les plus élevées. Si nos alliés économiques belges avaient à ce moment un niveau de salaires légèrement moins élevé que le nôtre, ils devançaient de loin encore les niveaux des autres pays et surtout ceux des Grandes Puissances. Nos négociateurs ont donc réclamé à la Conférence de Paris que l'égalisation des salaires se fit vers le niveau le plus élevé des six pays. Dans la Commission spéciale de la Conférence de Paris qui avait à traiter cette question, les représentants de nos syndicats ouvriers aussi bien que ceux de notre sidérurgie ont directement pu prendre part aux négociations. Ils y défendirent dans une constante unité de vues nos revendications qui concordaient d'ailleurs avec les revendications des ouvriers et du patronat belges, mais qui trouvèrent de l'opposition parmi les pays à salaires bas, surtout lorsque nous réclamions avec nos amis de Belgique que cette égalisation vers les salaires les plus élevés fût réalisée dès la mise en vigueur du Plan. Les pays à salaires moins élevés soutenaient qu'une égalisation brusque des salaires allait créer une trop grave perturbation dans l'économie générale de leurs pays et qu'une telle égalisation ne serait d'ailleurs réalisable que par des mesures artificielles dont les répercussions inflationnistes ne manqueraient pas de se tourner finalement contre les buts réels qu'on voulait atteindre. Que les salaires dans les industries du charbon et de l'acier ne pourraient au surplus être isolés de la rémunération de l'ensemble de la main-d'œuvre dans chacun des pays et qu'ainsi la politique des salaires relèverait forcément de la politique générale de chaque gouvernement.

Que l'élément salaire, d'autre part, n'était qu'un des aspects du prix de revient des produits du Plan et, partant, qu'un des aspects du problème général de l'égalisation de la capacité concurrentielle des six pays participants. Qu'il était, d'autre part, inconcevable que la politique

sociale du plus petit pays pût dicter ses lois aux 150 millions d'habitants de la Communauté et apporter ainsi les plus grandes perturbations dans la vie économique et sociale des autres partenaires.

Si l'égalisation des salaires vers le niveau le plus élevé ne pouvait donc être réalisée dès la mise en vigueur du Traité, l'article 3 impartit pourtant clairement aux institutions du Plan de « promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre, permettant leur égalisation dans le progrès dans chacune des industries dont elle a la charge ». L'égalisation graduelle vers le haut est ainsi non seulement une conséquence logique et fatale de la création du marché commun, mais une obligation contractuelle qui, pour être plutôt vague, n'en est pas moins inscrite dans la convention même. Nos délégués ont d'ailleurs déclaré dans la forme la plus pressante et la plus claire qu'en aucun cas nous ne pouvions donner notre appui à des engagements susceptibles d'obliger notre pays à abaisser ses salaires.

L'article 68 du Traité qui règle cette matière complexe des salaires a donc dû tenir compte des conditions de fait dominant actuellement la matière et du but final que le Plan Schuman veut réaliser dans le domaine social. Aussi les procédures de fixation des salaires et des prestations sociales en usage dans les différents pays ne seront-elles pas modifiées par l'entrée en vigueur du Traité, mais des règles ont été instituées pour apporter aux travailleurs la garantie que la concurrence s'exercera à leur bénéfice et non à leur détriment. En règle générale sont interdites les baisses de salaires, si elles entraînent une baisse de la rémunération réelle des travailleurs. Les salaires anormalement bas qui permettent aux entreprises d'exercer de ce fait une concurrence trop avantageuse, devront être relevés.

Certes, le maintien de nos salaires actuels pèsera, comme il l'a d'ailleurs fait dans le passé, sur la capacité concurrentielle de notre sidérurgie tant que les salaires des autres pays n'auront pas été ajustés au niveau des nôtres. Si nous sommes pourtant à même de soutenir cette lutte sans danger, ce sera grâce aux qualités de travail de nos ouvriers qui nous assurent un avantage certain de productivité et ce sera grâce aussi à l'intelligence, à la prévoyance et à l'initiative de nos chefs d'industrie qui ont su maintenir et développer l'équipement de nos usines à un niveau qui répond pleinement aux exigences de la technique moderne.

Comment ne pourrais-je en cette occasion ne pas rendre hommage à celui qui a été le plus éminent parmi eux et qui serait aujourd'hui le plus nécessaire, à Aloyse Meyer, dont l'autorité, parmi ses pairs, le prestige à l'étranger et le sage conseil nous manqueront cruellement pendant la période nouvelle qui s'ouvrira pour notre industrie nationale avec le Plan Schuman.

Cette matière des salaires, domaine social et politique par excellence, échappe d'ailleurs à des formules trop strictes inscrites dans des règlements. Les corrections graduelles vers le haut se feront tout naturellement par la politique commune que les pays du Plan feront pour établir entre eux le marché commun, but essentiel du Plan Schuman.

Les tendances sociales du Plan ont d'autre part été soulignées dans le Traité même par des dispositions spéciales qui garantissent une représentation adéquate aux organisations ouvrières dans les organes du Plan. L'article 18 exige qu'au Comité consultatif les travailleurs aient une représentation égale à celle des producteurs et des utilisateurs.

Si, en vertu de l'article 46 du Traité, la Haute Autorité doit, en consultation avec les organisations ouvrières, étudier les possibilités de relèvement des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre des industries dont elle a la charge et éliminer les risques qui pourraient menacer ces conditions de vie, le même article donne aux travailleurs et à leurs associations le droit de présenter à la Haute Autorité toutes suggestions ou observations sur toutes les questions qui les concernent. Les articles 33 et 35 du Traité préservent un droit de recours devant la Cour de Justice chaque fois que les intérêts des travailleurs sont lésés par une décision de la Haute Autorité. Les articles 56 et 58 prévoient d'autre part le réemploi d'une main-d'œuvre en chômage, l'indemnisation des chômeurs, des allocations de réinstallations consenties à une main-d'œuvre licenciée, le financement de la rééducation professionnelle d'une telle main-d'œuvre et un soutien aux entreprises en cas de crise, afin d'assurer le maintien de l'emploi. Et l'alinéa 2 de l'article 67 tend à garantir les ouvriers contre les variations nuisibles des salaires.

Ainsi un vaste système d'aide et de garanties sociales a pour la première fois pris corps au niveau européen.

Je passe à un autre aspect qui découle de la nécessité d'arriver à des prix de revient tant soit peu comparables dans un marché commun, celui des *tarifs de chemins de fer*.

La déclaration du 9 mai 1950 avait préconisé l'unification des tarifs des chemins de fer en proclamant que la circulation du charbon et de l'acier ne pourrait être « affectée par des tarifs de transport différentiels ». Ce principe de non-discrimination en matière de tarifs de transport entre les pays du Plan fut repris avec plus de précision par l'article 70 du Traité et par le paragraphe 10 de la Convention sur les dispositions transitoires. L'exposé des motifs expose en détail ces dispositions.

Retenons-en pour le moment l'exigence principale, telle qu'elle se trouve inscrite dans l'article 10 de la Convention, c'est-à-dire l'établis-

sement, pour les transports à l'intérieur de la Communauté, de tarifs directs internationaux tenant compte de la distance totale et présentant un caractère de dégressivité.

Tous les autres pays du Plan s'étant d'emblée ralliés à ces principes et aux dispositions à inscrire dans le Traité, notre situation fut particulièrement difficile dans cette question, dont les répercussions menaçaient d'être graves pour les recettes de nos chemins de fer.

La Chambre connaît la situation particulière de nos chemins de fer, dont la structure et les méthodes d'exploitation ne sont pas comparables à celles des grandes compagnies voisines, à cause de l'exiguïté de notre réseau. Nos tarifs sont effectivement discriminatoires, mais ils le sont en défaveur de notre propre sidérurgie. Nous accordons d'autre part des tarifs plus favorables au trafic de transit dans l'unique but de ne pas le perdre. Nous appliquons aussi la rupture de charge aux transports en provenance de l'étranger et plus spécialement aux importations du coke de la Ruhr, de sorte qu'au lieu de poursuivre une dégressivité continue sur l'ensemble du parcours, du point de départ à l'étranger jusqu'au point d'arrivée dans notre pays, nos tarifs intérieurs reprennent à notre frontière le niveau élevé au départ et établissent ainsi des tarifs intérieurs spéciaux relativement élevés.

En éliminant à l'avenir ces pratiques conformément aux exigences du Plan Schuman, nous imposerions à nos chemins de fer une perte de recettes sensible qui, dans les conditions actuelles, se chiffrerait bien au-delà de 100 millions de francs par an. Autant dire que l'Etat serait condamné à combler ce vide supplémentaire. Nous avons donc milité en vue d'obtenir une dérogation à l'application des règles relatives aux transports. Nos partenaires, après maintes hésitations, ont consenti à porter cette entorse aux principes, de sorte que le Gouvernement luxembourgeois est autorisé à maintenir la structure actuelle des tarifs, même au cas où il estimerait ne pas pouvoir se rallier aux propositions d'une commission spéciale qui sera créée en vue d'examiner les moyens de mettre les tarifications des différents réseaux en concordance avec les règles du Traité.

La dérogation inscrite dans l'article 10 de la Convention est claire et sans équivoque. Tant que les organes du Plan n'auront pu établir un système d'unification des tarifs qui nous mettra à l'abri des dangers signalés, le Gouvernement luxembourgeois aura le droit de maintenir le statu quo et d'éviter ainsi de nouvelles difficultés financières à nos chemins de fer.

Cette solution maintient cependant la sidérurgie luxembourgeoise dans une situation relativement désavantagée en face de sa concurrence. Elle était la seule qui ait été raisonnablement réalisable. A supposer que nous nous soyons décidés à nous aligner aux règles du Traité et

de combler le déficit supplémentaire de notre réseau par des ressources budgétaires, il eût été inéluctable de procéder à la création de charges nouvelles pour le contribuable et, partant, de décharger la dépense accrue en majeure partie, sinon en totalité sur la sidérurgie. Cette solution nous aurait donc conduits, par des voies détournées, au même résultat.

La situation idéale aurait, certes, pu être trouvée dans une compensation générale des frais de transport, mieux encore dans une compensation générale des prix de l'acier. Nos partenaires ne nous ont cependant pas suivis dans une voie qui, pour être logique, aurait cependant été d'une applicabilité très difficile.

Je viens d'esquisser les deux points qui, dans l'exécution du Plan Schuman, sont susceptibles d'être considérés au départ comme désavantageux pour la position concurrentielle de notre sidérurgie.

J'ajoute, pour terminer, l'examen de ces deux points faibles de notre situation au sein du futur marché commun, que l'application normale du Traité est appelée à entraîner la résorption du désavantage de nos frais de main-d'œuvre. Leur égalisation devra résulter automatiquement du jeu normal des mécanismes économiques plutôt que de se fonder sur des décisions d'autorité qui, dans ce domaine, conduiraient inévitablement à des poussées inflationnistes.

Quant à notre handicap concernant des frais accrus de transports, la solution relève de nos seules initiatives et de notre seule responsabilité. La difficulté n'est pas nouvelle, je le répète. Le Plan Schuman nous fournit simplement l'occasion de mettre le doigt sur la plaie et de nous inciter à prendre toutes dispositions utiles pour résoudre le problème de nos transports qui existe avec ou sans le Plan Schuman.

L'examen de ces deux aspects vous montre toute la complexité du problème de l'ouverture du marché commun. Si je vous ai dit que la position concurrentielle du Luxembourg ne sera pas amoindrie, je dois, dans cet ordre d'idées, examiner un problème d'ensemble qui a surgi vers la fin des négociations lors de la fixation du régime que suivra le charbon belge dans le pool.

Le problème du charbon belge.

J'exposerai le problème en le schématisant un peu pour être plus clair.

Le prix de revient actuel du charbon belge est d'environ 200 francs supérieur à la tonne au prix de revient du charbon allemand qui constitue la part la plus grande de la production de charbon du Plan.

Pour entrer utilement dans le marché commun, le charbon belge devait donc être mis au niveau du charbon allemand.

Dans ce but, les négociations ont prévu un appui financier de la part du Plan. Un système de soutien fut établi en faveur des charbonnages belges dont les frais devront être payés par les charbonnages allemands et néerlandais. Par cet appui financier, les charbonnages belges ont donc été mis en mesure de rapprocher pendant la période de transition leurs coûts de production de ceux des autres pays de la Communauté.

Ainsi cette aide de la Communauté doit également permettre d'intégrer immédiatement l'acier belge dans le marché commun en fournissant à la sidérurgie belge son charbon au prix du charbon allemand.

La sidérurgie belge obtient ainsi un charbon de 200 francs à la tonne moins cher qu'actuellement. Elle est à même de diminuer d'autant son prix de revient et son prix de vente.

La disparité qui s'en serait suivie entre le prix de revient belge et le prix de revient luxembourgeois aurait pu être désastreuse pour notre pays.

Du fait de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, en effet, un équilibre s'est peu à peu établi entre les sidérurgies belge et luxembourgeoise, les avantages dans un secteur du prix de revient se compensant par des désavantages dans un autre. L'avantage que nous avons par exemple sur le prix du coke est compensé par l'avantage que les Belges ont sur les salaires et ainsi de suite.

Par le système de péréquation établi en faveur des charbonnages belges, cet équilibre allait être détruit; à l'intérieur de l'Union Economique, nous aurions eu les prix de vente les plus élevés. La conséquence en aurait été la perte des marchés belge et hollandais qui absorbent actuellement entre 40 et 50 % de notre exportation totale.

Nous avons donc réclamé une *clause de sauvegarde* spéciale pour notre pays. Cette demande luxembourgeoise surgissant ainsi par la force des choses dans l'ultime phase des négociations, nous opposait seuls à tous les autres, chacun se disant justifié de réclamer également des régimes de faveur, personne ne voulant plus assumer de nouveaux sacrifices en dehors de ceux déjà assumés. Ce ne fut qu'après de laborieuses et longues négociations que nous avons pu obtenir l'insertion dans la Convention d'une clause de sauvegarde spéciale qui nous mettra à l'abri des dangers signalés.

L'article 31 de la Convention sur les dispositions transitoires stipule donc que « dans l'application des mesures de sauvegarde, prévues au paragraphe 29, la Haute Autorité devra tenir compte de l'importance toute particulière de la sidérurgie dans l'économie générale du Luxembourg et de la nécessité d'éviter des perturbations graves dans les conditions spéciales d'écoulement de la production sidérurgique luxembour-

geoise qui ont résulté pour celle-ci de l'Union Économique belgo-luxembourgeoise. — A défaut d'autres mesures, la Haute Autorité pourra recourir, s'il y a lieu, aux fonds dont elle dispose, dans la limite des dispositions prévues en faveur des charbonnages belges. »

Ainsi donc, si les dangers que nous avons signalés se réalisent, la Haute Autorité devra aviser aux mesures qui seront de nature à les empêcher. A défaut de telles mesures, la Haute Autorité accordera à notre sidérurgie une compensation d'ordre financier.

Nous pouvons rapprocher cette clause de sauvegarde pour notre pays des dispositions plus générales inscrites dans le Traité pour protéger les intérêts nationaux des pays participants.

L'article 2 du Traité enjoint en effet à la Communauté « d'éviter de provoquer des troubles fondamentaux et persistants dans les économies des Etats membres » et l'article 37 autorise un Etat de recourir à la Cour de Justice, si une action ou un défaut d'action de la Haute Autorité est de nature à provoquer dans son économie de ces troubles fondamentaux et persistants.

Il a été entendu au cours des négociations que, vu l'importance relative du charbon et de l'acier dans les économies des pays participants, ces clauses de sauvegarde et de protection ne pourraient pratiquement être d'utilité que pour le Luxembourg. Seulement, chez nous, une mesure de la Haute Autorité pourrait créer des troubles fondamentaux dans l'économie générale à raison même de l'importance primordiale et disproportionnée qu'a la sidérurgie dans l'économie générale de notre pays. On comprend donc que notre délégation se soit tant efforcée d'obtenir cette clause à la Conférence de Paris. On ne saurait plus prétendre que l'application du Plan pourrait entraîner la ruine de notre sidérurgie, puisque, tant la clause spéciale que la clause générale indiquées, prescrivent aux organes de la Communauté de l'éviter et prévoient même des sanctions et des compensations, si une mesure quelconque menaçait de nous causer un préjudice grave.

La dérogation de l'article 10 en matière de frais de transport et la clause de sauvegarde de l'article 31 pour la protection spéciale de notre industrie sidérurgique, clauses toutes particulières pour notre pays dans cette Convention multilatérale, constituent donc des garanties qui mettent à l'abri des dangers futurs les plus graves intérêts de notre pays. Elles constituent deux succès de négociation qui nous ont permis de signer l'œuvre soumise à votre approbation.

Le problème des prix.

L'exposé des motifs aussi bien que le texte même des accords vous donnent tous les détails désirables sur les dispositions économiques, sur

la complexité de l'œuvre technique réalisée par les négociateurs, sur l'ensemble des problèmes économiques tels que l'établissement du marché commun, la réglementation des conditions de la concurrence entre les pays participants et les industries du complexe, le développement des investissements, l'expansion de la production, les relations de la Communauté avec les pays tiers, l'intervention des organes de la Communauté sur le marché. Ce serait inutilement allonger cet exposé que de m'y étendre encore.

Je m'en voudrais cependant, si je ne touchais pas, très brièvement d'ailleurs, quelques autres points qui nous intéressent plus spécialement et qui nous ont donné des soucis d'importance pendant les négociations.

Le plus important est celui du mode d'établissement des prix auxquels les produits de la Communauté, l'acier et le charbon, seront vendus après la mise en vigueur du Plan Schuman.

La déclaration du 9 mai avait prévu la fourniture du charbon et de l'acier à des conditions identiques à tous les pays du Plan. On en avait déduit que les prix de l'acier devraient dorénavant être fixés pour tous les acheteurs, proches et lointains, au départ de l'usine. Un tel mode de cotisation n'a jamais dans le passé pu être appliqué que par des usines disposant d'un marché d'absorption tout proche, écartant de ce fait pratiquement la concurrence étrangère et créant un véritable monopole pour les usines de la région à approvisionner. Il est catastrophique pour des pays qui, comme le nôtre, ne disposent d'aucun marché intérieur. Aussi les pays d'exportation, tels le Luxembourg et à un moindre degré la Belgique, n'ont-ils eu d'autre ressource que de pratiquer des prix-franco au lieu de l'acheteur ou des prix-parité, c'est-à-dire des prix établis à la parité d'un lieu de livraison, prix-parité Rotterdam voulant dire franco Rotterdam. Un tel système a permis à ces usines d'établir un jeu de prix qui leur permettait de pénétrer sur les marchés lointains à des conditions concurrentielles acceptables. Le maintien de ces prix-parité était donc pour la sidérurgie luxembourgeoise d'une importance vitale. Aussi le rapport de la délégation française au Plan Schuman souligne-t-il qu'« il est nécessaire de reconnaître que les producteurs luxembourgeois, encerclés par leurs concurrents, éprouvent une commodité certaine à pouvoir différencier leurs prix suivant le système des parités multiples, en les alignant sur les prix faits par leurs concurrents en chaque zone de vente ». La lutte entre les défenseurs des deux systèmes de cotation fut longue et laborieuse au sein de la Conférence de Paris. La rédaction un peu tourmentée des articles 60 et 61 du Traité en fait foi. Elle a tout de même abouti à l'adoption du système des prix-parité si nécessaire à nos possibilités d'exportation. L'insertion dans le Traité de la règle permettant aux entreprises le libre choix du point de livraison choisi pour l'établissement

du barème des prix a ainsi pu donner satisfaction à nos industriels. Un résultat dû en grande partie aux efforts inlassables de notre délégation à la Conférence de Paris.

Les pouvoirs de la Haute Autorité.

On a beaucoup reproché au Plan Schuman, surtout dans les milieux industriels, qu'il allait créer un dirigisme insupportable. D'aucuns ont même prétendu que la Haute Autorité était un « monstre de dirigisme ».

Je ne veux pas dire que nous n'aurions pas, par-ci par-là, préféré un système plus libéral, moins interventionniste, et chaque fois que notre délégation a pu défendre la thèse de la liberté pour les initiatives privées, elle l'a fait avec esprit de méthode et de réalisme. Elle l'a surtout fait dans les questions si importantes des pouvoirs de la Haute Autorité, elle l'a encore fait dans des questions spéciales, comme celle des groupements d'entreprises et des ententes entre producteurs. J'y reviendrai tout à l'heure.

Mais il faut tout de même se rendre compte que l'ère du libéralisme économique absolu n'est plus de notre époque et qu'une certaine coordination des efforts économiques, un certain interventionnisme ne peut plus être évité. Il ne le peut surtout pas, lorsqu'il s'agit de mettre au service d'une grande idée de progrès et de coordination des intérêts aussi puissants et aussi divergents que peuvent l'être les secteurs fondamentaux de la production industrielle.

Quoiqu'il en soit, les négociations de Paris ont apporté aux pouvoirs des organes de la Communauté des limitations précises et des contrôles statutaires permanents. On ne peut donc parler de pouvoirs dictatoriaux.

L'article 5 du Traité établit d'abord un principe majeur en disposant que « la Communauté accomplit sa mission, dans les conditions prévues, avec des interventions limitées ». Ensuite, le Traité circonscrit étroitement l'exercice des droits d'intervention. Leur énumération est limitative, non énonciative. Les organes du Plan ne pourront s'en servir que dans des cas d'urgence et de grave danger, en temps de pénurie et de crise, afin de maintenir l'équilibre économique et social des pays du Plan.

Ensuite, tous les pouvoirs de la Haute Autorité sont soumis à un système de contrôles démocratiques tellement étendu qu'on peut même le trouver exagéré. Avant d'agir, la Haute Autorité devra consulter le Comité consultatif, dans lequel les producteurs et les travailleurs sont représentés par un nombre égal de délégués. La Haute Autorité devra encore agir de concert avec le Comité spécial des Ministres, dans lequel chaque pays sera représenté par un membre de son gouvernement. C'est la grande garantie évidente que l'intérêt national d'aucun pays ne sera

négligé. Les décisions de la Haute Autorité sont enfin soumises au contrôle de l'Assemblée Commune, composée des délégués de tous les parlements des pays participants. Cette assemblée parlementaire a le droit de renverser la Haute Autorité, si elle juge son activité contraire aux intérêts de la Communauté. A tous ces organes politiques et économiques de contrôle s'ajoute encore une Cour de Justice, ouverte non seulement aux Etats, mais encore aux associations et même aux particuliers qui pourront y réclamer l'annulation et le redressement des mesures qu'ils jugeront contraires aux dispositions du Traité et à leurs intérêts.

Le Traité, loin d'ailleurs de supprimer les initiatives privées, enjoint aux organes de la Communauté de les encourager et d'aider les entreprises à développer et à améliorer leur potentiel de production par des recherches techniques et économiques communes, par des fonds consacrés à ces recherches, par des prêts aux entreprises en vue de réaliser des programmes d'investissement, par le financement d'activités nouvelles susceptibles d'assurer le réemploi d'une main-d'œuvre disponible et même par l'autorisation de concentrations formées dans l'intérêt général de la production.

Je voudrais ici répondre à une crainte maintes fois exprimée qui a trait aux fermetures éventuelles d'usines. Il est complètement erroné de prétendre que la Haute Autorité ait un tel pouvoir. Elle réglemente bien la production en temps de crise, elle répartit les ressources en temps de pénurie, mais elle ne pourra jamais, de sa propre autorité, fermer des exploitations. Les pouvoirs qui lui sont dévolus n'auront donc pas d'autres conséquences que celles auxquelles, par la force des choses, nous avons toujours été exposés en conjoncture anormale.

Et puis, après tout, quel intérêt la Haute Autorité pourrait-elle avoir à pratiquer une politique de dirigisme outrancier, à soutenir une politique de lutte permanente avec les producteurs et avec les gouvernements des pays intéressés? Elle se créerait inutilement les plus grandes difficultés et courrait à sa perte. Sa mission et son intérêt ne sont-ils pas plutôt dans des interventions limitées, dans une politique de confiante collaboration, dans une politique de coordination et d'équilibre de tous les intérêts en cause? C'est cette politique-là que les chefs de délégation ont poursuivie à la Conférence de Paris et c'est cette politique d'entente et de compréhension mutuelle qui a pu surmonter les difficultés sans nombre qui se sont dressées pendant toutes les péripéties des négociations.

Il est donc naturel et logique, je dirais inévitable, que cette même politique de confiance et de respect mutuel des intérêts soit suivie par les organes du Plan après la mise en vigueur du Traité.

Je vous ai ainsi dit ce que je pense du prétendu dirigisme du Plan. Je répète qu'en période normale la Haute Autorité ne dispose pas de pouvoirs d'intervention directs sur le marché. Ce n'est qu'en temps de crise ou en face de circonstances d'une gravité caractérisée qu'elle agit directement par la réglementation des ressources communes. Elle a certes à exercer en tout temps un rôle de régularisation indirecte du marché, mais son action est toujours subordonnée au respect d'une série de voies procédurales qui assurent tant aux Etats qu'aux intéressés l'occasion de manifester leurs vues.

Quant aux pouvoirs qui lui sont dévolus en conjoncture anormale, ils sont destinés à sauvegarder la discipline du marché. En de telles circonstances l'intervention du Conseil des Ministres est d'ailleurs renforcée de sorte que les différentes volontés nationales ne risquent pas d'être méconnues.

Il se dégage, entre les pouvoirs des différentes institutions, un équilibre certain qui est l'essence même d'une organisation à base démocratique. Je vous rappelle que des voies procédurales intentionnellement nombreuses et à première vue complexes assurent à l'expression des intérêts des Etats, des producteurs, des travailleurs et des utilisateurs une plate-forme suffisante. Il faut vraiment faire abstraction de cette foule de garanties de fond et de forme, graduées et dosées suivant l'importance des décisions à prendre, pour vouloir prêter à la Haute Autorité le dessin et la possibilité de conduire les destinées de la Communauté d'après des conceptions dirigistes.

Ententes et concentrations.

Ceci m'amène à parler d'une disposition précise relative au fonctionnement du marché commun, règle dont les milieux industriels se sont particulièrement émus: celle de l'interdiction des ententes et du contrôle des concentrations.

Cette disposition a été fortement critiquée. Elle entrave singulièrement la libre initiative des entreprises, dit-on. Il est plus exact de dire qu'elle empêche la formation d'ententes ou de concentrations qui tendraient à restreindre les effets normaux d'une concurrence saine et à porter atteinte aux intérêts équitables des travailleurs et des consommateurs. Les ententes qui sont susceptibles de promouvoir les grands buts du Plan et auxquelles les chefs d'entreprise eux-mêmes applaudissent, continueront à fonctionner de l'accord et sous le contrôle des autorités instituées. Ainsi la structure actuelle de notre industrie sidérurgique, dont les ramifications sont importantes et nécessitées par l'absence de sources d'approvisionnement et de débouchés nationaux, sera maintenue.

Les dispositions sur les cartels et les concentrations ne visent certes pas la sidérurgie luxem-

bourgeoise à laquelle on ne saurait guère prêter des desseins monopolistiques mettant la paix en danger.

Et j'en arrive à l'effet direct et essentiel que la mise en œuvre de l'ensemble de ces mesures économiques est appelée à avoir dans le domaine de la politique européenne. En établissant entre les industries de base du Continent une solidarité effective, en les orientant vers la poursuite d'une production pacifique rationnelle et respectueuse des intérêts du travailleur et du consommateur, en assurant aux producteurs eux-mêmes une répartition rationnelle des approvisionnements et des débouchés, les auteurs du Plan cherchent à éliminer de la vie économique européenne l'élément dangereux que constitue la crainte perpétuelle du voisin. En internationalisant les intérêts de ce secteur, on abolit l'autonomie nationale des industries de guerre qui est à la base des grands conflits.

La durée du Plan Schuman.

Je vous ai ainsi décrit, dans ses grandes lignes, la structure de la future Communauté et les règles de base qui présideront à l'action des institutions qui sont créées.

Les négociations ont scruté, pour autant que cela est humainement possible, les possibilités du Plan. Le Traité qui, avec ses annexes, comporte 198 articles et paragraphes, règle toutes les situations prévisibles. Il ne peut, cela est certain, répondre à celle qui relèveront d'une évolution fortuite qu'il n'est dans le pouvoir de personne de prévoir et de prévenir.

Ceci me donne l'occasion de répondre à une critique maintes fois formulée et qui vise la durée du Plan fixée à 50 ans. Cette période est longue et le Traité ne prévoit pas de droit de sécession prématurée. Faut-il considérer cette clause comme exagérée? Comporte-t-elle un risque trop grand?

Le problème de la durée n'est pas simple. L'application des règles du Traité entraînera, surtout pour les entreprises travaillant actuellement dans des conditions difficiles — je pense par exemple aux charbonnages belges —, de profonds changements dans leurs conditions de productions. Elles devront arriver peu à peu — et tel est le but de la période transitoire de cinq ans — à une situation comparable suffisante avec les conditions d'exploitation normales des autres entreprises. Des sacrifices importants seront nécessaires en vue de la normalisation de telles productions. Il est donc inconcevable qu'un Etat puisse profiter, pour remettre à flot ses industries retardataires, des fonds que la Communauté y investit et se retirer ensuite. L'ensemble des Etats participants serait ainsi privé du bénéfice de ce sacrifice commun. Il faut donc qu'une période de fonctionnement normale assez longue suive les années d'adaptation initiales,

pendant lesquelles les ajustements nécessaires s'opéreront.

On peut, certes, rétorquer avec raison que le Plan ne peut prévoir tout et qu'il se présentera à l'avenir des situations dont le Traité ne prévoit pas la solution. De telles situations, si elles se retournent plus spécialement contre un pays donné, pourraient ainsi comporter de graves dangers.

Or, les règles du Plan ne sont pas immuables. Outre les modifications que les Etats pourront toujours y apporter de commun accord, une procédure spéciale d'adaptation est prévue pour le cas où, à la fin de la période transitoire, des difficultés imprévues révéleront l'insuffisance des clauses. Cette procédure est à dessin assez compliquée en vue de prévenir des défections non motivées.

Je crois avoir ainsi examiné les problèmes principaux qui se posent à l'occasion de l'appréciation générale du Plan Schuman et des conséquences qu'il est susceptible d'avoir sur la vie politique, économique et sociale du Luxembourg. J'ai essayé de souligner plus spécialement les aspects qui, aux yeux de nos milieux industriels, comportent des risques. Je puis comprendre les inquiétudes des milieux industriels en face d'un organisme international dont la mise en œuvre comporte des restrictions à la liberté d'initiative. Mais il ne faut pas oublier que ce n'est pas le Plan Schuman qui crée les dangers qu'on redoute, car ils existaient dans le passé, mais que la Communauté du Charbon et de l'Acier est créée précisément pour les amortir sinon les faire disparaître.

Considérations finales.

Au moment où vous êtes appelés à donner votre approbation au Plan Schuman, vous connaissez les décisions affirmatives des parlements des cinq autres pays. Vous êtes en outre en possession de l'avis du Conseil d'Etat et des avis des Chambres professionnelles.

Le Conseil d'Etat, dans un avis digne de l'importance du sujet, donne son appui aux grandes idées du Plan. Il y voit un facteur de paix et de prospérité.

Mais, rompant avec une tradition presque séculaire, le Conseil d'Etat s'oppose à l'article 2 du projet. Cet article contient une clause d'habilitation qui, dans notre esprit, aurait facilité la mise en vigueur d'accords complémentaires éventuels relatifs à l'exécution du Traité. Je pense entre autres à un arrangement sur le siège, aux détails du régime des immunités à accorder aux fonctionnaires, etc.

J'ai adressé au Conseil d'Etat un mémoire explicatif très approfondi à l'enceinte de cette attitude. Votre section centrale s'est ralliée à mes arguments.

Comme, cependant, il y a des risques sérieux que, dans le cas où la Chambre suivrait le Gouvernement et sa section centrale, le Conseil d'Etat ne refuse de dispenser le projet du second vote, je retire l'article 2 du projet. Je le fais à regret, car je prévois plus d'un inconvénient qui en résultera pour nous dans l'application du Traité. Mais je ne voudrais pas, en m'entêtant, partager avec le Conseil d'Etat la grave responsabilité de retarder de trois mois au moins l'institution de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier à cause d'une controverse juridique purement luxembourgeoise.

Quant au rapport très circonstancié de votre section centrale, je répondrai brièvement aux recommandations qu'il contient:

Je suis entièrement d'accord avec ses vues relatives au niveau des salaires. Je m'y suis étendu longuement au cours de mon exposé et je ne ferai que réaffirmer que nous ne saurions tolérer la moindre régression en matière sociale.

Il en est de même de la capacité concurrentielle de notre sidérurgie. Nous interprétons la clause spéciale du paragraphe 29 comme une assurance à l'égard des possibilités de rémunération de nos capitaux investis et à l'égard du maintien d'un degré d'occupation normal de nos usines.

En ce qui concerne l'article 37 qui nous donne un droit de recours en cas de troubles fondamentaux et persistants, il peut parfaitement s'appliquer comme remède préventif. La rédaction même de l'article me paraît suffisamment claire à ce sujet.

Votre section centrale désirerait en outre que le Gouvernement fût consulté préalablement à toute mesure que la Haute Autorité prendrait dans des matières pouvant influencer sur le degré d'occupation de la main-d'œuvre. Nous avons tous les apaisements à ce sujet, puisque la consultation du Conseil des Ministres, au sein duquel nous sommes représentés, est de rigueur pour toutes mesures à prendre dans le domaine social.

Quant aux dangers que pourrait entraîner la libre migration de la main-d'œuvre, je vous rappelle que cette faveur n'est réservée qu'à une série de spécialistes et qu'elle ne vaudra que s'il n'y a pas d'objections tenant aux exigences de la santé et de l'ordre public. Et nous restons entièrement souverains dans cette appréciation.

Le rapport de la section centrale parle encore de la clause de consommation intérieure (Verhüttungsklausel) dont sont gravées nos concessions minières. Le Gouvernement est d'avis que ces clauses sont compatibles avec le Plan Schuman. Je me réfère volontiers, sur ce point, à l'avis du Conseil d'Etat qui a traité la matière de façon très approfondie. Je me rallie entièrement à son opinion.

Le Plan Schuman ne prévoit pas *expressis verbis* le principe de la libre convertibilité des monnaies. La section centrale y voit une grave lacune. Mais il y a à cela une raison. En décrétant la mise en vigueur immédiate et illimitée d'un tel principe, le Traité aurait bouleversé brutalement les balances des comptes des pays adhérents. Aussi l'article 86 du Traité se contente-t-il d'établir un principe plus nuancé qui oblige les Etats à prendre eux-mêmes des dispositions aptes à faciliter le règlement des échanges internationaux relatifs au charbon et à l'acier et de se prêter à cette fin un concours mutuel. Cette clause est susceptible de faire naître des accords complémentaires qui ne manqueront pas de jeter les bases financières des échanges en question.

La section centrale souligne encore le danger de dévaluations éventuelles. Or, ce danger a été la clause déterminante de la rédaction de l'article 67, de sorte que des manipulations éventuelles dans ce domaine entraîneront immédiatement l'intervention de la Haute Autorité.

Votre section centrale a ainsi mis l'accent sur quelques points névralgiques que l'application du Traité peut susciter. Toutes ces situations ont été prévues et les moyens d'action nécessaire ne font pas défaut. Je suis heureux de souligner ainsi avec les membres de la section centrale l'interprétation qu'il y a lieu de donner aux différentes questions soulevées.

La section centrale a bien voulu assurer le Gouvernement de l'appui de la Chambre dans la question du siège de la Haute Autorité du Plan. Il est de notoriété publique que le Gouvernement a posé la candidature de Luxembourg comme siège de la Haute Autorité du Plan Schuman. Or, on a cru devoir s'émouvoir de ce qu'aucune propagande publicitaire ne soit faite autour de cette initiative gouvernementale.

Le choix du siège résultera de l'accord des six gouvernements. Ce choix, soyez-en certains, ne sera pas le résultat d'une surenchère de publicité tapageuse. Il sera fixé en considération d'un ensemble complexe de considérations d'ordre matériel, géographique et politique. Ceci et le nombre des candidatures au siège vous donnent une idée des aléas de la décision.

Le Conseil Communal de la capitale a voté, dans sa séance du 17 mars 1952, une motion dans laquelle il avance sa candidature. Il y invite le Gouvernement à la plaider devant les instances compétentes.

Je vous réponds à cela que, huit jours après le début des négociations, vers la fin du mois de juin 1950, le nom de la Ville de Luxembourg a déjà été avancé à l'initiative du Gouvernement. Nous avons été nettement les premiers à poser la candidature de notre pays au siège. Depuis lors, mon Département poursuit une action diplomatique appropriée en faisant valoir auprès de ceux, dont dépendra la décision, les raisons

qui nous ont déterminés à mettre le nom de Luxembourg en avant. Le Gouvernement n'a rien laissé et ne laissera rien au hasard dans cette affaire.

La Chambre de Travail, après avoir examiné le Traité sous l'angle des intérêts des travailleurs, donne une approbation sans réserve.

L'avis de la Chambre de Commerce est moins positif. Croyant au moment où elle a émis son avis que d'autres parlements allaient formuler des réserves sur les points essentiels du Traité, la Chambre de Commerce recommande une ratification conditionnelle. Or, une telle ratification n'est pas possible. Le Traité est un tout; on peut l'approuver tel quel ou le rejeter dans son ensemble. Mais nous ne pouvons pas accepter ce qui nous plaît et réserver ce qui ne nous plaît pas. Il faut dire oui ou non. Dans le dernier cas, il faut être conscient de toutes les conséquences qu'un refus de ratification entraînera pour notre pays. La Chambre de Commerce s'en est si bien rendu compte qu'elle ajoute:

« Nous n'ignorons pas les difficultés de nous soustraire à une ratification inconditionnelle dès qu'une telle sera effectuée par tous les autres partenaires. »

En fin de compte, toute la question est là. Il s'agit en effet de savoir, si nous pouvons rester à l'écart au cas où les cinq autres pays adhèrent au Plan. Si la Chambre de Commerce ne répond pas dans son avis à cette question par oui ou par non, il n'y a cependant pas le moindre doute dans l'esprit de ses membres et des hommes responsables à la tête de notre sidérurgie que notre industrie du fer serait vouée à une ruine certaine, si elle restait en dehors de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier telle qu'elle a été signée le 18 avril 1951.

Messieurs,

Lorsqu'un Traité multilatéral comme celui qui est actuellement soumis à votre approbation doit être conclu dans une matière aussi importante que celle de la production sidérurgique et lorsqu'un tel Traité doit coordonner les intérêts de six pays différents, il va sans dire qu'il n'est réalisable que dans des formules de compromis. Aucun pays ne peut y réaliser le maximum de ses désirs et de ses demandes. Seul un esprit d'entente et de sacrifices mutuels peut mener au but à atteindre.

Les négociations qui ont abouti au Traité du 18 avril 1951 furent longues et laborieuses et je ne crois pas que notre pays ait jamais eu à soutenir des débats plus difficiles.

Notre délégation à la Conférence de Paris a fait tout son devoir et je tiens à rendre ici un hommage public à l'intelligence, à la ténacité et à l'habileté avec lesquelles les membres de la délégation, les délégués gouvernementaux aussi

bien que les experts des groupements industriels et des syndicats ouvriers, ont assuré la défense des graves intérêts qui leur était confiée. Dans les questions les plus importantes, ils ont pu obtenir en faveur de notre pays des clauses spéciales qui sauvegarderont nos intérêts vitaux.

J'ai été pendant toute la durée des négociations en contact étroit et permanent avec la délégation, avec votre commission des Affaires Etrangères et avec les milieux intéressés.

Les instructions pour notre délégation ont pu ainsi être arrêtées par le Conseil des Ministres en pleine connaissance de tous les intérêts en cause.

Messieurs,

Je vous ai dit au début de cet exposé que le Plan Schuman se place dans un grand cadre politique et surtout dans le cadre de cette politique d'unification et de fédération de l'Europe qui sera l'aboutissement logique, nécessaire et fatale de l'évolution européenne dans ce monde moderne des grandes puissances. Sur la voie qui conduira à cette Europe, le Plan est la première et très importante étape constructive.

Mais tel qu'il est sorti des négociations techniques, le Plan Schuman est aussi, et surtout, une œuvre indépendante qui vit sa propre vie. Tel qu'il est devant nous, dans sa technique complexe, il est surtout une œuvre économique qui liera les peuples qui l'auront signé, même en dehors de contingences actuelles de la politique internationale. Si demain, par une renaissance de la confiance entre les peuples du monde, les pactes politiques actuels de défense commune devenaient sans objet, le Plan Schuman gardera encore sa valeur et son existence. Il subsistera comme ont existé avant lui les grands accords économiques et les unions douanières. Quelle que soit donc l'opinion que d'aucuns peuvent avoir sur les directives politiques de notre politique étrangère, le Plan Schuman doit maintenant être jugé surtout dans ses conséquences économiques pour l'avenir de notre pays.

On a souvent dit que chaque pays fait la politique étrangère de sa géographie. Cela est vrai, surtout pour nous dans cette question du Plan Schuman.

Parmi les six pays nous sommes le seul qui ne soit pas situé à la périphérie de la Communauté. Entouré des autres pays du Plan, nous ne pouvons pas rester en dehors de la Communauté qu'il crée.

Le refus de ratification en isolant le pays mettrait fatalement en danger le plein emploi de notre main-d'œuvre et le maintien du niveau de vie de nos classes laborieuses avec toutes les conséquences désastreuses que je n'ai pas besoin de décrire, surtout l'économie nationale et, en fin de compte, sur notre existence nationale.

La création du marché commun du Plan nous donnera au-delà du marché restreint de l'Union Economique, un vaste marché international de 150 millions d'habitants, l'équivalent, au fond, du marché des Etats-Unis.

Ces avantages sont consignés dans les articles 2 à 5 du Traité. Nous ne saurions en être privés par le biais d'aucune autre clause du Traité.

Si l'application du Plan Schuman, comme cela est prévu, permet la réduction des prix de revient continentaux, si par une politique d'entraide il développe la modernisation des installations des pays participants, s'il étend les débouchés extérieurs des membres de la Communauté, pourquoi serions-nous les seuls à ne pas profiter des avantages qu'il peut donner aux autres.

Quiconque est libre de sa décision et conscient de ses responsabilités, quiconque tient au maintien de notre prospérité économique et au maintien de notre niveau de vie, ne peut se fermer aux exigences inéluctables de la situation nouvelle que crée le Plan Schuman.

Un savant auteur a dit du Plan Schuman qu'il est une synthèse d'idéalisme politique et de réalisme économique. C'est dans l'idéalisme que se créent les grandes initiatives et dans le réalisme qu'elles s'adaptent aux dures exigences de la vie.

Le Président Schuman a donné un grand espoir aux peuples d'Europe.

Puisse-t-il se réaliser dans la paix pour le bonheur de nos peuples et l'avenir de notre vieux Continent!

Vote de la loi d'approbation du projet de loi le 13 mai 1952

Lors de sa session du 13 mai 1952, la Chambre des Députés continua la discussion générale sur le projet de loi portant approbation du Plan Schuman et elle passa ensuite à la lecture et au vote de l'article unique ainsi qu'au vote sur l'ensemble du projet de loi par appel nominal et dispense du second vote constitutionnel.

Nous nous référons au compte rendu synthétique des séances des 8 et 13 mai 1952, dans lequel sont reproduits les positions des différents partis politiques à l'égard du Traité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. (Voir Documents Parlementaires de la 41^e séance, pp. 1607-1650, et de la 42^e séance, pp. 1651-1692).

Après lecture de l'article unique du projet de loi, le deuxième article ayant été retiré, la Chambre des Députés adopta le projet de loi portant approbation de la C.E.C.A. Le vote fut acquis, par appel nominal, à la majorité de 47 voix contre 4.

Votèrent oui: MM. Kinsch, Kœnig, Krier, Leick, Leonardy, Lœsch, Lommel, Margue, Philippart, Reuter, Rock, Rollinger, Schaffner, Schaus, Schiltges, Schmit, Schreiner, Simon, Speck, Steichen Dominique, Wagner Charles, Wagner Georges, Wehenkel, Welter, Wenkin, Wirtgen, Abens, Bauer, Biever, Bousser, Delaporte, Ewen, Fohrmann, Frieden, Gansen, Gengler, Grégoire, Hamilius, Hildgen, Colling (par M. Kinsch), Decker (par M. Gansen), Fandel (par M. Leick), Gallion (par M. Krier), Gremling (par M. Abens), van Kauwenbergh (par M. Bauer), Thill (par M. Welter) et Wiltzius (par M. Schaus).

Votèrent non: MM. Steichen Jéhan, Urbany, Useldinger et Grandgenet.

A la fin de la séance, la Chambre des Députés vota la motion suivante:

« La Chambre des Députés,
« Après avoir entendu les déclarations du
« Gouvernement et voté le projet de loi approuvant le Plan Schuman,

« Convaincu que le Gouvernement continuera
« à sauvegarder les intérêts vitaux du pays pendant l'exécution du Plan, en s'inspirant des vœux exprimés dans le rapport de la Section centrale,

« Fait à ces fins confiance au Gouvernement
« et passe à l'ordre du jour.

S. Biever, Lœsch, Margue, Bauer,
Bousser, Fohrmann. »

Ratification du Plan Schuman le 23 juin 1952

NOUS CHARLOTTE,

par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 13 mai 1952 et celle du Conseil d'Etat du 20 du même mois portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. — Sont approuvés le Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, le Protocole sur les Privilèges et Immunités de la Communauté, le Protocole sur le Statut de la Cour de Justice, le Protocole sur les Relations avec le Conseil de l'Europe et la Convention relative aux dispositions trans-

sitoires, signés à Paris, le 18 avril 1951, entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au « Mémorial » pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Palais de Luxembourg, le 23 juin 1952.

CHARLOTTE.

Les Membres du Gouvernement:

Pierre DUPONG,
Joseph BECH,
Victor BODSON,
Nicolas BIEVER,
Michel RASQUIN.

CHAPITRE VI.

La Réalisation du Plan Schuman

La Conférence des six Ministres des Affaires Etrangères à Paris, les 23 et 25 juillet 1952.

Après que les Parlements des six pays membres de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier avaient voté l'adhésion de leur pays à la Communauté, les Ministres des Affaires Etrangères des six pays se réunirent au Quai d'Orsay à Paris les 23 et 25 juillet 1952 pour décider des questions concernant la mise en marche de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Une Commission intérimaire s'était réunie auparavant à Bruxelles, les 4 et 5 juillet, au Palais des Académies, afin de préparer l'ordre du jour de la Conférence des Ministres. Cette Commission mit au point différentes questions concernant la nomination des membres de la Haute Autorité, le choix du siège de la Communauté et la répartition des cinquante-et-un mandats au Comité Consultatif Permanent. (Voir « Bulletin d'Information » No 7, du 31 juillet 1952.)

La Conférence des six Ministres avait commencé le 23 juillet à Paris. Les discussions se prolongèrent pendant toute la nuit du 25 au 26 juillet, ne se terminant qu'à 4 heures 30 du matin. A l'issue de cette Conférence, le Communiqué suivant fut publié :

« Le traité établissant une communauté européenne du charbon et de l'acier est entré en vigueur le 25 juillet 1952 par le dépôt de tous les instruments de ratification. Une conférence des ministres signataires s'est réunie à Paris le 24 et le 25 juillet pour décider des mesures à prendre en vue de la mise en marche du traité; elle a pris connaissance des travaux de la commission intérimaire créée par le traité et a approuvé ses recommandations, notamment en ce qui concerne le régime linguistique de la communauté, la répartition des sièges de producteurs et d'utilisateurs au comité consultatif, la mise à la disposition de la communauté

« d'une avance de trésorerie, le statut des membres de la Haute Autorité et de la Cour.

« La Haute Autorité ainsi que la Cour de Justice entreront en fonctions le 10 août. Les noms des présidents, vice-présidents et membres feront l'objet d'une communication spéciale, à cette date. Le choix du siège provisoire a été reporté à la prochaine conférence des ministres des Affaires étrangères des six Etats membres.

« En attendant, la Haute Autorité et la Cour commenceront leurs travaux à Luxembourg. L'assemblée se tiendra à Strasbourg le 10 septembre pour sa première session. La décision concernant le siège sera prise, compte tenu du résultat des négociations qui doivent avoir lieu incessamment comme suite à la proposition française relative aux statuts futurs de la Sarre. Une proposition franco-italienne confiant à l'assemblée de la communauté du charbon et de l'acier l'étude d'un projet de politique européenne a été présentée et sera discutée par la prochaine conférence des six ministres des Affaires étrangères. »

C'est donc la Ville de Luxembourg qui fut choisie comme siège provisoire de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et M. Joseph Bech, Ministre des Affaires Etrangères, lors d'une conférence de presse qu'il tint après son retour de Paris, commenta le communiqué du 26 juillet. Satisfait du résultat obtenu, M. Bech souligna l'honneur qui échoit au Grand-duché de voir naître sur son territoire la première véritable autorité européenne.

Installation à Luxembourg des Institutions de la Communauté.

Nous nous référons au « Bulletin d'Information » No 8/9 du 30 septembre 1952 — pages 145 à 151 — pour tous les détails concernant l'inauguration solennelle de la première séance de la Haute Autorité à Luxembourg le 10 août 1952.

Deux autres institutions de la C. E. C. A. ont dans la suite inauguré solennellement leurs tra-

vaux à Luxembourg. Le Conseil Spécial de Ministres tint sa première séance le 8 septembre 1952 (voir « Bulletin d'Information » N° 8/9 du 30 septembre 1952) et la Haute Cour de Justice tint sa première audience publique le 10 décembre 1952 (voir « Bulletin d'Information » N° 12 du 31 décembre 1952).

L'Activité de la Haute Autorité.

Quelle a été l'activité de la Haute Autorité depuis son installation officielle à Luxembourg?

Aux termes des traités, le premier but de la Haute Autorité était de convoquer un mois après son entrée en fonctions l'Assemblée chargée de la contrôler. Cet engagement a été respecté et l'Assemblée de la Communauté du Charbon et de l'Acier s'est réunie à Strasbourg dès le 10 septembre. Elle se réunira de nouveau le 10 janvier 1953 à Strasbourg et lors de cette session, la Haute Autorité doit lui présenter son rapport de la situation économique dans les six pays à la veille de la mise en place du marché commun du charbon et de l'acier. Ce rapport exposera les perspectives d'investissements sur les cinq années à venir et il donnera un aperçu des approvisionnements et des ressources de la Communauté pour l'année 1953.

C'est à quoi la Haute Autorité est en train de procéder pendant ces derniers mois et elle

a fait étudier les problèmes soulevés par la mise en place du marché commun par une série de Commissions techniques qui siègent à Luxembourg.

Dans le même temps est établi le statut du Comité Consultatif des employeurs, utilisateurs et travailleurs, organisme qui doit éclairer la Haute Autorité par des avis du monde du travail et du monde des affaires.

En plus des activités déjà considérables dont la Haute Autorité doit s'acquitter en vertu des traités, une activité nouvelle est venue s'y ajouter qui est l'élaboration d'un projet de communauté politique de l'Europe, proposée par les six Ministres aux membres de l'Assemblée du Plan Schuman. A la suite de ceci, l'Assemblée commune du Plan Schuman s'est en quelque sorte dédoublée, une Assemblée spéciale — l'Assemblée ad hoc — s'installant pour une durée de six mois aux côtés de l'Assemblée Charbon-Acier dans le but d'élaborer le projet de la Communauté politique de l'Europe.

De l'ensemble il ressort que la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier a fait de réels et rapides progrès pendant la période dite « préparatoire », au cours de laquelle les différentes institutions de la Communauté ont été solennellement inaugurées.

Les Réactions Internationales

La Grande-Bretagne et le Plan Schuman.

On sait que le Gouvernement britannique avait refusé au début des négociations sur le Plan Schuman de faire partie du groupe des pays du Pool charbon-acier.

Ce refus initial était basé sur de nombreux facteurs qu'il ne nous appartient pas d'analyser ici. Toutefois, un revirement dans l'attitude de l'Angleterre ne devait pas tarder de se produire.

Outre des raisons morales et politiques, de puissants intérêts économiques provoquèrent ce changement dans la politique initiale adoptée par la Grande-Bretagne concernant le Plan Schuman.

Dans ce sens, une vigoureuse intervention en faveur d'une coopération plus étroite de la Grande-Bretagne avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier avait été faite au congrès des Trade Unions par M. Robert Edwards, secrétaire du syndicat des ouvriers de l'industrie chimique, qui déclara notamment:

« Si la Grande-Bretagne n'est pas vigilante, l'intégration industrielle du continent européen aura pour résultat l'érection de barrières dou-

« nières par les pays continentaux contre l'importation de charbon et d'acier de Grande-Bretagne. »

Sur l'initiative du gouvernement britannique, M. Jean Monnet, Président de la Haute Autorité, eut des entretiens du 20 au 22 août 1952 avec des représentants du Gouvernement britannique, qui firent connaître leur désir d'établir une association la plus étroite possible avec la Communauté du Charbon et de l'Acier. Les entretiens que M. Monnet eut au Foreign Office aboutirent à un accord complet et il fut décidé, en conséquence, qu'une délégation du Royaume-Uni se rendra à Luxembourg avec mission d'établir les bases d'une association intime et durable entre la Communauté et le Royaume-Uni et de traiter les problèmes d'intérêt commun au fur et à mesure qu'ils se présenteront et que la Communauté se développera.

Sir Cecil Weir, qui était conseiller économique auprès de la Commission de Contrôle en Allemagne de 1946 à 1949, fut nommé chef de la mission britannique accréditée auprès de la Haute Autorité, et la commission britannique fut composée de représentants du Foreign Office, du Ministère du Ravitaillement et du Ministère des Combustibles, ainsi que de conseillers des

milieux industriels du charbon, du fer et de l'acier, représentant aussi bien les employeurs que les travailleurs.

Arrivée à Luxembourg de la délégation britannique.

Le 1^{er} septembre 1952, la délégation britannique auprès de la Haute Autorité de la Communauté du Charbon et de l'Acier, conduite par Sir Cecil Weir, fut accueillie au siège de la Communauté par M. Jean Monnet, Président de cet organisme, qui prononça une allocution, au cours de laquelle il déclara notamment :

« Au nom de mes collègues et de moi-même, je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue. La présence d'une délégation britannique permanente auprès de la Haute Autorité, sitôt après sa constitution, revêt à nos yeux une importance particulière. Six pays d'Europe : l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, ont pour la première fois dans l'histoire décidé de mettre en commun leurs ressources fondamentales de charbon et d'acier sous l'autorité de règles et d'institutions communes, c'est l'heure de naissance de l'Europe.

Et voilà que, dès ce moment, le gouvernement britannique est présent. Il vous a délégués, Sir Cecil Weir et vos collègues, avec la tâche d'établir avec la Haute Autorité les fondements d'une association intime et durable entre le Royaume-Uni et la Communauté. L'établissement des relations entre cette Europe naissante et la Grande-Bretagne est le signe de l'association la plus étroite, exprime la communauté fondamentale d'intérêts et d'idéal qui unit les peuples du Continent et de la Grande-Bretagne. La venue, demain, des représentants du gouvernement des Etats-Unis auprès de la Haute Autorité a la même signification. »

Répondant à l'allocution de bienvenue de M. Jean Monnet, Sir Cecil Weir, exprima la satisfaction de son gouvernement d'être étroitement associé aux travaux de la Haute Autorité.

Ainsi fut établie la première prise de contact entre les membres de la Haute Autorité et de la délégation britannique qui comprend, outre Sir Cecil Weir, son chef, MM. James Marjoribanks, du Foreign Office, Charles de Peyer, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Combustibles, et Miss Elisabeth Ackroyd, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Approvisionnements.

Les Etats-Unis et le Plan Schuman.

A l'occasion de la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, le Secrétaire d'Etat Dean Acheson fit la déclaration suivante :

« L'inauguration, à Luxembourg, de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier par sa Haute Autorité est un événement impor-

tant dans l'histoire de l'Europe. A cette occasion, les peuples de six nations européennes ont commencé à exercer une partie de leur souveraineté par l'intermédiaire d'une autorité commune supranationale.

Conformément aux traités ratifiés par leurs parlements nationaux, la Belgique, la France, la République fédérale allemande, l'Italie, le Luxembourg, la Hollande poursuivront des objectifs communs dans toutes les questions concernant le charbon et l'acier à travers les institutions collectives de la Communauté.

Il est de l'intention des Etats-Unis d'apporter à la Communauté du Charbon et de l'Acier l'appui énergique que justifie son importance pour l'unification politique et économique de l'Europe. Comme le prévoient les textes en vigueur, les Etats-Unis, pour les questions concernant le charbon et l'acier, traiteront dorénavant avec la Communauté.

La Communauté Charbon-Acier des six nations représente la première étape majeure vers l'unification en Europe. J'ai confiance que, dans le proche avenir, nous verrons ces nations franchir d'autres étapes dans cette direction — ratification du traité instituant la Communauté Européenne de Défense et prise de mesures tendant à l'établissement d'une Autorité Politique Européenne Supranationale.

Tous les Américains se joindront à moi pour saluer cette nouvelle institution et pour exprimer leurs vœux qu'elle s'épanouisse selon l'intention de ses fondateurs, réalisant ainsi les nombreux espoirs placés en elle. »

Vers la fin du mois d'août 1952, M. le Président Jean Monnet rencontra à Paris l'Ambassadeur Mr. William Draper, représentant spécial des Etats-Unis en Europe, avec qui il eut des conversations au sujet des relations entre les Etats-Unis et la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, conformément aux déclarations de M. Dean Acheson.

A la suite de ces entretiens, M. William M. Tomlinson fut nommé représentant américain par interim auprès de la Haute Autorité en attendant que soit déterminé la forme définitive de la représentation américaine. Une déclaration officielle dit entre autres que les Etats-Unis établiraient immédiatement des relations de travail étroites avec la Haute Autorité et que des conseillers seraient provisoirement désignés auprès de la délégation jusqu'à ce que les besoins permanents de la représentation aient été déterminés.

Réception de la mission américaine à Luxembourg.

Le 2 septembre 1952, M. Jean Monnet, Président de la Haute Autorité, avait reçu à Luxembourg M. William Draper, accompagné des principaux collaborateurs de la mission amé-

caine, MM. Tomlinson, Chef de la mission, Livingston Merchant, Ambassadeur, et Paul Draper.

Dans son discours de bienvenue, après avoir rappelé l'aide donnée par les nations européennes à la formation des États-Unis, M. Monnet déclara notamment :

« Nous aussi, pour réussir dans notre entreprise, nous avons besoin d'amis. Le peuple américain n'a pas ménagé les preuves de son amitié envers l'Europe. »

Nous ne voulons pas faire un continent européen fermé sur lui-même. Nous voulons, au contraire, que l'Europe nouvelle soit ouverte au monde entier. Cette association entre les États-Unis et la Communauté, qu'avec votre délégation nous allons élaborer, est la meilleure preuve de notre détermination commune d'écarter toute idée de repliement ou d'isolement. »

Prenant la parole après M. Monnet, M. Draper déclara que cette journée était « un lever de rideau non seulement pour la Communauté de Charbon et de l'Acier, mais aussi pour l'Europe unie, dont elle marque le début ». Puis, l'Ambassadeur américain souligna que les six pays membres du Plan Schuman avaient mis leurs ressources minières et sidérurgiques en commun dans leur intérêt, mais aussi dans celui du monde entier.

La Suède et le Plan Schuman.

Après avoir annoncé au Parlement que la Suède avait l'intention de se faire représenter auprès de la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, M. Ham-

markjöld, Ministre des Affaires Étrangères par intérim, évoqua certaines des préoccupations pratiques de la Suède en relation avec la Communauté Charbon-Acier.

Il souligna le rôle que joue la Suède dans les conversations économiques actuellement en cours à Genève dans le cadre de la convention générale douanière et commerciale (« G.A.T.T. » — General Agreement on Trade and Tariffs). Du point de vue suédois, on estima qu'il était urgent d'adopter le principe d'une compensation pour les désavantages économiques que la discrimination entre les six pays de la Communauté et les autres pays entraînerait pour ces derniers.

Comme on le sait, le point essentiel pour la Suède est de maintenir dans leur intégralité les débouchés extérieurs pour son acier.

D'autre part, le Ministre de Suède accrédité à Luxembourg a fait connaître au président de la Haute Autorité de la Communauté Charbon-Acier que son gouvernement souhaitait établir des rapports directs avec la Communauté et qu'il se proposait à cette fin de nommer une délégation.

Le président M. Jean Monnet déclara que la Haute Autorité serait heureuse d'accueillir une délégation du gouvernement suédois.

Le gouvernement suédois invita un représentant de la Haute Autorité à se rendre à Stockholm pour mettre au point avec lui les modalités de la représentation à créer auprès de la Haute Autorité. La Haute Autorité délégua à cette fin un de ses membres, M. Spierenburg, pour se rendre à Stockholm.

La mission suédoise auprès de la Haute Autorité de la Communauté est attendue à Luxembourg pour le 10 décembre 1952.

Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier

Traité

Le Président de la République Fédérale d'Allemagne, Son Altesse Royale le Prince Royal de Belgique, le Président de la République Française, le Président de la République Italienne, Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

Considérant que la paix mondiale ne peut être sauvegardée que par des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent;

Convaincus que la contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien de relations pacifiques;

Conscients que l'Europe ne se construira que par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait et par l'établissement de bases communes de développement économique;

Soucieux de concourir par l'expansion de leurs productions fondamentales au relèvement du niveau de vie et au progrès des œuvres de paix;

Résolus à substituer aux rivalités séculaires une fusion de leurs intérêts essentiels, à fonder par l'instauration d'une communauté économique les premières assises d'une communauté plus large et plus profonde entre des peuples longtemps opposés par des divisions sanglantes et à jeter les bases d'institutions capables d'orienter un destin désormais partagé,

Ont décidé de créer une Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires:

Le Président de la République Fédérale d'Allemagne: M. le Docteur *Konrad Adenauer*, Chancelier et Ministre des Affaires Etrangères;

Son Altesse Royale le Prince de Belgique: M. *Paul van Zeeland*, Ministre des Affaires Etrangères, et M. *Joseph Meurice*, Ministre du Commerce Extérieur;

Le Président de la République Française: M. *Robert Schuman*, Ministre des Affaires Etrangères;

Le Président de la République Italienne: M. *Carlo Sforza*, Ministre des Affaires Etrangères;

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg: M. *Joseph Bech*, Ministre des Affaires Etrangères;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas: M. *D. U. Stikker*, Ministre des Affaires Etrangères, et M. *J. R. M. van den Brink*, Ministre des Affaires Economiques;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions qui suivent.

Titre I^{er}. — De la Communauté Européenne Charbon et de l'Acier.

Article 1^{er}.

Par le présent Traité, les Hautes Parties Contractantes instituent entre elles une *Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier*, fondée sur un marché commun, des objectifs communs et des institutions communes.

Article 2.

La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier a pour mission de contribuer, en harmonie avec l'économie générale des Etats membres et grâce à l'établissement d'un marché commun dans les conditions définies à l'art. 4, à l'expansion économique, au développement de l'emploi et au relèvement du niveau de vie dans les Etats membres.

La Communauté doit réaliser l'établissement progressif de conditions assurant par elles-mêmes la répartition la plus rationnelle de la production au niveau de productivité le plus élevé, tout en sauvegardant la continuité de l'emploi et en évitant de provoquer, dans les économies des Etats membres, des troubles fondamentaux et persistants.

Article 3.

Les institutions de la Communauté doivent, dans le cadre de leurs attributions respectives et dans l'intérêt commun:

a) veiller à l'approvisionnement régulier du marché commun, en tenant compte des besoins des pays tiers;

b) assurer à tous les utilisateurs du marché commun placés dans des conditions comparables un égal accès aux sources de production;

c) veiller à l'établissement des prix les plus bas dans des conditions telles qu'ils n'entraînent aucun relèvement corrélatif des prix pratiqués par les mêmes entreprises dans d'autres transactions ni de l'ensemble des prix dans une période, tout en permettant les amortissements nécessaires et en ménageant aux capitaux engagés des possibilités normales de rémunération;

d) veiller au maintien de conditions incitant les entreprises à développer et à améliorer leur potentiel de production et à promouvoir une politique d'exploitation rationnelle des ressources naturelles évitant leur épuisement inconsidéré;

e) promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre, permettant leur égalisation dans le progrès, dans chacune des industries dont elle a la charge;

f) promouvoir le développement des échanges internationaux et veiller au respect de limites équitables dans les prix pratiqués sur les marchés extérieurs;

g) promouvoir l'expansion régulière et la modernisation de la production ainsi que l'amélioration de la qualité dans des conditions qui écartent toute protection contre les industries concurrentes que ne justifierait pas une action illégitime menée par elles ou en leur faveur.

Article 4.

Sont reconnus incompatibles avec le marché commun du charbon et de l'acier et, en conséquence, sont abolis et interdits dans les conditions prévues au présent Traité à l'intérieur de la Communauté:

a) les droits d'entrée ou de sortie, ou taxes d'effet équivalent, et les restrictions quantitatives à la circulation des produits;

b) les mesures ou pratiques établissant une discrimination entre producteurs, entre acheteurs ou entre utilisateurs, notamment en ce qui concerne les conditions de prix ou de livraison et les tarifs de transports, ainsi que les mesures ou pratiques faisant obstacle au libre choix par l'acheteur de son fournisseur;

c) les subventions ou aides accordées par les Etats ou les charges spéciales imposées par eux, sous quelque forme que ce soit;

d) les pratiques restrictives tendant à la répartition ou à l'exploitation des marchés.

Article 5.

La Communauté accomplit sa mission, dans les conditions prévues au présent Traité, avec des interventions limitées.

A cet effet:

— Elle éclaire et facilite l'action des intéressés en recueillant des informations, en organisant des consultations et en définissant des objectifs généraux;

— Elle met des moyens de financement à la disposition des entreprises pour leurs investissements et participe aux charges de la réadaptation;

— Elle assure l'établissement, le maintien et le respect de conditions normales de concurrence et n'exerce une action directe sur la production et le marché que lorsque les circonstances l'exigent;

— Elle rend publics les motifs de son action et prend les mesures nécessaires pour assurer le respect des règles prévues par le présent Traité.

Les institutions de la Communauté exercent ces activités avec un appareil administratif réduit, en coopération étroite avec les intéressés.

Article 6.

La Communauté a la personnalité juridique.

Dans les relations internationales, la Communauté jouit de la capacité juridique nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses buts.

Dans chacun des Etats membres, la Communauté jouit de la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales nationales; elle peut, notamment, acquérir et aliéner des biens immobiliers et mobiliers et ester en justice.

La Communauté est représentée par ses institutions, chacune dans le cadre de ses attributions.

Titre II. — Des Institutions de la Communauté.

Article 7.

Les institutions de la Communauté sont:

— une Haute Autorité, assistée d'un Comité Consultatif;

— une Assemblée Commune, ci-après dénommée « l'Assemblée »;

— un Conseil Spécial de Ministres, ci-après dénommé « le Conseil »;

— une Cour de Justice, ci-après dénommée « la Cour ».

Chapitre 1^{er}. — De la Haute Autorité.

Article 8.

La Haute Autorité est chargée d'assurer la réalisation des objets fixés par le présent Traité dans les conditions prévues par celui-ci.

Article 9.

La Haute Autorité est composée de neuf membres nommés pour six ans et choisis en raison de leur compétence générale.

Les membres sortants peuvent être nommés de nouveau. Le nombre des membres de la Haute Autorité peut être réduit par décision du Conseil statuant à l'unanimité.

Seuls des nationaux des Etats membres peuvent être membres de la Haute Autorité.

La Haute Autorité ne peut comprendre plus de deux membres ayant la nationalité d'un même Etat.

Les membres de la Haute Autorité exercent leurs fonctions en pleine indépendance dans l'intérêt général de la Communauté. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère supranational de leurs fonctions.

Chaque Etat membre s'engage à respecter ce caractère supranational et à ne pas chercher à influencer les membres de la Haute Autorité dans l'exécution de leur tâche.

Les membres de la Haute Autorité ne peuvent exercer aucune activité professionnelle, rémunérée ou non, ni acquérir ou conserver, directement ou indirectement, aucun intérêt dans les affaires relevant du charbon et de l'acier pendant l'exercice de leurs fonctions et pendant une durée de trois ans à partir de la cessation desdites fonctions.

Article 10.

Les Gouvernements des Etats membres nomment d'un commun accord huit membres. Ceux-ci procèdent à la nomination du neuvième membre, qui est élu s'il recueille au moins cinq voix.

Les membres ainsi nommés demeurent en fonctions pendant une période de six ans à compter de la date d'établissement du marché commun.

Au cas où, pendant cette première période, une vacance se produit pour l'une des causes prévues à l'article 12, celle-ci est comblée, suivant les dispositions du troisième alinéa dudit article, du commun accord des gouvernements des Etats membres.

En cas d'application, au cours de la même période, de l'article 24, alinéa 3, il est pourvu au remplacement des membres de la Haute Autorité conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article.

A l'expiration de cette période, un renouvellement général a lieu, et la désignation des neuf membres s'opère comme suit: les gouvernements des Etats membres, à défaut d'accord unanime, procèdent, à la majorité des cinq sixièmes, à la nomination de huit membres, le neuvième étant désigné par cooptation dans les conditions prévues au premier alinéa du présent article. La même procédure s'applique au renouvellement général rendu nécessaire en cas d'application de l'article 24.

Le renouvellement des membres de la Haute Autorité s'opère par tiers tous les deux ans.

Dans tous les cas de renouvellement général, l'ordre de sortie est immédiatement déterminé par le sort à la diligence du président du Conseil.

Les renouvellements réguliers résultant de l'expiration des périodes biennales s'opèrent alternativement, dans l'ordre suivant, par nomina-

tion des gouvernements des Etats membres dans les conditions prévues au cinquième alinéa du présent article et par cooptation conformément aux dispositions du premier alinéa.

Dans tous les cas prévus au présent article où une nomination est faite par voie de décision des gouvernements à la majorité des cinq sixièmes ou par voie de cooptation, chaque gouvernement dispose d'un droit de veto dans les conditions ci-après:

Lorsqu'un gouvernement a usé de son droit de veto à l'égard de deux personnes, s'il s'agit d'un renouvellement individuel, et de quatre personnes, s'il s'agit d'un renouvellement général ou biennal, tout autre exercice dudit droit à l'occasion du même renouvellement peut être déferé à la Cour par un autre gouvernement; la Cour peut déclarer le veto nul et non avenu, si elle l'estime abusif.

Sauf cas de démission d'office prévu à l'article 12, alinéa 2, les membres de la Haute Autorité restent en fonctions jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement.

Article 11.

Le président et le vice-président de la Haute Autorité sont désignés parmi les membres de celle-ci pour deux ans selon la même procédure que celle prévue pour la nomination des membres de la Haute Autorité par les gouvernements des Etats membres. Leur mandat peut être renouvelé.

Sauf dans le cas d'un renouvellement général, la nomination est faite après consultation de la Haute Autorité.

Article 12.

En dehors des renouvellements réguliers, les fonctions des membres de la Haute Autorité prennent fin individuellement par décès ou démission.

Peuvent être déclarés démissionnaires d'office par la Cour, à la requête de la Haute Autorité ou du Conseil, les membres de la Haute Autorité ne remplissant plus les conditions nécessaires pour exercer leurs fonctions ou ayant commis une faute grave.

Dans les cas prévus au présent article, l'intéressé est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, dans les conditions fixées à l'article 10. Il n'y a pas lieu à remplacement, si la durée du mandat restant à courir est inférieure à trois mois.

Article 13.

Les délibérations de la Haute Autorité sont acquises à la majorité des membres qui la composent.

Le règlement inférieur fixe le quorum. Toutefois, ce quorum doit être supérieur à la moitié du nombre des membres qui composent la Haute Autorité.

Article 14.

Pour l'exécution des missions qui lui sont confiées et dans les conditions prévues au présent Traité, la Haute Autorité prend des décisions, formule des recommandations ou émet des avis.

Les décisions sont obligatoires en tous leurs éléments.

Les recommandations comportent obligation dans les buts qu'elles assignent, mais laissent à ceux, qui en sont l'objet, le choix des moyens propres à atteindre ces buts.

Les avis ne lient pas.

Lorsque la Haute Autorité est habilitée à prendre une décision, elle peut se borner à formuler une recommandation.

Article 15.

Les décisions, recommandations et avis de la Haute Autorité sont motivés et visent les avis obligatoirement recueillis.

Les décisions et recommandations, lorsqu'elles ont un caractère individuel, obligent l'intéressé par l'effet de la notification qui lui en est faite.

Dans les autres cas, elles sont applicables par le seul effet de leur publication.

Les modalités d'exécution du présent article seront déterminées par la Haute Autorité.

Article 16.

La Haute Autorité prend toutes mesures d'ordre intérieur propres à assurer le fonctionnement de ses services.

Elle peut instituer des Comités d'études et notamment un Comité d'études économiques.

Dans le cadre d'un règlement général d'organisation établi par la Haute Autorité, le président de la Haute Autorité est chargé de l'administration des services et assure l'exécution des délibérations de la Haute Autorité.

Article 17.

La Haute Autorité publie tous les ans, un mois au moins avant l'ouverture de la session de l'Assemblée, un rapport général sur l'activité de la Communauté et sur ses dépenses administratives.

Article 18.

Un Comité Consultatif est institué auprès de la Haute Autorité. Il est composé de trente membres au moins et de cinquante et un au plus et comprend, en nombre égal, des producteurs, des travailleurs et des utilisateurs et des négociants.

Les membres du Comité Consultatif sont nommés par le Conseil.

En ce qui concerne les producteurs et les travailleurs, le Conseil désigne les organisations représentatives, entre lesquelles il répartit les sièges à pourvoir. Chaque organisation est ap-

pelée à établir une liste comprenant un nombre double de celui des sièges qui lui sont attribués. La nomination est faite sur cette liste.

Les membres du Comité Consultatif sont nommés à titre personnel et pour deux ans. Ils ne sont liés par aucun mandat ou instruction des organisations qui les ont désignés.

Le Comité Consultatif désigne parmi ses membres son président et son bureau pour une durée d'un an. Le Comité arrête son règlement intérieur.

Les indemnités allouées aux membres du Comité Consultatif sont fixées par le Conseil sur proposition de la Haute Autorité.

Article 19.

La Haute Autorité peut consulter le Comité Consultatif dans tous les cas où elle le juge opportun. Elle est tenue de le faire chaque fois que cette consultation est prescrite par le présent Traité.

La Haute Autorité soumet au Comité Consultatif les objectifs généraux et les programmes établis au titre de l'article 46 et le tient informé des lignes directrices de son action au titre des articles 54, 65 et 66.

Si la Haute Autorité l'estime nécessaire, elle impartit au Comité Consultatif, pour présenter son avis, un délai qui ne peut être inférieur à dix jours à dater de la communication qui est adressée à cet effet au président.

Le Comité Consultatif est convoqué par son président, soit à la demande de la Haute Autorité, soit à la demande de la majorité de ses membres, en vue de délibérer sur une question déterminée.

Le procès verbal des délibérations est transmis à la Haute Autorité et au Conseil en même temps que les avis du Comité.

Chapitre 2. — De l'Assemblée.

Article 20.

L'Assemblée, composée de représentants des peuples des États réunis dans la Communauté, exerce les pouvoirs de contrôle qui lui sont attribués par le présent Traité.

Article 21.

L'Assemblée est formée de délégués que les Parlements sont appelés à désigner en leur sein une fois par an, ou élus au suffrage universel direct, selon la procédure fixée par chaque Haute Partie Contractante.

Le nombre de ces délégués est fixé ainsi qu'il suit:

Allemagne	18
Belgique	10
France	18
Italie	18
Luxembourg	4
Pays-Bas	10

Les représentants de la population sarroise sont compris dans le nombre des délégués attribués à la France.

Article 22.

L'Assemblée tient une session annuelle. Elle se réunit de plein droit le deuxième mardi de mai. La session ne peut se prolonger au delà de la fin de l'exercice financier en cours.

L'Assemblée peut être convoquée en session extraordinaire à la demande du Conseil pour émettre un avis sur les questions qui lui sont soumises par celui-ci.

Elle peut également se réunir en session extraordinaire à la demande de la majorité de ses membres de la Haute Autorité.

Article 23.

L'Assemblée désigne parmi ses membres son président et son bureau.

Les membres de la Haute Autorité peuvent assister à toutes les séances. Le président ou les membres de la Haute Autorité désignés par elle sont entendus sur leur demande.

La Haute Autorité répond oralement ou par écrit aux questions qui lui sont posées par l'Assemblée ou par ses membres.

Les membres du Conseil peuvent assister à toutes les séances et sont entendus sur leur demande.

Article 24.

L'Assemblée procède, en séance publique, à la discussion du rapport général qui lui est soumis par la Haute Autorité.

L'Assemblée, saisie d'une motion de censure sur le rapport, ne peut se prononcer sur ladite motion que trois jours au moins après son dépôt et par un scrutin public.

Si la motion de censure est adoptée à une majorité des deux tiers des voix exprimées et à la majorité des membres qui composent l'Assemblée, les membres de la Haute Autorité doivent abandonner collectivement leurs fonctions. Ils continueront à expédier les affaires courantes jusqu'à leur remplacement conformément à l'article 10.

Article 25.

L'Assemblée arrête son règlement intérieur à la majorité des membres qui la composent.

Les actes de l'Assemblée sont publiés dans les conditions prévues par ce règlement.

Chapitre 3. — Du Conseil.

Article 26.

Le Conseil exerce ses attributions dans les cas prévus et de la manière indiquée au présent Traité, notamment en vue d'harmoniser l'action

de la Haute Autorité et celle des gouvernements responsables de la politique économique générale de leurs pays.

A cet effet, le Conseil et la Haute Autorité procèdent à des échanges d'informations et à des consultations réciproques.

Le Conseil peut demander à la Haute Autorité de procéder à l'étude de toutes propositions et mesures qu'il juge opportunes ou nécessaires à la réalisation des objets communs.

Article 27.

Le Conseil est formé par les représentants des Etats membres. Chaque Etat y délègue un membre de son gouvernement.

La présidence est exercée à tour de rôle par chaque membre du Conseil pour une durée de trois mois suivant l'ordre alphabétique des Etats membres.

Article 28.

Le Conseil se réunit sur convocation de son président, à la demande d'un Etat membre ou de la Haute Autorité.

Lorsque le Conseil est consulté par la Haute Autorité, il délibère sans procéder nécessairement à un vote. Les procès verbaux des délibérations sont transmis à la Haute Autorité.

Dans le cas où le présent Traité requiert un avis conforme du Conseil, l'avis est réputé acquis, si la proposition soumise par la Haute Autorité recueille l'accord:

— de la majorité absolue des représentants des Etats membres, y compris la voix du représentant d'un des Etats qui assurent au moins 20 % de la valeur totale des productions de charbon et d'acier de la Communauté;

— ou, en cas de partage égal des voix, et si la Haute Autorité maintient sa proposition après une seconde délibération, des représentants de deux Etats membres assurant chacun 20 % au moins de la valeur totale des productions de charbon et d'acier de la Communauté.

Dans le cas où le présent Traité requiert une décision à l'unanimité ou un avis conforme à l'unanimité, la décision ou l'avis sont acquis s'ils recueillent les voix de tous les membres du Conseil.

Les décisions du Conseil, autres que celles qui requièrent une majorité qualifiée ou l'unanimité, sont prises à la majorité des membres qui composent le Conseil; cette majorité est réputée acquise, si elle comprend la majorité absolue des représentants des Etats membres, y compris la voix du représentant d'un des Etats qui assurent au moins 20 % de la valeur totale des productions de charbon et d'acier de la Communauté.

En cas de vote, chaque membre du Conseil peut recevoir délégation d'un seul des autres membres.

Le Conseil communique avec les Etats membres par l'intermédiaire de son président.

Les délibérations du Conseil sont publiées dans les conditions arrêtées par lui.

Art. 29.

Le Conseil fixe les traitements, indemnités et pensions du président et des membres de la Haute Autorité, du président, des juges, des avocats généraux et du greffier de la Cour.

Article 30.

Le Conseil arrête son règlement intérieur.

Chapitre 4. — De la Cour.

Article 31.

La Cour assure le respect du droit dans l'interprétation et l'application du présent Traité et des règlements d'exécution.

Article 32.

La Cour est formée de sept juges nommés d'un commun accord pour six ans par les gouvernements des Etats membres parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et de compétence.

Un renouvellement partiel aura lieu tous les trois ans. Il portera alternativement sur trois membres et sur quatre membres. Les trois membres, dont la désignation est sujette à renouvellement à la fin de la première période de trois ans, seront désignés par le sort.

Les juges sortants peuvent être nommés de nouveau.

Le nombre des juges peut être augmenté par le Conseil statuant à l'unanimité sur proposition de la Cour.

Les juges désignent parmi eux, pour trois ans, le président de la Cour.

Art. 33.

La Cour est compétente pour se prononcer sur les recours en annulation pour incompétence, violation des formes substantielles, violation du Traité ou de toute règle de droit relative à son application ou détournement de pouvoir, formés contre les décisions et recommandations de la Haute Autorité par un des Etats membres ou par le Conseil. Toutefois, l'examen de la Cour ne peut porter sur l'appréciation de la situation découlant des faits ou circonstances économiques au vu de laquelle sont intervenues lesdites décisions ou recommandations, sauf s'il est fait grief à la Haute Autorité d'avoir commis un détournement de pouvoir ou d'avoir méconnu d'une manière patente les dispositions du Traité ou toute règle de droit relative à son application.

Les entreprises ou les associations visées à l'article 48 peuvent former, dans les mêmes conditions, un recours contre les décisions et re-

commandations individuelles les concernant ou contre les décisions et recommandations générales qu'elles estiment entachées de détournement de pouvoir à leur égard.

Les recours prévus aux deux premiers alinéas du présent article doivent être formés dans le délai d'un mois à compter, suivant le cas, de la notification ou de la publication de la décision ou recommandation.

Article 34.

En cas d'annulation, la Cour renvoie l'affaire devant la Haute Autorité. Celle-ci est tenue de prendre les mesures que comporte l'exécution de la décision d'annulation. En cas de préjudice direct et spécial subi par une entreprise ou un groupe d'entreprises du fait d'une décision ou d'une recommandation reconnue par la Cour entachée d'une faute de nature à engager la responsabilité de la Communauté, la Haute Autorité est tenue de prendre, en usant des pouvoirs qui lui sont reconnus par les dispositions du présent Traité, les mesures propres à assurer une équitable réparation du préjudice résultant directement de la décision ou de la recommandation annulée et d'accorder, en tant que de besoin, une juste indemnité.

Si la Haute Autorité s'abstient de prendre dans un délai raisonnable les mesures que comporte l'exécution d'une décision d'annulation, un recours en indemnité est ouvert devant la Cour.

Article 35.

Dans le cas où la Haute Autorité, tenue par une disposition du présent Traité ou des règlements d'application de prendre une décision ou de formuler une recommandation, ne se conforme pas à cette obligation, il appartient, selon le cas, aux Etats, au Conseil ou aux entreprises et associations de la saisir.

Il en est de même dans le cas où la Haute Autorité, habilitée par une disposition du présent Traité ou des règlements d'application à prendre une décision ou à formuler une recommandation, s'en abstient et où cette abstention constitue un détournement de pouvoir.

Si, à l'expiration d'un délai de deux mois, la Haute Autorité n'a pris aucune décision ou formulé aucune recommandation, un recours peut être formé devant la Cour dans un délai d'un mois contre la décision implicite de refus qui est réputée résulter de ce silence.

Article 36.

La Haute Autorité, avant de prendre une des sanctions pécuniaires ou de fixer une des astreintes prévues au présent Traité, doit mettre l'intéressé en mesure de présenter ses observations.

Les sanctions pécuniaires et les astreintes prononcées en vertu des dispositions du présent

Traité peuvent faire l'objet d'un recours de pleine juridiction.

Les requérants peuvent se prévaloir, à l'appui de ce recours, dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article 33 du présent Traité, de l'irrégularité des décisions et recommandations dont la méconnaissance leur est reprochée.

Article 37.

Lorsqu'un Etat membre estime que, dans un cas déterminé, une action ou un défaut d'action de la Haute Autorité est de nature à provoquer dans son économie des troubles fondamentaux et persistants, il peut saisir la Haute Autorité.

Celle-ci, après consultation du Conseil, reconnaît, s'il y a lieu, l'existence d'une telle situation et décide des mesures à prendre, dans les conditions prévues au présent Traité, pour mettre fin à cette situation tout en sauvegardant les intérêts essentiels de la Communauté.

Lorsque la Cour est saisie d'un recours fondé sur les dispositions du présent article contre cette décision ou contre la décision explicite ou implicite refusant de reconnaître l'existence de la situation ci-dessus visée, il lui appartient d'en apprécier le bien-fondé.

En cas d'annulation, la Haute Autorité est tenue de décider, dans le cadre de l'arrêt de la Cour, des mesures à prendre aux fins prévues au deuxième alinéa du présent article.

Article 38.

La Cour peut annuler, à la requête d'un des Etats membres ou de la Haute Autorité, les délibérations de l'Assemblée ou du Conseil.

La requête doit être formée dans le délai d'un mois à compter de la publication de la délibération de l'Assemblée ou de la communication de la délibération du Conseil aux Etats membres ou à la Haute Autorité.

Seuls les moyens tirés de l'incompétence ou de la violation des formes substantielles peuvent être invoqués à l'appui d'un tel recours.

Article 39.

Les recours formés devant la Cour n'ont pas d'effet suspensif.

Toutefois, la Cour peut, si elle estime que les circonstances l'exigent, ordonner le sursis à l'exécution de la décision ou de la recommandation attaquée.

Elle peut prescrire toutes autres mesures provisoires nécessaires.

Article 40.

Sous réserve des dispositions de l'article 34, alinéa 1, la Cour est compétente pour accorder, sur demande de la partie lésée, une réparation pécuniaire à la charge de la Communauté en cas de préjudice causé dans l'exécution du pré-

sent Traité par une faute de service de la Communauté.

Elle est également compétente pour accorder une réparation à la charge d'un agent des services de la Communauté en cas de préjudice causé par une faute personnelle de cet agent dans l'exercice de ses fonctions. Si la partie lésée n'a pu obtenir cette réparation de la part de l'agent, la Cour peut mettre une indemnité équitable à la charge de la Communauté.

Tous autres litiges nés entre la Communauté et les tiers, en dehors de l'application des clauses du présent Traité et des règlements d'application, sont portés devant les tribunaux nationaux.

Article 41.

La Cour est seule compétente pour statuer, à titre préjudiciel, sur la validité des délibérations de la Haute Autorité et du Conseil, dans le cas où un litige porté devant un tribunal national mettrait en cause cette validité.

Article 42.

La Cour est compétente pour statuer en vertu d'une clause compromissoire contenue dans un contrat de droit public ou de droit privé passé par la Communauté ou pour son compte.

Article 43.

La Cour est compétente pour statuer dans tout autre cas prévu par une disposition additionnelle du présent Traité.

Elle peut également statuer dans tous les cas en connexité avec l'objet du présent Traité où la législation d'un Etat membre lui attribue compétence.

Article 44.

Les arrêts de la Cour ont force exécutoire sur le territoire des Etats membres dans les conditions fixées à l'article 92 ci-après.

Article 45.

Le Statut de la Cour est fixé par un Protocole annexé au présent Traité.

Titre III. — Dispositions économiques et sociales.

Chapitre 1^{er}. — Dispositions générales.

Article 46.

La Haute Autorité peut, à tout moment, consulter les Gouvernements, les divers intéressés (entreprises, travailleurs, utilisateurs et négociants) et leurs associations, ainsi que tous experts.

Les entreprises, les travailleurs, les utilisateurs et négociants et leurs associations ont qualité pour présenter à la Haute Autorité toutes sug-

gestions ou observations sur les questions les concernant.

Pour orienter, en fonction des missions imparties à la Communauté, l'action de tous les intéressés et pour déterminer son action propre, dans les conditions prévues au présent Traité, la Haute Autorité doit, en recourant aux consultations ci-dessus :

1° effectuer une étude permanente de l'évolution des marchés et des tendances des prix;

2° établir périodiquement des programmes prévisionnels de caractère indiatif portant sur la production, la consommation, l'exportation et l'importation;

3° définir périodiquement des objectifs généraux concernant la modernisation, l'orientation à long terme des fabrications et l'expansion des capacités de production;

4° participer, à la demande des gouvernements intéressés, à l'étude des possibilités de réemploi dans les industries existantes ou par la création d'activités nouvelles de la main-d'œuvre rendue disponible par l'évolution du marché ou les transformations techniques;

5° rassembler les informations nécessaires à l'appréciation des possibilités de relèvement des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre des industries dont elle a la charge et des risques qui menacent ces conditions de vie.

Elle publie les objectifs généraux et les programmes, après les avoir soumis au Comité Consultatif.

Elle peut rendre publiques les études et informations mentionnées ci-dessus.

Article 47.

La Haute Autorité peut recueillir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Elle peut faire procéder aux vérifications nécessaires.

La Haute Autorité est tenue de ne pas divulguer les informations qui, par leur nature, sont couvertes par le secret professionnel et notamment les renseignements relatifs aux entreprises et concernant leurs relations commerciales ou les éléments de leur prix de revient. Sous cette réserve, elle doit publier les données qui sont susceptibles d'être utiles aux gouvernements ou à tous autres intéressés.

La Haute Autorité peut prononcer, à l'encontre des entreprises qui se soustrairaient aux obligations résultant pour elles des décisions prises en application des dispositions du présent article ou qui fourniraient sciemment des informations fausses, des amendes, dont le montant maximum sera de 1 % du chiffre d'affaires annuel, et des astreintes, dont le montant maximum sera de 5 % du chiffre d'affaires journalier moyen par jour de retard.

Toute violation par la Haute Autorité du secret professionnel ayant causé un dommage à

une entreprise pourra faire l'objet d'une action en indemnité devant la Cour dans les conditions prévues à l'article 40.

Article 48.

Le droit des entreprises de constituer des associations n'est pas affecté par le présent Traité. L'adhésion à ces associations doit être libre. Elles peuvent exercer toute activité qui n'est pas contraire aux dispositions du présent Traité ou aux décisions ou recommandations de la Haute Autorité.

Dans le cas où le présent Traité prescrit la consultation du Comité Consultatif, toute association est en droit de soumettre à la Haute Autorité, dans les délais fixés par celle-ci, les observations de ses membres sur l'action envisagée.

Pour obtenir les informations qui lui sont nécessaires ou pour faciliter l'exécution des missions qui lui sont confiées, la Haute Autorité recourt normalement aux associations de producteurs, à la condition, soit qu'elles assurent aux représentants qualifiés des travailleurs et des utilisateurs une participation à leurs organes directeurs ou à des comités consultatifs établis auprès d'elles, soit qu'elles fassent par tout autre moyen, dans leur organisation, une place satisfaisante à l'expression des intérêts des travailleurs et des utilisateurs.

Les associations visées à l'alinéa précédent sont tenues de fournir à la Haute Autorité les informations que celle-ci estime nécessaires sur leur activité. Les observations visées au deuxième alinéa du présent article et les informations fournies au titre du quatrième alinéa sont également communiquées par les associations au gouvernement intéressé.

Chapitre 2. — Dispositions financières.

Article 49.

La Haute Autorité est habilitée à se procurer les fonds nécessaires à l'accomplissement de sa mission :

— en établissant des prélèvements sur la production de charbon et d'acier;

— en contractant des emprunts.

Elle peut recevoir à titre gratuit.

Article 50.

1° Les prélèvements sont destinés à couvrir :

— les dépenses administratives prévues à l'article 78;

— l'aide non remboursable prévue à l'article 56, relatif à la réadaptation;

— en ce qui concerne les facilités de financement prévues aux articles 54 et 56 et après appel au fonds de réserve, la fraction du service des emprunts de la Haute Autorité éventuellement non couverte par le service de ses prêts,

ainsi que le jeu éventuel de sa garantie aux emprunts souscrits directement par les entreprises;

— les dépenses consacrées à l'encouragement de la recherche technique et économique dans les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 55.

2° Les prélèvements sont assis annuellement sur les différents produits en fonction de leur valeur moyenne sans que le taux en puisse excéder 1 %, sauf autorisation préalable du Conseil prise à la majorité des deux tiers. Les conditions d'assiette et de perception sont fixées, en évitant dans toute la mesure possible les taxations cumulatives, par une décision générale de la Haute Autorité prise après consultation du Conseil.

3° La Haute Autorité peut prononcer, à l'encontre des entreprises qui ne respecteraient pas les décisions prises par elle en application du présent article, des majorations de 5 % au maximum par trimestre de retard.

Article 51.

1° Les fonds d'emprunts ne peuvent être utilisés par la Haute Autorité que pour consentir des prêts.

L'émission des emprunts de la Haute Autorité sur les marchés des Etats membres est soumise aux réglementations en vigueur sur ces marchés.

Au cas où la Haute Autorité estime nécessaire la garantie d'Etats membres pour contracter certains emprunts, elle saisit, après consultation du Conseil, le ou les gouvernements intéressés; aucun Etat n'est tenu de donner sa garantie.

2° La Haute Autorité peut, dans les conditions prévues à l'article 54, garantir des emprunts consentis directement aux entreprises par des tiers.

3° La Haute Autorité peut aménager ses conditions de prêt ou de garantie en vue de constituer un fonds de réserve destiné exclusivement à réduire le montant éventuel des prélèvements prévus à l'article 50, § 1, alinéa 3, sans que les sommes ainsi accumulées puissent être utilisés à des prêts à des entreprises sous quelque forme que ce soit.

4° La Haute Autorité n'exerce pas elle-même les activités de caractère bancaire correspondant à ses missions financières.

Article 52.

Les Etats membres prennent toutes dispositions utiles pour assurer, à l'intérieur des territoires visés à l'alinéa 1 de l'article 79 et dans le cadre des modalités adoptées pour les règlements commerciaux, le transfert des fonds provenant des prélèvements, des sanctions pécuniaires et astreintes et du fonds de réserve, dans la mesure nécessaire à leur utilisation pour les objets auxquels ils sont destinés par le présent Traité.

Les modalités des transferts, tant entre les Etats membres qu'à destination des pays tiers, résultant des autres opérations financières effectuées par la Haute Autorité ou sous sa garantie, feront l'objet d'accords passés par la Haute Autorité avec les Etats membres intéressés ou les organismes compétents sans qu'aucun Etat membre qui applique une réglementation des changes soit tenu d'assurer des transferts pour lesquels il n'a pas pris d'engagements explicites.

Article 53.

Sans préjudice des dispositions de l'article 58 et du chapitre V du titre III, la Haute Autorité peut:

a) après consultation du Comité Consultatif et du Conseil, autoriser l'institution, dans les conditions qu'elle détermine, et sous son contrôle, de tous mécanismes financiers communs à plusieurs entreprises, qu'elle reconnaît nécessaires à l'exécution des missions définies à l'article 3 et compatibles avec les dispositions du présent Traité, en particulier de l'article 65;

b) sur avis conforme du Conseil statuant à l'unanimité, instituer elle-même tous mécanismes financiers répondant aux mêmes fins.

Les mécanismes de même ordre institués ou maintenus par les Etats membres sont notifiés à la Haute Autorité qui, après consultation du Comité Consultatif et du Conseil, adresse aux Etats intéressés les recommandations nécessaires au cas où de tels mécanismes sont en tout ou partie contraires à l'application du présent Traité.

Chapitre 3.

Investissement et aides financières.

Article 54.

La Haute Autorité peut faciliter la réalisation des programmes d'investissements en consentant des prêts aux entreprises ou en donnant sa garantie aux autres emprunts qu'elles contractent.

Sur avis conforme du Conseil statuant à l'unanimité, la Haute Autorité peut concourir par les mêmes moyens au financement de travaux et d'installations qui contribuent directement et à titre principal à accroître la production, abaisser les prix de revient ou faciliter l'écoulement de produits soumis à sa juridiction.

Pour favoriser un développement coordonné des investissements, la Haute Autorité peut obtenir, conformément aux dispositions de l'article 47, communication préalable des programmes individuels, soit par une demande spéciale adressée à l'entreprise intéressée, soit par une décision définissant la nature et l'importance des programmes qui doivent être communiqués.

Elle peut, après avoir donné aux intéressés toutes facilités pour présenter leurs observations,

formuler un avis motivé sur ces programmes dans le cadre des objectifs généraux prévus à l'article 46. Sur demande de l'entreprise intéressée, elle est tenue de formuler un tel avis. La Haute Autorité notifie l'avis à l'entreprise intéressée et le porte à la connaissance de son gouvernement. La liste des avis est publiée.

Si la Haute Autorité reconnaît que le financement d'un programme ou l'exploitation des installations qu'il comporte impliqueraient des subventions, aides, protections ou discriminations contraires au présent Traité, l'avis défavorable pris par ces motifs vaut décision au sens de l'article 14 et entraîne interdiction pour l'entreprise intéressée de recourir, pour la réalisation de ce programme, à d'autres ressources que ses fonds propres.

La Haute Autorité peut prononcer, à l'encontre des entreprises qui passeraient outre à l'interdiction prévue à l'alinéa précédent, des amendes dont le montant maximum sera égal aux sommes indûment consacrées à la réalisation du programme en cause.

Article 55.

1^o La Haute Autorité doit encourager la recherche technique et économique intéressant la production et le développement de la consommation du charbon et de l'acier, ainsi que la sécurité du travail dans ces industries. Elle organise, à cet effet, tous contacts appropriés entre les organismes de recherche existants.

2^o Après consultation du Comité Consultatif, la Haute Autorité peut susciter et faciliter le développement de ces recherches:

a) soit en provoquant un financement en commun par les entreprises intéressées;

b) soit en y consacrant des fonds reçus à titre gratuit;

c) soit, après avis conforme du Conseil, en y affectant des fonds provenant des prélèvements prévus à l'article 50, sans, toutefois, que le plafond défini au paragraphe 2 dudit article puisse être dépassé.

Les résultats des recherches financées, dans les conditions prévues en b et c, sont mis à la disposition de l'ensemble des intéressés dans la Communauté.

3^o La Haute Autorité émet tous avis utiles à la diffusion des améliorations techniques, notamment en ce qui concerne les échanges de brevets et la délivrance des licences d'exploitation.

Article 56.

Si l'introduction, dans le cadre des objectifs généraux de la Haute Autorité, de procédés techniques ou d'équipements nouveaux a pour conséquence une réduction d'une importance exceptionnelle des besoins de main-d'œuvre des industries du charbon ou de l'acier entraînant dans une ou plusieurs régions des difficultés particulières dans le réemploi de la main-d'œuvre

rendue disponible, la Haute Autorité, sur la demande des gouvernements intéressés:

a) prend l'avis du Comité Consultatif;

b) peut faciliter, suivant les modalités prévues à l'article 54, soit dans les industries relevant de sa juridiction, soit sur avis conforme du Conseil dans toute autre industrie, le financement des programmes, approuvés par elle, de création d'activités nouvelles économiquement saines et susceptibles d'assurer le réemploi productif de la main-d'œuvre rendue disponible;

c) consent une aide non remboursable pour contribuer:

— aux versements d'indemnités permettant à la main-d'œuvre d'attendre d'être remplacée;

— à l'attribution aux travailleurs d'allocations pour frais de réinstallation;

— au financement de la rééducation professionnelle des travailleurs amenés à changer d'emploi.

La Haute Autorité subordonne l'octroi d'une aide non remboursable au versement par l'Etat intéressé d'une contribution spéciale au moins équivalente au montant de cette aide, sauf dérogation autorisée par le Conseil statuant à la majorité des deux tiers.

Chapitre 4. — Production.

Article 57.

Dans le domaine de la production, la Haute Autorité recourt de préférence aux modes d'action indirects qui sont à sa disposition, tels que:

— la coopération avec les gouvernements pour régulariser ou influencer la consommation générale, en particulier celle des services publics;

— les interventions en matière de prix et de politique commerciale prévues par le présent Traité.

Article 58.

1^o En cas de réduction de la demande, si la Haute Autorité estime que la Communauté se trouve en présence d'une période de crise manifeste et que les moyens d'action prévus à l'article 57 ne permettent pas d'y faire face, elle doit, après consultation du Comité Consultatif et sur avis conforme du Conseil, instaurer un régime de quotas de production accompagné, en tant que de besoin, des mesures prévues à l'article 74.

A défaut d'initiative de la Haute Autorité, l'un des Etats membres peut saisir le Conseil qui, statuant à l'unanimité, peut prescrire à la Haute Autorité l'instauration d'un régime de quotas.

2^o La Haute Autorité, sur la base d'études faites en liaison avec les entreprises et les associations d'entreprises, établit les quotas sur une base équitable, compte tenu des principes définis aux articles 2, 3 et 4. Elle peut, notamment,

régler le taux de marche des entreprises par des prélèvements appropriés sur les tonnages dépassant un niveau de référence défini par une décision générale.

Les sommes ainsi obtenues sont affectées au soutien des entreprises dont le rythme de production est ralenti au-dessous de la mesure envisagée, en vue, notamment, d'assurer autant que possible le maintien de l'emploi dans ces entreprises.

3° Le régime des quotas prend fin sur proposition adressée au Conseil par la Haute Autorité, après consultation du Comité Consultatif, ou par le gouvernement d'un des Etats membres, sauf décision contraire du Conseil à l'unanimité, si la proposition émane de la Haute Autorité, et à la majorité simple, si elle émane d'un gouvernement. La fin du régime des quotas fait l'objet d'une publication par les soins de la Haute Autorité.

4° La Haute Autorité peut prononcer, à l'encontre des entreprises qui violeraient les décisions prises par elle en application du présent article, des amendes dont le montant est égal au maximum à la valeur des productions irrégulières.

Article 59.

1° Si la Haute Autorité constate, après consultation du Comité Consultatif, que la Communauté se trouve en présence d'une pénurie sérieuse de certains ou de l'ensemble des produits soumis à sa juridiction et que les moyens d'action prévus à l'article 57 ne permettent pas d'y faire face, elle doit saisir le Conseil de cette situation et, sauf décision contraire de celui-ci statuant à l'unanimité, lui proposer les mesures nécessaires.

A défaut d'initiative de la Haute Autorité, le Conseil peut être saisi par l'un des Etats membres et, par une décision prise à l'unanimité, reconnaître l'existence de la situation prévue ci-dessus.

2° Le Conseil statuant à l'unanimité, décide, sur proposition de la Haute Autorité et en consultation avec elle, d'une part, des priorités d'utilisation et, d'autre part, de la répartition des ressources de la Communauté en charbon et en acier entre les industries soumises à sa juridiction, l'exportation et les autres consommations.

En fonction des priorités d'utilisation ainsi décidées, la Haute Autorité établit, après consultation des entreprises intéressées, les programmes de fabrication que les entreprises sont tenues d'exécuter.

3° A défaut d'une décision unanime du Conseil sur les mesures visées au paragraphe 2, la Haute Autorité procède elle-même, en fonction des consommations et des exportations et indé-

pendamment de la localisation des productions, à la répartition des ressources de la Communauté entre les Etats membres.

Dans chacun des Etats membres, la répartition des ressources attribuées par la Haute Autorité est faite sous la responsabilité du gouvernement, sans qu'elle puisse affecter les livraisons prévues à d'autres Etats membres et sous réserve de consultations avec la Haute Autorité en ce qui concerne les parts affectées à l'exportation et à la marche des industries du charbon et de l'acier.

Si la part affectée à l'exportation par un gouvernement est réduite par rapport aux bases retenues dans l'attribution totale faite à l'Etat membre en cause, la Haute Autorité, lors du renouvellement des opérations de répartition, redistribuera, en tant que de besoin, entre les Etats membres les ressources ainsi dégagées pour la consommation.

Si une réduction relative dans la part affectée par un gouvernement à la marche des industries du charbon ou de l'acier a pour conséquence une réduction dans une production de la Communauté, l'attribution des produits correspondants faite à l'Etat membre en cause lors du renouvellement des opérations de répartition sera réduite à concurrence de la réduction de production qui lui est imputable.

4° Dans tous les cas, la Haute Autorité a la charge de répartir entre les entreprises, sur une base équitable, les quantités attribuées aux industries de sa juridiction, sur la base d'études faites en liaison avec les entreprises et les associations d'entreprises.

5° Dans la situation prévue au paragraphe 1 du présent article, l'établissement, dans l'ensemble des Etats membres, de restrictions aux exportations à destination des pays tiers peut être décidé par la Haute Autorité, conformément aux dispositions de l'article 57, après consultation du Comité Consultatif et sur avis conforme du Conseil ou, à défaut d'initiative de la Haute Autorité, par le Conseil statuant à l'unanimité sur proposition d'un gouvernement.

6° La Haute Autorité peut mettre fin au régime institué en conformité du présent article après consultation du Comité Consultatif et du Conseil. Elle ne peut passer outre à un avis défavorable du Conseil, si cet avis a été pris à l'unanimité.

A défaut d'initiative de la Haute Autorité, le Conseil statuant à l'unanimité peut mettre fin à ce régime.

7° La Haute Autorité peut prononcer à l'encontre des entreprises qui violeraient les décisions prises en application du présent article des amendes dont le montant ne peut excéder le double de la valeur des fabrications ou des livraisons prescrites et non exécutées ou détournées de leur emploi régulier.

Chapitre 5. — Prix.

Article 60.

1° Sont interdites en matière de prix les pratiques contraires aux articles 2, 3 et 4 notamment :

— les pratiques déloyales de concurrence, en particulier les baisses de prix purement temporaires ou purement locales tendant, à l'intérieur du marché commun, à l'acquisition d'une position de monopole;

— les pratiques discriminatoires comportant, dans le marché commun, l'application par un vendeur de conditions inégales à des transactions comparables, notamment suivant la nationalité des acheteurs.

La Haute Autorité pourra définir, par décisions prises après consultation du Comité Consultatif et du Conseil, les pratiques visées par cette interdiction.

2° Aux fins énoncées ci-dessus :

a) les barèmes des prix et conditions de vente appliqués sur le marché commun par les entreprises doivent être rendus publics, dans la mesure et dans les formes prescrites par la Haute Autorité, après consultation du Comité Consultatif; si la Haute Autorité reconnaît que le choix, par une entreprise, du point sur la base duquel elle établit son barème présente un caractère anormal et permet notamment d'éluder les dispositions du b ci-dessous, elle adresse à cette entreprise les recommandations appropriées;

b) les modes de cotation appliqués ne doivent pas avoir pour effet d'introduire dans les prix pratiqués par une entreprise sur le marché commun, ramenés à leur équivalent au départ du point choisi pour l'établissement de son barème :

— des majorations par rapport au prix prévu par ledit barème pour une transaction comparable;

— ou des rabais sur ce prix dont le montant excède :

— soit la mesure permettant d'aligner l'offre faite sur le barème, établi sur la base d'un autre point, qui procure à l'acheteur les conditions les plus avantageuses au lieu de livraison;

— soit les limites fixées pour chaque catégorie de produits, en tenant compte éventuellement de leur origine et de leur destination, par décisions de la Haute Autorité prises après avis du Comité Consultatif.

Ces décisions interviennent quand leur nécessité apparaît, pour éviter des perturbations dans l'ensemble ou dans une partie du marché commun ou des déséquilibres qui résulteraient d'une divergence entre les modes de cotation utilisés pour un produit et pour les matières qui entrent dans sa fabrication.

Elles ne font pas obstacle à ce que les entreprises alignent leurs offres sur les conditions offertes par des entreprises extérieures à la Communauté, à condition que ces transactions soient notifiées à la Haute Autorité qui peut,

en cas d'abus, limiter ou supprimer, à l'égard des entreprises en cause, le bénéfice de cette dérogation.

Article 61.

Sur la base d'études faites en liaison avec les entreprises et les associations d'entreprises, conformément aux dispositions de l'article 46, alinéa 1, et de l'article 48, alinéa 3, et après consultation du Comité Consultatif et du Conseil, tant pour l'opportunité de ces mesures que sur le niveau de prix qu'elles déterminent, la Haute Autorité peut fixer, pour un ou plusieurs produits soumis à sa juridiction :

a) des prix maxima à l'intérieur du marché commun, si elle reconnaît qu'une telle décision est nécessaire pour atteindre les objectifs définis à l'article 3, notamment en son alinéa c;

b) des prix minima à l'intérieur du marché commun, si elle reconnaît l'existence ou l'imminence d'une crise manifeste et la nécessité d'une telle décision pour atteindre les objectifs définis à l'article 3;

c) après consultation des associations des entreprises intéressées ou de ces entreprises elles-mêmes, et suivant des modalités adaptées à la nature des marchés extérieurs, des prix minima ou maxima à l'exportation, si une telle action est susceptible d'un contrôle efficace et apparaît nécessaire, tant en raison des dangers résultant pour les entreprises de la situation du marché que pour faire prévaloir dans les relations économiques internationales l'objectif défini à l'article 3, alinéa f, et sans préjudice, en cas de fixation de prix minima, de l'application des dispositions prévues à l'article 60, § 2, dernier alinéa.

Dans la fixation des prix, la Haute Autorité doit tenir compte de la nécessité d'assurer la capacité concurrentielle tant des industries du charbon ou de l'acier que des industries utilisatrices, suivant les principes définis à l'article 3, alinéa c.

A défaut d'initiative de la Haute Autorité, dans les circonstances prévues ci-dessus, le gouvernement d'un des États membres peut saisir le Conseil qui, par décision prise à l'unanimité, peut inviter la Haute Autorité à fixer de tels maxima ou minima.

Article 62.

Lorsque la Haute Autorité estime qu'une telle action est la plus appropriée pour éviter que le prix du charbon ne s'établisse au niveau du coût de production des mines les plus coûteuses à exploiter dont le maintien en service est reconnu temporairement nécessaire à l'accomplissement des missions définies à l'article 3, la Haute Autorité peut, après avis du Comité Consultatif, autoriser des compensations :

— entre entreprises d'un même bassin auxquelles s'appliquent les mêmes barèmes;

— après consultation du Conseil, entre entreprises situées dans des bassins différents.

Lesdites compensations peuvent, en outre, être instituées dans les conditions prévues à l'article 53.

Article 63.

1^o Si la Haute Autorité constate que des discriminations sont systématiquement exercées par des acheteurs, notamment en vertu de clauses régissant les marchés passés par des organismes dépendant des pouvoirs publics, elle adresse aux gouvernements intéressés les recommandations nécessaires.

2^o Dans la mesure où elle l'estime nécessaire, la Haute Autorité peut décider que :

a) les entreprises devront établir leurs conditions de vente de telle sorte que leurs acheteurs et leurs commissionnaires s'obligent à se conformer aux règles posées par la Haute Autorité en application des dispositions du présent chapitre;

b) les entreprises seront rendues responsables des infractions aux obligations ainsi contractées commises par leurs agents directs ou les commissionnaires traitant pour le compte desdites entreprises.

Elle pourra, en cas d'infraction commise par un acheteur aux obligations ainsi contractées, limiter, dans une mesure qui pourra, en cas de récidive, comporter une interdiction temporaire, le droit des entreprises de la Communauté de traiter avec ledit acheteur. Dans ce cas, et sans préjudice des dispositions de l'article 33, un recours sera ouvert à l'acheteur devant la Cour.

3^o En outre, la Haute Autorité est habilitée à adresser aux Etats membres intéressés toutes recommandations appropriées en vue d'assurer le respect des règles posées en application des dispositions de l'article 60, § 1, par toute entreprise ou organisme exerçant une activité de distribution dans le domaine du charbon ou de l'acier.

Article 64.

La Haute Autorité peut prononcer à l'encontre des entreprises qui violeraient les dispositions du présent chapitre ou les décisions prises pour son application des amendes à concurrence du double de la valeur des ventes irrégulières. En cas de récidive, le maximum ci-dessus est doublé.

Chapitre 6. — Ententes et concentrations.

Article 65.

1^o Sont interdits tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées qui tendraient, sur le marché commun, directement ou indirectement, à empêcher, restreindre ou faus-

ser le jeu normal de la concurrence et en particulier :

a) à fixer ou déterminer les prix;

b) à restreindre ou à contrôler la production, le développement technique ou les investissements;

c) à répartir les marchés, produits, clients ou sources d'approvisionnement.

2^o Toutefois, la Haute Autorité autorise, pour des produits déterminés, des accords de spécialisation ou des accords d'achat ou de vente en commun, s'il reconnaît :

a) que cette spécialisation ou ces achats ou ces ventes en commun contribueront à une amélioration notable dans la production ou la distribution des produits visés;

b) que l'accord en cause est essentiel pour obtenir ces effets sans qu'il soit d'un caractère plus restrictif que ne l'exige son objet, et

c) qu'il n'est pas susceptible de donner aux entreprises intéressées le pouvoir de déterminer les prix, contrôler ou limiter la production ou les débouchés d'une partie substantielle des produits en cause dans le marché commun, ni de les soustraire à une concurrence effective d'autres entreprises dans le marché commun.

Si la Haute Autorité reconnaît que certains accords sont strictement analogues, quant à leur nature et à leurs effets, aux accords visés ci-dessus, compte tenu notamment de l'application du présent paragraphe aux entreprises de distribution, elle les autorise également lorsqu'elle reconnaît qu'ils satisfont aux mêmes conditions.

Les autorisations peuvent être accordées à des conditions déterminées et pour une période limitée. Dans ce cas, la Haute Autorité renouvelle l'autorisation une ou plusieurs fois, si elle constate qu'au moment du renouvellement les conditions prévues aux alinéas a à c ci-dessus continuent d'être remplies.

La Haute Autorité révoque l'autorisation ou en modifie les termes, si elle reconnaît que, par l'effet d'un changement dans les circonstances, l'accord ne répond plus aux conditions prévues ci-dessus ou que les conséquences effectives de cet accord ou de son application sont contraires aux conditions requises pour son approbation.

Les décisions comportant octroi, renouvellement, modification, refus ou révocation d'autorisation, ainsi que leurs motifs doivent être publiés, sans que les limitations édictées par l'article 47, deuxième alinéa, soient applicables en pareil cas.

3^o La Haute Autorité peut obtenir, conformément aux dispositions de l'article 47, toutes informations nécessaires à l'application du présent article, soit par demande spéciale adressée aux intéressés, soit par un règlement définissant la nature des accords, décisions ou pratiques qui ont à lui être communiqués.

4^o Les accords ou décisions interdits en vertu du paragraphe 1 du présent article sont nuls

de plein droit et ne peuvent être invoqués devant aucune juridiction des Etats membres.

La Haute Autorité a compétence exclusive, sous réserve des recours devant la Cour, pour se prononcer sur la conformité avec les dispositions du présent article desdits accords ou décisions.

5° La Haute Autorité peut prononcer contre les entreprises qui auraient conclu un accord nul de plein droit, appliqué ou tenté d'appliquer, par voie d'arbitrage, dédit, boycottage ou tout autre moyen, un accord ou une décision nuls de plein droit ou un accord dont l'approbation a été refusée ou révoquée, ou qui obtiendraient le bénéfice d'une autorisation au moyen d'informations sciemment fausses ou déformées, ou qui se livreraient à des pratiques contraires aux dispositions du paragraphe 1, des amendes et astreintes au maximum égales au double du chiffre d'affaires réalisé sur les produits ayant fait l'objet de l'accord, de la décision ou de la pratique contraires aux dispositions du présent article, sans préjudice, si cet objet est de restreindre la production, le développement technique ou les investissements, d'un relèvement du maximum ainsi déterminé à concurrence de 10% du chiffre d'affaires annuel des entreprises en cause, en ce qui concerne l'amende, et de 20% du chiffre d'affaires journalier, en ce qui concerne les astreintes.

Article 66.

1° Est soumise à autorisation préalable de la Haute Autorité, sous réserve des dispositions du paragraphe 3, toute opération ayant par elle-même pour effet direct ou indirect, à l'intérieur des territoires visés à l'alinéa de l'article 79, et du fait d'une personne ou d'une entreprise, d'un groupe de personnes ou d'entreprises, une concentration entre entreprises dont l'une au moins relève de l'application de l'article 80, que l'opération soit relative à un même produit ou à des produits différents, qu'elle soit effectuée par fusion, acquisitions ou d'éléments d'actifs, prêt, contrat ou tout autre moyen de contrôle. Pour l'application des dispositions ci-dessus, la Haute Autorité définit par un règlement, établi après consultation du Conseil, les éléments qui constituent le contrôle d'une entreprise.

2° La Haute Autorité accorde l'autorisation visée au paragraphe précédent, si elle reconnaît que l'opération envisagée ne donnera pas aux personnes ou aux entreprises intéressées, en ce qui concerne celui ou ceux des produits en cause qui relèvent de sa juridiction, le pouvoir:

— de déterminer les prix, contrôler ou restreindre la production ou la distribution, ou faire obstacle au maintien d'une concurrence effective sur une partie importante du marché desdits produits;

— ou d'échapper, notamment en établissant une position artificiellement privilégiée et comportant un avantage substantiel dans l'accès aux

approvisionnements ou aux débouchés, aux règles de concurrence résultant de l'application du présent Traité.

Dans cette appréciation et conformément au principe de non-discrimination énoncé à l'article 4, alinéa b, la Haute Autorité tient compte de l'importance des entreprises de même nature existant dans la Communauté dans la mesure qu'elle estime justifiée pour éviter ou corriger les désavantages résultant d'une inégalité dans les conditions de concurrence.

La Haute Autorité peut subordonner l'autorisation à toutes conditions qu'elle estime appropriées aux fins du présent paragraphe.

Avant de se prononcer sur une opération affectant des entreprises dont l'une au moins échappe à l'application de l'article 80, la Haute Autorité recueille les observations du gouvernement intéressé.

3° La Haute Autorité exempte de l'obligation d'autorisation préalable les catégories d'opérations dont elle reconnaît que, par l'importance des actifs ou entreprises qu'elles affectent, considérée en liaison avec la nature de la concentration qu'elles réalisent, elles doivent être réputées conformes aux conditions requises par le paragraphe 2. Le règlement, établi à cet effet après avis conforme du Conseil, fixe également les conditions auxquelles cette exemption est soumise.

4° Sans préjudice de l'application de l'article 47 à l'égard des entreprises relevant de sa juridiction, la Haute Autorité peut, soit par un règlement établi après consultation du Conseil et définissant la nature des opérations qui ont à lui être communiquées, soit par demande spéciale adressée aux intéressés dans le cadre de ce règlement, obtenir des personnes physiques ou morales ayant acquis ou regroupé, ou devant acquérir ou regrouper les droits ou actifs en cause, toutes informations nécessaires à l'application du présent article sur les opérations susceptibles de produire l'effet visé au paragraphe 1.

5° Si une concentration vient à être réalisée, dont la Haute Autorité reconnaît qu'elle a été effectuée en infraction aux dispositions du paragraphe 1 et satisfait néanmoins aux conditions prévues par le paragraphe 2, elle subordonne l'approbation de cette concentration au versement, par les personnes ayant acquis ou regroupé les droits ou actifs en cause, l'amende prévue au paragraphe 6, deuxième alinéa, sans que le montant puisse être inférieur à la moitié du maximum prévu audit alinéa dans les cas où il apparaît clairement que l'autorisation devait être demandée. A défaut de ce versement, la Haute Autorité applique les mesures prévues ci-après en ce qui concerne les concentrations reconnues illicites.

Si une concentration vient à être réalisée, dont la Haute Autorité reconnaît qu'elle ne peut satisfaire aux conditions générales ou particulières

auxquelles une autorisation au titre du paragraphe 2 serait subordonnée, elle constate par décision motivée le caractère illicite de cette concentration et, après avoir mis les intéressés en mesure de présenter leurs observations, ordonne la séparation des entreprises ou des actifs indûment réunis ou la cessation du contrôle commun et toute autre action qu'elle estime appropriée pour rétablir l'exploitation indépendante des entreprises ou des actifs en cause et restaurer des conditions normales de concurrence. Toute personne directement intéressée peut former contre ces décisions un recours dans les conditions prévues à l'article 33. Par dérogation audit article, la Cour a pleine compétence pour apprécier si l'opération réalisée a le caractère d'une concentration au sens du paragraphe 1 du présent article et des règlements pris en application du même paragraphe. Ce recours est suspensif. Il ne peut être formé qu'une fois ordonnées les mesures ci-dessus prévues, sauf accord donné par la Haute Autorité à l'introduction d'un recours distinct contre la décision déclarant l'opération illicite.

La Haute Autorité peut, à tout moment, et sauf application éventuelle des dispositions de l'article 39, alinéa 3, prendre ou provoquer les mesures conservatoires qu'elle estime nécessaires pour sauvegarder les intérêts des entreprises concurrentes et des tiers et à prévenir toute action susceptible de faire obstacle à l'exécution de ses décisions. Sauf décision contraire de la Cour, les recours ne suspendent pas l'application des mesures conservatoires ainsi arrêtées.

La Haute Autorité accorde aux intéressés, pour exécuter ses décisions, un délai raisonnable au delà duquel elle peut imposer des astreintes journalières à concurrence de un pour mille de la valeur des droits ou actifs en cause.

En outre, à défaut par les intéressés de remplir leurs obligations, la Haute Autorité prend elle-même des mesures d'exécution et peut notamment suspendre l'exercice, dans les entreprises relevant de sa juridiction, des droits attachés aux actifs irrégulièrement acquis, provoquer la nomination par autorité de justice d'un administrateur séquestre pour ces actifs, en organiser la vente forcée dans des conditions préservant les intérêts légitimes de leurs propriétaires, annuler, à l'égard des personnes physiques ou morales ayant acquis, par l'effet de l'opération illicite, les droits ou actifs en cause, les actes, décisions, résolutions ou délibérations des organes dirigeants des entreprises soumises à un contrôle irrégulièrement établi.

La Haute Autorité est, en outre, habilitée à adresser aux Etats membres intéressés les recommandations nécessaires pour obtenir, dans le cadre des législations nationales, l'exécution des mesures prévues aux alinéas précédents.

Dans l'exercice de ses pouvoirs, la Haute Autorité tient compte des droits des tiers acquis de bonne foi.

6° La Haute Autorité peut imposer des amendes à concurrence de :

— 3 % de la valeur des actifs acquis ou regroupés, ou devant être acquis ou regroupés, aux personnes physiques ou morales qui se seraient soustraites aux obligations prévues par la paragraphe 4;

— 10 % de la valeur des actifs acquis ou regroupés aux personnes physiques ou morales qui se seraient soustraites aux obligations prévues par le paragraphe 1, ce maximum étant relevé, au delà du douzième mois qui suit la réalisation de l'opération, d'un vingt-quatrième par mois supplémentaire écoulé jusqu'à la constatation de l'infraction par la Haute Autorité;

— 10 % de la valeur des actifs acquis ou regroupés, ou devant être acquis ou regroupés, aux personnes physiques ou morales qui auraient obtenu ou tenté d'obtenir le bénéfice des dispositions prévues au paragraphe 2 au moyen d'informations fausses ou déformées;

— 15 % de la valeur des actifs acquis ou regroupés aux entreprises relevant de sa juridiction qui auraient participé ou se seraient prêtées à la réalisation d'opérations contraires aux dispositions du présent article.

Un recours est ouvert devant la Cour, dans les conditions de l'article 36, au profit des personnes qui sont l'objet des sanctions prévues au présent paragraphe.

7° Si la Haute Autorité reconnaît que des entreprises publiques ou privées qui, en droit ou en fait, ont ou acquièrent, sur le marché d'un des produits relevant de sa juridiction, une position dominante qui les soustrait à une concurrence effective dans une partie importante du marché commun, utilisent cette position à des fins contraires aux objectifs du présent Traité, elle leur adresse toutes recommandations propres à obtenir que cette position ne soit pas utilisée à ces fins. A défaut d'exécution satisfaisante desdites recommandations dans un délai raisonnable, la Haute Autorité, par décisions prises en consultation avec le gouvernement intéressé et sous les sanctions prévues respectivement aux articles 58, 59 et 64, fixe les prix et conditions de vente à appliquer par l'entreprise en cause ou établit des programmes de fabrication ou des programmes de livraison à exécuter par elle.

Chapitre 7.

Atteintes aux conditions de la concurrence.

Article 67.

1° Toute action d'un Etat membre susceptible d'exercer une répercussion sensible sur les conditions de la concurrence dans les industries du charbon ou de l'acier doit être portée à la connaissance de la Haute Autorité par le gouvernement intéressé.

2° Si une telle action est de nature, en élargissant substantiellement, autrement que par variation des rendements, les différences de coûts de production, à provoquer un déséquilibre grave, la Haute Autorité, après consultation du Comité Consultatif et du Conseil, peut prendre les mesures suivantes :

Si l'action de cet Etat comporte des effets dommageables pour les entreprises de charbon ou d'acier, relevant de la juridiction dudit Etat, la Haute Autorité peut l'autoriser à leur octroyer une aide dont le montant, les conditions et la durée sont fixées en accord avec elle. Les mêmes dispositions s'appliquent en cas de variation des salaires et des conditions de travail qui auraient les mêmes effets, même si elles ne résultent pas d'une action de l'Etat.

Si l'action de cet Etat comporte des effets dommageables pour les entreprises de charbon ou d'acier relevant de la juridiction des autres Etats membres, la Haute Autorité lui adresse une recommandation en vue d'y remédier par les mesures qu'il estimera les plus compatibles avec son propre équilibre économique.

3° Si l'action de cet Etat réduit les différences de coûts de production en apportant un avantage spécial, ou en imposant des charges spéciales, aux entreprises de charbon ou d'acier relevant de sa juridiction par comparaison avec les autres industries du même pays, la Haute Autorité est habilitée, après consultation du Comité Consultatif et du Conseil, à adresser à cet Etat les recommandations nécessaires.

Chapitre 8

Salaires et mouvements de la main-d'œuvre.

Article 68.

1° Les modes de fixation des salaires et des prestations sociales en usage dans les différents Etats membres ne sont pas affectés, en ce qui concerne les industries du charbon et de l'acier, par l'application du présent Traité, sous réserve des dispositions suivantes.

2° Lorsque la Haute Autorité reconnaît que des prix anormalement bas pratiqués dans une ou plusieurs entreprises résultent de salaires fixés par ces entreprises à un niveau anormalement bas eu égard au niveau des salaires pratiqués dans la même région, elle adresse à celles-ci, après avis du Comité Consultatif, les recommandations nécessaires. Si les salaires anormalement bas résultent de décisions gouvernementales, la Haute Autorité entre en consultation avec le gouvernement intéressé auquel, à défaut d'accord, elle peut, après avis du Comité Consultatif, adresser une recommandation.

3° Lorsque la Haute Autorité reconnaît qu'une baisse des salaires, tout à la fois, entraîne une baisse du niveau de vie de la main-d'œuvre et

est employée comme moyen d'ajustement économique permanent des entreprises ou de concurrence entre les entreprises, elle adresse à l'entreprise ou au gouvernement intéressé, après avis du Comité Consultatif, une recommandation en vue d'assurer, à la charge des entreprises, des avantages à la main-d'œuvre compensant cette baisse.

Cette disposition ne s'applique pas :

a) aux mesures d'ensemble appliquées par un Etat membre pour rétablir son équilibre extérieur, sans préjudice, dans ce dernier cas, de l'application éventuelle des dispositions prévues à l'article 67;

b) aux baisses de salaires résultant de l'application de l'échelle mobile légalement ou contractuellement établie;

c) aux baisses de salaires provoquées par une baisse du coût de la vie;

d) aux baisses de salaires qui corrigeraient les hausses anormales antérieurement intervenues dans des circonstances exceptionnelles qui ont cessé de produire leurs effets.

4° En dehors des cas prévus en a et b au paragraphe précédent, toute baisse de salaires affectant l'ensemble ou une fraction notable de la main-d'œuvre d'une entreprise doit être notifiée à la Haute Autorité.

5° Les recommandations prévues aux paragraphes précédents ne peuvent être faites par la Haute Autorité qu'après consultation du Conseil, sauf si elles sont adressées à des entreprises qui n'atteindraient pas une importance définie par la Haute Autorité en accord avec le Conseil.

Lorsqu'une modification, dans un des Etats membres, des dispositions relatives au financement de la Sécurité sociale, ou des moyens de lutte contre le chômage et les effets du chômage, ou une variation des salaires produit les effets visés à l'article 67, §§ 2 et 3, la Haute Autorité est habilitée à appliquer les dispositions prévues audit article.

6° Au cas où les entreprises ne se conformeraient pas aux recommandations qui leur sont adressées en application du présent article, la Haute Autorité peut leur infliger des amendes et des astreintes à concurrence du double des économies de frais de main-d'œuvre indûment réalisées.

Article 69.

1° Les Etats membres s'engagent à écarter toute restriction, fondée sur la nationalité, à l'emploi dans les industries du charbon et de l'acier, à l'égard des travailleurs nationaux d'un des Etats membres de qualification confirmée dans les professions du charbon et de l'acier, sous réserve des limitations qui résultent des nécessités fondamentales de santé et d'ordre public.

2° Pour l'application de cette disposition, ils établiront une définition commune des spécialités et des conditions de qualification, détermineront d'un commun accord les limitations prévues au paragraphe précédent et rechercheront les procédés techniques permettant la mise en contact des offres et des demandes d'emploi dans l'ensemble de la Communauté.

3° En outre, pour les catégories de travailleurs non prévues au paragraphe précédent et au cas où un développement de production dans l'industrie du charbon et de l'acier serait freiné par une pénurie de main-d'œuvre appropriée, ils adapteront leurs réglementations relatives à l'immigration dans la mesure nécessaire pour mettre fin à cette situation; en particulier, ils faciliteront le réemploi des travailleurs en provenance des industries du charbon et de l'acier d'autres Etats membres.

4° Ils interdiront toute discrimination dans la rémunération et les conditions de travail entre travailleurs nationaux et travailleurs immigrés, sans préjudice des mesures spéciales intéressant les travailleurs frontaliers; en particulier, ils rechercheront entre eux tous arrangements qui demeurerait nécessaires pour que les dispositions relatives à la Sécurité sociale ne fassent pas obstacle aux mouvements de main-d'œuvre.

5° La Haute Autorité doit orienter et faciliter l'action des Etats membres pour l'application des mesures prévues au présent article.

6° Le présent article ne porte pas atteinte aux obligations internationales des Etats membres.

Chapitre 9. — Transports.

Article 70.

Il est reconnu que l'établissement du marché commun rend nécessaire l'application de tarifs de transport du charbon et de l'acier de nature à offrir des conditions de prix comparables aux utilisateurs placés dans des conditions comparables.

Sont notamment interdites, pour le trafic entre les Etats membres, les discriminations, dans les prix et conditions de transport de toute nature, fondées sur le pays d'origine ou de destination des produits. La suppression de ces discriminations comporte en particulier l'obligation d'appliquer aux transports de charbon et d'acier, en provenance ou à destination d'un autre pays de la Communauté, les barèmes, prix et dispositions tarifaires de toute nature applicables aux transports intérieurs de la même marchandise, lorsque celle-ci emprunte le même parcours.

Les barèmes, prix et dispositions tarifaires de toute nature appliqués aux transports de charbon et d'acier à l'intérieur de chaque Etat membre et entre les Etats membres sont publiés ou portés à la connaissance de la Haute Autorité.

L'application de mesures tarifaires intérieures spéciales, dans l'intérêt d'une ou plusieurs entre-

prises productrices de charbon ou d'acier, est soumise à l'accord préalable de la Haute Autorité qui s'assure de leur conformité avec les principes du présent Traité; elle peut donner un accord temporaire ou conditionnel.

Sous réserve des dispositions du présent article, ainsi que des autres dispositions du présent Traité, la politique commerciale des transports, notamment l'établissement et la modification des prix et conditions de transport de toute nature, ainsi que les aménagements de prix de transport tendant à assurer l'équilibre financier des entreprises de transport, restent soumis aux dispositions législatives ou réglementaires de chacun des Etats membres; il en est de même pour les mesures de coordination ou de concurrence entre les divers modes de transport ou entre les diverses voies d'acheminement.

Chapitre 10. — Politique commerciale.

Article 71.

La compétence des gouvernements des Etats membres en matière de politique commerciale n'est pas affectée par l'application du présent Traité, sauf dispositions contraires de celui-ci.

Les pouvoirs attribués à la Communauté par le présent Traité en matière de politique commerciale à l'égard des pays tiers ne peuvent excéder ceux qui sont reconnus aux Etats membres par les accords internationaux auxquels ils sont parties, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 75.

Les gouvernements des Etats membres se prêtent mutuellement le concours nécessaire pour l'application des mesures reconnues par la Haute Autorité conformes au présent Traité et aux accords internationaux en vigueur. La Haute Autorité est habilitée à proposer aux Etats membres intéressés les méthodes par lesquelles ce concours mutuel peut être assuré.

Article 72.

Des taux minima, au-dessous desquels les Etats membres s'engagent à ne pas abaisser leurs droits de douane sur le charbon et l'acier à l'égard des pays tiers, et des taux maxima, au-dessus desquels ils s'engagent à ne pas les élever, peuvent être fixés par décision du Conseil prise à l'unanimité sur proposition de la Haute Autorité, présentée à son initiative ou sur demande d'un Etat membre.

Entre les limites fixées par ladite décision, chaque gouvernement détermine ses tarifs suivant sa procédure nationale. La Haute Autorité peut, de sa propre initiative ou à la demande d'un des Etats membres, émettre un avis tendant à la modification des tarifs dudit Etat.

Article 73.

L'administration des licences d'importation et d'exportation dans les relations avec les pays

tiers relève du gouvernement sur le territoire duquel se situe le point de destination des importations ou le point d'origine des exportations.

La Haute Autorité est habilitée à veiller sur l'administration et le contrôle desdites licences en matière de charbon et d'acier. Elle adresse, en tant que de besoin, aux Etats membres, après consultation du Conseil, des recommandations, tant pour éviter que les dispositions adoptées aient un caractère plus restrictif que ne l'exige la situation qui en justifie l'établissement ou le maintien, que pour assurer une coordination des mesures prises au titre de l'article 71, alinéa 3, et de l'article 74.

Article 74.

Dans les cas énumérés ci-dessous, la Haute Autorité est habilitée à prendre toutes mesures conformes au présent Traité et, en particulier, aux objectifs définis à l'article 3 et à adresser aux gouvernements toutes recommandations conformes aux dispositions de l'article 71, alinéa 2:

1° si des procédés de dumping ou d'autres pratiques condamnées par la Charte de la Havane sont constatés à la charge de pays non-membres de la Communauté ou d'entreprises situées dans ces pays;

2° si une différence entre les offres faites par des entreprises échappant à la juridiction de la Communauté et par les entreprises relevant de sa juridiction est exclusivement imputable au fait que les offres des premières sont fondées sur des conditions de concurrence contraires aux dispositions du présent Traité;

3° si l'un des produits énumérés à l'article 81 du présent Traité est importé dans le territoire d'un ou de plusieurs Etats membres en quantités relativement accrues et à des conditions telles que ces importations portent ou menacent de porter un préjudice sérieux à la production, dans le marché commun, des produits similaires ou directement concurrents.

Toutefois, des recommandations ne peuvent être formulées en vue d'établir des restrictions quantitatives au titre du 2° ci-dessus que sur avis conforme du Conseil et au titre du 3° ci-dessus que dans les conditions prévues à l'article 58.

Article 75.

Les Etats membres s'engagent à tenir la Haute Autorité informée des projets d'accords commerciaux ou d'arrangements d'effet analogue dans la mesure où ceux-ci intéressent le charbon et l'acier ou l'importation des autres matières premières et des équipements spécialisés nécessaires à la production du charbon et de l'acier dans les Etats membres.

Si un projet d'accord ou d'arrangement contient des clauses faisant obstacle à l'application du présent Traité, la Haute Autorité adresse les recommandations nécessaires à l'Etat intéressé

dans un délai de dix jours à partir de la réception de la communication qui lui est faite; elle peut dans tout autre cas émettre des avis.

Titre IV. — Dispositions générales.

Article 76.

La Communauté jouit, sur les territoires des Etats membres, des immunités et privilèges nécessaires, pour remplir sa mission, dans les conditions définies à un Protocole annexe.

Article 77.

Le siège des institutions de la Communauté sera fixé du commun accord des gouvernements des Etats membres.

Article 78.

1° L'exercice financier de la Communauté s'étend du 1^{er} juillet au 30 juin.

2° Les dépenses administratives de la Communauté comprennent les dépenses de la Haute Autorité, y compris celles qui sont afférentes au fonctionnement du Comité Consultatif, ainsi que celles de la Cour, du secrétariat de l'Assemblée et du secrétariat du Conseil.

3° Chacune des institutions de la Communauté établit un état prévisionnel de ses dépenses administratives, groupées par articles et chapitres.

Toutefois, le nombre des agents, les échelles de leurs traitements, indemnités et pensions, pour autant qu'ils n'aient pas été fixés en vertu d'une autre disposition du Traité ou d'un règlement d'exécution, ainsi que les dépenses extraordinaires sont préalablement déterminés par une Commission groupant le président de la Cour, le président de la Haute Autorité, le président de l'Assemblée et le président du Conseil. Cette Commission est présidée par le président de la Cour.

Les états prévisionnels sont groupés dans un état prévisionnel général comportant une section spéciale pour les dépenses de chacune de ces institutions et qui est arrêtée par la Commission des présidents prévue à l'alinéa précédent.

La fixation de l'état prévisionnel général vaut autorisation et obligation pour la Haute Autorité de percevoir le montant des recettes correspondantes, conformément aux dispositions de l'article 49. La Haute Autorité met les fonds prévus pour le fonctionnement de chacune des institutions à la disposition du président compétent qui peut procéder ou faire procéder à l'engagement ou à la liquidation des dépenses.

La Commission des Présidents peut autoriser des virements à l'intérieur des chapitres et de chapitre à chapitre.

4° L'état prévisionnel général est inclus dans le rapport annuel présenté par la Haute Autorité à l'Assemblée en vertu de l'article 17.

5° Si le fonctionnement de la Haute Autorité ou de la Cour l'exige, leur président peut présenter à la Commission des présidents un état prévisionnel supplémentaire, soumis aux mêmes règles que l'Etat prévisionnel général.

6° Le Conseil désigne pour trois années un commissaire aux comptes dont le mandat est renouvelable et qui exerce ses fonctions en toute indépendance. La fonction de commissaire aux comptes est incompatible avec toute autre fonction dans une institution ou un service de la Communauté.

Le commissaire aux comptes est chargé de faire annuellement un rapport sur la régularité des opérations comptables et de la gestion financière des différentes institutions. Il dresse ce rapport six mois au plus tard après la fin de l'exercice auquel le compte se rapporte et l'adresse à la Commission des présidents.

La Haute Autorité communique ce rapport à l'Assemblée en même temps que le rapport prévu à l'article 17.

Article 79.

Le présent Traité est applicable aux Territoires européens des Hautes Parties Contractantes. Il s'applique également aux Territoires européens dont un Etat signataire assume les relations extérieures; en ce qui concerne la Sarre, un échange de lettres entre le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République Française est annexé au présent Traité.

Chaque Haute Partie Contractante s'engage à étendre aux autres Etats membres les mesures de préférence dont elle bénéficie, pour le charbon et l'acier, dans les Territoires non-européens soumis à sa juridiction.

Article 80.

Les entreprises, au sens du présent Traité, sont celles qui exercent une activité de production dans le domaine du charbon et de l'acier à l'intérieur des territoires visés à l'article 79, premier alinéa, et, en outre, en ce qui concerne les articles 65 et 66, ainsi que les informations requises pour leur application et les recours formés à leur occasion, les entreprises ou organismes qui exercent habituellement une activité de distribution autre que la vente aux consommateurs domestiques ou à l'artisanat.

Article 81.

Les expressions « charbon » et « acier » sont définies à l'annexe I jointe au présent Traité.

Les listes comprises dans cette annexe peuvent être complétées par le Conseil statuant à l'unanimité.

Article 82.

Le chiffre d'affaires servant de base au calcul des amendes et des astreintes applicables

aux entreprises en vertu du présent Traité est le chiffre d'affaires afférent aux produits soumis à la juridiction de la Haute Autorité.

Article 83.

L'institution de la Communauté ne préjuge en rien le régime de propriété des entreprises soumises aux dispositions du présent Traité.

Article 84.

Dans les dispositions du présent Traité, les mots « le présent Traité » doivent être entendus comme visant les clauses du Traité et de ses annexes, des Protocoles annexes et de la Convention relative aux dispositions transitoires.

Article 85.

Les mesures initiales et transitoires convenues par les Hautes Parties Contractantes en vue de permettre l'application des dispositions du présent Traité sont fixées par une Convention annexée.

Article 86.

Les Etats membres s'engagent à prendre toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations résultant des décisions et recommandations des institutions de la Communauté et à faciliter à celle-ci l'accomplissement de sa mission.

Les Etats membres s'engagent à s'abstenir de toute mesure incompatible avec l'existence du marché commun visé aux articles 1 et 4.

Ils prennent, dans la mesure de leur compétence, toutes dispositions utiles pour assurer les règlements internationaux correspondant aux échanges de charbon et d'acier dans le marché commun et se prêtent un concours mutuel pour faciliter ces règlements.

Les agents de la Haute Autorité chargés par elle de missions de contrôle disposent, sur le territoire des Etats membres et dans toute la mesure nécessaire à l'accomplissement de leur mission, des droits et pouvoirs dévolus par les législations de ces Etats aux agents des administrations fiscales. Les missions de contrôle et la qualité des agents chargés de celles-ci sont dûment notifiées à l'Etat intéressé. Des agents de cet Etat peuvent, à la demande de celui-ci ou de la Haute Autorité, assister les agents de la Haute Autorité dans l'accomplissement de leur mission.

Article 87.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas se prévaloir des traités, conventions ou déclarations existant entre elles en vue de soumettre un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Traité à un mode de règlement autre que ceux prévus par celui-ci.

Article 88.

Si la Haute Autorité estime qu'un Etat a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu du présent Traité, elle constate ledit manquement par une décision motivée, après avoir mis cet Etat en mesure de présenter ses observations. Elle impartit à l'Etat en cause un délai pour pourvoir à l'exécution de son obligation.

Un recours de pleine juridiction est ouvert à cet Etat devant la Cour dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision.

Si l'Etat n'a pas pourvu à l'exécution de son obligation dans le délai fixé par la Haute Autorité ou, en cas de recours, si celui-ci a été rejeté, la Haute Autorité peut, sur avis conforme du Conseil statuant à la majorité des deux tiers:

a) suspendre le versement des sommes dont elle serait redevable pour le compte de l'Etat en question en vertu du présent Traité;

b) prendre ou autoriser les autres Etats membres à prendre des mesures dérogatoires aux dispositions de l'article 4 en vue de corriger les effets du manquement constaté.

Un recours de pleine juridiction est ouvert, dans un délai de deux mois à compter de leur notification, contre les décisions prises en application des alinéas a et b.

Si les mesures ci-dessus prévues s'avèrent inopérantes, le Haute Autorité en réfère au Conseil.

Article 89.

Tout différend entre Etats membres au sujet de l'application du présent Traité, qui n'est pas susceptible d'être réglé par une autre procédure prévue au présent Traité, peut être soumis à la Cour à la requête de l'un des Etats parties au différend.

La Cour est également compétente pour statuer sur tout différend entre Etats membres en connexité avec l'objet du présent Traité, si ce différend lui est soumis en vertu d'un compromis.

Article 90.

Si un manquement à une obligation résultant du présent Traité commis par une entreprise constitue également un manquement à une obligation résultant pour elle de la législation de l'Etat dont elle relève et si, en vertu de ladite législation, une procédure judiciaire ou administrative est engagée contre cette entreprise, l'Etat en question devra en aviser la Haute Autorité, qui pourra surseoir à statuer.

Si la Haute Autorité sursoit à statuer, elle est informée du déroulement de la procédure et mise en mesure de produire tous documents, expertises et témoignages pertinents. Elle sera de même informée de la décision définitive qui sera intervenue et devra tenir compte de cette décision pour la détermination de la sanction qu'elle serait éventuellement amenée à prononcer.

Article 91.

Si une entreprise n'effectue pas, dans les délais prescrits, un versement auquel elle est assujettie envers la Haute Autorité, soit en vertu d'une disposition du présent Traité ou d'un règlement d'application, soit en vertu d'une sanction pécuniaire ou d'une astreinte prononcée par la Haute Autorité, il sera loisible à celle-ci de suspendre, jusqu'à concurrence du montant de ce versement, le règlement des sommes dont elle serait elle-même redevable à ladite entreprise.

Article 92.

Les décisions de la Haute Autorité comportant des obligations pécuniaires forment titre exécutoire.

L'exécution forcée sur le territoire des Etats membres est poursuivie suivant les voies de droit en vigueur dans chacun de ces Etats et après qu'aura été apposée, sans autre contrôle, que celui de la vérification de l'authenticité de ces décisions, la formule exécutoire usitée dans l'Etat sur le territoire duquel la décision doit être exécutée. Il est pourvu à cette formalité à la diligence d'un ministre désigné à cet effet par chacun des gouvernements.

L'exécution forcée ne peut être suspendue qu'en vertu d'une décision de la Cour.

Article 93.

La Haute Autorité assure avec les Nations Unies et avec l'Organisation Européenne de Coopération Economique toutes liaisons utiles et les tient régulièrement informées de l'activité de la Communauté.

Article 94.

La liaison entre les institutions de la Communauté et le Conseil de l'Europe est assurée dans les conditions prévues par un Protocole annexe.

Article 95.

Dans tous les cas non prévus au présent Traité, dans lesquels une décision ou une recommandation de la Haute Autorité apparaît nécessaire pour réaliser, dans le fonctionnement du marché commun du charbon et de l'acier et conformément aux dispositions de l'article 5, l'un des objets de la Communauté, tels qu'ils sont définis aux articles 2, 3 et 4, cette décision ou cette recommandation peut être prise sur avis conforme du Conseil statuant à l'unanimité et après consultation du Comité Consultatif.

La même décision ou recommandation, prise dans la même forme, détermine éventuellement les sanctions applicables.

Après l'expiration de la période de transition prévue par la Convention sur les dispositions transitoires, si des difficultés imprévues, révélées par l'expérience, dans les modalités d'application

du présent Traité, ou un changement profond des conditions économiques ou techniques qui affecte directement le marché commun du charbon et de l'acier, rendent nécessaire une adaptation des règles relatives à l'exercice par la Haute Autorité des pouvoirs qui lui sont conférés, des modifications appropriées peuvent y être apportées, sans qu'elles puissent porter atteinte aux dispositions des articles 2, 3 et 4 ou au rapport des pouvoirs respectivement attribués à la Haute Autorité et aux autres institutions de la Communauté.

Ces modifications font l'objet de propositions établies en accord par la Haute Autorité et par le Conseil statuant à la majorité des cinq sixièmes de ses membres et soumises à l'avis de la Cour. Dans son examen, la Cour a pleine compétence pour apprécier tous les éléments de fait et de droit. Si, à la suite de cet examen, la Cour reconnaît la conformité des propositions aux dispositions de l'alinéa qui précède, elles sont transmises à l'Assemblée et entrent en vigueur, si elles sont approuvées à la majorité des trois quarts des voix exprimées et à la majorité des deux tiers des membres qui composent l'Assemblée.

Article 96.

Après l'expiration de la période de transition, le gouvernement de chaque Etat membre et la Haute Autorité pourront proposer des amendements au présent Traité. Cette proposition sera soumise au Conseil. Si celui-ci émet, à la majorité des deux tiers, un avis favorable à la réunion d'une conférence des représentants des gouvernements des Etats membres, celle-ci est immédiatement convoquée par le président du Conseil, en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter aux dispositions du Traité.

Ces amendements entreront en vigueur après avoir été ratifiés par tous les Etats membres en conformité de leurs règles constitutionnelles respectives.

Article 97.

Le présent Traité est conclu pour une durée de cinquante ans à dater de son entrée en vigueur.

Article 98.

Tout Etat européen peut demander à adhérer au présent Traité. Il adresse sa demande au Conseil, lequel, après avoir pris l'avis de la Haute Autorité, statue à l'unanimité et fixe, également à l'unanimité, les conditions de l'adhésion. Celle-ci prend effet du jour où l'instrument d'adhésion est reçu par le gouvernement dépositaire du Traité.

Article 99.

Le présent Traité sera ratifié par tous les Etats membres en conformité de leurs règles

constitutionnelles respectives; les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République Française.

Il entrera en vigueur le jour du dépôt de l'instrument de ratification de l'Etat signataire qui procédera le dernier à cette formalité.

Au cas où tous les instruments de ratification n'auraient pas été déposés dans un délai de six mois à dater de la signature du présent Traité, les gouvernements des Etats ayant effectué le dépôt se concerteraient sur les mesures à prendre

Article 100.

Le présent Traité, rédigé en un seul exemplaire, sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République Française, qui en remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des autres Etats signataires.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Traité et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Paris, le dix-huit avril mil neuf cent cinquante-et-un.

Adenauer.
Paul van Zeeland.
J. Meurice.
Schuman.
Sforza.
Jos. Bech.
Stikker.
Van den Brink.

Annexes.

ANNEXE I.

DEFINITION DES EXPRESSIONS CHARBON ET ACIER.

1^o Les expressions « charbon » et « acier » couvrent les produits figurant sur la liste ci-après.

2^o L'action de la Haute Autorité concernant les produits en acier spécial, le coke et la ferraille doit tenir compte des conditions particulières de leur production ou de leur commerce.

3^o L'action de la Haute Autorité, en ce qui concerne le coke de gaz et le lignite utilisé en dehors de la fabrication de briquettes et de semi-coke, ne s'exercera que dans la mesure où des perturbations sensibles créées de leur fait sur le marché des combustibles viendraient à l'exiger.

4^o L'action de la Haute Autorité doit tenir compte du fait que la production de certains des produits figurant sur cette liste est directement liée à celle de sous-produits qui n'y figurent pas, mais dont les prix de vente peuvent conditionner celui des produits principaux.

NUMERO de code de l'O. E. C. E. pour mémoire	DESIGNATION DES PRODUITS.	NUMERO de code de l'O. E. C. E. pour mémoire	DESIGNATION DES PRODUITS.
3.000	COMBUSTIBLES.	4.300	<i>Produits bruts et produits demi-finis en fer, en acier ordinaire ou en acier spécial, y compris les produits de réemploi ou de relaminage.</i>
3.100	<i>Houille.</i>		<i>Acier liquide coulé ou non en lingots, dont lingots destinés à la forge³⁾.</i>
3.200	<i>Agglomérés de houille.</i>		<i>Produits demi-finis: blooms, billettes et largets, coils larges laminés à chaud (autres que les coils considérés comme produits finis).</i>
3.300	<i>Coke, excepté coke pour électrodes et coke de pétrole.</i>	4.400	<i>Produits finis à chaud en fer, en acier ordinaire ou en acier spécial⁴⁾.</i>
	<i>Semi-coke de houille.</i>		<i>Rails, traverses, selles et éclisses, poutrelles, profilés lourds et barres de 80 mm et plus, palplanches.</i>
3.400	<i>Briquettes de lignite.</i>		<i>Barres et profilés de moins de 80 mm et lats de moins de 150 mm.</i>
3.500	<i>Lignite.</i>		<i>Fil machine.</i>
	<i>Semi-coke de lignite.</i>		<i>Ronds et carrés pour tubes.</i>
4.000	SIDERURGIE.		<i>Feuillards et bandes laminées à chaud (y compris les bandes à tubes).</i>
4.100	<i>Matières premières pour la production de la fonte et de l'acier¹⁾.</i>		<i>Tôles laminées à chaud de moins de 3 mm (non revêtues et revêtues).</i>
	<i>Minerai de fer (sauf pyrites).</i>		<i>Plaques et tôles d'une épaisseur de 3 mm et plus, larges plats de 150 mm et plus.</i>
	<i>Ferraille.</i>	4.500	<i>Produits finaux en fer, en acier ordinaire ou en acier spécial⁵⁾.</i>
	<i>Minerai de manganèse.</i>		<i>Fer blanc, tôle plombée, fer noir, tôles galvanisées, autres tôles revêtues.</i>
4.200	<i>Fonte et ferro-alliages.</i>		<i>Tôles laminées à froid de moins de 3 mm.</i>
	<i>Fonte pour la fabrication de l'acier.</i>		<i>Tôles magnétiques.</i>
	<i>Fonte de fonderie et autres fontes brutes.</i>		<i>Bandes destinées à faire le fer blanc.</i>
	<i>Spiegels et ferro-manganèse carburé²⁾.</i>		

OBSERVATIONS.

¹⁾ Ne sont pas comprises les matières premières du numéro de code 4190 de la Nomenclature de l'O.E.C.E. (autres matières premières non dénommées ailleurs pour la production de la fonte et de l'acier). Ne sont pas compris notamment les réfractaires.

²⁾ Ne sont pas compris les autres ferro-alliages.

³⁾ L'action de la Haute Autorité, en ce qui concerne les productions d'acier coulé destinées aux moulages, ne s'exerce que dans le cas où elles doivent être considérées comme entrant dans l'activité de l'industrie sidérurgique proprement dite.

ANNEXE II.

FERRAILLE.

Les dispositions du présent Traité sont applicables à la ferraille, compte tenu des modalités pratiques suivantes rendues nécessaires par les conditions particulières de sa collecte et de son commerce:

a) les fixations de prix par la Haute Autorité, dans les conditions du chapitre V du titre III, s'appliquent à l'achat par les entreprises de la Communauté; les Etats membres prêtent leur concours à la Haute Autorité pour veiller au respect, par les vendeurs, des décisions prises;

Les autres productions d'acier coulé pour moulages, telles que celles des petites et moyennes fonderies autonomes, ne sont soumises qu'à des contrôles statistiques, sans qu'il en résulte, à leur égard, de mesures discriminatoires.

⁴⁾ Ne sont pas compris les moulages d'acier, les pièces de forge et les produits obtenus à partir de poudres.

⁵⁾ Ne sont pas compris les tubes d'acier (sans soudure ou soudés), les bandes laminées à froid de largeur inférieure à 500 mm (autres que celles destinées à faire le fer blanc), les tréfilés, les barres calibrées et les moulages de fonte (tubes, tuyaux et accessoires de tuyauteries, pièces de fonderie).

b) sont exclus de l'application de l'article 59:

— les vieilles fontes dont la nature limite leur emploi aux industries de la fonderie échappant à la juridiction de la Communauté;

— les ferrailles de chute utilisées directement par les entreprises; toutefois, il est tenu compte des ressources que constituent ces chutes dans l'établissement des bases de répartition de la ferraille de récupération;

c) pour l'application des dispositions de l'article 59 à la ferraille de récupération, la Haute Autorité rassemble, en coopération avec les gouvernements des Etats membres, les informations nécessaires tant sur les ressources que sur les

besoins, y compris les exportations vers les pays tiers.

Sur la base des informations ainsi rassemblées, la Haute Autorité, en se conformant aux dispositions de l'article 59 et compte tenu tant des possibilités les plus économiques d'utilisation de la ressource que de l'ensemble des conditions d'exploitation et d'approvisionnement propres aux différentes fractions de l'industrie sidérurgique soumise à sa juridiction, répartit les ressources entre les Etats membres.

En vue d'éviter que les livraisons prévues, au titre de cette répartition, d'un Etat membre à un autre ou l'exercice des droits d'achat reconnus aux entreprises d'un Etat membre sur le marché d'un autre Etat membre entraînent des discriminations préjudiciables aux entreprises relevant de l'un ou de l'autre desdits Etats membres, les mesures suivantes seront prises:

1^o chaque Etat membre autorisera la sortie de son territoire des livraisons aux autres Etats membres correspondant à la répartition établie par la Haute Autorité; en contrepartie, chaque Etat membre sera autorisé à appliquer les contrôles nécessaires pour s'assurer que les sorties ne soient pas supérieures aux quantités ainsi prévues. La Haute Autorité est habilitée à veiller à ce que les dispositions adoptées n'aient pas un caractère plus restrictif que ne l'exige leur objet;

2^o la répartition entre les Etats membres sera revue à intervalles aussi rapprochés qu'il sera nécessaire pour maintenir une relation équitable, tant pour les acheteurs locaux que pour les acheteurs en provenance d'autres Etats membres, entre les ressources constatées dans chaque Etat membre et les livraisons à d'autres Etats membres qui lui sont assignées;

3^o la Haute Autorité veillera à ce que les dispositions réglementaires adoptées par chaque Etat membre à l'égard des vendeurs relevant de sa juridiction n'aient pas pour effet l'application de conditions inégales à des transactions comparables, notamment suivant la nationalité des acheteurs.

ANNEXE III.

ACIERS SPECIAUX.

Les aciers spéciaux et les aciers fins au carbone, tels qu'ils sont caractérisés dans le projet de nomenclature douanière européenne mis au point à Bruxelles par le Comité Tarifaire dans sa séance du 15 juillet 1950, seront traités en considération de leur appartenance à l'un des trois groupes ci-après:

a) aciers spéciaux communément appelés aciers de construction et définis par une teneur en carbone inférieure à 0,6 % et en éléments d'alliage ne dépassant pas au total 8 %, s'il y en a au moins deux, et 5 %, s'il y en a qu'un*);

b) aciers fins au carbone, dont la teneur en carbone est comprise entre 0,6 et 1,6 %; aciers spéciaux alliés autres que ceux définis au paragraphe a précédent et dont la teneur en éléments d'alliage est inférieure à 40 %, s'il y en a au moins deux, et à 20 %, s'il n'y en a qu'un*);

c) aciers spéciaux n'entrant pas dans la définition des paragraphes a et b ci-dessus.

Les produits appartenant aux groupes a et b entrent dans la compétence de la Haute Autorité; mais, en vue de permettre, en ce qui les concerne, l'étude des modalités appropriées d'application du Traité eu égard aux conditions particulières de leur production et de leur commerce, la date à laquelle seront abolis les droits d'entrée et de sortie ou les taxes équivalentes, ainsi que toutes les restrictions quantitatives à leur circulation à l'intérieur de la Communauté, sera reportée à un an après la date d'établissement du marché commun de l'acier.

Pour les produits appartenant au groupe c, la Haute Autorité entreprendra, dès son entrée en fonctions, des études destinées à fixer les modalités appropriées de son application à ces différents produits, eu égard aux conditions particulières de leur production et de leur commerce; au fur et à mesure de l'aboutissement de ces études et, au plus tard, dans un délai de trois ans à dater de l'établissement du marché commun, les dispositions retenues pour chacun des produits en cause seront soumises par la Haute Autorité qui statuera dans les conditions prévues à l'article 81. Dans cette période, les produits appartenant à la catégorie c seront uniquement soumis à des contrôles statistiques de la part de la Haute Autorité.

K. A.

P. v. Z.

J. M.

Sch.

Sf.

B.

S.

V. d. B.

*) Ne sont pas comptés comme éléments d'alliage: le soufre, le phosphore, le silicium et le manganèse en teneur normalement acceptée pour les aciers courants.

Protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté

Les Hautes Parties Contractantes,

Considérant que, aux termes de l'article 76 du Traité, la Communauté jouit sur les territoires des Etats membres des immunités et privilèges nécessaires pour remplir sa mission dans les conditions prévues à un Protocole annexe,

Sont convenues de ce qui suit:

Chapitre 1^{er}. — Biens, Fonds et Avoirs.

Article 1^{er}.

Les locaux et les bâtiments de la Communauté sont inviolables. Ils sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation ou expropriation. Les biens et avoirs de la Communauté ne peuvent être l'objet d'aucune mesure de contrainte administrative ou judiciaire sans une autorisation de la Cour.

Article 2.

Les archives de la Communauté sont inviolables.

Article 3.

La Communauté peut détenir des devises quelconques et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie.

Article 4.

La Communauté, ses avoirs, revenus et autres biens sont exonérés:

a) de tout impôt direct; toutefois, la Communauté ne demandera pas l'exonération des impôts, taxes et droits qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité publique;

b) de tous droits de douane, prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation, à l'égard des articles destinés à son usage officiel; les articles ainsi importés en franchise ne seront pas vendus sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, sauf à des conditions agréées par le gouvernement de ce pays;

c) de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard de ses publications.

Chapitre 2.

Communications et laissez-passer.

Article 5.

Les institutions de la Communauté bénéficient, sur le territoire de chaque Etat membre, pour leurs communications officielles, du traite-

ment accordé par cet Etat aux missions diplomatiques.

La correspondance officielle et les autres communications officielles des institutions de la Communauté ne peuvent être censurées.

Article 6.

Le président de la Haute Autorité délivre des laissez-passer aux membres de la Haute Autorité et aux fonctionnaires supérieurs des institutions de la Communauté. Ces laissez-passer seront reconnus comme titres valables de voyage par les autorités des Etats membres.

Chapitre 3. — Membres de l'Assemblée.

Article 7.

Aucune restriction d'ordre administratif ou autre n'est apportée au libre déplacement des membres de l'Assemblée se rendant au lieu de réunion de l'Assemblée ou en revenant.

Les membres de l'Assemblée se voient accorder en matière de douane et de contrôle des changes:

a) par leur propre gouvernement, les mêmes facilités que celles reconnues aux hauts fonctionnaires se rendant à l'étranger en mission officielle temporaire;

b) par le gouvernement des autres Etats membres, les mêmes facilités que celles reconnues aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

Article 8.

Les membres de l'Assemblée ne peuvent être recherchés, détenus ou poursuivis en raison des opinions ou votes émis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 9.

Pendant la durée des sessions de l'Assemblée, les membres de celle-ci bénéficient:

a) sur leur territoire national, des immunités reconnues aux membres du Parlement de leur pays;

b) sur le territoire de tout autre Etat membre, de l'exemption de toutes mesures de détention et de toute poursuite judiciaire.

L'immunité les couvre également lorsqu'ils se rendent au lieu de réunion de l'Assemblée ou en reviennent. Elle ne peut être invoquée dans le cas de flagrant délit et ne peut non plus mettre obstacle au droit de l'Assemblée de lever l'immunité d'un de ses membres.

Chapitre 4. — Représentants au Conseil.

Article 10.

Les représentants au Conseil et les personnes qui les accompagnent à titre officiel jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges et immunités d'usage.

Chapitre 5.

Membres de la Haute Autorité et Fonctionnaires des Institutions de la Communauté.

Article 11.

Sur le territoire de chacun des Etats membres, et quelle que soit leur nationalité, les membres de la Haute Autorité et les fonctionnaires de la Communauté:

a) jouissent, sous réserve des dispositions de l'article 40, alinéa 2, du Traité, de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux, y compris leurs paroles et écrits, en leur qualité officielle; ils continueront à bénéficier de cette immunité après la cessation de leurs fonctions;

b) sont exonérés de tout impôt sur les traitements et émoluments versés par la Communauté;

c) ne sont pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers;

d) jouissent du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonction dans le pays intéressé et de les réexporter en franchise vers leurs pays de domicile lors de la cessation de leurs fonctions.

Article 12.

Le président de la Haute Autorité détermine les catégories de fonctionnaires auxquels s'appliquent, en tout ou partie, les dispositions du présent chapitre. Il en soumet la liste au Conseil

et en donne ensuite communication aux gouvernements de tous les Etats membres. Les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories sont communiqués périodiquement aux gouvernements des Etats membres.

Article 13.

Les privilèges, immunités et facilités sont accordés aux membres de la Haute Autorité et aux fonctionnaires des institutions de la Communauté exclusivement dans l'intérêt de cette dernière.

Le président de la Haute Autorité est tenu de lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas où il estime que la levée de cette immunité n'est pas contraire aux intérêts de la Communauté.

Chapitre 6. — Dispositions générales.

Article 14.

La Haute Autorité peut conclure avec un ou plusieurs Etats membres des accords complémentaires aménageant les dispositions du présent Protocole.

Article 15.

Les privilèges, immunités et facilités accordés aux juges, greffier et personnel de la Cour sont réglés par son statut.

Article 16.

Toute contestation portant sur l'interprétation ou l'application du présent Protocole sera soumise à la Cour.

Fait à Paris, le dix-huit avril mil neuf cent cinquante-et-un.

Adenauer.
Paul van Zeeland.
J. Meurice.
Schuman.
Sforza.
Jos. Bech.
Stikker.
Van den Brink.

Protocole sur le Statut de la Cour de Justice

Les Hautes Parties Contractantes,
Désirant fixer le Statut de la Cour de Justice
prévu à l'article 45 du Traité,
Sont convenues de ce qui suit:

Article 1^{er}.

La Cour de Justice instituée par l'article 7 du Traité est constituée et exerce ses fonctions conformément aux dispositions du Traité et du présent Statut.

Titre 1^{er}. — Statut des juges.

Serment.

Article 2.

Tout juge doit, avant d'entrer en fonctions, en séance publique, faire serment d'exercer ses fonctions en pleine impartialité et en toute conscience et de ne rien divulguer du secret des délibérations.

Privilèges et immunités.

Article 3.

Les juges jouissent de l'immunité de juridiction. En ce qui concerne les actes accomplis par eux, y compris leurs paroles et écrits, en leur qualité officielle, ils continuent à bénéficier de l'immunité après la cessation de leurs fonctions.

La Cour, siégeant en séance plénière, peut lever l'immunité.

Au cas où, l'immunité ayant été levée, une action pénale est engagée contre un juge, celui-ci n'est justiciable, dans chacun des Etats membres, que de l'instance compétente pour juger les magistrats appartenant à la plus haute juridiction nationale.

Les juges, quelle que soit leur nationalité, bénéficient, en outre, sur le territoire de chacun des Etats membres des privilèges énumérés aux alinéas b, c et d de l'article 11 du Protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté.

Incompatibilités.

Article 4.

Les juges ne peuvent exercer aucune fonction politique ou administrative.

Ils ne peuvent, sauf dérogation accordée à titre exceptionnel par le Conseil statuant à la majorité des deux tiers, exercer aucune activité professionnelle, rémunérée ou non.

Ils ne peuvent acquérir ou conserver directement ou indirectement aucun intérêt dans les affaires relevant du charbon et de l'acier pendant une durée de trois ans à partir de la cessation desdites fonctions.

Droits pécuniaires.

Article 5.

Les traitements, indemnités et pensions du président et des juges sont fixés par le Conseil sur la proposition de la Commission prévue à l'article 78, § 3, du Traité.

Cessation des fonctions.

Article 6.

En dehors des renouvellements réguliers, les fonctions de juge prennent fin individuellement par décès ou démission.

En cas de démission d'un juge, la lettre de démission sera adressée au président de la Cour pour être transmise au président du Conseil. Cette dernière notification emporte vacance de siège.

Sauf les cas où l'article 7 ci-après reçoit application, tout juge continue à siéger jusqu'à l'entrée en fonctions de son successeur.

Article 7.

Les juges ne peuvent être relevés de leurs fonctions que si, au jugement unanime des autres juges, ils ont cessé de répondre aux conditions requises.

Le président du Conseil, le président de la Haute Autorité et le président de l'Assemblée en sont informés par le greffier.

Cette communication emporte vacance de siège.

Article 8.

Le juge nommé en remplacement d'un membre, dont le mandat n'est pas expiré, achève le terme du mandat de son prédécesseur.

Titre II. — Organisation.

Article 9.

Les juges, les avocats généraux et le greffier sont tenus de résider au siège de la Cour.

Article 10.

La Cour est assistée de deux avocats généraux et d'un greffier.

Avocats généraux.

Article 11.

L'avocat général a pour rôle de présenter publiquement, en toute impartialité et en toute indépendance, des conclusions orales et motivées sur les affaires soumises à la Cour, en vue d'assister celle-ci dans l'accomplissement de sa mission, telle qu'elle est définie à l'article 31 du Traité.

Article 12.

Les avocats généraux sont nommés pour six ans dans les mêmes conditions que les juges. Un renouvellement partiel a lieu tous les trois ans. L'avocat général, dont la désignation est sujette à renouvellement à la fin de la première période de trois ans, est désigné par le sort. Les dispositions des troisième et quatrième alinéas de l'article 32 du Traité et celles de l'article 6 du présent Statut sont applicables aux avocats généraux.

Article 13.

Les dispositions des articles 2 à 5 et 8 ci-dessus sont applicables aux avocats généraux.

Les avocats généraux ne peuvent être relevés de leurs fonctions que s'ils ont cessé de répondre aux conditions requises. La décision est prise par le Conseil statuant à l'unanimité, après avis de la Cour.

Greffier.

Article 14.

Le greffier est nommé par la Cour qui fixe son statut, compte tenu des dispositions de l'article 15 ci-après. Il prête serment devant la Cour d'exercer ses fonctions en pleine impartialité et en toute conscience et de ne rien divulguer du secret des délibérations.

Les dispositions des articles 11 et 13 du Protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté sont applicables au greffier; toutefois, les attributions conférées par lesdits articles au président de la Haute Autorité sont exercées par le président de la Cour.

Article 15.

Les traitements, indemnités et pensions du greffier sont fixés par le Conseil sur la proposition de la Commission prévue à l'article 78, § 3, du Traité.

Personnel de la Cour.

Article 16.

Des fonctionnaires ou employés sont attachés à la Cour pour permettre d'en assurer le fonctionnement. Ils relèvent du greffier, sous l'autorité du président. Leur statut est fixé par la

Cour. L'un d'eux est désigné par la Cour pour assurer la suppléance du greffier en cas d'empêchement.

Des rapporteurs adjoints, justifiant des titres nécessaires, peuvent être appelés, en cas de nécessité et dans les conditions qui seront fixées par le règlement de procédure prévu à l'article 44 ci-après, à participer à l'instruction des affaires, dont la Cour est saisie, et à collaborer avec le juge rapporteur. Leur statut est fixé par le Conseil sur la proposition de la Cour. Ils sont nommés par le Conseil.

Les dispositions des articles 11, 12 et 13 du protocole sur les privilèges et immunités de la Communauté sont applicables aux fonctionnaires et employés de la Cour, ainsi qu'aux rapporteurs adjoints; toutefois, les attributions conférées par lesdits articles au président de la Haute Autorité sont exercées par le président de la Cour.

Fonctionnement de la Cour.

Article 17.

La Cour demeure en fonction d'une manière permanente. La durée des vacances judiciaires est fixée par la Cour, sous réserve des nécessités du service.

Formation de la Cour.

Article 18.

La Cour siège en séance plénière. Toutefois, elle peut créer en son sein deux chambres composées chacune de trois juges, en vue soit de procéder à certaines mesures d'instruction, soit de juger certaines catégories d'affaires dans les conditions prévues par un règlement qu'elle établit à cet effet.

La Cour ne peut valablement siéger qu'en nombre impair. Les délibérations de la Cour siégeant en séance plénière sont valables, si cinq juges sont présents. Les délibérations des chambres ne sont valables que si elles sont prises par trois juges; en cas d'empêchement de l'un des juges composant la chambre, il peut être fait appel à un juge faisant partie de l'autre chambre dans les conditions qui seront déterminées par le règlement prévu ci-dessus.

Les recours formés par les Etats ou par le Conseil devront, dans tous les cas, être jugés en séance plénière.

Règles particulières.

Article 19.

Les juges et les avocats généraux ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agent, conseil ou avocat de l'une des parties ou sur laquelle ils ont été appelés à se prononcer comme membre d'un tribunal, d'une commission d'enquête ou à tout autre titre.

Si, pour une raison spéciale, un juge ou un avocat général estime ne pas pouvoir participer au jugement ou à l'examen d'une affaire déterminée, il en fait part au président. Au cas où le président estime qu'un juge ou un avocat général ne doit pas, pour une raison spéciale, siéger ou conclure dans une affaire déterminée, il en avertit l'intéressé.

En cas de difficulté sur l'application du présent article, la Cour statue.

Une partie ne peut invoquer soit la nationalité d'un juge, soit l'absence au sein de la Cour ou d'une de ses chambres d'un juge de sa nationalité pour demander la modification de la composition de la Cour ou d'une de ses chambres.

Titre III. — Procédure.

Représentation et assistance des parties.

Article 20.

Les Etats ainsi que les institutions de la Communauté sont représentés devant la Cour par des agents nommés pour chaque affaire; l'agent peut être assisté d'un avocat inscrit à un barreau de l'un des Etats membres.

Les entreprises et toutes autres personnes physiques ou morales doivent être assistées par un avocat inscrit à un barreau de l'un des Etats membres.

Les agents et avocats comparaisant devant la Cour jouissent des droits et garanties nécessaires à l'exercice indépendant de leurs fonctions dans les conditions qui seront déterminées par un règlement établi par la Cour et soumis à l'approbation du Conseil.

La Cour jouit à l'égard des avocats qui se présentent devant elle des pouvoirs normalement reconnus en la matière aux Cours et tribunaux dans des conditions qui seront déterminées par le même règlement.

Les professeurs ressortissants des Etats membres, dont la législation leur reconnaît un droit de plaider, jouissent devant la Cour des droits reconnus aux avocats par le présent article.

Phases de la procédure.

Article 21.

La procédure devant la Cour comporte deux phases: l'une écrite, l'autre orale.

La procédure écrite comprend la communication aux parties, ainsi qu'aux institutions de la Communauté dont les décisions sont en cause, des requêtes, mémoires, défenses et observations et, éventuellement, des répliques, ainsi que de toutes pièces et documents à l'appui ou de leurs copies certifiées conformes.

Les communications sont faites par les soins du greffier dans l'ordre et les délais déterminés par le règlement de procédure.

La procédure orale comprend la lecture du rapport présenté par un juge rapporteur, ainsi que l'audition par la Cour des témoins, experts, agents et avocats et des conclusions de l'avocat général.

Requête.

Article 22.

La Cour est saisie par une requête adressée au greffier. La requête doit contenir l'indication du nom et de la demeure de la partie et de la qualité du signataire, l'objet du litige, les conclusions et un exposé sommaire des moyens invoqués.

Elle doit être accompagnée, s'il y a lieu, de la décision dont l'annulation est demandée ou, en cas de recours contre une décision implicite, d'une pièce justifiant de la date du dépôt de la demande. Si ces pièces n'ont pas été jointes à la requête, le greffier invite l'intéressé à en effectuer la production dans un délai raisonnable, sans qu'aucune forclusion puisse être opposée au cas où la régularisation interviendrait après l'expiration du délai de recours.

Transmission des pièces.

Article 23.

Lorsqu'un recours est formé contre une décision prise par une des institutions de la Communauté, cette institution est tenue de transmettre à la Cour toutes les pièces relatives à l'affaire qui est portée devant elle.

Mesures d'instruction.

Article 24.

La Cour peut demander aux parties, à leurs représentants ou agents, ainsi qu'aux gouvernements des Etats membres, de produire tous documents et de fournir toutes informations qu'elle estime désirables. En cas de refus, elle en prend acte.

Article 25.

A tout moment, la Cour peut confier une mission d'enquête ou une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix; à cet effet, elle peut dresser une liste de personnes ou d'organismes agréés en qualité d'experts.

Publicité de l'audience.

Article 26.

L'audience est publique, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par la Cour pour des motifs graves.

Procès verbal.

Article 27.

Il est tenu de chaque audience un procès verbal signé par le président et le greffier.

Audience.

Article 28.

Le rôle des audiences est arrêté par le président.

Des témoins peuvent être entendus dans les conditions qui seront déterminées par le règlement de procédure. Ils peuvent être entendus sous la foi du serment.

Au cours des débats, la Cour peut interroger également les experts et les personnes qui ont été chargées d'une enquête, ainsi que les parties elles-mêmes; toutefois, ces dernières ne peuvent plaider que par l'organe de leur représentant ou de leur avocat.

Lorsqu'il est établi qu'un témoin ou un expert a dissimulé ou contrefait la réalité des faits, sur lesquels il a déposé ou a été interrogé par la Cour, celle-ci est habilitée à saisir de ce manquement le ministre de la Justice de l'Etat dont le témoin ou l'expert est ressortissant, en vue de lui voir appliquer les sanctions prévues dans chaque cas par sa loi nationale.

La Cour jouit à l'égard des témoins défaillants des pouvoirs généralement reconnus en la matière aux Cours et tribunaux dans des conditions qui seront déterminées par un règlement établi par la Cour et soumis à l'approbation du Conseil.

Secret des délibérations.

Article 29.

Les délibérations de la Cour sont et restent secrètes.

Arrêts.

Article 30.

Les arrêts sont motivés. Ils mentionnent le nom des juges qui ont siégé.

Article 31.

Les arrêts sont signés par le président, le juge rapporteur et le greffier. Ils sont lus en séance publique.

Dépens.

Article 32.

La Cour statue sur les dépens.

Référé.

Article 33.

Le président de la Cour peut statuer selon une procédure sommaire dérogeant, en tant que de besoin, à certaines des règles contenues dans le présent Statut et qui sera fixée par le règlement de procédure dans des conclusions tendant soit à l'obtention du sursis prévu à l'article 39, alinéa 2, du Traité, soit à l'application de mesures provisoires en vertu du troisième alinéa du même article, soit à la suspension de l'exécution forcée conformément à l'article 92, troisième alinéa.

En cas d'empêchement du président, celui-ci sera remplacé par un autre juge dans les conditions déterminées par le règlement prévu à l'article 18 du présent Statut.

L'ordonnance rendue par le président ou son remplaçant n'a qu'un caractère provisoire et ne préjuge en rien la décision de la Cour statuant au principal.

Intervention.

Article 34.

Les personnes physiques ou morales justifiant d'un intérêt à la solution d'un litige soumis à la Cour peuvent intervenir à ce litige.

Les conclusions de la requête en intervention ne peuvent avoir d'autre objet que le soutien des conclusions d'une partie ou leur rejet.

Arrêt par défaut.

Article 35.

Lorsque, dans un recours de pleine juridiction, la partie défenderesse, régulièrement mise en cause, s'abstient de déposer des conclusions écrites, l'arrêt est rendu par défaut à son égard. L'arrêt est susceptible d'opposition dans le délai d'un mois à compter de sa notification. Sauf décision contraire de la Cour, l'opposition ne suspend pas l'exécution de l'arrêt rendu par défaut.

Tierce-opposition.

Article 36.

Les personnes physiques ou morales, ainsi que les institutions de la Communauté, peuvent, dans les cas et dans les conditions qui seront déterminés par le règlement de procédure, former tierce-opposition contre les arrêts rendus sans qu'elles aient été appelées.

Interprétation.

Article 37.

En cas de difficulté sur le sens et la portée d'un arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter sur la demande d'une partie ou d'une

institution de la Communauté justifiant d'un intérêt à cette fin.

Révision.

Article 38.

La révision de l'arrêt ne peut être demandée à la Cour qu'en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de l'arrêt, était inconnu de la Cour et de la partie qui demande la révision.

La procédure de révision s'ouvre par un arrêt de la Cour constatant expressément l'existence d'un fait nouveau, lui reconnaissant les caractères qui donnent ouverture à la révision, et déclarant de ce chef la demande recevable.

Aucune demande de révision ne pourra être formée après l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'arrêt.

Délais.

Article 39.

Les recours prévus par les articles 36 et 37 du Traité doivent être formés dans le délai d'un mois prévu au dernier alinéa de l'article 33.

Des délais de distance seront établis par le règlement de procédure.

Aucune déchéance tirée de l'expiration des délais ne peut être opposée, lorsque l'intéressé établit l'existence d'un cas fortuit ou de force majeure.

Prescription.

Article 40.

Les actions prévues aux deux premiers alinéas de l'article 40 du Traité se prescrivent par cinq ans à compter de la surveillance du fait qui y donne lieu. La prescription est interrompue soit par la requête formée devant la Cour, soit par la demande préalable que la victime peut adresser à l'institution compétente de la Communauté. Dans ce dernier cas, la requête doit être formée dans le délai d'un mois prévu au dernier alinéa de l'article 33; les dispositions du dernier alinéa de l'article 35 sont, le cas échéant, applicables.

Règles spéciales relatives aux différends entre Etats membres.

Article 41.

Lorsqu'un différend entre Etats membres est soumis à la Cour, en vertu de l'article 89 du Traité, les autres Etats membres sont avertis sans délai par le greffier de l'objet du litige.

Chacun de ces Etats a le droit d'intervenir au procès.

Les différends visés au présent article devront être jugés par la Cour en séance plénière.

Article 42.

Si un Etat intervient dans les conditions prévues à l'article précédent dans une affaire soumise à la Cour, l'interprétation donnée par l'arrêt s'impose à lui.

Recours des tiers.

Article 43.

Les décisions prises par la Haute Autorité par application de l'article 63, § 2, du Traité doivent être notifiées à l'acheteur ainsi qu'aux entreprises intéressées; si la décision concerne l'ensemble ou une catégorie importante des entreprises, la notification à leur égard peut être remplacée par une publication.

Un recours est ouvert, dans les conditions de l'article 36 du Traité, à toute personne à qui une astreinte a été imposée par application de l'article 66, § 5, alinéa 4.

Règlement de procédure.

Article 44.

La Cour établit elle-même son règlement de procédure. Ce règlement contient toutes les dispositions nécessaires en vue d'appliquer et, en tant que de besoin, compléter le présent Statut.

Disposition transitoire.

Article 45.

Le président du Conseil procède, immédiatement après la prestation de serment, à la désignation, par tirage au sort, des juges et des avocats généraux dont les fonctions sont sujettes à renouvellement à la fin de la première période de trois ans conformément à l'article 32 du Traité.

Fait à Paris, le dix-huit avril mil neuf cent cinquante-et-un.

Adenauer.
Paul van Zeeland.
J. Meurice.
Schuman.
Sforza.
Jos. Bech.
Stikker.
Van den Brink.

Protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe

Les Hautes Parties Contractantes,

Pleinement conscientes de la nécessité d'établir des liens aussi étroits que possible entre la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et le Conseil de l'Europe, notamment entre les deux Assemblées;

Prenant acte des recommandations de l'Assemblée du Conseil de l'Europe,

Sont convenues des dispositions suivantes:

Article 1er.

Les gouvernements des Etats membres sont invités à recommander à leur Parlements respectifs que les membres de l'Assemblée, qu'ils sont appelés à désigner, soient choisis de préférence parmi les représentants à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe.

Article 2.

L'Assemblée de la Communauté présente chaque année à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe un rapport sur son activité.

Article 3.

La Haute Autorité communique chaque année au Comité des Ministres et à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe le rapport général prévu à l'article 17 du Traité.

Article 4.

La Haute Autorité fait connaître au Conseil de l'Europe la suite qu'elle a pu donner aux

recommandations qui lui auraient été adressées par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, en vertu de l'article 15 (b) du Statut du Conseil de l'Europe.

Article 5.

Le présent Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et ses annexes seront enregistrés au Secrétariat Général du Conseil de l'Europe.

Article 6.

Des accords entre la Communauté et le Conseil de l'Europe pourront, entre autres, prévoir toute autre forme d'assistance mutuelle et de collaboration entre les deux organisations et, éventuellement, des formes appropriées de l'une ou de l'autre.

Fait à Paris, le dix-huit avril mil neuf cent cinquante-et-un.

Adenauer.

Paul van Zeeland.

J. Meurice.

Schuman.

Sforza.

Jos. Bech.

Stikker.

Van den Brink.

Echange des Lettres

entre le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne
et le Gouvernement de la République Française concernant la Sarre

TRADUCTION DE LA LETTRE CI-CONTRE.

Le Chancelier Fédéral
et
Ministre des Affaires Etrangères

Paris, le 18 avril 1951.

A Son Excellence

Monsieur le Président Robert Schuman,
Ministre des Affaires Etrangères,

Paris.

Monsieur le Président,

Les représentants du Gouvernement Fédéral ont déclaré à plusieurs reprises, au cours des négociations sur la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, que le règlement définitif du statut de la Sarre ne peut être fait que par un Traité de paix ou un Traité analogue. Au cours des négociations, ils ont en outre déclaré qu'en signant le Traité, le Gouvernement Fédéral n'exprime nullement sa reconnaissance du statut actuel de la Sarre.

Je répète cette déclaration et vous prie de me confirmer que le Gouvernement français est d'accord avec le Gouvernement Fédéral sur le fait que le règlement définitif du statut de la Sarre ne pourra être fait que par le Traité de paix ou un Traité analogue et que le Gouvernement français ne voit pas, dans la signature par le Gouvernement Fédéral du Traité pour la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, une reconnaissance du statut actuel de la Sarre par le Gouvernement Fédéral.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Signé: Adenauer.

Der Bundeskanzler
und

Der Bundesminister des Auswärtigen

Paris, den 18. April 1951.

Seiner Exzellenz

Herrn Präsident Robert Schuman,
Minister des Auswärtigen,

Paris.

Herr Präsident!

Die Vertreter der Bundesregierung haben bei den Verhandlungen über die Europäische Ge-

meinschaft für Kohle und Stahl wiederholt die Erklärung abgegeben, daß die endgültige Regelung des Statuts der Saar nur durch den Friedensvertrag oder einen gleichartigen Vertrag erfolgen kann. Sie haben ferner bei den Verhandlungen die Erklärung abgegeben, daß die Bundesregierung durch die Unterzeichnung des Vertrages keine Anerkennung des gegenwärtigen Status an der Saar entspricht.

Ich wiederhole diese Erklärung und bitte, mir zu bestätigen, daß die französische Regierung mit der Bundesregierung darüber übereinstimmt, daß die endgültige Regelung des Status der Saar nur durch den Friedensvertrag oder einen gleichartigen Vertrag erfolgt und daß die französische Regierung in der Unterzeichnung des Vertrages über die Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl durch die Bundesregierung keine Anerkennung des gegenwärtigen Status an der Saar durch die Bundesrepublik erblickt.

Genehmigen Sie, Herr Präsident, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

(gez.) Adenauer.

Paris, le 18 avril 1951.

Monsieur le Chancelier,

En réponse à votre lettre du 18 avril 1951, le Gouvernement français prend acte de ce que le Gouvernement Fédéral n'entend pas, en signant le Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, reconnaître le statut actuel de la Sarre.

Le Gouvernement français déclare, en conformité de son propre point de vue, qu'il agit au nom de la Sarre en vertu du statut actuel de celle-ci, mais qu'il ne voit pas dans la signature par le Gouvernement Fédéral du Traité une reconnaissance du statut actuel de la Sarre par le Gouvernement Fédéral. Il n'a pas entendu que le Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier préjugeât le statut définitif de la Sarre, qui relève du Traité de Paix ou d'un Traité en tenant lieu.

Veuillez agréer, Monsieur le Chancelier, l'expression de ma très haute considération.

Signé: Schuman.

Monsieur le Docteur Konrad Adenauer,
Chancelier

et Ministre des Affaires Etrangères
de la République Fédérale d'Allemagne.

Convention relative aux dispositions transitoires

Les Hautes Parties Contractantes,

Désirant établir la Convention relative aux dispositions transitoires prévue à l'article 85 du Traité,

Sont convenues de ce qui suit:

Objet de la Convention.

§ 1.

1^o L'objet de la présente Convention, établie en exécution de l'article 85 du Traité, est de prévoir les mesures nécessaires à l'établissement du marché commun et à l'adaptation progressive des productions aux conditions nouvelles qui leur sont faites, tout en facilitant la disparition des déséquilibres résultant des conditions anciennes.

2^o A cet effet, la mise en application du Traité s'effectue en deux périodes, dites période préparatoire et période de transition.

3^o La période préparatoire s'étend de la date de l'entrée en vigueur du Traité à la date de l'établissement du marché commun.

Au cours de cette période:

a) la mise en place de toutes les institutions de la Communauté et l'organisation des liaisons entre elles, les entreprises et leurs associations, les associations de travailleurs, d'utilisateurs et de négociants s'effectuent aux fins de placer le fonctionnement de la Communauté sur une base de consultation constante et d'établir entre tous les intéressés une vue commune et une connaissance mutuelle.

b) l'action de la Haute Autorité comporte:

- 1) des études et des consultations;
- 2) des négociations avec les pays tiers.

Les études et les consultations ont pour objet de permettre, en liaison constante avec les gouvernements, les entreprises et leurs associations, les travailleurs et les utilisateurs et négociants, l'établissement d'une vue d'ensemble de la situation des industries du charbon et de l'acier dans la Communauté et des problèmes que cette situation comporte, et la préparation de la forme concrète des mesures qui devront être prises pour y faire face pendant la période de transition.

Les négociations avec les pays tiers ont pour objet:

— d'une part, d'établir les bases de la coopération entre la Communauté et ces pays;

— d'autre part, d'obtenir, avant la suppression des droits de douane et des restrictions quantitatives à l'intérieur de la Communauté, les dérogations nécessaires:

— à la clause de la nation la plus favorisée, dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et des accords bilatéraux;

— à la clause de non-discrimination régissant la libération des échanges, dans le cadre de l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

4^o La période de transition commence à la date de l'établissement du marché commun et prend fin à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'institution du marché commun pour le charbon.

5^o Dès l'entrée en vigueur du Traité dans les conditions fixées à l'article 99, ses dispositions sont applicables sous réserve des dérogations et sans préjudice des dispositions complémentaires prévues par la présente Convention aux fins ci-dessus définies.

Sauf les exceptions expressément prévues par la présente Convention, ces dérogations et dispositions complémentaires cessent d'être applicables et les mesures prises pour leur exécution cessent d'avoir effet à l'expiration de la période de transition.

1^{re} partie. — Mise en application du Traité.

Chapitre 1^{er}.

Mise en place des institutions de la Communauté.

La Haute Autorité.

§ 2.

1^o La Haute Autorité entrera en fonctions dès la nomination de ses membres.

2^o En vue de remplir la mission qui lui est assignée par le paragraphe 1 de la présente Convention, elle exercera sans délai les fonctions d'information et l'étude qui lui sont confiées par le Traité dans les conditions et avec les pouvoirs fixés aux articles 46, 47, 48 et 54, alinéa 3. Dès son entrée en fonctions, les gouvernements lui notifieront, en vertu de l'article 67, toute action susceptible de modifier les conditions de la concurrence et, en vertu de l'article 75, les clauses d'accords commerciaux ou d'arrangements d'effet analogue intéressant le charbon et l'acier.

Elle déterminera, sur la base des informations recueillies sur les équipements et les programmes, la date à partir de laquelle les dispositions de l'article 54, autres que celles visées à l'alinéa précédent, seront applicables tant aux programmes d'investissements qu'aux projets en

cours d'exécution à cette date. Sont toutefois exceptés de l'application de l'avant-dernier alinéa dudit article les projets pour lesquels des commandes ont été passées avant le 1^{er} mars 1951.

Elle exercera dès son entrée en fonctions, en tant que de besoin et en consultation avec les gouvernements, les pouvoirs prévus à l'article 59, § 3.

Elle n'exercera les autres fonctions qui lui sont dévolues par le Traité qu'à partir de la date qui marque, pour chacun des produits en cause, le début de la période de transition.

3^o Aux dates prévues ci-dessus, la Haute Autorité notifiera aux Etats membres, pour chacune de ses fonctions, qu'elle est en mesure d'en assumer la charge. Jusqu'à cette notification, les pouvoirs correspondants continueront d'être exercés par les Etats membres.

Toutefois, à compter d'une date qui sera fixée par la Haute Autorité dès son entrée en fonctions, des consultations s'établiront entre elle et les Etats membres avant toutes mesures législatives ou réglementaires que ceux-ci envisageraient de prendre concernant les questions sur lesquelles le Traité lui donne compétence.

4^o Sans préjudice des dispositions de l'article 67 relatives à l'effet de mesures nouvelles, la Haute Autorité examinera avec les gouvernements intéressés l'effet sur les industries du charbon et de l'acier des dispositions législatives et réglementaires existantes, notamment de la fixation des prix des sous-produits échappant à sa juridiction, ainsi que des régimes conventionnels de Sécurité sociale, dans la mesure où ces régimes ont des conséquences équivalentes à celles de dispositions réglementaires en la matière. Si elle reconnaît que certaines de ces dispositions, soit par leur incidence propre, soit par la discordance qu'elles présentent entre deux ou plusieurs Etats membres, sont susceptibles de fausser gravement les conditions de la concurrence dans les industries du charbon ou de l'acier, soit sur le marché du pays en cause, soit dans le reste du marché commun, soit sur les marchés d'exportation, elle proposera aux gouvernements intéressés, après consultation du Conseil, toute action qu'elle estimera susceptible de corriger de telles dispositions ou d'en compenser les effets.

5^o Afin de pouvoir fonder son action sur des bases indépendantes des pratiques diverses des entreprises, la Haute Autorité recherchera, en consultation avec les gouvernements, les entreprises et leurs associations, les travailleurs et les utilisateurs et négociants, par quelle méthode il serait possible de rendre comparables :

— les échelles de prix pratiquées pour les différentes qualités autour du prix moyen des produits ou pour les stades successifs d'élaboration des produits;

— le calcul des provisions d'amortissements.

6^o Au cours de la période préparatoire, la tâche principale de la Haute Autorité devra être d'entrer en relations avec les entreprises, leurs associations, les associations de travailleurs et d'utilisateurs et négociants, pour acquérir une connaissance concrète tant de la situation d'ensemble que des situations particulières dans la Communauté.

A l'aide des informations qu'elle recueillera sur les marchés, les approvisionnements, les conditions de production des entreprises, les conditions de vie de la main-d'œuvre, les programmes de modernisation et d'équipement, elle établira, en liaison avec tous les intéressés et pour éclairer leur action commune, un tableau général de la situation de la Communauté.

Sur la base de ces consultations et de cette connaissance d'ensemble seront préparées les mesures nécessaires pour établir le marché commun et pour faciliter l'adaptation des productions.

Le Conseil.

§ 3.

Le Conseil se réunira dans le mois qui suivra l'entrée en fonctions de la Haute Autorité.

Le Comité Consultatif.

§ 4.

En vue de la constitution du Comité Consultatif dans les conditions prévues à l'article 18 du Traité, les gouvernements communiqueront à la Haute Autorité, dès son entrée en fonctions, toutes les informations sur la situation des organisations de producteurs, de travailleurs et d'utilisateurs existant dans chaque pays pour le charbon d'une part et pour l'acier d'autre part, notamment sur la composition, la zone d'extension géographique, les statuts, les attributions et le rôle de ces organisations.

Sur la base des informations ainsi réunies, la Haute Autorité provoquera, dans les deux mois de son entrée en fonctions, une décision du Conseil à l'effet de désigner les organisations de producteurs et de travailleurs chargées de présenter les candidats.

Le Comité Consultatif devra être constitué dans le mois suivant cette décision.

La Cour.

§ 5.

La Cour entrera en fonctions dès la nomination de ses membres. La première désignation du président sera faite dans les mêmes conditions que celle du président de la Haute Autorité.

La Cour établira son règlement de procédure dans un délai maximum de trois mois.

Les recours ne pourront être introduits qu'à partir de la date de publication de ce règle-

ment. L'imposition des astreintes et le recouvrement des amendes seront suspendus jusqu'à cette date.

Les délais d'introduction des recours ne courront qu'à compter de cette même date.

L'Assemblée.

§ 6.

L'Assemblée se réunira un mois après la date d'entrée en fonctions de la Haute Autorité, sur convocation du président de celle-ci, pour élire son bureau et élaborer son règlement intérieur. Jusqu'à l'élection du bureau, elle sera présidée par le doyen d'âge.

Elle tiendra une deuxième session cinq mois après la date d'entrée en fonctions de la Haute Autorité, pour entendre un exposé d'ensemble sur la situation de la Communauté, accompagné du premier état prévisionnel.

Dispositions financières et administratives.

§ 7.

Le premier exercice financier s'étendra de la date d'entrée en fonctions de la Haute Autorité au 30 juin de l'année suivante.

Le prélèvement prévu à l'article 50 du Traité pourra être perçu à compter de l'établissement du premier état prévisionnel. A titre transitoire et pour faire face aux premières dépenses administratives, les Etats membres feront des avances remboursables et sans intérêt, réparties au prorata de leurs cotisations à l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

En attendant que la Commission prévue à l'article 78 du Traité ait fixé l'effectif des agents et établi leur statut, le personnel nécessaire est recruté sur contrat.

Chapitre II.

Etablissement du marché commun.

§ 8.

L'établissement du marché commun, préparé par la mise en place de toutes les institutions de la Communauté, par les consultations d'ensemble entre la Haute Autorité, les gouvernements, les entreprises et leurs associations, les travailleurs et les utilisateurs, et par le tableau général de la situation de la Communauté qui découlera des informations ainsi recueillies, résultera des mesures d'application de l'article 4 du Traité.

Ces mesures entreront en vigueur, sans préjudice des dispositions particulières prévues à la présente Convention:

a) en ce qui concerne le charbon, sur notification par la Haute Autorité de la mise en place des mécanismes de péréquation prévus à la

troisième partie de la présente Convention, chapitre II;

b) en ce qui concerne le minerai de fer et la ferraille, à la même date que pour le charbon;

c) en ce qui concerne l'acier, deux mois après la date prévue ci-dessus.

Les mécanismes de péréquation prévus pour le charbon, conformément aux dispositions de la troisième partie de la présente Convention, devront être mis en place dans un délai de six mois à dater de l'entrée en fonctions de la Haute Autorité.

Au cas où des délais supplémentaires seraient nécessaires, ils seraient fixés par le Conseil, sur proposition de la Haute Autorité.

Suppression des droits de douane et des restrictions quantitatives.

§ 9.

Sous réserve des dispositions particulières prévues à la présente Convention, les Etats membres aboliront tous droits d'entrée et de sortie ou taxes d'effet équivalent et toutes restrictions quantitatives à la circulation du charbon et de l'acier à l'intérieur de la Communauté, aux dates fixées pour l'établissement du marché commun, dans les conditions prévues au paragraphe 8 pour le charbon, le minerai et la ferraille d'une part et pour l'acier d'autre part.

Transports.

§ 10.

Une commission d'experts désignés par les gouvernements des Etats membres sera chargée par la Haute Autorité, qui la convoquera sans délai, de l'étude des dispositions à proposer aux gouvernements, en ce qui concerne les transports de charbon et d'acier, pour atteindre les buts définis à l'article 70 du Traité.

Les négociations nécessaires pour réaliser l'accord des gouvernements sur les différentes mesures proposées, sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 70, seront engagées à l'initiative de la Haute Autorité, qui prendra également l'initiative des négociations éventuellement nécessaires avec les Etats tiers intéressés.

Les mesures à étudier par la Commission d'experts seront les suivantes:

1° suppression des discriminations contraires aux dispositions de l'article 70, alinéa 2;

2° établissement, pour les transports à l'intérieur de la Communauté, de tarifs directs internationaux tenant compte de la distance totale et présentant un caractère de dégressivité, sans préjudger la répartition des taxes entre les entreprises de transports intéressés;

3° examen, pour les différents modes de transport, des prix et conditions de transport de toute nature appliqués au charbon et à l'acier,

en vue d'en réaliser l'harmonisation dans le cadre de la Communauté et dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché commun, en tenant compte, entre autres éléments, du prix de revient des transports.

La Commission d'experts disposera au maximum des délais d'études suivants:

- trois mois pour les mesures visées en 1^o;
- deux ans pour les mesures visées en 2^o et 3^o.

Les mesures visées en 1^o entreront en vigueur au plus tard lors de l'établissement du marché commun pour le charbon.

Les mesures visées en 2^o et 3^o entreront en vigueur simultanément, sitôt réalisé l'accord des gouvernements. Toutefois, au cas où, deux ans et demi après l'institution de la Haute Autorité, l'accord des gouvernements des Etats membres ne serait pas réalisé sur les mesures visées en 3^o, les mesures visées en 2^o entreraient seules en vigueur à une date déterminée par la Haute Autorité. Dans ce cas, la Haute Autorité ferait, sur propositions de la Commission d'experts, les recommandations qui lui paraîtraient nécessaires, en vue d'éviter toutes perturbations graves dans le domaine des transports.

La Commission d'experts recherchera et proposera aux gouvernements intéressés les dérogations qu'ils autoriseront le Gouvernement luxembourgeois à apporter aux mesures et principes définis ci-dessus, pour tenir compte de la situation spéciale des Chemins de fer luxembourgeois.

Les gouvernements intéressés, après consultation de la Commission d'experts, autoriseront le Gouvernement luxembourgeois, pour autant que cette situation particulière l'exige, à proroger pendant la période permanente l'application de la solution adoptée.

Tant qu'un accord sur les mesures prévues aux alinéas qui précèdent n'a pu s'établir entre les gouvernements intéressés, le Gouvernement luxembourgeois est autorisé à ne pas appliquer les principes définis à l'article 70 du Traité ainsi qu'au présent paragraphe.

Subventions, aides directes ou indirectes, charges spéciales.

§ 11.

Les gouvernements des Etats membres notifieront à la Haute Autorité, dès son entrée en fonctions, les aides et subventions de toute nature dont bénéficie dans leurs pays respectifs l'exploitation des industries du charbon et de l'acier ou les charges spéciales qui lui sont imposées. Sauf accord de la Haute Autorité sur le maintien desdites aides, subventions ou charges spéciales et les conditions auxquelles ce maintien est subordonné, elles devront être interrompues, aux dates et dans les conditions fixées par la Haute Autorité, après consultation du Conseil, sans que cette interruption puisse être obligatoire

avant la date qui marque le début de la période de transition pour les produits en cause.

Ententes et organisations monopolistiques.

§ 12.

Toutes informations sur les ententes ou organisations visées à l'article 65 seront communiquées à la Haute Autorité dans les conditions prévues au paragraphe 3 dudit article.

Dans les cas où la Haute Autorité ne donnera pas les autorisations prévues au paragraphe 2 dudit article, elle fixera des délais raisonnables à l'expiration desquels les interdictions prévues au même article prendront effet.

En vue de faciliter la liquidation des organisations interdites au titre de l'article 65, la Haute Autorité pourra nommer des liquidateurs responsables devant elle et agissant sur ses instructions.

Avec le concours de ces liquidateurs, elle étudiera les problèmes qui se posent et les moyens qui doivent être mis en œuvre pour:

- assurer la distribution et l'utilisation les plus économiques des produits, et notamment des différentes sortes et qualités de charbon;

- éviter, en cas de réduction de la demande, toute atteinte à des capacités de production, et notamment à des installations charbonnières, nécessaires à l'approvisionnement du marché commun en période normale ou de haute conjoncture;

- éviter une répartition inéquitable entre les salariés des réductions de l'emploi qui pourraient résulter d'une réduction de la demande.

La Haute Autorité, sur la base de ces études et en conformité avec les missions qui lui sont dévolues, instituera, sans que la validité en soit limitée à la période de transition, tels procédés ou organismes auxquels le Traité lui donne latitude de recourir, qu'elle estimera appropriés à la solution de ces problèmes dans l'exercice de ses pouvoirs, notamment au titre des articles 53, 57, 58 et du chapitre V du titre III.

§ 13.

Les dispositions du paragraphe 5 de l'article 66 sont applicables dès l'entrée en vigueur du Traité. Elles pourront, en outre, être appliquées à des opérations de concentrations réalisées entre la date de signature et la date d'entrée en vigueur du Traité, si la Haute Autorité rapporte la preuve que ces opérations ont été effectuées en vue d'éviter l'application de l'article 66.

Jusqu'à ce qu'ait été pris le règlement prévu au paragraphe 1 dudit article, les opérations visées audit paragraphe ne seront pas obligatoirement soumises à autorisation préalable. La Haute Autorité n'est pas tenue de statuer immédiatement sur les demandes d'autorisation qui lui seraient soumises.

Jusqu'à ce qu'ait été pris le règlement prévu au paragraphe 4 du même article, les informations visées audit paragraphe ne pourront être exigées que des entreprises soumises à la juridiction de la Haute Autorité, dans les conditions prévues à l'article 47.

Les règlements prévus aux paragraphes 1 et 4 de l'article 66 devront être pris dans les quatre mois qui suivent l'entrée en fonctions de la Haute Autorité.

La Haute Autorité recueille auprès des gouvernements, des associations de producteurs et des entreprises, toutes informations utiles à l'application des dispositions des paragraphes 2 et 7 de l'article 66 sur les situations existant dans les diverses régions de la Communauté.

Les dispositions du paragraphe 6 de l'article 66 sont applicables à mesure de l'entrée en vigueur des dispositions dont elles sanctionnent respectivement l'application.

Les dispositions du paragraphe 7 de l'article 66 sont applicables à compter de la date de l'établissement du marché commun dans les conditions prévues au paragraphe 8 de la présente Convention.

2^e partie. — Relations de la Communauté avec les pays tiers.

Chapitre 1^{er}. — Négociation avec les pays tiers.

§ 14.

Dès l'entrée en fonctions de la Haute Autorité, les Etats membres engageront des négociations avec les gouvernements des pays tiers et, en particulier, avec le Gouvernement britannique sur l'ensemble des relations économiques et commerciales concernant le charbon et l'acier entre la Communauté et ces pays. Dans ces négociations, la Haute Autorité, agissant sur instructions délibérées par le Conseil à l'unanimité, sera mandataire commun des gouvernements des Etats membres. Des représentants des Etats membres pourront assister aux dites négociations.

§ 15.

En vue de laisser aux Etats membres toute liberté pour négocier des concessions de la part des pays tiers, notamment en échange d'un abaissement des droits sur l'acier dans le sens d'une harmonisation avec les tarifs les moins protecteurs pratiqués dans la Communauté, les Etats membres conviennent, à dater de l'établissement du marché commun pour l'acier, des dispositions suivantes:

Dans le cadre de contingents tarifaires, les pays du Benelux conservent aux importations en provenance des pays tiers et destinées à leur propre marché le bénéfice des droits qu'ils appliquent lors de l'entrée en vigueur du Traité.

Ils soumettent les importations effectuées en sus de ce contingent, qui sont réputées destinées à d'autres pays de la Communauté, à des droits égaux au droit le moins élevé appliqué dans les autres Etats membres, dans le cadre de la Nomenclature de Bruxelles de 1950, à la date d'entrée en vigueur du Traité.

Le contingent tarifaire est établi, pour chaque rubrique du tarif douanier Benelux, par périodes d'un an et sous réserve de révision de trois mois en trois mois, par les gouvernements des pays du Benelux, en accord avec la Haute Autorité, et compte tenu de l'évolution des besoins et des courants d'échanges. Les premiers contingents seront fixés sur la base des importations moyennes des pays du Benelux en provenance des pays tiers au cours d'une période de référence appropriée et compte tenu, le cas échéant, des productions destinées à être substituées à l'importation qui correspondent aux mises en services prévues d'installations nouvelles. Les dépassements rendus nécessaires par des besoins imprévus sont immédiatement notifiés à la Haute Autorité qui pourra les interdire, sauf application temporaire de contrôles des livraisons des pays du Benelux vers les autres Etats membres, quand elle constatera un accroissement notable de ces livraisons exclusivement imputable à ces dépassements. Le bénéfice du droit le plus bas n'est accordé aux importateurs dans les pays du Benelux que moyennant un engagement de non-exportation vers les autres pays de la Communauté.

L'engagement des pays du Benelux d'établir un contingent tarifaire cessera d'avoir effet dans les conditions prévues par l'accord qui conclura les négociations avec la Grande-Bretagne et au plus tard à l'expiration de la période de transition.

Au cas où la Haute Autorité reconnaîtrait, à l'expiration de la période de transition ou lors de la suppression anticipée du contingent tarifaire, qu'un ou plusieurs Etats membres sont justifiés à pratiquer à l'égard des pays tiers des droits de douane supérieurs à ceux qui résulteraient d'une harmonisation avec les tarifs les moins protecteurs pratiqués dans la Communauté, elle les autoriserait, dans les conditions prévues au paragraphe 29, à appliquer eux-mêmes les mesures appropriées pour assurer à leurs importations indirectes à travers les Etats membres à tarifs moins élevés une protection égale à celle qui résulte de l'application de leur propre tarif à leurs importations directes.

Pour faciliter l'harmonisation des tarifs douaniers, les pays du Benelux conviennent, dans la mesure reconnue nécessaire par la Haute Autorité en consultation avec leurs gouvernements, de relever les droits de leurs tarifs actuels sur l'acier dans une limite maxima de deux points. Cet engagement ne prendra effet qu'au moment où sera supprimé le contingent tarifaire prévu aux alinéas 2, 3 et 4 ci-dessus et où l'un au moins des Etats membres voisins des pays du

Benelux s'abstiendra d'appliquer les mécanismes équivalents prévus à l'alinéa précédent.

§ 16.

Sauf accord de la Haute Autorité, l'obligation contractée en vertu de l'article 72 du Traité entraîne pour les Etats membres l'interdiction de consolider par des accords internationaux les droits de douane en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du Traité.

Les consolidations antérieures résultant d'accords bilatéraux ou multilatéraux seront notifiées à la Haute Autorité, qui examinera, si leur maintien paraît compatible avec le bon fonctionnement de l'organisation commune, et pourra, le cas échéant, intervenir auprès des Etats membres par les recommandations appropriées en vue de mettre fin à ces consolidations suivant la procédure prévue par les accords dont elles résultent.

§ 17.

Les accords commerciaux encore applicables pour une durée supérieure à un an à dater de l'entrée en vigueur du présent Traité ou comportant une clause de facile reconduction sont notifiés à la Haute Autorité qui peut adresser à l'Etat membre intéressé les recommandations appropriées en vue de rendre, le cas échéant, les dispositions de ces accords conformes à l'article 75, suivant la procédure prévue par lesdits accords.

Chapitre II. — Exportations.

§ 18.

Aussi longtemps que les clauses prévues par les réglementations des changes des différents Etats membres, en ce qui concerne les devises laissées à la disposition des exportateurs, ne seront pas unifiées, des mesures particulières devront être appliquées pour éviter que la suppression des droits de douane et des restrictions quantitatives entre les Etats membres ait pour effet de frustrer certains d'entre eux du produit, en devises des pays tiers, des exportations réalisées par leurs entreprises.

En application de ce principe, les Etats membres s'engagent à n'accorder aux exportateurs de charbon et d'acier, dans le cadre des clauses visées ci-dessus, que des avantages dans l'utilisation des devises au plus égaux à ceux qu'assure la réglementation d'un Etat membre dont le produit est originaire.

La Haute Autorité est habilitée à veiller à l'application desdites mesures par des recommandations adressées aux gouvernements, après consultation du Conseil.

§ 19.

Si la Haute Autorité reconnaît que l'établissement du marché commun a pour effet, en

substituant des réexportations à des exportations directes, un déplacement dans les échanges avec les pays tiers qui cause un dommage important à l'un des Etats membres, elle peut, à la demande du gouvernement intéressé, prescrire aux producteurs de cet Etat l'insertion dans leurs contrats de vente d'une clause de destination.

Chapitre III. — Dérogation à la clause de la nation la plus favorisée.

§ 20.

A l'égard des pays qui bénéficient de la clause de la nation la plus favorisée par application de l'article premier de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, les Etats membres devront exercer, auprès des parties contractantes audit Accord, une action commune en vue de soustraire les dispositions du Traité à l'application de l'article premier précité. La convocation d'une session spéciale du G.A.T.T. sera, en tant que de besoin, demandée à cette fin.

En ce qui concerne les pays qui, n'étant pas parties à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, bénéficient néanmoins de la clause de la nation la plus favorisée en vertu des conventions bilatérales en vigueur, des négociations seront engagées dès la signature du Traité. A défaut du consentement des pays intéressés, la modification ou la dénonciation des engagements devra être effectuée conformément aux conditions fixées par lesdits engagements.

Au cas où un pays refuserait son consentement aux Etats membres ou à l'un d'entre eux, les autres Etats membres s'engagent à se prêter une aide effective qui pourrait aller jusqu'à la dénonciation par tous les Etats membres des accords passés avec le pays en question.

Chapitre IV. — Libération des échanges.

§ 21.

Les Etats membres de la Communauté reconnaissent qu'ils constituent un régime douanier particulier au sens de l'article 5 du Code de libération des échanges de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, tel qu'il est en vigueur à la date de la signature du Traité. Ils conviennent en conséquence d'en donner notification, le moment venu, à l'Organisation.

Chapitre V. — Disposition particulière.

§ 22.

Sans préjudice de l'expiration de la période transitoire, les échanges portant sur le charbon et l'acier entre la République fédérale d'Allemagne et la zone d'occupation soviétique seront réglés, en ce qui concerne la République fédérale, par le Gouvernement de celle-ci en accord avec la Haute Autorité.

Chapitre Ier. — Dispositions générales.

Réadaptation.

§ 23.

1^o Au cas où les conséquences que comporte l'établissement du marché commun placeraient certaines entreprises ou parties d'entreprises dans la nécessité de cesser ou de changer leur activité au cours de la période de transition définie au paragraphe 1 de la présente Convention, la Haute Autorité, sur la demande des gouvernements intéressés et dans les conditions fixées ci-dessous, devra apporter son concours, afin de mettre la main-d'œuvre à l'abri des charges de la réadaptation et de lui assurer un emploi productif, et pourra consentir une aide non remboursable à certaines entreprises.

2^o A la demande des gouvernements intéressés et dans les conditions définies à l'article 46, la Haute Autorité participera à l'étude des possibilités de réemploi, dans les entreprises existantes ou par la création d'activités nouvelles; de la main-d'œuvre rendue disponible.

3^o Elle facilitera, suivant les modalités prévues à l'article 54, le financement des programmes présentés par le gouvernement intéressé, et approuvés par elle, de transformation d'entreprises ou de création, soit dans les industries relevant de sa juridiction, soit, sur avis conforme du Conseil, dans toute autre industrie, d'activités nouvelles économiquement saines, susceptibles d'assurer un emploi productif à la main-d'œuvre rendue disponible. Sous réserve de l'avis favorable du gouvernement intéressé, la Haute Autorité accordera de préférence ces facilités aux programmes soumis par les entreprises amenées à cesser leur activité du fait de l'établissement du marché commun.

4^o La Haute Autorité consentira une aide non remboursable pour les objets suivants:

a) contribuer, en cas de fermeture totale ou partielle d'entreprises, aux versements d'indemnités permettant à la main-d'œuvre d'attendre d'être replacée;

b) contribuer, par des allocations aux entreprises, à assurer le paiement de leur personnel en cas de mise en congé temporaire nécessitée par leur changement d'activité;

c) contribuer à l'attribution aux travailleurs d'allocations pour frais de réinstallation;

d) contribuer au financement de la rééducation professionnelle des travailleurs amenés à changer d'emploi.

5^o La Haute Autorité pourra également consentir une aide non remboursable aux entreprises amenées à cesser leur activité du fait de l'établissement du marché commun, à condition que cette situation soit directement et exclusivement imputable à la limitation du marché commun

aux industries du charbon et de l'acier, et qu'elle entraîne un accroissement relatif de la production dans d'autres entreprises de la Communauté. Cette aide sera limitée au montant nécessaire pour permettre aux entreprises de faire face à leurs engagements immédiatement exigibles.

Les entreprises intéressées devront introduire toutes requêtes pour l'obtention de cette aide par l'intermédiaire de leur gouvernement. La Haute Autorité pourra refuser toute aide à une entreprise qui n'aura pas informé son gouvernement et la Haute Autorité du développement d'une situation pouvant la conduire à cesser ou à changer son activité.

6^o La Haute Autorité conditionnera l'octroi d'une aide non remboursable dans les conditions prévues aux alinéas 4 et 5 ci-dessus au versement par l'Etat intéressé d'une contribution spéciale au moins équivalente, sauf dérogation autorisée par le Conseil à la majorité des deux tiers.

7^o Les modalités de financement prévues pour l'application de l'article 56 sont applicables au présent paragraphe.

8^o Le bénéfice des dispositions du présent paragraphe pourra être accordée aux intéressés au cours des deux années qui suivront l'expiration de la période de transition par décision de la Haute Autorité, prise sur avis conforme du Conseil.

Chapitre II.

§ 24.

Au cours de la période de transition, il est reconnu que des mécanismes de sauvegarde sont nécessaires pour éviter qu'il se produise des déplacements de production précipités et dangereux. Ces mécanismes de sauvegarde devront tenir compte des situations existantes au moment de l'établissement du marché commun.

D'autre part, des précautions devront être prises, s'il apparaissait que, dans une ou plusieurs régions, certaines hausses de prix d'une ampleur et d'une soudaineté dommageables risquent de se produire, pour éviter ces effets.

Pour faire face à ces problèmes, la Haute Autorité autorisera pendant la période de transition, en tant que de besoin et sous son contrôle:

a) l'application de pratiques prévues à l'article 60, § 2, alinéa b, ainsi que de prix de zone dans des cas non prévus au chapitre V du titre III;

b) le maintien ou l'établissement de caisses ou mécanismes nationaux de compensation, alimentés par un prélèvement sur la production nationale, sans préjudice des ressources exceptionnelles prévues ci-après.

§ 25.

La Haute Autorité instituera un prélèvement de péréquation, à la tonne marchande, représentant un pourcentage uniforme de la recette des

producteurs, sur les productions de charbon des pays où les prix de revient moyens sont inférieurs à la moyenne pondérée de la Communauté.

Le plafond du prélèvement de péréquation sera de 1,5 % de ladite recette pour la première année de fonctionnement du marché commun et sera réduit de 20 % régulièrement chaque année par rapport au plafond initial.

Compte tenu des besoins reconnus par elle, conformément aux paragraphes 26 et 27 ci-après et à l'exclusion des charges spéciales résultant éventuellement d'exportations vers les pays tiers, la Haute Autorité déterminera périodiquement le montant du prélèvement effectif et des subventions gouvernementales qui y seront associés conformément aux règles suivantes:

1° dans la limite du plafond défini ci-dessus, elle calculera le montant du prélèvement effectif de telle sorte que les subventions gouvernementales effectivement versées soient au moins égales à ce prélèvement;

2° elle fixera le montant maximum autorisé des subventions gouvernementales, étant entendu que:

— l'octroi de ces subventions à concurrence de ce montant est une faculté pour les gouvernements et non une obligation;

— l'aide reçue de l'extérieur ne peut, en aucun cas, dépasser le montant de la subvention effectivement versée.

Les charges supplémentaires résultant d'exportations vers des pays tiers n'entreront ni dans le calcul des versements de péréquations nécessaires, ni dans l'appréciation des subventions qui contrebalancent ce prélèvement.

Belgique.

§ 26.

1° Il est reconnu que la production charbonnière nette de la Belgique:

— ne doit pas avoir à supporter, chaque année, par rapport à l'année précédente, une réduction supérieure à 3 %, si la production totale de la Communauté est constante ou accrue par rapport à l'année précédente;

— ou ne doit pas être inférieure à la production de l'année précédente, diminuée de 3 %, le chiffre ainsi obtenu étant affecté lui-même du coefficient de réduction dont serait affectée la production totale de la Communauté, par rapport à l'année précédente *).

*) Exemple: En 1952, production totale de la Communauté: 250 millions de tonnes; de la Belgique: 30 millions de tonnes. En 1953, production totale de la Communauté: 225 millions de tonnes, soit un coefficient de réduction de 0,9. La production belge en 1953 ne doit pas être inférieure à $30 \times 0,97 \times 0,9 = 26,19$ millions de tonnes.

Cette réduction de production correspond pour 900.000 tonnes à un déplacement permanent et pour le solde, soit 2.910.000 tonnes, à une réduction conjoncturelle.

La Haute Autorité, responsable de l'approvisionnement régulier et stable de la Communauté, établit les perspectives à long terme de production et d'écoulement et, après consultation du Comité Consultatif et du Conseil, adresse au Gouvernement belge, aussi longtemps que l'isolement du marché belge prévu à l'article 3 ci-dessous est en vigueur, une recommandation sur les déplacements de production reconnus possibles par elle sur la base des perspectives ainsi établies. Le Gouvernement belge décide, avec l'accord de la Haute Autorité, des dispositions à prendre en vue de rendre effectifs les déplacements éventuels de production dans les limites spécifiées ci-dessus.

2° La péréquation est destinée, dès le début de la période de transition:

a) à permettre de rapprocher des prix du marché commun pour l'ensemble des consommateurs de charbon belge sur le marché commun, les prix de ce charbon dans une mesure qui les abaisse aux environs des coûts de production prévisibles à la fin de la période de transition. Le barème établi sur ces bases ne peut pas être changé sans accord de la Haute Autorité;

b- à éviter que si la sidérurgie belge ne soit empêchée, du fait du régime spécial du charbon belge, d'être intégrée dans le marché commun de l'acier et, à cet effet, d'abaisser ses prix au niveau pratiqué dans ce marché.

La Haute Autorité fixera périodiquement le montant de la compensation additionnelle, pour le charbon belge livré à la sidérurgie belge, qu'elle reconnaîtrait nécessaire à cet effet, compte tenu de tous les éléments de l'exploitation de cette industrie, en veillant à ce que cette compensation ne puisse avoir pour effet de porter préjudice aux industries sidérurgiques voisines. En outre, compte tenu des dispositions de l'alinéa a ci-dessus, cette compensation ne devra en aucun cas aboutir à réduire le prix du coke utilisé par la sidérurgie belge au-dessous du prix rendu qu'elle pourrait obtenir, si elle était effectivement approvisionnée en coke de la Ruhr;

c) à accorder, pour les exportations de charbon belge dans le marché commun reconnues nécessaires par la Haute Autorité, compte tenu des perspectives de production et de besoins de la Communauté, une compensation additionnelle correspondant à 80 % de la différence reconnue par la Haute Autorité entre les prix départ, accrus des frais de transport jusqu'aux lieux de destination, du charbon belge et du charbon des autres pays de la Communauté.

3° Le Gouvernement belge pourra, par dérogation aux dispositions du paragraphe 9 de la présente Convention, maintenir ou instituer, sous le contrôle de la Haute Autorité, des mécanismes permettant d'isoler le marché belge du marché commun.

Les importations de charbon en provenance des pays tiers seront soumises à l'approbation de la Haute Autorité.

Ce régime particulier prendra fin comme il est dit ci-dessous.

4^o Le Gouvernement belge s'engage à éliminer, au plus tard à l'expiration de la période de transition, les mécanismes d'isolement du marché belge du charbon prévus à l'alinéa 3 ci-dessus. Si elle estime que des circonstances exceptionnelles, non prévisibles actuellement, le rendent nécessaire, la Haute Autorité pourra, après consultation du Comité Consultatif et sur avis conforme du Conseil, accorder au Gouvernement belge, par deux fois, un délai additionnel d'un an.

L'intégration ainsi prévue se fera après consultation entre le Gouvernement belge et la Haute Autorité, qui détermineront les moyens et modalités propres à la réaliser; les modalités pourront comporter, pour le Gouvernement belge, nonobstant les dispositions du c de l'article 4, la faculté d'accorder des subventions correspondant aux frais d'exploitation additionnels résultant des conditions naturelles des gisements et tenant compte des charges résultant éventuellement des déséquilibres manifestes qui alourdiraient ces frais d'exploitation. Les modalités d'octroi des subventions et leur montant maximum seront soumis à l'accord de la Haute Autorité, qui devra veiller à ce que le montant maximum des subventions et le tonnage subventionné soient réduits aussi rapidement que possible, compte tenu des facilités de réadaptation et de l'extension du marché commun à d'autres produits que le charbon et l'acier et en évitant que l'importance des réductions éventuelles de production ne provoque des troubles fondamentaux dans l'économie belge.

La Haute Autorité devra soumettre tous les deux ans à l'approbation du Conseil des propositions sur le tonnage susceptible d'être subventionné.

Italie.

§ 27.

1^o Le bénéfice des dispositions du paragraphe 25 ci-dessus sera accordé aux mines de Sulcis pour leur permettre, en attendant l'achèvement des opérations d'équipement en cours, d'affronter la concurrence du marché commun; la Haute Autorité déterminera périodiquement le montant des aides nécessaires, sans que l'aide extérieure puisse durer plus de deux ans.

2^o Tenant compte de la situation particulière des cokeries italiennes, la Haute Autorité est habilitée à autoriser le Gouvernement italien, dans la mesure nécessaire, à maintenir, pendant la période de transition définie au paragraphe 1 de la présente Convention, des droits de douane sur le coke en provenance des autres Etats membres, sans qu'ils puissent être supérieurs, au

cours de la première année de ladite période, à ceux qui résultent du décret présidentiel n° 442 du 7 juillet 1950, ce plafond étant réduit de 10 % la seconde année, 25 % la troisième année, 45 % la quatrième, 70 % la cinquième, pour aboutir à la suppression complète de ces droits à la fin de la période de transition.

France.

§ 28.

1^o Il est reconnu que la production charbonnière dans les mines françaises:

— ne doit pas avoir à supporter chaque année, par rapport à l'année précédente, une réduction supérieure à un million de tonnes, si la production totale de la Communauté est constante ou accrue par rapport à l'année précédente.

— ou ne doit pas être inférieure à la production de l'année précédente, diminuée de un million de tonnes, le chiffre ainsi obtenu étant affecté lui-même du coefficient de réduction dont serait affectée la production totale de la Communauté par rapport à l'année précédente.

2^o Aux fins d'assurer le maintien dans les limites ci-dessus des déplacements de production, les moyens d'action visés au paragraphe 24 pourront être renforcés par une ressource exceptionnelle tirée d'un prélèvement spécial établi par la Haute Autorité sur l'accroissement des livraisons nettes d'autres charbonnages, telles qu'elles résultent des statistiques douanières françaises, dans la mesure où cet accroissement représente un déplacement de production.

En conséquence, pour l'établissement de ce prélèvement, seront prises en considération les quantités représentant l'excédent des livraisons nettes réalisées au cours de chaque période par rapport à celles de 1950, dans la limite de la diminution constatée dans la production charbonnière des mines françaises, par rapport à celle de 1950, affectée elle-même, éventuellement, du même coefficient de réduction que la production totale de la Communauté. Ce prélèvement spécial correspondra au maximum à 10 % de la recette des producteurs sur les quantités en cause et sera utilisé, en accord avec la Haute Autorité, à abaisser dans les zones appropriées le prix de certains charbons produits par les mines françaises.

Chapitre III. — Dispositions particulières à l'industrie de l'acier.

§ 29.

1^o Au cours de la période de transition, il est reconnu que des mesures de sauvegarde particulières peuvent être nécessaires, en ce qui concerne l'industrie de l'acier, pour éviter que des déplacements de production imputables à l'établissement du marché commun n'aboutissent à mettre en difficulté des entreprises qui seraient

en état, après l'adaptation prévue au paragraphe 1 de la présente Convention, de soutenir la concurrence ou à déplacer une main-d'œuvre plus nombreuse que celle qui peut bénéficier des dispositions du paragraphe 23. Dans la mesure où la Haute Autorité reconnaîtra qu'il ne peut être fait application des dispositions du Traité, en particulier de celles des articles 57, 58, 59 et 60, § 2, alinéa b, elle est habilitée, en recourant aux moyens d'action définis ci-après dans l'ordre de préférence qui résulte de l'ordre dans lequel ils sont énoncés:

a) après consultation du Comité Consultatif et du Conseil, à limiter de façon directe ou indirecte l'accroissement net des livraisons d'une des régions à une autre dans le marché commun;

b) après consultation du Comité Consultatif et sur avis conforme du Conseil, tant sur l'opportunité que sur les modalités de ces mesures, à user des moyens d'intervention prévus par l'article 61, alinéa b, sans que, par dérogation audit article, l'existence ou l'imminence d'une crise manifeste soit requise à cet effet;

c) après consultation du Comité Consultatif et sur avis conforme du Conseil, à établir un régime de quotas de production sans qu'il puisse affecter la production destinée à l'exportation;

d) après consultation du Comité Consultatif et sur avis conforme du Conseil, à autoriser un Etat membre à appliquer les mesures prévues au paragraphe 15, alinéa 6, dans les conditions fixées audit alinéa.

2° Pour l'application des dispositions ci-dessus, la Haute Autorité devra, au cours de la période préparatoire définie au paragraphe 1 de la présente Convention, et en consultation avec les associations de producteurs, le Comité Consultatif et le Conseil, fixer les critères techniques d'application des mesures de sauvegarde précitées.

3° Si, pendant une partie de la période de transition, du fait, soit d'un état de pénurie, soit d'une insuffisance des ressources financières que les entreprises auront pu tirer de leur exploitation ou qui auront pu être mises à leur disposition, soit de circonstances exceptionnelles et actuellement imprévues, l'adaptation ou les transformations nécessaires des conditions de production n'ont pu s'opérer, les dispositions du présent paragraphe pourront être appliquées, à l'expiration de la période de transition, après avis du Comité Consultatif et sur avis conforme du Conseil, pendant un délai complémentaire au plus égal au temps pendant lequel la situation visée ci-dessus se sera manifestée, sans qu'il puisse excéder deux années.

Italie.

§ 30.

1° Tenant compte de la situation particulière de la sidérurgie italienne, la Haute Autorité est

habilitée à autoriser le Gouvernement italien, dans la mesure nécessaire, à maintenir, pendant la période de transition définie au paragraphe 1 de la présente Convention, des droits de douane sur les produits sidérurgiques en provenance des autres Etats membres, sans qu'ils puissent être supérieurs, au cours de la première année de ladite période, à ceux qui résultent de la Convention d'Annecy du 10 octobre 1949, ce plafond étant réduit de 10 % la seconde année, 25 % la troisième, 45 % la quatrième, 70 % la cinquième, pour aboutir à la suppression complète de ces droits à la fin de la période de transition.

2° Les prix pratiqués par les entreprises pour les ventes d'acier sur le marché italien, ramenés à leur équivalent au départ du point choisi pour l'établissement de leur barème, ne pourront être inférieurs au prix prévu par ledit barème pour des transactions comparables, sauf autorisation donnée par la Haute Autorité, en accord avec le Gouvernement italien, sans préjudice des dispositions de l'article 60, § 2 b, dernier alinéa.

Luxembourg.

§ 31.

Dans l'application des mesures de sauvegarde prévues au paragraphe 29 du présent chapitre, la Haute Autorité devra tenir compte de l'importance toute particulière de la sidérurgie dans l'économie générale du Luxembourg et de la nécessité d'éviter des perturbations graves dans les conditions spéciales d'écoulement de la production sidérurgique luxembourgeoise qui ont résulté pour celle-ci de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise.

A défaut d'autres mesures, la Haute Autorité pourra recourir, s'il y a lieu, aux fonds dont elle dispose au titre de l'article 49 du présent Traité dans la limite des répercussions éventuelles sur la sidérurgie luxembourgeoise des dispositions prévues au paragraphe 26 de la présente Convention.

Fait à Paris, le dix-neuf avril mil neuf cent cinquante-et-un.

Adenauer.
Paul van Zeeland.
J. Meurice.
Schuman.
Sforza.
Jos. Bech.
Stikker.
Van den Brink.

Protocole

de la Conférence des Ministres relatif à la Commission Intérimaire

Les délégations qui ont participé à l'élaboration du Traité se réuniront périodiquement en commission intérimaire dans l'intervalle qui séparera la signature de l'entrée en fonctions des institutions de la Communauté. Elles se consulteront mutuellement sur les problèmes intéressant la Communauté et sur les mesures que les gouvernements signataires pourraient être appelés à prendre avant l'entrée en fonctions de la Haute Autorité.

Elles étudieront, en particulier, les questions relatives au siège des institutions, ainsi que celles qui concernent le régime linguistique de la Communauté et feront aux gouvernements des propositions motivées.

En outre, les délégations étudieront et prépareront des informations à mettre à la disposition de la Haute Autorité, concernant les mesures à prendre par elle immédiatement après son entrée en fonctions, en application du paragraphe 2, n° 2, alinéa 3, de la Convention.

La Conférence des Ministres confie à cette commission le soin d'élaborer des propositions chiffrées sur la répartition effective des sièges attribués, au sein du Comité Consultatif, aux producteurs et aux utilisateurs et négociants. Quant aux producteurs, ces propositions seront établies en fonction de la valeur des productions dans les différentes régions intéressées et, en ce qui concerne les utilisateurs et négociants, de la valeur des consommations, étant entendu qu'il sera prévu dans ces études que le Comité comprendra, tant pour le charbon que pour l'acier, au moins un ressortissant de chacun des Etats membres.

Adopté par la Conférence des Ministres.

Paris, le dix-huit avril mil neuf cent cinquante-et-un.

Bibliographie Luxembourgeoise

LÉON METZLER: *Le Plan Schuman dans la Perspective luxembourgeoise.* — Luxembourg, Imprimerie Joseph Beffort, 1951, 98 p.

NICOLAS HOMMEL: *Le Luxembourg et le Plan Schuman.* — Conférence organisée par le Service Information et Presse du Ministère d'Etat et publiée dans son « Bulletin d'Information » du 30 avril 1951, N° 3/4, pp. 42 à 52.

ROBERT ALS: *Le Plan Schuman dans la perspective luxembourgeoise.* — Tiré à part du « Bulletin de la Société Belge d'Etudes et d'Expansion », 20 août 1952.

JOSEPH PETIT: *Luxembourg, Plate-Forme Internationale.* — Luxembourg, Imprimerie P. Linden, 1952, 63 p.

CARLO HEMMER: *L'Economie du Grand-Duché de Luxembourg*, 2^e volume. — *L'Industrie Sidérurgique.* — Luxembourg, Imprimerie Joseph Beffort (actuellement sous presse).

JEAN DUPONG: *Le Plan Schuman.* — Article paru dans « L'Echo de l'Industrie » du 25 novembre 1950, N° 24.

« L'ECHO DE L'INDUSTRIE »:

Le Plan Schuman. — Article paru dans le supplément de « L'Echo de l'Industrie » N° 10 du 19 mai 1951.

La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. — Suite d'articles parus dans les N°s 31 à 37, 1952.

« LUXEMBURGER WORT »: *Le Plan Schuman.* — Edition spéciale du « Luxemburger Wort » du 9 août 1952 consacrée à la mise en marche de la C. E. C. A. le 10 août 1952.

« BULLETIN D'INFORMATION DU MINISTERE D'ETAT »:

Luxembourg, siège provisoire du Plan Schuman. — N° 7. 31 juillet 1952.

Installation à Luxembourg de la Haute Autorité de la C. E. C. A. le 10 août 1952. — N° 8/9, 30 septembre 1952.

Le Conseil Spécial de Ministres s'installe à Luxembourg le 8 septembre 1952. — N° 8/9, 30 septembre 1952.

La Haute Cour de Justice de la C. E. C. A. s'installe à Luxembourg le 10 décembre 1952. — N° 12, 31 décembre 1952.
